



Introduction à l'étude de

L'HISTOIRE MILITAIRE

à l'intention des étudiants canadiens



Textes présentés par

LE COLONEL C.P. STACEY, O.C., O.B.E., C.D.,
ANCIEN DIRECTEUR DU SERVICE HISTORIQUE
DU QUARTIER GÉNÉRAL DES FORCES CANADIENNES

Sixième édition, quatrième révision



DIRECTION DE L'INSTRUCTION MILITAIRE
QUARTIER GÉNÉRAL DES FORCES CANADIENNES



Introduction à l'étude de

L'HISTOIRE MILITAIRE

à l'intention des étudiants canadiens



Textes présentés par

LE COLONEL C.P. STACEY, O.C., O.B.E., C.D.,

ANCIEN DIRECTEUR DU SERVICE HISTORIQUE

DU QUARTIER GÉNÉRAL DES FORCES CANADIENNES

Sixième édition, quatrième révision



DIRECTION DE L'INSTRUCTION MILITAIRE

QUARTIER GÉNÉRAL DES FORCES CANADIENNES

PRÉFACE

Cette sixième édition, quatrième révision de *l'Histoire militaire à l'intention des étudiants canadiens* répond à une demande constante, notamment de la part des Cadets royaux de l'Armée canadienne.

Les corrections ne portent que sur des changements textuels mineurs, et les bibliographies ont été mises à jour. Sous sa forme actuelle, ce livre continue de servir d'introduction utile à l'étude de l'histoire militaire.

W.A.B. Douglas
Directeur du Service historique
Quartier général de la Défense
Nationale

AVANT - PROPOS

L'ÉTUDE DE L'HISTOIRE MILITAIRE

La présente brochure a pour but de fournir une introduction à l'étude de l'histoire militaire aux étudiants canadiens et, en particulier, aux membres du Corps-école d'officiers canadien.

Elle ne vise pas à donner un compte rendu absolument complet du sujet traité, mais simplement à servir en quelque sorte de supplément à certains livres, comme celui du colonel A. H. Burne, intitulé *The Art of War on Land*. D'habitude, les livres écrits par les Britanniques et les Américains n'insistent guère sur le point de vue canadien dans l'histoire militaire, et, bien qu'il soit évidemment à souhaiter que les étudiants canadiens ne limitent pas leur connaissance du sujet aux batailles livrées par l'Armée canadienne, il n'en importe pas moins qu'ils sachent quelque chose de l'histoire militaire de leur propre pays. La présente brochure porte donc sur neuf campagnes pleines d'intérêt pour les Canadiens, que nous avons choisies dans différentes périodes de notre histoire. Elle comprend en outre une très courte histoire de l'évolution de l'Armée canadienne. Tous ces textes ont déjà été publiés dans *Le journal de l'Armée canadienne*.

Les commentaires dont ces campagnes font l'objet sont présentés le plus souvent dans le cadre des principes de guerre généralement acceptés. Ces principes, sous la forme que les chefs d'état-major canadiens ont adoptée, sont exposés dans un premier appendice. Un autre appendice contient la définition de quelques termes militaires dont l'étudiant doit être bien au fait. Nous avons également ajouté une liste très brève de livres dont nous recommandons la lecture.

Une certaine connaissance de l'histoire militaire est indispensable pour la bonne formation de tout officier. Point n'est besoin d'insister là-dessus. Il n'existe actuellement aucun grand commandant militaire qui n'ait étudié l'histoire de la guerre jusqu'à un certain point; bien qu'on puisse objecter que les changements survenus dans les conditions de combat et les armes diminuent la valeur de l'étude des anciennes campagnes, il n'en reste pas moins vrai que les problèmes fondamentaux et les principes ayant trait aux qualités de chef ne changent pas du simple fait de certains progrès technologiques. On peut illustrer les principes de la guerre en prenant comme exemples des campagnes anciennes aussi bien que des campagnes contemporaines. De fait, au cours des siècles, il n'y a eu aucune campagne dont nous ne puissions tirer

un certain enseignement en ce qui a trait à la façon dont les hommes se conduisent à la guerre.

Evidemment, un officier intelligent ne saurait s'attendre que l'étude de l'histoire lui fournisse une série de formules propres à régler toutes les situations, car s'il s'évertue à résoudre ses problèmes par une analyse consciencieuse des événements historiques, il risque d'avoir une carrière militaire assez courte. Il n'en reste pas moins vrai, toutefois, que l'étude judicieuse de l'histoire contribue fortement à faire trouver la solution de certains problèmes d'ordre tactique ou administratif. C'est surtout le cas, naturellement, quand il s'agit de l'histoire *contemporaine*. Bien des leçons ont été apprises derechef, au prix de nombreuses pertes de vie qu'on aurait pu éviter, simplement parce qu'on a négligé de profiter de l'expérience du passé.

Cependant, ce n'est pas dans la solution des détails de tactique que l'histoire militaire fournit sa principale contribution à la formation du soldat. L'étude historique des institutions et des campagnes militaires constitue un excellent moyen de former et de préparer l'esprit à résoudre les problèmes de l'heure présente, de même que ceux de l'avenir. C'est en lisant attentivement le récit des guerres anciennes et la vie des grands capitaines de l'histoire que le soldat d'aujourd'hui parvient à découvrir les qualités de l'esprit et du cœur qui sont indispensables à un grand commandant et qu'il peut par là se préparer à remplir la tâche qui l'attend. Voici ce que dit le colonel G. F. R. Henderson dans son livre sur la vie de Stonewall Jackson: "La Providence préfère favoriser les grands généraux plutôt que les grandes armées." La carrière militaire de Jackson nous fournit la preuve que la meilleure façon de se préparer à résoudre les grands problèmes qui incombent à un commandant, c'est d'étudier l'histoire de la guerre.

TABLES DES MATIÈRES

	PAGE
PRÉFACE:.....	ii
AVANT-PROPOS : L'Étude de l'histoire militaire	iii-iv
L'ÉVOLUTION DE L'ARMÉE CANADIENNE	
I: Les deux premiers siècles: l'ancienne milice.....	1
II: La milice volontaire (1855-1902)	12
III: Le début du vingtième siècle (1902-1918)	25
IV: L'Armée canadienne (1919-1953)	35
L'ATTAQUE DE SIR WILLIAM PHIPS CONTRE QUÉBEC,	
1690.....	51
LA CONQUÊTE DU CANADA, 1758-1760	62
LA DÉFENSE DU HAUT-CANADA, 1812	71
LA CAMPAGNE DU NORD-OUEST, 1885	82
LA PRISE DE LA CRÊTE DE VIMY, 1917	94
LA BATAILLE D'AMIENS, 1918	107
LA CONQUÊTE DE LA SICILE, 1943.....	119
L'ASSAUT CONTRE LA NORMANDIE, 1944	133
LA BATAILLE DE L'ESCAUT, 1944	147

APPENDICES

A: Les principes de la guerre	161
B: Glossaire de certains termes fondamentaux couramment employés en histoires militaire	164
C: Livres recommandés	165

CARTES

L'attaque contre Québec, 1690.....	55
La conquête du Canada, 1758-1760.....	64

La campagne de Détroit, 1812	73
La ligne de la rive nord, 27 mars 1885	85
La campagne du Nord-Ouest, 1885	87
La crête de Vimy, avril 1917	97
La bataille d'Amiens, 8-11 août 1918	114
La conquête de la Sicile, juillet-août 1943.....	122
L'assaut contre la Normandie, 6-12 juin 1944	139
La bataille de l'Escaut, octobre-novembre 1944	150

L'ÉVOLUTION DE L'ARMÉE CANADIENNE

I: Les deux premiers siècles: l'ancienne milice

L'histoire de l'Armée au Canada remonte à l'origine même du pays; elle constitue une bien plus grande partie de notre histoire nationale que la plupart des Canadiens ne se l'imaginent. Le soldat canadien d'aujourd'hui est l'héritier d'une très vieille et très noble tradition, d'une tradition qui lui est toute particulière. L'Armée canadienne a participé avec d'autres forces militaires - - avec l'Armée britannique surtout - - à nombre d'aventures historiques, mais quelques-unes de celles qui ont contribué à sa formation sont uniquement canadiennes.

Ce compte rendu n'est qu'un bref sommaire du long processus qui a amené l'Armée au stade actuel de son évolution. Il ne mentionne que les faits saillants de cette longue histoire et surtout ceux qui ont trait à l'organisation de l'Armée plutôt qu'à ses campagnes et batailles; il sert de fond à ces épisodes dramatiques que la plupart des Canadiens connaissent et dont un certain nom-

bre ont été déjà relatés dans cette revue.

Le régime français

On peut dire qu'une milice basée sur le principe du service universel existe dans la vallée du Saint-Laurent et en Acadie dès les premières années de la colonie française dans ces régions, au début du XVII^e siècle. Dans toutes les agglomérations en Lourées d'indigènes belliqueux, les colons doivent à l'occasion se transformer en soldats; le Canada français ne fait pas exception à cette règle.

Vers le milieu du siècle et alors qu'il n'y a en Nouvelle-France qu'environ deux mille colons, on jette les bases d'un système de milice. Un ordre adressé en 1651 par le Gouverneur au "capitaine des habitants de Trois Rivières" enjoint aux gens de se procurer des armes, de s'exercer à leur maniement, de se relayer au service de la garde. Après 1663, quand le régime des compagnies prend fin

et que la colonie est soumise à l'autorité directe du roi de France, on crée une organisation défensive efficace et puissante.

Les conditions qui rendent nécessaire l'établissement d'une telle organisation sont évidentes. Trois dangers menacent la Nouvelle-France: d'abord les Iroquois qui, depuis plusieurs dizaines d'années, terrorisent la colonie; ensuite, les colonies britanniques, bien plus peuplées que les territoires français et contre lesquelles la Nouvelle-France a (depuis 1689) livré quatre longues guerres; et enfin la puissance navale et militaire de la Grande-Bretagne qui soutient les colonies anglaises et qui finira par détruire l'empire français en Amérique. La Nouvelle-France ne succombe sous le poids de ces trois menaces conjuguées qu'après une lutte acharnée qui dure plus de soixante-dix ans; cette longue résistance est due, dans une grande mesure, à l'efficacité de son système militaire.

Cette organisation est très efficace; elle est centralisée d'une manière tout à fait inconnue dans les treize colonies anglaises. Le gouverneur est à la tête de l'organisation; il est non seulement le chef politique de la colonie, mais aussi le commandant de toutes ses forces militaires. Il conserve cette qualité même quand il est en présence des troupes régulières de France commandées par un

général de grade plus élevé. Pendant de longues années, cette centralisation du pouvoir est une source de puissance pour la colonie, mais elle devient un véritable désavantage aux derniers jours de l'administration française; en effet, elle permet au gouverneur, le marquis de Vaudreuil, d'intervenir d'une manière déplorable et désastreuse dans les dispositions d'ordre militaire prises par Montcalm.

Le système défensif de la Nouvelle-France repose sur la présence d'un nombre considérable de troupes régulières. Celles-ci appartiennent à deux catégories différentes: il y a les "troupes de terre" (unités de l'Armée régulière de France) et les "troupes de la marine" (unités de réguliers coloniaux).

Les régiments de l'Armée régulière proprement dite servent au Canada pendant deux périodes seulement. En 1665, le fameux régiment de Carignan-Salières arrive dans la colonie en vue de mener une campagne contre les Iroquois. La plupart de ses hommes sont renvoyés en France en 1667 et 1668. Les autres régiments de l'Armée régulière ne débarquent au Canada qu'en 1755, c'est-à-dire à l'époque où commence la grande et dernière lutte pour la possession de la colonie. En 1758, Montcalm a sous son commandement huit excellents bataillons de troupes régulières françaises; deux autres bataillons se trouvent à Louisbourg,

dans l'île du Cap-Breton. Ces troupes constituent l'élément le plus formidable dans la défense finale de la Nouvelle-France.

Cependant, à partir du moment où le régiment de Carignan est retiré, la colonie est gardée par des troupes régulières qui s'y installent de façon permanente. On les désigne sous le nom de "troupes de la marine" pour la simple raison qu'elles dépendent du ministère de la Marine, c'est-à-dire du ministère qui administre les colonies; il est donc erroné de les appeler (comme on le fait parfois) des fusiliers marins. Ces troupes sont organisées en compagnies indépendantes qui ne se réunissent en bataillons que lorsque des circonstances critiques l'exigent. Cette méthode ne donne pas de bons résultats: la discipline et l'efficacité générale de ces troupes sont inférieures à celles des troupes régulières proprement dites. Le nombre de compagnies n'est pas toujours le même; en 1687, il y en a 32; avant le début de la guerre de Sept ans, on en compte 30, mais en 1756 elles sont au nombre de 40 et ont des effectifs autorisés de 65 hommes chacune. A mesure que le temps passe, les officiers canadiens dans les rangs de ces compagnies sont de plus en plus nombreux; les hommes sont recrutés en France, mais il se peut qu'il y ait eu parmi eux un certain nombre de Canadiens.

Le troisième élément du système défensif du Canada est la milice. Une

lettre du roi Louis XIV au gouverneur, monsieur de Courcelles, (3 avril 1669) contient ce que l'on pourrait peut-être appeler les premiers règlements de la milice canadienne. Le roi demande au gouverneur de former des compagnies avec tous les habitants du pays, de nommer des officiers, d'exercer les hommes au moins une fois par mois, de s'assurer que les miliciens ont des armes et munitions et qu'ils sont prêts à les utiliser en tout temps. Grâce à ce système, chaque paroisse possède sa propre compagnie de miliciens, composée de tous les hommes en état de porter les armes. Les grandes paroisses peuvent avoir deux ou plusieurs compagnies. Le capitaine de la milice est un personnage de grande importance dans la paroisse; il n'en est pas le seigneur, mais son grade d'officier du roi lui permet de jouir d'une grande considération et lui confère une position qui, dans la société où il vit, n'est inférieure qu'à celle du seigneur lui-même. Au bout d'un certain temps, ces capitaines de la milice remplissent également des fonctions civiles; ils deviennent des administrateurs locaux et les porte parole du gouvernement central.

La milice de la Nouvelle-France joue un rôle très important dans toutes les guerres de frontière des XVII^e et XVIII^e siècles. Étant donné que les compagnies de la milice sont formées de tous les hommes valides de la paroisse, il est évident qu'elles sont ap-

pelées tout entières au service seulement dans des circonstances très critiques comme, par exemple, lors de l'attaque de Phips (en 1690) au cours de laquelle la milice a joué un rôle vital. Cependant, les compagnies fournissent des détachements pour des services plus ou moins longs et éloignés, mais on peut supposer que, dans la mesure du possible, ceux-ci se composent de volontaires*. On constate la présence de ces détachements (à côté des troupes régulières) dans presque tous les combats que les Français livrent aux Anglais et à leurs alliés indiens. C'est surtout dans la guerre d'embuscades, qui se déroulent dans les immenses forêts du pays, que les miliciens français apportent leur plus grand appoint. Selon les propres termes de Parkman . . . "l'habitant était toujours plus que prêt à toute entreprise ardue et, dans les escarmouches et embuscades dans les forêts, il était meilleur que quiconque. Son gouvernement, autoritaire et absolu, l'employait à volonté. Des chefs expérimentés utilisaient son courage farouche de manière à en tirer le plus

grand profit."

La composition des troupes employées par les Français dans cette guerre est habituellement très hétérogène. Par exemple, la majorité de la troupe qui intercepte et écrase l'Armée britannique du général Braddock (lors de son avance sur le Fort Duquesne en 1755) est indienne, alors que les deux tiers des Français sont des miliciens et que l'autre tiers est formé de troupes coloniales régulières. Il est vrai, toutefois, qu'à cette rencontre un grand nombre de miliciens fuient à toutes jambes dès la première salve et, comme cela arrive assez souvent, les réguliers doivent remplir une tâche qui est hors de toute proportion avec la faiblesse de leurs effectifs. (Faisant montre d'une grande indulgence, le commandant du Fort Duquesne explique que les fuyards étaient de très jeunes gens.)

En plus de la guerre, les miliciens doivent remplir de nombreuses autres tâches. Il leur faut s'occuper du transport et des communications en vue de maintenir les comptoirs de l'Ouest, de faciliter le commerce avec les Indiens et de soutenir les opérations militaires. Ce travail incombe aux miliciens-bateliers et grève lourdement le capital humain. En outre, les besoins de l'agriculture empêchent l'envoi des miliciens en campagne. Si on arrête les travaux d'ensemencement et les moissons, la colonie risque de manquer de vivres, et Montcalm s'aperçoit qu'il ne peut

*Dans un rapport écrit en 1762, le général Murray explique brièvement le système défensif français, constaté par les Anglais lors de la conquête: "Les Canadiens sont enrôlés dans une milice et, pour que sa réglementation soit meilleure, chaque paroisse dispose (d'après son importance et le chiffre de sa population) d'une, deux, ou plusieurs compagnies commandées par leurs propres officiers... Ces compagnies fournissent des détachements qui sont envoyés en ri importe quel lieu, si éloigné soit-il. En 1759 et 1760, toutes les compagnies étaient sous les armes pour la défense de leur pays."

garder la grande masse des soldats-sagriculteurs sous les armes plus de quelques semaines à la fois.

On constate que, normalement, la milice n'a pas de formation plus grande que la compagnie; on peut probablement affirmer aussi que, d'ordinaire, le capitaine de la milice paroissiale est plutôt un administrateur qu'un commandant et que sa compagnie est plutôt une réserve d'hommes pour des unités spéciales qu'une unité tactique en elle-même. Quand de plus grandes formations de miliciens sont organisées afin de parer à une situation critique, elles sont commandées par des officiers des réguliers coloniaux. Pendant la dernière campagne en Nouvelle-France (1759-1760), les miliciens sont incorporés dans les deux types d'unités régulières; en 1759, on affecte 108 miliciens choisis à chaque bataillon des "troupes de terre" et, en 1760, presque toute la milice a été répartie dans les unités de l'Armée régulière. Il se peut que cette incorporation de miliciens dans les rangs des bataillons de l'Armée régulière ait hâté la défaite des Français à la bataille des Plaines d'Abraham, le 13 septembre 1759. Nous lisons en effet qu'après avoir déchargé leurs mousquets, les miliciens se jettent à plat ventre sur le sol afin de recharger leurs armes; ce mouvement ou manœuvre à la ma nièce des coureurs de bois met une grande confusion dans les rangs des troupes régulières. Ce-

pendant, les tireurs d'élite de la milice rendent de grands services aux troupes; ils combattent en tirailleurs sur les flancs des Français et, dans une certaine mesure, couvrent la retraite de l'armée vaincue.

Toutes les troupes que nous avons décrites ci-dessus appartiennent à l'infanterie. Celle-ci est l'arme maîtresse pour les opérations dans une contrée remplie de forêts, où les communications sont très primitives. Pendant la guerre de Sept ans, l'artillerie de l'Armée française au Canada est représentée par deux compagnies de 50 canonniers chacune; tout semble indiquer qu'elles sont organisées de la même manière que les "troupes de la marine". Quant à la cavalerie, elle est très peu employée mais, en 1759, Montcalm organise un corps de 200 cavaliers miliciens volontaires.

Pendant ces dernières années de la Nouvelle-France, le capital humain du pays est mobilisé à sa dernière limite. La population totale du Canada est d'environ 65,000 âmes et, cependant, afin de défendre Québec contre l'armée de Wolfe, on appelle 13,000 miliciens sous les armes. Ce dernier effort est inutile. L'armée de Wolfe, moins nombreuse mais mieux instruite et fortement appuyée par la puissance navale britannique, remporte la victoire. Une bonne et judicieuse organisation militaire avait pu retarder la catastrophe finale, mais elle ne pouvait toujours l'éviter car,

vers la fin du conflit, les Français combattaient à armes inégales. La colonie capitule en 1760, et le Traité de Paris la cède à la Grande-Bretagne. La milice du Canada doit maintenant fidélité et obéissance à un nouveau souverain.

La milice après la conquête

Ce qui surprend le plus dans le système militaire pendant les premiers temps de la domination anglaise, c'est la mesure dans laquelle cette organisation continue de fonctionner. A vrai dire, il n'y a plus de continuité permanente des unités; comme nous le verrons plus loin, l'organisation des unités de l'armée moderne n'est officiellement reconnue qu'en 1885. Aux termes de la capitulation, les régiments réguliers français retournent en France; les réguliers coloniaux peuvent en faire de même, mais plusieurs officiers et hommes décident de rester au Canada. Il est entendu cependant que le système de la milice continuera à fonctionner comme auparavant, et, pendant la période de "gouvernement militaire", on a souvent recours aux capitaines de la milice. On avait demandé à tous ces officiers de démissionner, mais la grande majorité d'entre eux reçoivent immédiatement un nouveau grade dans l'Armée britannique; ils sont en effet les seuls administrateurs de la justice dans leur paroisse respective. Malheureusement, quand le gouverne-

ment civil est établi en 1764, on considère que la loi ne permet pas aux catholiques romains d'être investis de pouvoirs judiciaires; ce lien si utile dans l'enchaînement des fonctions gouvernementales est donc brisé. Il semble toutefois que les capitaines de la milice peuvent conserver leurs fonctions militaires, mais la perte de leurs fonctions civiles diminue considérablement leur prestige et leur importance.

Dès l'année 1764, les autorités militaires britanniques lèvent un bataillon de Canadiens pour combattre dans la guerre de Pontiac. Bien qu'il soit réuni sous la menace voilée d'une conscription générale, ce bataillon est entièrement composé de volontaires; il est commandé par un ancien officier des réguliers coloniaux français. Le bataillon ne combat pas, mais il rend de grands services. Par la suite, le système militaire semble tomber dans l'oubli; il y a quelques tentatives plus ou moins sérieuses pour employer les miliciens dans les services de transport, mais tout indique que les revues annuelles et l'instruction ont complètement cessé.

Chacune des colonies de l'Amérique britannique a son propre système de service obligatoire dans la milice, et, si négligé que soit ce système en temps de paix, il est immédiatement remis en vigueur en temps de guerre. La première assemblée élue de la Nouvelle-Écosse (où la ville d'Hali-

fax avait été fondée en 1749 en tant que base navale britannique) vote une loi de la milice au cours de sa première session, en 1758. Cette loi est très rigoureuse; elle enjoint à tous les hommes âgés de 16 à 60 ans de servir et de se pourvoir à leur frais "d'un mousquet ou fusil dont le canon n'aurait pas moins de trois pieds de longueur, de deux pierres de recharge et de douze charges de poudre et de balles". Une revue régimentaire doit avoir lieu tous les six mois; tous les trois mois, les officiers doivent réunir les hommes de leur unité et "les instruire dans l'utilisation des armes, les mouvements, le tir à la cible et autres exercices militaires". Naturellement, tout cela se passait en pleine guerre de Sept ans.

Pendant les dix ans qui suivent le Traité de Paris, *l'union jack* flotte partout, du golfe du Mexique à la baie d'Hudson; la défense du pays consiste à assurer une protection contre les Indiens de l'Ouest. Mais voilà que le gouvernement britannique décide de faire payer aux colons les frais d'entretien des garnisons employées à cet effet. Cette mesure provoque une rébellion dans les treize colonies maritimes et, en 1775, les troupes du gouvernement révolutionnaire envahissent le Canada. Le gouverneur Carleton appelle la milice sous les armes; quelques-uns des "nouveaux" sujets du roi répondent à l'appel, d'autres se joignent aux envahisseurs, mais (et cela n'est guère

surprenant) la grande majorité des colons se contentent d'assister en spectateurs à la lutte anglo-américaine. Québec et le Canada sont sauvés et conservés à la Couronne par les troupes que la Marine royale a transportées d'Angleterre. Une ordonnance de la milice est édictée en 1777; c'est la première loi de ce genre depuis la conquête, les anciennes lois françaises ayant été jusque là considérées comme très suffisantes. La nouvelle loi est basée sur les anciennes. L'âge militaire est toujours de 16 à 60 ans (comme dans la loi de la Nouvelle-Écosse); les capitaines de la milice sont tenus d'exercer leur compagnie les deux derniers dimanches de juin et les deux premiers de juillet. Des dispositions sont prises en vue de prélever sur chaque compagnie le nombre d'hommes requis et de les ajouter (en tant que miliciens) aux troupes régulières qui seront envoyées en n'importe quel lieu où leur présence s'avérera nécessaire; ces miliciens resteront dans les forces régulières jusqu'au moment où on n'en aura plus besoin.

Les colonies en révolte gagnent leur indépendance, mais ne peuvent s'emparer du Canada ni de la Nouvelle-Écosse, et, à partir de 1783, la nouvelle Amérique britannique (dont les dimensions ont été considérablement réduites) doit résoudre un nouveau et différent problème défensif. Pendant un siècle ou plus, elle doit presque exclusivement se défendre

contre les entreprises des États-Unis. La puissance navale britannique protège les provinces maritimes contre les invasions venant d'outre-mer, mais elle ne peut empêcher les attaques venant du Sud. Il faut se rappeler qu'à cette époque la guerre entre l'Angleterre et la république Américaine n'est certainement pas une chose "impossible"; elle éclate en effet en 1812-1814 et menace de recommencer à plusieurs reprises. C'est seulement en 1791, avec la signature du Traité de Washington, que les relations anglo-américaines et canado-américaines commencent et continuent à s'améliorer; ce Traité règle les graves désaccords que la guerre civile a fait naître entre les deux nations.

Si les États-Unis sont plus peuplés et plus riches que l'Amérique du Nord britannique, ils ne sont heureusement pas une puissance militaire. Leur potentiel militaire n'est pas organisé et ils ne disposent que d'une très petite armée régulière. Dans ces circonstances, il n'est pas impossible de résoudre le problème que pose la défense du pays. Le système qui est adopté à cet effet est essentiellement le même que l'ancien, dont nous venons d'étudier les caractéristiques principales. La particularité la plus importante de ce système est la présence au Canada d'une forte garnison de troupes régulières britanniques; les effectifs de cette force sont habituellement égaux à ceux de toute

l'Armée des États-Unis. La contribution de la colonie à cet effort défensif est la formation d'une milice organisée d'après le principe traditionnel du service militaire obligatoire. Le système ne varie pas beaucoup d'une colonie à l'autre. Quand une nouvelle colonie est créée - - comme par exemple en Haut-Canada en 1791 - - une loi à cette fin est presque immédiatement adoptée.

Les frais d'entretien de cette milice - - appelée plus tard du nom pittoresque de milice sédentaire* - - sont très peu élevés, car 364 jours par année elle n'existe que sur le papier. Les bataillons sont organisés sur une base territoriale; en général, il y a un ou plusieurs bataillons par comté, et un certain nombre d'officiers sont préposés à leur commandement. En temps normal, les hommes ne sont pas armés; ils ne portent pas l'uniforme, ne sont ni payés ni instruits. Le bataillon se réunit une seule fois l'an, à l'occasion du jour de la "revue" ou de "l'instruction", pendant longtemps, cette cérémonie a lieu le 4 juin, anniversaire de naissance du roi George III. Les gens s'amusent beaucoup au passage des "troupes" vêtues d'habits civils ou de parties dépareillées d'uniformes; elles portent des armes désuètes ou vont les bras ballants, trébuchent gauchement dès qu'un ordre est don-

**Ce terme apparaît officiellement pour la première fois dans la Loi canadienne de 1645, mais il est d'usage courant depuis 1812.*

né et ne savent plus que faire. La journée se termine par une beuverie générale aux frais du commandant. Les moqueurs ne semblent pas avoir compris le véritable but de cette réunion annuelle; à vrai dire, elle n'est pas un rassemblement de soldats en vue de faire l'exercice, mais plutôt un appel nominal qui sert à mettre à jour les listes ou rôles du bataillon et à rappeler au citoyen qu'il est toujours milicien et qu'il doit être prêt à défendre son pays en cas de nécessité.

La guerre de 1812

Cette organisation est justement celle qui a si bien défendu le Canada pendant la guerre de 1812. Il nous faut ici catégoriquement démentir la légende très populaire d'après laquelle l'envahisseur a été battu et chassé du pays par les laboroureux canadiens aidés, mais si peu, par les troupes régulières. On ne peut lire l'histoire de cette guerre sans se rendre compte que c'est le soldat de carrière qui a joué le rôle principal dans la défense des colonies. C'est l'armée régulière qui fournit un commandement efficace et compétent, qui soutient le poids de presque toutes les attaques. Étudions, par exemple, les états des pertes de l'engagement le plus violent de la guerre, celui de Lundy's Lane. Le régiment de réguliers britannique, le *89th Foot* (actuellement le *Princess Victoria's Royal Irish Fusiliers*) perd 254 hommes dont 29

tués. Un bataillon de la Milice Incorporée (organisé pour un service quasi permanent) perd 142 hommes dont 7 tués. Les unités locales de la milice sédentaire, fortes d'environ 500 miliciens, perdent seulement 22 hommes dont un tué*. Ces chiffres en disent long sur la tâche que les réguliers remplissent dans cette bataille. Les Canadiens et autres Britanniques d'Amérique jouent un grand rôle dans cette guerre, mais on ne peut nier le fait que les unités locales les plus efficaces sont celles dont l'organisation ressemble le plus à celle des unités régulières de l'Armée. Ces unités comptent 5 régiments dits *Fencible*, ou territoriaux, recrutés dans les provinces et qui doivent servir en Amérique du Nord seulement; ces unités sont portées sur les listes de l'Armée britannique, et les hommes peuvent être considérés comme des coloniaux réguliers. Il y a aussi les "Voltigeurs canadiens" qui, bien que levés dans le Bas-Canada sous le régime de la Loi de la milice, appartiennent de fait à la même catégorie. Il n'y a probablement pas beaucoup de Canadiens qui savent que le colonel Charles de Salaberry, commandant des "Voltigeurs" et le plus grand héros national de cette guerre, était lui-même un soldat régulier qui avait fait ses premières armes dans

* La faible proportion des morts par rapport aux blessés est due, dit-on, au fait que les Américains emploient des balles à gros plomb.

le *60th Rifles*.

La milice sédentaire combat très rarement, du moins en tant qu'unité. (Cependant, l'engagement de Lundy's Une est un exemple de la manière dont les unités sédentaires sont parfois appelées à l'aide lors d'une crise temporaire.) L'organisation de cette milice est "plutôt d'ordre administratif que tactique;" son système de mobilisation est très efficace et assure la disponibilité immédiate du capital humain dans les provinces. Les formations sédentaires fournissent aux unités dont le service est de longue durée des volontaires ou des hommes qui ont toutes les aptitudes pour faire de bons soldats; après quelques mois de service, ces unités sont presque aussi aguerries que les unités régulières.

Le succès de cette guerre a probablement une influence fâcheuse sur la ligne de conduite militaire que le Canada adopte dès lors. Les victoires remportées au cours du conflit sont le résultat d'une préparation efficace, mais les préparatifs ont été faits dans la mère-patrie et non pas dans les colonies. La population de l'Amérique britannique a l'impression que c'est la milice qui a fait tout le travail, qui a gagné la guerre. Cette idée mène les gens à penser qu'il est temps de se préparer à la guerre quand celle-ci a déjà commencé. Cette opinion aura la vie dure.

Le système de la milice est donc maintenu pendant près d'un autre

deuxième siècle; les changements qu'on y apporte sont insignifiants. La Grande-Bretagne continue à assurer (à ses frais) une garnison de troupes régulières dont l'entretien est assez coûteux, et l'Amérique britannique se contente de garder (sur le papier) une milice qui, avec sa revue annuelle, ne lui coûte qu'une somme assez faible*. Il faut se rappeler toutefois, que les colonies sont pauvres, insuffisamment peuplées et déchirées par les dissensions politiques; elles ne peuvent pas et ne voudraient pas supporter les frais d'une coûteuse organisation militaire; d'autre part, le maintien de l'ancienne milice en tant que force auxiliaire des troupes régulières semble très recommandable, compte tenu des conditions qui régnent au Canada à cette époque.

Au cours de toute cette période critique de rapports tendus entre l'Angleterre et les États-Unis (c'est-à-dire, pendant la première moitié du XIX^e siècle), le système continue à rendre des services inestimables dans toutes les provinces de l'Amérique du Nord. Les unités sédentaires peuvent toujours être appelées afin de parer à une situation critique et sont toujours en mesure de fournir des volontaires pour les unités spéciales qui ont été levées pour une plus longue durée de service. En 1837, les unités sédentaires

* *Au cours de l'année budgétaire 1857-1858, la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick dépensera ensemble pour leur défense la somme de £432!*

res du Haut-Canada marchent sur Toronto afin de défendre le gouvernement contre les rebelles; ces unités fournissent les régiments composés de volontaires et recrutés aux frais de l'Empire, qui, pendant deux autres années, protègent les frontières contre les perturbations causées par cette révolte. En novembre 1838, quand des flibustiers américains débarquent près de Prescott, sur le Saint-Laurent, ils sont attaqués quelques heures après par deux colonnes, dont l'une est dirigée par un groupe de troupes de la Marine et l'autre, par un détachement du *83rd Foot* (maintenant le *Royal Ulster Rifles*); cependant, la grande majorité des troupes est composée de Canadiens des unités de la milice locale ou des nouveaux régiments de volontaires. Dans cette "bataille du moulin à vent", la

force sédentaire combat courageusement et s'acquitte à mer veille de sa tâche, mais, en fin de compte, il faut faire appel aux renforts de troupes régulières afin de déloger les maraudeurs.

Vers le milieu du siècle, une nouvelle ère commence. Les colonies nord-américaines sont devenues plus ou moins indépendantes; leur population et leur prospérité se sont accrues. En Grande-Bretagne, des parlementaires et des publicistes demandent, avec raison, s'il n'est pas grand temps de soulager le contribuable britannique du poids financier que la défense des colonies implique. Ces nouvelles conditions sont sur le point de produire des changements fondamentaux dans la politique militaire du Canada.

BIBLIOGRAPHIE ET OUVRAGES DE RÉFÉRENCE

Boissonnault, Charles-Marie, *Histoire politico-militaire des Canadiens français*, Tome 1 (Trois-Rivières, 1967).

Caron, Ivanhoe, éd., *Le journal de l'expédition du Chevalier de Troyes à la baie d'Hudson en 1686* (Beauceville, 1918).

(Suite à la page 34)

II: La milice volontaire (1855-1902)

La Loi de la milice de 1855

Le Canada ne participe pas directement à la guerre de Crimée (de 1854 à 1856), mais ce conflit détermine et facilite les changements importants qui sont apportés à son organisation militaire.

Au cours des années qui précèdent cette guerre, le gouvernement britannique commence à réduire les garnisons régulières des colonies de l'Amérique du Nord; les conditions mentionnées au chapitre précédent ainsi que l'amélioration des relations anglo-américaines permettent et facilitent cette nouvelle politique. Lorsque la guerre est déclarée à la Russie, il devient nécessaire d'envoyer un corps expéditionnaire en Crimée et les effectifs britanniques au Canada sont, encore une fois, immédiatement réduits. En 1855, il ne reste plus qu'environ 3,000 soldats en Amérique du Nord britannique, alors que deux ans auparavant l'armée comp-

tait 7,000 hommes et presque le double de ce chiffre entre 1838 et 1842.

Il devient nécessaire, dans ces circonstances, de compenser le départ des réguliers par quelque nouvelle disposition d'ordre militaire; en effet, l'organisation de la police coloniale est encore impuissante à remplir sa tâche et il faut souvent faire appel aux troupes afin d'aider le pouvoir civil. L'agitation patriotique causée par la guerre et la vague de prospérité qui règne au pays favorisent l'extension des responsabilités militaires coloniales. Par conséquent, le Gouvernement de la Province du Canada* institue une commission qui est chargée de le conseiller sur les meilleurs moyens de réorganiser la milice. La commission présente son rapport au Gouvernement au début de 1855. Vers la fin de cette même année,

* En 1841, le Haut-Canada et le Bas-Canada ont été réunis en un seul corps législatif.

une nouvelle loi de la milice, basée sur ce rapport, est adoptée.

En général, la commission propose de garder l'ancienne milice sédentaire, avec son principe de service militaire obligatoire, et de lui apporter des modifications. En effet, ses membres recommandent l'achat et l'emmagasiner d'armes, d'effets d'habillement et de munitions pour une armée de 100,000 hommes; tous ces approvisionnements doivent être gardés dans la province en vue d'équiper et armer les hommes qui seraient éventuellement appelés sous les drapeaux. Cependant, cette proposition est écartée lors de l'adoption du projet de loi par le Parlement. La caractéristique la plus originale du projet est la création d'un groupement nouveau et distinct de *Volontaires*. Les unités de cette force seraient armées et les hommes porteraient l'uniforme, même en temps de paix; tous ses membres devaient être entraînés une fois par an et devaient toucher une solde pendant toute la durée de cette période d'instruction. La nouvelle loi donne à ce groupement le nom de "milice active" et stipule que le total de ses effectifs ne doit pas dépasser 5,000 hommes. La conception qui a servi de base à la rédaction de cette loi est évidente: tout en se rendant compte que seul un système de service universel pourrait assurer la défense de la province contre une attaque

américaine de grande envergure, les législateurs constatent que la nouvelle situation exige qu'une force supplémentaire, peu nombreuse et partiellement instruite, soit toujours disponible pour faire face aux circonstances critiques imprévues.

La petite force de volontaires, créée par la Loi de la milice de 1855, est à l'origine immédiate de la milice de l'Armée canadienne d'aujourd'hui. Les unités de l'ancienne milice sédentaire, dont la plupart n'existaient que sur le papier, n'ont pas été gardées dans notre organisation militaire actuelle; cependant, notre Annuaire de l'Armée contient les noms d'un régiment blindé (anciennement un corps de cavalerie) et de cinq batteries d'artillerie dont la date d'organisation remonte à 1855*; cela prouve que ces unités ont été parmi les premières à être comprises dans la nouvelle organisation. Il n'y a aucun régiment d'infanterie parmi les unités formées en 1855 parce que les groupements de fantassins volontaires que la loi de cette année a créés sont tous des compagnies indépendantes de fusiliers. Le plus ancien régiment d'infanterie dans l'Annuaire de l'Armée a été créé en 1859 par la formation en un

* The Governor General's Horse Guards (3rd Armoured regiment), les 2^e, 7^e et 11^e batteries de campagne, ainsi que les 32^e et 57^e batteries de repérage.

seul bataillon des neuf compagnies indépendantes de Montréal.*

Plusieurs unités de notre armée moderne prétendent tirer leur origine d'organisations militaires qui existaient avant 1855; ces prétentions sont fondées sur des preuves plus ou moins convaincantes. Tous les régiments s'estiment, avec raison, les héritiers des traditions des premières unités qui ont existé de temps à autre dans leur zone de recrutement; cependant, aucune des organisations formées avant 1855 n'est reconnue dans l'Annuaire de l'Armée.

La formation de la force volontaire marque, à plusieurs égards, un tournant dans l'histoire de l'organisation militaire canadienne. Elle représente notamment une orientation nouvelle du système défensif canadien et une acceptation de nouvelles et plus grandes responsabilités d'ordre militaire. L'augmentation des dépenses causées par la nouvelle armée démontre jusqu'à quel point le pays accepte ces nouvelles responsabilités. Jusqu'en 1855, la milice canadienne a coûté à la province 2,000 livres par an seulement; elle en coûte maintenant environ 25,000. Évidemment, cette somme est encore bien insignifiante; elle ne représente que la moitié de la somme nécessaire à l'entretien d'un seul bataillon de réguliers, mais elle

constitue, cependant, un important nouveau point de départ. La nouvelle armée jouit d'un certain degré d'indépendance alors que la milice sédentaire ne pouvait être qu'une simple force auxiliaire. Naturellement, on ne s'attend pas que l'efficacité des volontaires soit très grande, étant donné que la loi de 1855 prévoit seulement dix jours d'instruction annuelle pour les cavaliers et les fusiliers et vingt jours pour les artilleurs. Cependant, l'idée d'avoir sur pied (et non pas sur le papier seulement) une force quelconque de soldats bien entraînés est presque entièrement nouvelle*.

Il nous faut noter aussi qu'en dépit de l'insistance des membres de la Commission de 1855 sur la nécessité de maintenir le principe du service militaire universel, leur rapport marque le commencement de l'abandon de ce même principe. A vrai dire, l'abandon est très rapide. L'enrôlement annuel est maintenu pendant un certain temps, mais la milice sédentaire du Canada n'est jamais appelée à servir lors des crises qui surviennent après 1855. En Nouvelle-Ecosse, au cours des années 60, toute la force sédentaire est appelée pendant quelques années

*Le First Battalion Volunteer Militia Rifles of Canada maintenant le Canadian Grenadier Guards.

* Avant 1855, il n'y a qu'un très petit nombre de groupes de volontaires à qui on aurait pu donner le nom d'unités; ces groupes s'entraînent parfois, quand tel est le bon désir des officiers et des hommes. La loi de la milice de 1846 avait autorisé la formation de ce genre d'unités.

pour une brève instruction annuelle, mais ce n'est là qu'un feu de paille. Lors d'une crise soudaine, on fait toujours appel aux volontaires, car ils sont plus faciles à réunir que la milice sédentaire, et leur efficacité est, comme de juste, plus grande. A mesure que le temps passe, le principe du service militaire obligatoire se transforme de plus en plus en une simple obligation légale. Composée de Canadiens qui préfèrent le service à toute autre chose, la milice volontaire devient, en pratique, la seule force militaire du pays.

La crise de dix ans

La popularité de la force volontaire est assez grande dès sa création et, en 1856, le corps législatif autorise la formation d'unités additionnelles dont les membres ne recevraient pas de solde. Quelque temps plus tard survient une crise économique, et le budget de la milice est réduit; l'efficacité et la puissance de la force volontaire diminuent d'autant, et cela juste au moment où les relations avec les États-Unis vont de mal en pis.

La guerre civile américaine éclate au printemps de 1861. En l'automne de la même année, la Marine de l'Union arraisonne un navire britannique en haute mer et enlève deux diplomates confédérés qui se trouvent à son bord. Cette fameuse affaire Trent provoque une tension extrême dans les rapports

entre l'Angleterre et les États-Unis; jamais, depuis 1814, la guerre entre ces deux nations n'a été aussi près d'éclater. La Grande-Bretagne envoie en toute hâte 11,000 soldats au Canada, augmentant ainsi les effectifs de la garnison régulière en Amérique du Nord britannique à quelque 18,000 hommes. (Cette force a été augmentée à la fin de la guerre de Crimée et, bien que diminuée un peu plus tard, elle a été renforcée de nouveau, immédiatement après le début de la guerre civile). Le président Lincoln rend les deux diplomates, et la catastrophe est conjurée. Il existe toujours un profond ressentiment, toutefois, et quelque temps plus tard, cette animosité est augmentée quand le *Alabama* et les autres croiseurs sudistes équipés dans des ports britanniques sont pillés et que les confédérés essaient d'utiliser le Canada comme point d'appui pour leurs opérations militaires.

La guerre civile prend fin en 1865, mais presque aussitôt une organisation irlandaise-américaine (la Confrérie des Fénians) commence à préparer des attaques contre le Canada. En juin 1866, les révolutionnaires irlandais lancent une attaque de grande envergure. Les volontaires canadiens reçoivent leur baptême du feu dans la péninsule du Niagara. Un groupe de Fénians défait une colonne isolée de volontaires à Ridgeway et s'esquive avant

que le contact avec les troupes de renfort qui approchent puisse être fait. Les Fénians constituent une menace sérieuse et constante. En 1870, une autre incursion à Eccles-Hill (sur la limite du Vermont) est repoussée et, l'année suivante, une attaque de moindre envergure (contre le Manitoba) échoue. Pendant toute cette période, la tension des rapports anglo-américains est très grande, et le gouvernement des États-Unis ne semble avoir aucun désir réel d'intervenir dans les opérations des Fénians; cette situation dure jusqu'au moment où (en 1871) la question du *Alabama* est réglée à la satisfaction des États-Unis mais au préjudice de la Grande-Bretagne.

Le plus important résultat de cette période de crises répétées est la fédération de l'Amérique du Nord britannique. D'autres causes aussi contribuent à cette fédération, mais il est évident que, sans la menace immédiate des Fénians et la crainte d'une guerre anglo-américaine, le Dominion du Canada n'aurait probablement pas été créé en 1867. Ces années critiques ont également une grande influence sur le système militaire du Canada; elles servent notamment à confirmer la fidélité du pays au principe du service volontaire.

L'affaire Trent est également à la base de l'institution (pour la première fois) d'un portefeuille de la Défense dans le cabinet canadien.

C'est John A. Macdonald, le procureur général de l'Ouest du Canada, qui devient le premier "ministre des affaires de la Milice." Cette même affaire mène à prendre des dispositions en vertu desquelles un grand nombre de miliciens de la milice sédentaire doivent être appelés en vue d'une instruction militaire; ces dispositions sont annulées quand la crise est conjurée. Cependant, le gouvernement canadien se rend compte que les États-Unis sont maintenant devenus une puissance militaire et, afin d'être prêt à affronter une autre crise toujours possible, il nomme une nouvelle commission chargée de le conseiller sur l'organisation de la milice. La commission est d'avis que seule une grande force bien entraînée pourrait répondre aux besoins créés par la nouvelle situation. Au printemps de 1862, le gouvernement John A. Macdonald - - Georges E. Cartier présente un bill de la milice prévoyant la constitution d'une force de 50,000 hommes, levée dans la plus grande mesure possible par enrôlements volontaires et ensuite par tirage au sort. Le Parlement refuse cette proposition; il rejette le projet de loi et le gouvernement doit démissionner. Il n'y a aucun doute que cet épisode est généralement interprété comme un avertissement contre toute tentative d'introduire le service militaire obligatoire en temps de paix. A son

arrivée au pouvoir, le nouveau gouvernement John Sanfield Macdonald - L. V. Sicotte ne fait rien dans ce sens; il se contente d'augmenter les effectifs de la force volontaire qui, au début de l'année 1863, atteignent un total d'environ 18,000 hommes. Mais, au cours de cette même année, la fortune de la bataille tourne contre les confédérés, et la population et le gouvernement du Canada s'inquiètent de plus en plus. On vote alors deux nouvelles lois militaires, à savoir une loi du volontariat en vue d'augmenter la force à 35,000 hommes et une loi de la milice en vue de lever des "bataillons de service" qui seraient recrutés par tirage au sort et dont les hommes seraient instruits six jours par an. Les effectifs de ces bataillons s'élèvent parfois à 88,000 hommes, mais ceux-ci ne sont jamais appelés pour l'instruction. Cependant, les autorités prennent une mesure très importante; elles fondent des écoles militaires pour l'instruction des officiers, et celle-ci leur est donnée par les unités régulières de la province. Ces écoles sont très populaires et très efficaces; elles fournissent bientôt une réserve considérable de jeunes gens compétents qui auraient certainement rempli leur tâche de la meilleure façon possible s'il avait été nécessaire d'incorporer les "bataillons de service" dans la force volontaire.

Les attaques des Fénians jouent un grand rôle dans l'acceptation par les Canadiens du principe du volontariat. Les unités de volontaires ne sont certainement pas inaptes à la tâche de repousser les expéditions de ces flibustiers irlandais; l'imminence de ces dangers mène le corps législatif à voter sans rechigner les fonds nécessaires à l'augmentation de la force volontaire, et les jeunes gens du Canada sont encouragés à s'enrôler. En 1866, les crédits budgétaires pour la défense de la province s'élèvent à environ 2 millions de dollars; quant aux effectifs de la force volontaire, ils ont passé d'un peu moins de 20,000 hommes (au printemps de 1866) à 33,750 vers la fin de l'année 1867*. L'année 1866, c'est-à-dire celle où la menace des Fénians atteint son plus haut point, laisse une empreinte permanente dans l'Annuaire de l'Armée canadienne; en effet, il n'y a pas moins de 38 bataillons d'infanterie et de fusiliers, et de 10 batteries d'artillerie qui sont organisés au cours de ces douze mois remplis d'événements sensationnels. Plusieurs de ces unités figurent encore dans l'Annuaire sous une forme ou sous une autre; cer-

* Ces chiffres se rapportent à la Province du Canada (après le 1^{er} juillet 1867, les provinces d'Ontario et de Québec). En dépit du fait que la limite prévue par la loi était de 35,000 hommes, le gouvernement du Canada avait imposé une limite de 25,000 hommes, qui resta en vigueur jusqu'aux incursions de 1866.

taines de nos batteries d'artillerie actuelles représentent des régiments d'infanterie formés en 1866.

Le système militaire du Dominion

Après la Confédération, le système militaire qui est établi pour la nouvelle nation est, en général, le même que celui de la Province du Canada. Cela ne gêne pas trop les provinces Maritimes car elles aussi possèdent des forces volontaires, copiées sur le système du "mouvement volontaire" de 1859 de la mère-patrie. Il est vrai (comme nous l'avons déjà dit) que la Nouvelle-Écosse a récemment fait l'expérience d'appeler toute la force sédentaire à l'instruction annuelle, mais celle-ci ne dure que quelques jours; les unités ne sont pas armées et les hommes ne portent pas l'uniforme.

La première loi fédérale de la milice est votée en 1868; elle établit un ministère de la Milice et de la Défense, divise tout le pays en neuf régions militaires, et maintient (du moins en théorie) l'ancien principe du service militaire obligatoire. L'article 4 de cette loi stipule que:

La milice est formée de tous les habitants mâles du Canada, âgés de 18 à 60 ans, qui ne sont pas exemptés ou frappés d'incapacité par la loi, et qui sont sujets britanniques de naissance ou par naturalisation; cependant, Sa Majesté peut requérir tous les habitants mâles du Dominion, qui sont aptes à porter les armes, de servir dans le cas d'une levée en masse.

En pratique, on n'a jamais eu recours à cette disposition de la loi. Le recrutement de la "réserve de la milice"* (en fait, c'est l'ancienne milice sédentaire) a lieu pour la dernière fois en 1873. (Dans les derniers temps, il a été fait non pas par appel mais par visites à domicile.) Pendant la dernière partie du XIX^e siècle et la première moitié du XX^e, diverses situations critiques et autres difficultés se présentent soit à l'étranger, soit au pays même, mais elles ne nécessitent pas l'application de la disposition relative au service militaire obligatoire. La conscription a été nécessaire au cours des deux guerres mondiales, mais elle a été assurée par des lois spéciales promulguées à ces moments-là. Enfin, une nouvelle loi sur la défense nationale (qui codifie presque toute la législation sur la défense en une seule loi) est adoptée en 1950, et toutes les anciennes dispositions relatives au service militaire obligatoire sont annulées. Et c'est ainsi que se termine une longue histoire commencée il y a trois cents ans sous le régime français.

La "milice de la réserve" n'est donc, à proprement parler, qu'une force sur le papier. A l'exception de la marine royale, la milice volon-

* D'après la loi de 1868, la milice volontaire, la milice régulière et la milice de la marine forment ensemble la milice de l'active. La milice de la réserve est formée de tous les hommes qui "ne servent pas dans la milice de l'active à l'heure actuelle".

taire est le premier et le seul dispositif de défense du Canada. Après avoir défendu le pays à maintes reprises, l'Armée britannique quitte le Canada quelques années après la Confédération; les dernières troupes impériales s'embarquent à Québec le 11 novembre 1871. Une garnison régulière demeure à Halifax (dans les mêmes conditions que les garnisons qui se trouvent à Malte et à Gibraltar) et, plus tard, une petite force est envoyée à Esquimalt, mais tous les anciens postes militaires du Canada central sont définitivement évacués par les soldats anglais. Afin de les remplacer, le gouvernement canadien prend une mesure des plus modérées. Il lève (en octobre 1871) deux batteries d'artillerie de garnison; ces deux unités doivent protéger et maintenir les fortifications de Québec et de Kingston, servir d'écoles d'artillerie pour les batteries de la milice et d'écoles d'instruction pour l'infanterie. Ces deux batteries ("A" et "B") forment le premier noyau du service régulier canadien que nous appelons aujourd'hui l'active; elles existent encore aujourd'hui en tant que sous-unités du 1^{er} Régiment de l'Artillerie hippomobile royale canadienne.

Le départ des troupes britanniques coïncide avec la fin des troubles fénians et l'amélioration des rapports anglo-américains et canado-américains. Après s'être intéressés à la défense du pays parce qu'il

y avait toujours un ennemi à ses portes, le Parlement et le public canadiens semblent ne plus vouloir s'occuper de cette question. En 1876/1877, les dépenses militaires sont réduites à 690,000 dollars; c'est là le budget annuel le plus bas dans l'histoire du pays après la Confédération. Ces fonds limités signifient une instruction limitée; l'enthousiasme ainsi que l'efficacité diminuent à l'avenant. (Pendant plusieurs années, les régiments ruraux qui suivaient toute leur instruction au camp ne sont entraînés qu'une fois tous les deux ans.) A partir de 1874, la milice est commandée par un officier général commandant, qui est un régulier de l'Armée britannique détaché auprès du gouvernement canadien. Étant donné les conditions de la milice à cette époque les officiers qui sont nommés à sa direction sont quelque peu désappointés.

Cependant, quelques faits nouveaux et utiles se produisent de temps en temps. Le Collège militaire royal du Canada est fondé à Kingston en 1876 et devient une pépinière d'officiers pour les unités permanentes et non-permanentes. (C'est seulement en 1912 qu'on commence, dans ce but, à mettre à contribution les universités; en effet, c'est à cette date que sont formés les premiers contingents du Corps-école d'officiers canadien.) Le gouvernement fait construire, à Québec, une cartoucherie (on lui

donne plus tard le nom de *Dominion Arsenal*), qui commence à fabriquer des munitions dès 1882. Et c'est ainsi que, dans une très modeste mesure, le pays devient graduellement de plus en plus autarcique.

Le progrès le plus important depuis la Confédération est réalisé en 1883. Depuis le départ des troupes impériales, l'efficacité de la milice diminue, et plusieurs observateurs en concluent que la présence de quelques unités régulières serait essentielle au progrès et au perfectionnement de ce grand groupement de citoyens. D'autre part, on avait depuis long temps recommandé la formation d'un corps d'instruction de cavalerie et d'infanterie semblable à celui des batteries "A" et "B". On adopte donc une nouvelle loi de la milice qui renferme l'article suivant:

Étant donné qu'il est nécessaire, par suite du départ des troupes régulières impériales d'assurer la protection et l'entretien des forts, des magasins, de l'armement des dépôts de matériel de guerre et services assimilés, et d'assurer la création d'écoles d'instruction militaire relativement aux corps recrutés pour le service permanent, il est légitime pour Sa Majesté de lever. . . une troupe de cavalerie, trois batteries d'artillerie (dont les deux batteries "A" et "B" déjà organisées) et pas plus de trois compagnies d'infanterie - - le total des effectifs de toutes ces unités ne devant pas dépasser sept cent cinquante hommes. . . "

En 1886, on modifie la loi; le nombre des compagnies d'infanterie est porté à cinq et le total des effectifs à 1,000 hommes. Cette nouvelle ligne de conduite aboutit à

la création, en 1883, d'un corps d'école de cavalerie (maintenant le *Royal Canadian Dragoons*) et d'un corps d'école d'infanterie (maintenant le *Royal Canadian Regiment*); quant aux batteries d'artillerie, elles sont réunies en une seule brigade appelée le *Regiment of Canadian Artillery*. La troisième batterie ("C"), qui se trouve à Esquimalt, n'est définitivement formée qu'en 1887*. D'autre part, on fonde à Winnipeg, en 1885, une école d'infanterie à cheval. Toutes ces innovations ainsi que l'augmentation des subventions accordées à la milice pour son instruction annuelle grossissent considérablement les dépenses du pays pour la défense; au cours de l'exercice financier de 1883 à 1884, elles s'élèvent à \$1,200,000.

La campagne du Nord-Ouest

La petite force permanente (c'est le nom qu'on lui donne à cette époque) entre en action pour la première fois en tant qu'élément du Corps expéditionnaire du Nord-Ouest qui a été organisé en vue de supprimer la rébellion de 1885 dans la Vallée du nord de la Saskatchewan. C'est la première fois que le Canada entreprend une campagne avec ses propres ressources; en effet, à part l'officier général com-

* En 1893, tous ces corps permanents sont autorisés à ajouter le mot "royal" à leur nom.

mandant - - le major-général (plus tard sir) Fred Middleton - - et quelques officiers d'état-major, le corps est entièrement canadien. Il est composé de 6,000 hommes dont 363 soldats réguliers et 550 membres de la Gendarmerie royale. Cette armée a été improvisée du jour au lendemain, Middleton affirme que certains miliciens de sa propre colonne n'ont "jamais tiré un coup de fusil" avant de se joindre à son unité. Les services administratifs et le personnel instruit font presque entièrement défaut; le service de santé et celui du transport ne sont organisés qu'après le début des hostilités. (Pourtant la loi de la milice de 1868 stipulait que "un train militaire, un personnel du service de santé ainsi qu'un commissariat, un hôpital et un corps d'ambulanciers" pouvaient être formés, si cela était nécessaire, mais toutes ces mesures ne sont prises que lorsque la crise se déclenche.) Eu égard aux circonstances, on ne doit pas s'étonner des premières bévues tactiques de l'expédition, mais, en fin de compte, elle remplit avec une assez grande célérité la tâche qui lui a été confiée. Les premiers coups de feu sont tirés le 26 mars et, le 12 mai, le quartier-général de Louis Riel à Batoche est emporté d'assaut; le soutien principal de la rébellion s'écroule. Entre-temps, on avait envoyé plus de 3,000 hommes de l'est du pays à l'ouest en les fai-

sant voyager sur les lignes de chemin de fer encore inachevées du Pacifique-Canadien; on avait réussi à former trois puissantes colonnes, et on les avait dirigées en toute hâte vers les foyers de révolte.

Pendant les dix années qui suivent cette campagne, il n'y a aucun signe évident d'amélioration dans l'état de la milice; toutefois, l'efficacité des unités permanentes est plus grande et leurs effectifs sont plus nombreux. L'insuffisance de l'instruction et l'état déplorable de l'équipement et de l'habillement continuent à former le fond des rapports annuels de l'officier général commandant de la milice. Mais, au cours des dernières années du siècle, un vent de réforme commence à souffler. Un étrange incident international, en 1895, donne une orientation nouvelle à la politique militaire du Canada. Il existe depuis longtemps un différend entre la Grande-Bretagne et les États-Unis au sujet des frontières entre le Venezuela et la Guyane Anglaise. Or voici que le président Cleveland envoie au Congrès un message à ce sujet, qui est presque une menace de guerre. Avant que la tempête se calme, des préparatifs militaires très importants sont faits au Canada en vue de repousser une attaque éventuelle de la part des États-Unis. A cette époque, la milice est encore armée de fusils Snider .45 à un seul coup, qui datent du temps des incur-

sions Pénienues. Le Snider est une arme autant dire inutile, un simple bouche-trou. C'est l'ancien fusil Enfield de 1857 à chargement par la bouche qu'on a transformé en un fusil se chargeant par la culasse, mais qui n'en est pas moins une arme très désuète en 1895. La crise porte le gouvernement à réarmer la milice avec le fusil à répétition le plus moderne de l'époque, savoir le Lee-Enfield .303. En outre, le gouvernement fait l'acquisition d'un matériel d'artillerie plus perfectionné et de quelques mitrailleuses. A partir de 1897, (et pour la première fois depuis 1876), l'instruction annuelle de tous les régiments devient obligatoire.

Le major-général E. T. H. (plus tard sir Edward) Hutton, officier général commandant de la milice de 1898 à 1900, n'est pas un homme de tact; il lui est difficile d'admettre que l'officier commandant de la milice canadienne doit au gouvernement du Canada le même respect et la même obéissance que le commandant en chef de l'Armée britannique doit au gouvernement de la Grande-Bretagne. Il se querelle avec le gouvernement de sir Wilfrid Laurier et doit quitter le Canada. Cependant, il laisse une empreinte profitable sur le système militaire du pays. On retrouve le sens de ses pensées et de ses actions dans une phrase du rapport qu'il écrit en 1898: "Dans son système actuel, la

milice du Canada n'est pas une armée dans le vrai sens du mot; elle est un assemblage d'unités militaires sans cohésion, sans état-major et où les services qui permettent à une armée de se déplacer, de se nourrir et de se garder en bonne santé n'existent pas". Le major-général Hutton veut créer une "armée de miliciens" une force où toutes les armes seraient bien équilibrées, qui posséderait les services administratifs sans lesquels une armée ne peut aller en campagne et dont l'équipement et l'instruction lui permettraient d'avoir une véritable valeur dans des circonstances critiques. Lord Dundonald (officier général commandant de la milice de 1902 à 1904) suit la même ligne de conduite, mais il ne tarde pas, lui non plus, à se brouiller avec les autorités. Il doit abandonner son poste, mais on peut armer que durant son commandement l'organisation de la milice a fait de grands progrès. Au cours de ses années et pendant que sir Frederic Borden est ministre de la Milice et de la Défense (1896-1911), la milice est presque complètement transformée. On crée un Corps du Génie, (il y avait quelques unités du Génie depuis la Confédération), un Service de santé, une Intendance et d'autres unités administratives. On organise aussi un Corps des Transmissions sur le modèle de celui qui existait déjà (en tant qu'unité séparée) dans l'Armée

britannique. En 1903, les effectifs de la force permanente sont portés à 1,500 militaires de tous grades.

Quelques réformes sont également apportées au système d'état-major. Le quartier général de la milice à Ottawa est réorganisé. A partir de 1905, le Canada peut envoyer deux officiers canadiens au Collège d'état-major du Royaume-Uni, et Hutton institue un cours d'état-major de la milice à l'intention des officiers citoyens. La valeur professionnelle de la force permanente augmente tandis que les officiers de la milice étendent leurs connaissances des choses militaires*.

La guerre du Transvaal

Un événement important survient au milieu de ce travail de réorganisation: la participation du Canada à la guerre du Transvaal (1899-1902). Loin de mettre fin aux réformes, cet événement hâte leur réalisation. C'est la première fois que des unités de l'Armée canadienne servent à l'étranger. (Bien que commandé par des officiers de la milice, le contingent de "Voyageurs canadiens" qui prend part à l'expédition du Nil en 1894-1895 est une organisation civile.) Les troupes qui sont fournies à cet effet ne sont pas nombreuses; elles s'élè-

vent à un total d'environ 8,300 hommes, y compris un bataillon qui doit relever la garnison anglaise de Halifax. Les effectifs des unités levées par le Royaume-Uni et de celle qui est recrutée par Lord Strathcona atteignent environ 5,000 hommes et ne coûtent absolument rien au contribuable canadien. Le Canada envoie en Afrique du Sud un peu moins de 2,500 hommes (unités canadiennes proprement dites); dès leur arrivée dans ce pays, les hommes sont payés eux aussi par le gouvernement britannique. Le Canada se contente de parfaire la différence entre son propre barème de solde et celui des britanniques.

Le recrutement du premier contingent canadien comporte quelques détails intéressants. Le gouvernement britannique demande en premier lieu des troupes organisées en compagnies indépendantes, mais toute réflexion faite, le Canada préfère offrir un bataillon d'infanterie sous le commandement d'un lieutenant-colonel canadien. Ce petit incident est significatif, car il constitue le début d'une ligne de conduite canadienne qui s'affirmera de plus en plus les Canadiens préfèrent servir ensemble et, dans la mesure du possible, sous un commandement unique canadien. Le bataillon est organisé en tant que deuxième bataillon du *Royal Canadian Regiment*; il est formé de volontaires

*Ces réformes sont expliquées de manière plus détaillée dans l'appendice B du livre de C. P. Scacey, *The Military Problems of Canada* (Toronto, 1940).

appartenant à 82 unités différentes de la milice*. La force permanente fournit environ 150 hommes. L'unité part pour Capetown, seize jours après que l'ordre pour son recrutement a été donné, et elle se distingue à la bataille de Paardeberg quatre mois après le début de son existence. Si cet épisode n'est en lui-même qu'un événement peu marquant - la guerre coûte au Canada 89 hommes tués au combat et un peu moins de trois millions de dollars - il a cependant pris une place importante dans l'histoire militaire du pays. Il a grandement contribué à raviver l'intérêt et la fierté du public pour son Armée. Les quatre Croix Victoria qui, sont gagnées en Afrique du Sud peuvent

être considérées comme le symbole de leur courage à la guerre. Le conflit permet à la milice d'acquérir de plus grandes connaissances militaires et, par conséquent, il facilite les réformes; de plus, il souligne le fait que le Canada ne peut éviter désormais de se trouver mêlé aux complications de la politique internationale. Dans le passé, la défense du Canada voulait dire sa défense contre les États-Unis et rien de plus; maintenant les gens commencent à dire qu'un conflit avec leurs voisins américains est "inconcevable", mais la jeune nation constate qu'il existe d'autres problèmes dangereux. La participation du Canada à la guerre du Transvaal crée un précédent pour une plus grande participation du Canada aux crises internationales de grande envergure que la situation mondiale, à ce début du nouveau siècle, fait prévoir.

Par la suite, les unités qui ont contribué le plus à la formation des contingents pour la guerre du Transvaal reçoivent la décoration "South Africa " .

BIBLIOGRAPHIE ET OUVRAGES DE RÉFÉRENCE

Boissonnault, Charles-Marie, *Histoire politico-militaire des Canadiens français*, Tome I (Trois-Rivières, 1967).
 Denison, George T., *Soldiering in Canada* (Toronto, 1900).
 Goodspeed, D.J., (ed), *Les Forces armées du Canada 1867-1967* (Ottawa, 1967).
 Hamilton, C.F., "The Canadian Militia", dans *Canadian Defence Quarterly*, 1928-31.
 Hitsman, J. Mackay, *Safeguarding Canada 1763-1871* (Toronto, 1968).
 Morton, Desmond, *Politiciens and Generals: Politics and the Canadian Militia, 1868-1904* (Toronto, 1970).
 Preston, R.A., *Canada and "Imperial Defence"* (Toronto. 1967).

Stacey, C.P., *Canada and the British Army, 1846-1871* (Londres, 1936).
 Rapports annuels du ministère de la Milice et de la Défense.
 Thorgmison, Thor, and Russell, E. C., *Canadian Naval Operations in Korean Waters, 1950-1955* (Ottawa, 1965).
 Ministère de la Milice et de la Défense, *Report upon the Suppression of the Rebellion in the North-West Territories, and Matters in Connection Therewith, in 1885* (Ottawa, 1886).
 Ministère de la Milice et de la Défense, *Supplementary Report, Organization, Equipment, Dispatch and Service of the Canadian Contingents during the War in South Africa 1899-1900* (Ottawa, 1901), et *Further Supplementary Reports. . . 1899-1902* (Ottawa, 1902).

III: Le début du vingtième siècle (1902-1918)

La préparation à la lutte suprême

Le temps qui s'écoule entre la guerre sud-africaine et la déclaration de la première guerre mondiale, en 1914, est une période de réforme et d'expansion constantes. En Europe, la situation devient de plus en plus tendue, et le danger que la Grande-Bretagne soit entraînée dans un conflit avec l'Allemagne se fait de plus en plus évident. Cette menace explique nombre d'événements qui se produisent alors au Canada.

Ainsi en est-il de l'incident Dundonald, en 1904. La destitution de l'Officier général commandant par le Gouvernement canadien coïncide avec d'importants remaniements apportés dans l'administration militaire du Royaume-Uni par suite de la guerre sud-africaine. En effet, un comité dirigé par Lord Esher recommande l'abolition de la charge de commandant en chef et la création d'un Conseil de l'Armée présidé par le secrétaire d'État à la Guerre et

composé de civils et de militaires, le chef d'état-major général devant occuper le premier rang parmi les militaires et remplacer le commandant en chef au poste de conseiller militaire supérieur du gouvernement.

Ces recommandations sont mises en pratique, puis copiées par le Canada. En 1904, une nouvelle Loi de la milice est adoptée. Elle porte que "le gouverneur en conseil peut nommer un Conseil de la milice chargé de renseigner le Ministre sur toutes les questions concernant la milice que ce dernier soumettra au Conseil et que la composition, le mode de fonctionnement et les pouvoirs du Conseil seront conformes aux dispositions édictées à cette fin". Sa composition (Le ministre, président; quatre membres militaires, le - - chef d'état-major général, l'adjutant général, le quartier-maître général et le maître général de l'artillerie; le sous-ministre à titre de membre civil, le comptable du mi-

nistère de la Milice et de la Défense pour les finances et un secrétaire civil) est établie par arrêté en conseil, plus tard en 1904. Si la nouvelle loi permet toujours la nomination d'un major-général "chargé du commandement militaire de la Milice", lord Dundonald n'en est pas moins le dernier officier général commandant. Désormais, comme au Royaume-Uni, le conseiller militaire supérieur du gouvernement est le chef d'état-major général. Le premier titulaire de ce poste est le major-général sir Percy Lake; ce n'est qu'en 1908 que ces fonctions seront confiées à un Canadien: le brigadier-général W. D. (le futur général sir William) Otter.

Les trente années au cours desquelles des officiers anglais ont rempli les fonctions de commandant de la Milice constituent une période de transition. Il est difficile de voir comment un autre régime aurait pu donner de meilleurs résultats dans les circonstances. Pourtant, ce régime ne pouvait durer indéfiniment. En effet, la position des officiers généraux commandants avait toujours été pénible, les difficultés se trouvant accrues par leur manque inévitable de connaissance de la situation du Canada. Aussi, le nouveau système d'administration se révèle-t-il rapidement supérieur. Un auteur, qui a fait une étude attentive de l'histoire de l'Armée, écrit ce qui suit sur la situation après 1904: "Le

fait est que les disputes entre le Ministre et l'autorité militaire deviennent moins fréquentes et moins importantes. Il est également de fait qu'après le changement les militaires sont plus libres d'agir comme ils l'entendent." Et il en est ainsi, même si après 1904 "le Ministre (civil) devient en pratique le commandant de la milice"*.

La Loi de 1904 sur la milice limite l'effectif de l'armée permanente à 2,000 hommes. Mais il faut l'augmenter de nouveau peu de temps après. De fait, la Marine royale concentre de plus en plus ses forces dans les eaux territoriales afin de pouvoir faire face à la menace allemande. Cette mesure aboutit à la décision d'abandonner Halifax et Esquimalt en tant que bases navales impériales et partant au retrait des garnisons britanniques. Au début de 1906, les dernières troupes britanniques quittent le territoire canadien et les deux forteresses sont cédées au gouvernement du Canada. Une modification apportée à la Loi de la milice porte l'effectif réglementaire de l'armée permanente à 5,000 hommes, et l'on prend des dispositions en vue de recruter de nouvelles troupes pour remplacer les garnisons britanniques des bases en question. En 1914, l'effectif réel de l'armée atteint 3,000 officiers, gradés et

*Le colonel C. F. Hamilton, "The Canadian Militia: The change in Organization" (*Canadian Defence Quarterly*, vol. VIII, octobre 1930).

hommes de troupe.

Au cours des années d'organisation antérieures à 1914, l'effectif, l'armement et la valeur de la Milice active non permanente s'améliorent graduellement. L'armée, qui jouit d'une grande vogue, est très favorisée par le gouvernement, aussi bien pendant le ministère de Sir Frederick Borden, à titre de ministre de la Milice, qu'après le changement de gouvernement, en 1911, sous la direction de Sir Sam Hughes. En effet, le nombre d'hommes entraînés augmente de 44,000, officiers et troupe, en 1909-1910, à 57,000 en 1913-1914. Dans le même temps, les crédits militaires passent de moins de 4 millions à près de 11 millions de dollars. Cependant, l'exercice annuel de douze jours, autorisé à cette époque, ne permet guère plus que d'enseigner les premiers rudiments. Aussi, lorsque la première guerre mondiale se déclare, le Canada ne dispose-t-il d'aucune armée capable d'y prendre immédiatement une part active; mais il a une hase sur laquelle peut s'édifier une construction importante.

Une suite de conférences impériales ont déjà perfectionné les dispositions relatives à la coopération militaire au sein de l'Empire. La Conférence coloniale de 1907 et la Conférence de la défense de 1909 sont témoins de progrès considérables. A vrai dire, plusieurs Domi-

nions, particulièrement le Canada, entretiennent encore des doutes au sujet de propositions visant à réserver des contingents bien déterminés, qui seraient disponibles en cas d'urgence. Mais on s'entend sur le maintien dans tout l'Empire, d'une uniformité générale en matière d'organisation, d'armement et d'équipement, de méthode d'instruction, etc. C'est dans les circonstances, une très sage politique, dont on tire de grands avantages en 1914. On approuve également le principe d'un état-major impérial, dont il existera des divisions dans tous les pays autonomes de l'Empire. Tous les officiers de l'Empire qui remplissent des fonctions d'état-major seront membres de cet organisme unifié tout en demeurant assujétis à l'autorité et à la direction de leurs gouvernements respectifs. Bien que ce régime ne se soit pas perpétué, on en trouve encore des vestiges dans le fait que le principal officier de la Grande-Bretagne porte toujours le titre de chef de l'état-major impérial.

Le Canada avait déjà dérogé au principe de l'uniformité en matière d'armement en adoptant, en 1902, le fusil Ross pour ses forces armées. La principale raison de cette décision, qui était également la meilleure, c'est qu'elle laissait entrevoir la possibilité de faire fabriquer les fusils de la Milice au Canada. On songea d'abord à faire fabriquer le

Lee-Enfield britannique au pays, mais la société intéressée ayant rejeté les propositions du gouvernement, un contrat fut conclu en vue de fabriquer le fusil Ross au Canada. Cette arme s'avère excellente dans le tir à la cible, mais en 1915, elle est dépassée sur les champs de bataille par le nouveau Lee-Enfield court. Aussi, en 1916, les forces canadiennes d'outre-mer sont-elles réarmées avec le Lee-Enfield.*

Les visites au Canada de deux militaires britanniques éminents, sir John French (1910) et sir Jan Hamilton (1913) font ressortir les liens étroits qui se manifestent à cette époque entre les forces anglaises et l'armée canadienne. Ces officiers sont invités à venir au Canada à titre d'inspecteurs généraux des forces d'outre-mer. Le rapport de sir John French aboutit notamment à la réorganisation de la Milice dans l'Est du Canada selon le régime des divisions, soit six divisions et quatre brigades à cheval, en application du principe qu'il convient de disposer dès le temps de paix d'une Organisation propre à servir en temps de guerre. Ces divisions remplacent les six districts militaires de l'Est; dans l'Ouest, ces districts sont maintenus, la formation la plus élevée étant la

brigade. Notons en passant qu'un mouvement dans le sens d'une organisation supérieure s'est dessiné en 1905 lors du groupement des districts de l'Est du Canada en quatre régions militaires, en vue de coordonner l'instruction et l'administration. Mais ces régions sont maintenant abolies.

A la veille de la guerre, en août 1914, la Milice active non permanente constitue l'armée la plus considérable que la population canadienne n'ait jamais possédée en temps de paix. En effet, plus de 59,000 hommes de troupe accomplissent leur période d'instruction cette année-là, et "si la guerre n'avait pas éclaté, le nombre d'hommes aurait atteint 64,000". Plus de 34,000 hommes suivent l'instruction dans les camps. A Petawawa, où l'on a acheté un terrain en 1905 pour y ériger un camp d'entraînement central, au moins 8,000 hommes sont rassemblés pour l'instruction dans des conditions qui, dit-on, se rap prochait plus de celles du service actif qu'en toutes autres manœuvres depuis l'invasion des Féniciens.

Jusqu'au vingtième siècle, les forces de défense du Canada ont été, dans l'ensemble, uniquement des forces de terre; les forces navales qui ont existé à diverses époques, relèvent du ministère de la Milice. Il va sans dire qu'il n'y a pas d'aviation militaire, car les appareils plus

*L'histoire compliquée du fusil Ross est racontée en détail à l'Appendice III de l'ouvrage du colonel A. F. Duguid intitulé *Official History of the Canadian Forces in the Great War 1914-1918, série générale, Vol. 1* (Ottawa, 1938).

lourds que l'air ne commencent à voler qu'en 1903. Cependant au début du nouveau siècle, la question de la contribution du Canada à la défense navale devient de plus en plus pressante, si bien qu'en 1910 le Parlement adopte la Loi du service naval, point de départ de la Marine royale du Canada. La Marine est sous la direction d'un ministre du Service naval, également ministre de la Marine et des Pêcheries; ce régime subsistera jusqu'en 1932. Le gouvernement achète de l'Amirauté deux vieux croiseurs destinés à servir de navires-écoles, mais les controverses politiques qui opposent les partisans d'une flotte nationale et ceux d'une participation à la Marine royale militent contre tout progrès de grande envergure, de sorte qu'au début des hostilités, les forces navales sont encore embryonnaires. Le premier vol d'avion au Canada a lieu en 1909; la même année, des démonstrations sont données à Petawawa au profit du Conseil de la milice. Mais ce n'est qu'une fois la guerre déclarée que l'on organise un service d'aviation militaire au Canada*.

La première guerre mondiale

A maints égards, la guerre de 1914-1918 est l'époque la plus importante de l'histoire du Canada.

*Au Royaume-Uni, le Royal Flying Corps est créé en 1912; il a pour point d'origine l'Air Battalion des Royal Engineers.

L'effet marqué qu'elle exerce sur l'évolution du statut national du Canada est attribuable dans une large mesure à l'importance des troupes que lève le pays et de leur rôle sur les champs de bataille. Il existe déjà un certain système de mobilisation avant la guerre. Outre les plans de mobilisation générale de la Milice, un plan prévoit une division et une brigade à cheval pour le service à l'étranger. Néanmoins, le 31 juillet 1914, sur les instructions de sir Sam Hughes, l'ordre est donné d'annuler ce système et d'étudier les plans à un nouveau point de vue. En fait, le premier contingent canadien offert par le gouvernement du Canada, avant même que la Grande-Bretagne ait déclaré la guerre, est organisé par le procédé plutôt étrange de la communication directe entre le quartier général à Ottawa et les 226 unités de la Milice, sans passer par les divisions et les districts. Cette façon de procéder aurait pu aboutir à la confusion, mais l'énergie débordante du ministre de la Milice et l'enthousiasme des unités et de la population en général permettent d'obtenir rapidement d'excellents résultats, même avec cette méthode. Le gouvernement britannique avait proposé un contingent d'une division. Or, vers le 18 août, des volontaires pour le service outre-mer commencent à arriver au centre de concentration désigné (Valcartier) et, vers le 8 septembre, 32,000

hommes y sont déjà rassemblés. La première division canadienne, qui prend place dans un convoi impressionnant de 31 navires, quitte le bassin de Gaspé le 3 octobre et arrive à Plymouth-Sound onze jours plus tard.

Les unités des forces expéditionnaires canadiennes sont de nouvelles unités levées pour la circonstance, même si l'on parvient à établir d'une façon satisfaisante, à la suite d'une discussion plus ou moins longue qu'elles font partie de la Milice du Canada. Dans l'ensemble, les unités d'infanterie de ces forces sont des bataillons numérotés qui ne portent pas les insignes de régiments de la milice d'avant-guerre. Il y a cependant quelques exceptions à cette règle, particulièrement dans le cas d'une unité d'infanterie de la force permanente, le Régiment royal canadien. D'après la marche suivie en 1914, chaque régiment de la milice est appelé à fournir des volontaires à l'unité du corps expéditionnaire canadien levée dans sa région. Plusieurs des hommes enrôlés dans ces nouvelles unités sont des civils sans aucune instruction militaire. Par contre, la grande majorité des officiers ont eu des brevets dans la Milice active non permanente.

Le manque de maturité du Canada et de son organisation militaire en 1914 ressort du fait qu'un officier de l'armée britannique régulière, le lieutenant général E. A. H. Alder-

son, est nommé au commandement de la 1^{re} division canadienne. Lorsque le corps canadien est organisé en France, en septembre 1915, Alderson en devient le commandant; ce n'est qu'en juin 1917 qu'un Canadien, le lieutenant-général sir Arthur Currie, officier de la Milice active non permanente avant la guerre et à qui l'on a confié une brigade de la 1^{re} division en 1914, est nommé commandant du Corps. Aussi, pendant toute la durée de la guerre, les officiers d'état-major supérieurs qui font partie du Corps sont-ils pour la plupart des réguliers de l'Armée britannique.

L'unique division levée en 1914 constitue l'embryon d'une puissante armée. Lorsque le Corps canadien est organisé, il ne compte que deux divisions; mais, en août 1916, ses effectifs sont au complet: quatre divisions, composées chacune de trois brigades de quatre bataillons. En 1918, on propose de réorganiser le Corps. L'Armée britannique, alors menacée par une crise sérieuse de renforts, réduit ses brigades d'infanterie de quatre à trois bataillons. On voudrait que: le Canada en fasse autant, c'est-à-dire qu'il convertisse le Corps existant de quatre divisions en une armée de deux corps de trois divisions chacun. Mais le général Currie s'y oppose avec succès, de sorte que les brigades canadiennes conservent leurs quatre bataillons et que l'organisation du Corps reste

inchangée. Il s'ensuit que vers la fin de la guerre, le Corps canadien est beaucoup plus fort que n'importe quelle formation britannique analogue. En effet, on a dit de ce Corps qu'il était "la plus puissante des unités de choc constituées présentes sur les fronts de bataille". La 5^e Division canadienne, qui a été formée en Angleterre, est fractionnée et affectée au renforcement d'autres unités, à l'exception toutefois de son artillerie qui est envoyée en France pour augmenter les ressources de l'artillerie du Corps canadien.

Au début, et pendant la majeure partie de la guerre, tous les soldats canadiens sont des volontaires, et le volontariat suffit à répondre aux besoins d'effectifs du Corps. Mais, en 1917, la diminution de l'enrôlement impose l'adoption du service obligatoire, et le Parlement vote la Loi du service militaire à cette fin. Cette mesure provoque une vive opposition, particulièrement dans le Québec. Parmi les hommes effectivement envoyés outre-mer, environ onze pour cent seulement sont des conscrits; il faut dire cependant que cette proportion aurait sans doute augmenté si la guerre s'était prolongée. Contrairement au Corps australien de cinq divisions, dont les effectifs sont fortement réduits, puis au début d'octobre 1918, retirés de la ligne de combat sur l'insistance du gouvernement, le Corps canadien ne subit aucune réduction et combat

jusqu'à la fin.

Le Corps au combat

Il serait oiseux de s'étendre longuement ici sur les batailles que livrent les canadiens sur le front occidental. En France, la 1^{re} Division entre en lice en février 1915, et, au mois d'avril suivant, dans la seconde bataille d'Ypres, elle soutient la première attaque aux gaz déclenchée par les Allemands. Le repliement des troupes qui couvrent sa gauche expose son flanc de ce côté, mais elle tient bon. Aussi, le commandant en chef du corps expéditionnaire britannique, sir John French, dira-t-il plus tard: "Malgré le danger auquel ils étaient exposés, les Canadiens conservent leur position, faisant preuve d'une grande tenacité et d'un courage inébranlable; il n'est pas exagéré de dire que le comportement et la conduite de ces hommes intrépides ont permis d'éviter un désastre qui aurait pu entraîner les plus graves conséquences". C'est ainsi que, pour la première fois, le Canada manifeste sa présence sur les champs de bataille de l'Europe dans une des quelques actions défensives importantes auxquelles ses troupes participent. Mais celles-ci servent le plus souvent de troupes d'assaut, ce qui, dans la guerre de tranchées du front occidental, entraîne ordinairement de lourdes pertes.

A mesure que la guerre avance,

les Canadiens portent une part croissante du fardeau de la bataille sur le front britannique. En avril 1917, le Corps s'illustre de façon impressionnante en capturant la crête de Vimy ; en 1918, dans l'épopée finale dite des "cent jours", qui débute par la grande victoire d'Amiens, le 8 août, et se termine par la reddition de l'Allemagne le 11 novembre, le Corps du général Currie est dans une grande mesure la pointe d'avant-garde des armées britanniques victorieuses.

Avec le temps, l'esprit national se consolide de plus en plus au sein du Corps canadien; cet esprit se manifeste dans les actions et les décisions du commandant dont la position, comme celle de son pays, s'affirme toujours davantage sous la poussée des responsabilités. Il est vrai que le Corps fait partie des armées britanniques présentes en France et relève toujours en matière d'opérations d'un commandant de l'Armée britannique*. C'est là une nécessité que personne ne met en doute; pourtant en 1917-1918, une autonomie croissante se manifeste même en matière d'opérations. Ainsi en attestent les faits rapportés par le biographe de sir Arthur Currie au sujet de l'attaque de la crête Pass-

chendaele, à l'automne de 1917. Cette opération, qui se déroule dans une mer de boue liquide, constitue une tâche particulièrement difficile; les Australiens et les Néo-Zélandais eux-mêmes n'ont pu s'emparer de cette crête. On demande au général Currie de détacher deux divisions pour tenter l'opération. Il répond qu'il n'acceptera qu'à la condition d'y affecter le Corps tout entier. Il refuse également, dit-on, de servir sous le commandement de la Cinquième armée. Il est soutenu par le commandant en chef, sir Douglas Haig, qui veille à ce qu'il ait le temps et les ressources nécessaires pour préparer l'attaque. Et l'offensive, soigneusement préparée, réussit. La crête est capturée au moyen d'une série d'opérations dont l'horaire est observé avec une exactitude presque parfaite; mais les pertes sont énormes.

Enfin, au printemps de 1918, dans la crise que provoque la dernière grande offensive allemande, Currie, qui constate que l'on est en train de désorganiser le Corps canadien en y prélevant trop d'effectifs, s'affirme avec énergie. Sur ses vives instances, le Corps est reconstitué, de sorte que les quatre divisions canadiennes demeurent sous son commandement pendant les durs combats qui précèdent l'armistice. Les documents relatifs à ces opérations confirment bien le point de vue que les Canadiens donnent leur

*D'autre part, "en matière d'organisation et d'administration, le gouvernement du Canada...conserve l'entière direction de ses propres forces"; en juillet 1918, une "section canadienne" est établie à cette fin au grand quartier général des armées britanniques en France.

meilleur rendement au combat lorsqu'ils constituent une armée nationale unifiée, Currie lui-même écrit après la guerre que le Corps canadien, "tout en faisant partie en principe de l'Armée britannique, diffère des autres corps d'armée en ce qu'il constitue une unité tactique intégrale, se déplaçant et se battant comme un tout".

De toute façon, l'effort du Canada dans cette guerre est très considérable, et le pays y subit de lourdes pertes. Les chiffres indiquent qu'au total 619,636 hommes servirent dans le Corps expéditionnaire canadien, 424,589 officiers et soldats se rendirent outre-mer, et 60,661 hommes firent le sacrifice de leur vie. C'est dans un tel creuset que se forment les nations.

Lors de la première guerre mondiale, le Canada ne possède pas d'aviation militaire propre, bien que sir Sam Hughes autorise la création d'un petit noyau en 1914 et que l'on organise des escadrilles vers la fin des hostilités. Toutefois, quelque 24,000 Canadiens, dont un bon nombre s'étaient tout d'abord enrôlés dans le Corps expéditionnaire canadien, servent dans le Royal Flying Corps, le Royal Naval Air Service et, à partir du 1^{er} avril 1918 (date de son institution), dans le Royal Air Force; plus de 1,500 de ces hommes perdent la vie. Au moins le quart des officiers des forces aériennes impériales sont des

Canadiens; au surplus, les aviateurs militaires du pays sont des meilleurs. La Marine royale canadienne commence la guerre dans une situation défavorable: ses très faibles effectifs sont pour ainsi dire éclipsés par les querelles politiques. En 1914, lorsqu'on demande officiellement à l'Amirauté britannique si elle recommanderait l'expansion des forces navales du Canada, sa réponse favorise la concentration des efforts sur l'armée, de sorte que les forces navales canadiennes restent relativement modestes. Cependant, lors de l'armistice, ces forces comptent plus de 5,000 hommes. Une forte proportion de ces effectifs ont servi dans le service de patrouille côtier de l'Atlantique, unité dotée de petits navires (la plupart sont des chalutiers et des bateaux de pêche) qui gardent les eaux et les ports canadiens contre les sous-marins allemands. A la fin de la guerre, la Marine royale du Canada possède 134 vaisseaux, sans compter les vedettes.

Mais pendant toute la guerre, le gros de l'effort national se concentre sur l'armée de terre et sur le front occidental. C'est dans le sang et le feu de cette sinistre arène que s'écrit l'un des chapitres les plus glorieux, les plus douloureux et les plus sublimes de l'histoire du Canada.

BIBLIOGRAPHIE ET OUVRAGES DE RÉFÉRENCE

- Boissonnault, Charles-Marie, *Histoire politico-militaire des Canadiens français*, Tome I (Trois-Rivières, 1967).
- Chaballe, Joseph, *Histoire du 22^e Bataillon canadien-français* (Québec, 1952).
- Cummins, J.F., "Imperial Conferences and Imperial Defence", dans *Canadian Defence Quarterly*, Vol. IV (Octobre 1926).
- Currie, Sir Arthur, "Canada: Defence". dans *Encyclopaedia Britannica*, 13^e édition, 1926.
- Goodspeed, D.J., (éd.), *Les Forces armées du Canada 1867-1967* (Ottawa, 1967).
- Hyatt, A.M.J., "Sir Arthur Currie and Conscriptio A Soldier's View", dans *Canadian Historical Review*, Vol. I, n^o 3, Septembre 1969.
- Nicholson, G.W.L., *Le Corps expéditionnaire canadien, 1914-1919* (Ottawa, 1963).
- Underhill, F.H., "The Canadian Forces in the War", dans Sir Charles Lucas, éd., *The Empire at War*, Vol II (Londres, 1923).
- Urquhart, Hugh M., Arthur Currie, *the Biography of a Great Canadian* (Toronto, 1950).
- Rapports annuels du ministère de la Milice et de la Défense et du Service naval
- Report of the Ministry, Overseas Military Forces of Canada, 1918* (Londres, s.d.), (renferme "Interim Report on the Operations of the Canadian Corps during the year 1918" du Lt-gén. Sir Arthur Currie).

I: Les deux premiers siècles: l'ancienne milice

(suite de la page 11)

- Cruikshank, E.A., *Inventory of the Military Documents in the Canadian Archives* (Ottawa, 1910) (publication des Archives publiques du Canada, n^o 2), traduction française parue sous le titre *Inventaire des documents militaires dans les Archives canadiennes* (Publication n^o 2).
- Frégault, Guy, *Iberville le conquérant* (Montréal, 1944).
- Goodspeed, D.J., (éd), *Les Forces armées du Canada, 1867-1967* (Ottawa, 1967).
- Lancot, Gustave, éd., "Les règlements de la Milice canadienne en vigueur sous le régime français et au début du régime anglais, 1651-1777", dans *Rapport des Archives publiques* (Ottawa, 1940), traduction anglaise parue sous le titre "Canadian Militia Regulations under the French Regime and Early British Rule, 1651-1777" dans *Report of the Public Archives*.
- Morton, Desmond, "Aid to the Civil Power: The Canadian Militia in support of Social Order, 1867-1914", *Canadian Historical Review*, LI (décembre, 1970).
- Morton, Desmond, "The Canadian Militia and French Canada", *Histoire Sociale/ Social History*, No 3, (juin, 1969).
- Preston, Richard A., "The Transfer of British Military Institutions to Canada in the Nineteenth Century", dans Hamilton, William B., (éd), *The Transfer of Institutions* (Durham, N.C., 1964).
- Roy, Pierre-Georges, "Un régiment de volontaires canadiens-français en 1764", dans *Bulletin des recherches historiques*, XXI, 1915.

IV: L'Armée canadienne (1919-1953)

L'entre deux-guerres

Si nous étudions l'effet prodigieux de la première guerre mondiale dans presque tous les domaines de la vie canadienne, il est curieux de constater, dans l'ensemble, le peu d'influence qu'elle exerce sur la politique militaire du Canada. On dirait, en somme, que les Canadiens ont cru que cette guerre qui devait mettre fin à toutes les guerres avait réellement atteint son but, car dans les vingt années qui suivent 1918 le Canada manifeste assez peu d'intérêt pour les questions militaires. De façon générale, le pays revient à son programme de défense d'avant-guerre; il va même plus loin puisqu'il s'en tient au strict minimum quant aux effectifs de ses troupes.

L'intérêt semble se ranimer pendant quelque temps après l'Armistice lorsqu'on modifie la loi de la milice, adoptée en 1919, pour porter de 5,000 à 10,000 hommes l'effectif maximum autorisé de l'Armée permanente. Toutefois, cette décision n'est jamais mise à exécution, bien que, en 1920, l'effectif atteigne

4,125 hommes en comparaison de 3,000 avant la guerre. Le gouvernement britannique offre au Canada plusieurs navires de guerre; en 1920, le Corps d'aviation canadien est créé (non pas, cependant, en tant qu'aviation de métier) et placé sous la direction de la Commission de l'Air, instituée en vertu d'une loi adoptée en 1919. Mais, en 1922, on porte la hache dans les dépenses, et l'activité des trois armes s'en trouve restreinte par la suite. L'effectif de la Milice active permanente est de nouveau réduit. En 1924, le Corps d'aviation royal canadien* est enfin solidement établi avec des effectifs permanents, non permanents et de réserve. Mais, pendant longtemps par la suite, le gros de son activité consiste en "opérations aériennes civiles de l'État". Quant à la Marine royale du Canada, la plupart de ses navires sont mis en réserve et ses effectifs considérablement réduits.

On prend des mesures pour conserver dans la Milice les grandes

*Le roi lui avait accordé le titre de "royal" en 1923.

traditions du Corps expéditionnaire canadien. Deux nouveaux régiments d'infanterie sont ajoutés à l'Armée permanente: le *Princess Patricia's Canadian Light Infantry*, qui perpétue la première unité combattante du Canada à débarquer en France, et le Royal 22^e Régiment, qui perpétue la célèbre unité canadienne-française du Corps expéditionnaire canadien, le 22^e bataillon. Cependant, des effectifs restreints réduisent ces unités à très peu de chose, si bien qu'entre les deux guerres mondiales, l'Armée permanente n'aurait jamais pu mettre en campagne une véritable brigade d'infanterie. La plupart des unités du temps de guerre subsistent dans la Milice active non permanente. On permet aux unités de la Milice de conserver un effectif égal au nombre de volontaires qu'elles ont fournis au Corps expéditionnaire canadien, et, en 1929, on accorde des décorations du drapeau aux unités qui le méritent.

En théorie, les effectifs d'après-guerre de la Milice active non permanente sont imposants; ils comprennent onze divisions et quatre divisions de cavalerie. Mais, dans la pratique, ces chiffres ne signifient pas grand'chose, car les effectifs réels de l'Armée sont bien inférieurs à ceux d'avant-guerre. En 1928, 34,000 hommes seulement ont suivi l'instruction. De fait, les fonds disponibles pour l'entraînement sont un peu moins considérables qu'avant

1914. Les achats de nouveau matériel sont presque nuls et celui qui a servi pendant la guerre devient de plus en plus désuet. On ne fait aucun effort pour remettre en pratique l'organisation divisionnaire d'avant-guerre; le pays est encore divisé en districts militaires dont les Q.G. dirigent l'entraînement et l'administration; il n'existe pas de formation de campagne supérieure à la brigade.

Une modification importante intervient cependant dans l'administration militaire au cours de ces années. En 1922, le Parlement adopte la loi du ministère de la Défense nationale, prévoyant l'établissement d'un ministère du même nom et dont le ministre devait être "chargé de toutes les questions relatives à la défense, y compris la Milice, l'Armée, la Marine et l'Aviation du Canada". Ainsi, tous les services de défense sont réunis sous la direction d'un seul ministre, qui dirige le travail relevant, jusque-là, du ministère de la Milice et de la Défense, du ministère de la Marine et de la Commission de l'Air. C'est une réforme utile, qui a sans doute de très heureuses répercussions tant du point de vue militaire qu'économique. C'est le facteur économique que vise surtout le premier ministre, M. Mackenzie King, lorsqu'il expose le projet au Parlement. Il est probablement juste de dire que l'économie est la note dominante du

programme militaire du gouvernement canadien jusqu'après 1935.

La loi du ministère de la Défense nationale entre en vigueur au début de 1923. A ce moment, un Conseil de la défense, dont font partie le directeur du Service naval et le directeur du Corps d'aviation royal canadien, remplace l'ancien Conseil de la Milice. Il y a, à cette époque, un mouvement de courte durée visant en vain à fusionner les trois armes, tant sur le plan militaire que sur le plan politique. Un arrêté en conseil remplace le titre de chef de l'état-major général par celui de "chef d'état-major, ministère de la Défense nationale"; celui-ci devient également inspecteur général de la Milice, de la Marine et de l'Aviation. Le directeur du Service naval* s'oppose fortement à cette modification, qui, soit dit en passant, ne devient jamais exécutoire. Ce titre, abandonné en 1927, redevient celui de "chef de l'état-major général".

Au cours des années qui suivent, les dépenses des trois armes augmentent graduellement. Elles étaient tombées à moins de 13 millions et demi de dollars en 1924-1925; mais, vers 1930-1931, la totalité des dé-

bours de la Défense s'élève à quelque \$23,700,000. A ce moment, toutefois, la dépression mondiale, précédée par l'effondrement financier de Wall Street en octobre 1929, entraîne de nouvelles coupes sombres dans les crédits, si bien qu'en 1932-1933, le ministère ne dépense guère plus de 14 millions de dollars. Vers la fin de la crise économique, les fonds destinés à soulager le chômage servent à financer un certain nombre d'entreprises de construction d'importance militaire, mais on fait peu de chose pour les forces armées elles-mêmes.

Réarmement et réorganisation

Vers 1935, sous l'influence d'une situation mondiale qui se gâte de jour en jour, le peuple canadien et ses représentants au Parlement commencent à reprendre de l'intérêt pour la défense. En Allemagne, Hitler detient le pouvoir depuis 1933 et, depuis 1931, le Japon livre, une guerre d'agression à la Chine. En 1936, le gouvernement adopte un programme de réarmement très modeste. En vertu de ce nouveau plan, l'Aviation a la priorité; viennent ensuite la Marine, puis la Milice. Cette mesure indique qu'il s'agit tout d'abord d'un programme de défense territoriale, ce qui dénote que, à un moment où l'opinion publique est manifestement partagée quant à savoir dans quelle voie elle devrait s'engager en cas de conflit, la politique du gouvernement consiste es-

*Ce titre est remplacé, en 1928, par celui de "chef de l'état-major de la flotte". Le directeur du CARC (qui devient, en 1932, "officier supérieur de l'Air") est comptable au chef de l'état-major général jusqu'en 1938, année où il devient directement responsable envers le ministre de la Défense nationale et prend le nom de "chef de l'état-major de l'Air."

sentielle à ne pas prendre d'engagement avant que la guerre éclate. C'est la défense côtière que l'on étudie alors le plus attentivement, et c'est la coïte du Pacifique qui retient surtout l'attention. Malgré le rang inférieur qu'occupe la Milice dans l'échelle des priorités, les crédits qu'on lui attribue effectivement augmentent très considérablement au cours des années d'avant-guerre, de sorte que la situation générale de l'armée terrestre s'améliore en conséquence. En 1938-1939, les dépenses totales du ministère de la Défense nationale atteignent presque 35 millions de dollars; la part de la Milice s'élève à quelque \$15,700,000; elle avait touché \$18,200,000 l'année précédente, ce qui soutient favorablement la comparaison avec les \$8,700,000 qu'elle recevait en pleine dépression économique.

En septembre 1938, c'est Munich qui force même les plus optimistes à se rendre compte de l'imminence de la guerre et du fait que le Canada ne restera très probablement pas à l'écart d'un conflit éventuel. Le contrecoup se fait sentir dans les prévisions budgétaires de la Défense en 1939-1940, qui se chiffrent à 64 millions et demi de dollars pour les trois armes. Mais, ces crédits, adoptés au printemps de 1939, viennent trop tard pour avoir un effet appréciable avant qu'Hitler ne déclenche la guerre.

Le programme de défense tout entier pose de très graves problèmes en ce qui concerne l'approvisionnement; en outre, il devient évident qu'un pays, qui pendant longtemps n'a gardé qu'une petite armée et aucune industrie de défense tant soit peu considérable, ne peut améliorer sa défense dans une grande mesure et à brève échéance tout simplement en y consacrant plus d'argent. Le Canada n'avait pas d'industrie d'armement*, et les usines anglaises, qui constituaient ses sources traditionnelles d'approvisionnement, fonctionnaient à plein rendement en vertu du plan de réarmement de la Grande-Bretagne elle-même. Le Canada n'avait donc d'autre choix que de développer ses moyens de production ou d'attendre que l'Angleterre lui fournisse armes et matériel. Dans un cas comme dans l'autre, il fallait s'attendre à un long délai. Sauf un contrat important pour la fabrication de fusils-mitrailleurs Bren, on fait peu de chose avant les hostilités en vue d'accroître la production nationale. Plusieurs petites commandes

**La contribution industrielle du Canada, au cours de la première guerre mondiale, avait été fort appréciable, mais il s'agissait surtout d'obus. En effet, le Canada ne fabriquait alors aucune arme, sauf le fusil Ross. Il devait en être autrement pendant la seconde guerre mondiale. De nombreux types d'armes sont alors fabriqués en grande quantité. Il est à remarquer toutefois que l'absence d'une industrie d'armement avant la guerre fait que la production des armes au Canada n'atteint son maximum qu'en 1943.*

sont passées à l'Angleterre, mais ce n'est qu'avec la guerre que les livraisons commencent à affluer.

En 1936, l'organisation de la Milice subit de profondes modifications, car on se rend compte depuis longtemps que l'organisation existante ne répond guère aux besoins. L'effectif théorique de onze divisions et de quatre divisions de cavalerie est ridiculement exagéré, sans compter que l'Armée n'est pas convenablement équilibrée: elle comporte trop d'unités d'infanterie et de cavalerie au regard de l'artillerie, des autres armes techniques et des services. La milice est alors réorganisée sur la base théorique de six divisions et d'une division de cavalerie bien que, en réalité, ces divisions ne soient jamais formées; le nombre d'unités de cavalerie et d'infanterie est réduit, tandis que celui des unités des autres armes et services est augmenté. La nouvelle organisation militaire se distingue par l'apparition des premières unités blindées et marque le triomphe de la mécanisation, même si le Corps blindé canadien n'est formé qu'en 1940. Sauf dans la cavalerie, où il bénéficie d'un très bref sursis, le cheval finit par disparaître de l'organisation. Pour le moment, malheureusement, les bataillons de chars n'ont pas de chars, et les unités "motorisées" de la Milice active non permanente n'ont pas de véhicules.

Pour décrire brièvement la situation de la Milice en 1939, disons que l'effectif réel n'a pas augmenté considérablement. La force permanente dépasse à peine 4,000 hommes; la Milice active non permanente dispose d'environ 51,000 hommes, c'est-à-dire moins qu'en 1914, bien que la population ait sensiblement augmenté dans l'entretemps. Toutefois, les crédits, plus considérables, contribuent depuis peu à élever le niveau de l'instruction militaire; en effet, en 1938-1939, 46,521 hommes de tous grades suivent l'instruction contre 39,175 en 1934-1935; en outre, les recrues des camps d'entraînement et des écoles d'instruction augmentent fortement. Dans l'ensemble, le matériel est encore celui de 1918. Lorsque la guerre éclate, la Milice dispose exactement de quatre canons modernes de D.C.A. et de quatre canons antichars. Ses éléments blindés possèdent quatorze chars légers, presque tous de livraison récente.

Le seconde guerre mondiale

Le 1^{re} septembre 1939, l'Allemagne envahit la Pologne. La Grande-Bretagne ne déclare la guerre que le 3 septembre, et le Canada, le 10 du même mois; toutefois, le gouvernement canadien décide d'imposer immédiatement une mobilisation partielle. Il a déjà donné ordre, le 25 août, de prendre des mesures de précaution en vue de protéger les points

vulnérables et de garnir les défenses côtières. C'est alors qu'on décrète la mobilisation de l'armée mobile de deux divisions et des troupes auxiliaires prévues dans le programme de défense d'avant-guerre. On n'organise pas de quartier général de corps d'armée à ce moment. Vers la fin de septembre, le gouvernement décide d'envoyer une division outre-mer afin qu'elle puisse prendre place en temps utile aux côtés des forces britanniques que l'on commençait à envoyer en France. La 1^{re} division canadienne, commandée par le major général A. G. L. McNaughton, arrive au Royaume-Uni en décembre 1939.

Contrairement au Corps expéditionnaire canadien de 1914-1918, l'armée mobilisée en 1939 se compose surtout de bataillons ou de régiments de services des unités existantes de la Milice, portant des titres et des insignes bien connus. À l'inverse de 1914 également, il n'est pas question d'avoir recours à des commandants ou à des officiers d'état-major britanniques. Dans une grande mesure, le Canada trouve dans sa propre force permanente le personnel que l'Armée britannique avait mis à la disposition des formations canadiennes lors de la première guerre mondiale.

À l'instar des Alliés, le Canada ne commence pas effectivement à exercer d'effort général avant que la défaite de la Norvège, de la France et des Pays-Bas, au printemps et à

l'été de 1940, n'ait exposé la gravité du danger. L'Armée* est maintenant beaucoup plus considérable, car on a mobilisé les 3^e et 4^e divisions. En 1941, le gouvernement lève une division blindée désignée par la suite sous le nom de 5^e division blindée canadienne. En 1942, la 4^e division est transformée en une division blindée destinée au service outre-mer. En Grande-Bretagne, l'Armée canadienne de service en campagne s'organise constamment, jusqu'à ce que, vers la fin de l'année, elle atteigne à peu près la phase finale de son évolution. Un Corps canadien avait été établi en décembre 1940. Au printemps de 1942, naît la première Armée canadienne, commandée par le lieutenant-général McNaughton. En définitive, les forces armées d'outre-mer consistent en un quartier général d'armée, deux quartiers généraux de corps d'armée, trois divisions d'infanterie, deux divisions blindées, deux brigades blindées indépendantes et de nombreuses unités auxiliaires.

Les attaques contre le territoire canadien, que plusieurs avaient prédites avant la guerre, ne se sont jamais réalisées, mais, on a cru bon, néanmoins, de maintenir des forces armées considérables pour la défense

*L'appellation "Armée canadienne" a été substituée, au cours de l'automne de 1940, au terme vénérable mais moins approprié de "Milice".

territoriale, particulièrement après l'entrée en guerre du Japon, en décembre 1941. Au mois de juillet de la même année, le gouvernement autorise, pour la défense territoriale, l'établissement des trois groupes de brigade d'une 6^e division. En mars 1942, cette division est au complet, et l'on constitue deux autres divisions: les 7^e et 8^e. Deux des trois divisions de défense territoriale tiennent garnison sur la côte du Pacifique. Elles y sont maintenues jusqu'à l'automne de 1943, alors que la fortune de la guerre tourne et que les Japonais sont expulsés des îles Aléoutiennes; deux des divisions sont alors licenciées et la troisième est réduite en nombre.

L'Armée au combat

L'action de l'Armée au cours de la seconde guerre mondiale diffère dans une grande mesure de celle qu'elle a exercée durant le premier conflit. Il s'écoule notamment beaucoup de temps avant que les troupes canadiennes aillent au combat. On avait supposé qu'elles accompagneraient les forces expéditionnaires britanniques en France, mais la défaite des Alliés dans la campagne de 1940 et l'expulsion des forces britanniques de l'Europe continentale se produisent avant que la 1^{re} division canadienne puisse entrer en campagne. Une brigade ne débarque en France que pour en être aussitôt retirée. Par la suite, le gros des forces canadiennes de campagne contribue pendant long-

temps à la protection du Royaume-Uni. C'est là une tâche importante, particulièrement en 1940-1941, alors que la menace de l'invasion plane sur l'Angleterre; mais cette menace commence à diminuer lorsque l'attaque allemande contre la Russie, en 1941, rend l'invasion beaucoup moins probable. C'est le 19 août 1942 que l'Armée canadienne d'outre-mer va pour la première fois au combat; composée de deux brigades de la 2^e division, d'autres troupes, et soutenue par des forces considérables de la marine et de l'aviation, elle participe au raid de Dieppe. Les pertes sont lourdes et la ville demeure en la possession de l'ennemi, mais les leçons qui s'en dégagent contribuent à jeter les bases de l'assaut victorieux effectué en Normandie, en juin 1944.

Les troupes canadiennes ne sont engagées dans une campagne de longue durée qu'en juillet 1943, alors que la 1^{re} division canadienne et la 1^{re} brigade blindée de l'Armée canadienne participent à l'attaque contre la Sicile. Ces troupes ont été envoyées en Méditerranée à la demande du gouvernement canadien, selon lequel il importait de mettre fin à la longue inaction de l'Armée et de donner, au moins à un certain nombre de ses soldats, une certaine expérience du combat. Plus tard, au cours de la même année, la 1^{re} division et la 1^{re} brigade blindée de l'Armée entrent en action sur le sol d'Italie et

prennent Ortona après avoir livré un combat acharné. Les forces canadiennes en Méditerranée sont augmentées à cette époque par l'arrivée du quartier général du 1^{er} Corps canadien, de troupes de corps d'armée et de la 5^e division blindée. Le Corps commence ses opérations au printemps de 1944; il joue un rôle important dans l'offensive de la vallée de la Liri, qui aboutit à la prise de Rome, et, de nouveau, à l'automne, au cours des durs combats qui brisent la ligne Gothique et conduisent à la prise de Rimini et de Ravenne. Des circonstances de nature temporaire et spéciale avaient conduit le gouvernement canadien à s'éloigner de sa politique traditionnelle de concentration; il veut maintenant réunir ses forces d'outre-mer sous un commandement unique. Le gouvernement et l'Armée se réjouissent lorsque, au début de 1945, il est possible de verser le 1^{er} Corps sur le front du nord-ouest de l'Europe, où il est placé sous le commandement du général H. D. G. Crerar, commandant de la Première Armée canadienne depuis mars 1944.

Le départ du Corps pour l'Italie, où il combat au sein de la 8^e Armée britannique, ne laisse à l'Armée canadienne de garnison en Angleterre qu'un corps, trois divisions et une brigade blindée indépendante, de sorte que, pendant presque toute la campagne de onze mois, commencée dans le nord-ouest de l'Europe en juin 1944, la plupart des formations

combattant sous les ordres du général Crerar ne sont pas de nationalité canadienne. Le 6 juin, la 3^e division d'infanterie canadienne et la 2^e brigade blindée participent à la célèbre attaque contre la côte normande, sous les ordres du 1^{er} Corps britannique. Le 2^e Corps canadien, commandé par le lieutenant-général G. G. Simonds, entre en action au cours de juillet; le même mois, la 1^{re} Armée canadienne prend le secteur d'extrême gauche du front allié pour ne plus jamais le rendre. Elle combat en tant qu'élément du 210 groupe d'armée du feld-maréchal Montgomery, qui comprend également la 2^e Armée britannique et, à certains moments, une armée américaine.

Dans la trouée de la tête de pont de Normandie, en août 1944, et au cours de la bataille de la brèche de Falaise qui y fait suite, la 1^{re} Armée canadienne joue un rôle très important et subit de lourdes pertes pour s'assurer la victoire. Elle poursuit les Allemands en déroute à travers le nord de la France et de la Belgique jusqu'à l'Escaut en prenant d'assaut les ports de la Manche; par la suite, elle a pour tâche de dégager l'estuaire de l'Escaut et de rouvrir le grand port intérieur d'Anvers. Cette tâche s'accomplit en un mois de combats sanglants qui se terminent au début de novembre. En février 1945, l'Armée canadienne, ayant plusieurs divisions britanniques sous son commandement, se dirige

vers le sud-est pour dégager le corridor situé entre le Rhin et la Meuse inférieure, et préparer la traversée du Rhin. Cette mission se termine vers le 10 mars, et entraîne également de lourdes pertes. Cependant, dans cette bataille de la Rhénanie, les dégâts infligés à l'Armée allemande sont tels qu'ils empêchent cette armée d'offrir une résistance vraiment efficace dans les engagements qui ont lieu par la suite à l'est du Rhin.

Le 23 mars, seulement quelques unités canadiennes sont affectées à la première traversée du Rhin, mais le gros de l'Armée entre bientôt en action et progresse, de part et d'autre, de la frontière germano-hollandaise. Le 1^{er} Corps canadien du lieutenant-général C. Foulkes, venant d'Italie, avance vers la gauche et repousse les Allemands dans l'ouest des Pays-Bas. Le 2^e Corps, pressant l'ennemi en direction du nord, déblaye le nord de la Hollande. Dans le nord-ouest de l'Allemagne, l'ennemi se bat toujours farouchement en retenant, et les Canadiens restent en action jusqu'à la proclamation de la reddition allemande, le matin du 5 mai 1945. A ce moment, les lignes de la 1^{re} Armée canadienne s'étendent depuis le Bas-Rhin jusqu'aux environs de Brême. Cette Armée comprend huit divisions: cinq divisions canadiennes, deux divisions britanniques et une division polonaise.

Dans la guerre du Pacifique, l'Armée canadienne ne joue qu'un rôle de peu d'importance, étant donné que le gros des troupes de campagne avait été rassemblé au Royaume-Uni avant l'entrée en lice du Japon. Au cours de l'automne de 1941, le gouvernement britannique demande au Canada deux bataillons pour renforcer la garnison de Hong-Kong. Ces bataillons arrivent exactement trois semaines avant l'attaque du Japon, en décembre, et subissent de lourdes pertes pendant les vaillants combats de défense qui arrivent à leur terme inévitable le jour de Noël. En 1942, les Japonais envahissent les îles Aléoutiennes, et l'année suivante, l'Armée canadienne aide, dans une grande mesure, à les en déloger. Un élément de brigade canadien fait partie des troupes dirigées contre l'île de Kiska, mais lorsque les troupes d'assaut y débarquent, on constate que les Japonais se sont retirés.

On est porté à croire qu'il faudra effectuer une attaque décisive contre l'archipel du Japon, et l'on prend les dispositions voulues pour qu'une division canadienne y prenne part. Cette formation doit être établie suivant les principes de l'Armée américaine et servir sous le haut commandement américain. Mais, elle n'engage jamais le combat. Le Japon cherche à se retirer de la guerre dès la fin des hostilités en Europe, et, au mois d'août 1945,

l'emploi d'une arme nouvelle et terrible, la bombe atomique, hâte le dénouement. Le Japon capitule quelques jours plus tard, avant que ne soit terminée l'organisation des forces de l'Armée canadienne destinées au Pacifique.

Durant cette guerre, l'Armée marche sur les traces du Corps canadien de la première guerre mondiale; en effet, au cours des opérations, les Canadiens servent sous la direction du haut commandement britannique, à peu de chose près comme s'ils étaient eux-mêmes des Britanniques. Mais, dans les questions d'organisation et d'administration, y compris la discipline, l'Armée canadienne est tout à fait indépendante. Comme dans le premier conflit mondial, tous les soldats canadiens qui combattent outre-mer sont pendant longtemps des volontaires. Cependant, l'état d'urgence de 1940 en Europe amène l'adoption de la loi sur la mobilisation des ressources nationales, qui prévoit le service obligatoire pour la défense territoriale; à compter de ce moment, de grands nombres d'hommes sont appelés sous les drapeaux. En 1942, un plébiscite national autorise l'extension de l'enrôlement obligatoire au service outre-mer, mais les militaires recrutés en vertu de la loi sur la mobilisation des ressources nationales ne sont effectivement envoyés outre-mer que vers la fin de 1944, alors que l'on manque de

troupes de renfort pour l'infanterie.

Pendant la seconde guerre mondiale, 630,052 Canadiens, y compris 25,251 femmes, servent dans l'Armée active, en plus des 100,573 hommes appelés sous les drapeaux en vertu de la loi sur la mobilisation des ressources nationales. Environ 370,000 hommes de tous grades servent outre-mer dans la zone européenne; en outre, 2,800 autres accomplissent du service sur le théâtre de guerre du Pacifique, sans compter les 5,300 hommes employés dans l'opération de Kiska. Le nombre des morts au champ d'honneur s'élève à 22,917.

Contrairement à la marche suivie durant la première guerre mondiale, le Canada, au cours du second conflit, entretient des forces navales et aériennes très considérables; en 1940, le Parlement autorise la création de ce qui équivaut en fait à des ministères distincts pour diriger ces forces. Près d'un quart de million de Canadiens servent dans le Corps d'aviation royal canadien, et environ 106,000, dans la Marine. Ces deux armes jouent des rôles de premier plan et subissent de lourdes pertes. Le CARC perd un nombre d'hommes relativement plus élevé que l'Armée. Celle-ci ne peut donc plus s'attribuer presque exclusivement le monopole de l'effort national, comme elle l'avait fait en 1914-1918; pourtant, elle n'en conserve pas moins une certaine primauté. Elle est non seulement de beaucoup

la plus considérable des armes, mais aussi la plus nettement nationale. A vrai dire, le CARC et la Marine royale du Canada confondent, jusqu'à un certain point, leur identité avec les armes britanniques aux côtés desquelles ils combattent. De toute façon, l'Armée est commandée par des Canadiens jusqu'au niveau du quartier général; d'ailleurs, comme au cours de la guerre précédente, une grande partie du public y voit l'incarnation de l'esprit national.

La guerre froide et la Corée

La politique militaire du Canada, après la seconde guerre mondiale, fait contraste avec celle qui a suivi le premier conflit. Il semble que le peuple canadien est maintenant convaincu qu'il ne saurait y avoir de paix sûre sans l'existence de forces organisées pour la sauvegarder. De toute façon, après 1945, le Canada ne réduit pas ses forces armées presque à néant, comme il l'a fait après 1918.

La nouvelle politique se caractérise notamment par un changement d'attitude relativement aux engagements du Canada à l'étranger. La politique abstentionniste fait place à un empressement à se joindre aux autres nations pour organiser la défense collective. Ce sentiment se manifeste dans la position du Canada à l'égard des Nations Unies après la création de cet organisme, en 1945, et encore plus nettement dans

l'appui donné à l'alliance atlantique et dans la signature du Traité de l'Atlantique-Nord, en 1949. Par ce traité, les pays signataires, au nombre de douze au début, y compris la Grande-Bretagne, les États-Unis et le Canada, s'engagent à considérer toute attaque armée contre l'un d'entre eux comme étant une attaque contre tous les pays signataires. En outre, ces nations conviennent de maintenir et d'accroître "leur capacité individuelle et collective de résistance à une attaque armée". C'est la réaction contre les progrès du communisme militant, particulièrement manifesté par le coup d'État qui, au début de 1948, impose un gouvernement communiste à la Tchécoslovaquie.

Les effectifs fixés pour les services armés du Canada immédiatement après la guerre prévoient des troupes régulières plus considérables que jamais. En 1946, l'effectif régulier de l'Armée est porté provisoirement à environ 25,000 hommes. Le pays peut ainsi maintenir une armée de faibles proportions, mais une armée de première ligne, efficace et mobile, ayant l'effectif d'un élément de brigade, toujours prête à combattre chose que le Canada n'avait jamais vue. On prévoit également des états-majors de quartiers généraux, des établissements d'instruction militaire, un personnel auxiliaire pour l'administration et l'instruction de la Réserve, ainsi que

les diverses unités indispensables au fonctionnement d'une armée moderne. Quant à la Réserve - - naguère la Milice active non permanente - - elle comprend en principe un effectif de base de six divisions, quatre brigades blindées avec corps appropriés, des troupes suffisantes pour constituer une armée de deux corps, ainsi que des unités de défense côtière et de D.C.A. Le pays est divisé en cinq régions militaires, dont les Q.G. peuvent servir de Q.G. de divisions en cas de nécessité, et qui comprennent des zones secondaires pour fins d'administration locale.

Un des traits marquants du programme d'après-guerre réside dans l'unification des trois armes. En 1946, le Canada revient au régime laissé en suspens depuis 1940, par lequel un seul ministre dirige les trois services armés. Les dispositions concernant l'instruction des élèves-officiers sont unifiées. En 1948, le Collège militaire royal de Kingston et l'ancien Collège naval de Royal Roads (C.-B.), commencent à fonctionner comme collèges interarmes et forment des officiers pour la Marine, l'Armée et l'Aviation. En 1952, un troisième collège d'élèves-officiers, primordialement destiné aux élèves de langue française, est établi à Saint-Jean (P.Q.). En 1950, la Loi sur la Défense nationale, codifiée, remplace les diverses lois régissant les trois forces armées et prévoit,

entre autres choses, un code uniforme de discipline pour les trois armes. Au début de 1951, le gouvernement nomme un président permanent du Comité des chefs d'état-major, ayant pour fonction de coordonner les opérations et l'instruction des trois services armés.

Les dépenses totales du ministère de la Défense nationale diminuent de \$2,962,926,915 qu'elles étaient en 1944-1945, à environ 195 millions de dollars en 1947-1948. Toutefois, sous l'influence d'une situation internationale dangereuse et connue sous le nom de "guerre froide", et des nouvelles responsabilités assumées par suite de la signature du Traité de l'Atlantique-Nord, elles augmentent encore presque aussitôt, si bien qu'en 1951, le gouvernement adopte un programme de défense beaucoup plus considérable. Le coût estimatif de ce programme s'élève à quelque 5 milliards de dollars pour les trois années subséquentes. L'année suivante, le programme est encore amplifié, de sorte que les crédits consacrés à la Défense en 1952-1953 se chiffrent à \$2,001,725,000. A l'instar du programme de 1936, on attache toujours beaucoup d'importance à l'aviation.

Ces dispositions sont dues, en grande partie, à la guerre de Corée, qui a commencé en juin 1950. Les Nations Unies, sous la direction des États-Unis, se rallient pour défendre la Corée du Sud contre l'invasion des

communistes de la Corée du Nord. Le Canada, en plus de fournir une petite flotte et de contribuer au transport aérien dans le Pacifique, lève, à cette fin, un groupe de brigade d'infanterie essentiellement composé des seconds bataillons des trois régiments d'infanterie existants de l'Armée active. Un bataillon est envoyé en Corée peu après le début de la guerre, et tout le groupe de brigade s'y trouve au printemps de 1951. Pendant l'été, cet élément de brigade est incorporé dans la 1^{re} division du Commonwealth qui est alors constituée.

Les Canadiens font bonne figure dans les collines en dos d'âne de la Corée. Il n'est pas nécessaire d'entrer ici dans les détails. En novembre 1950, alors que les Nations Unies semblent assurées de la victoire, la Chine communiste intervient et repousse les troupes de l'ONU. Mais les Chinois sont contenus et repoussés à leur tour, et la guerre aboutit à une impasse. En juillet 1951, commencent les pourparlers de trêve. La lutte se poursuit sur une échelle généralement assez restreinte et les pertes continuent de s'accumuler. A l'automne de 1952, et au printemps de 1953, une suite de violents combats locaux se produisent, et lorsqu'enfin la trêve est signée, le 27 juillet 1953, les Canadiens ont subi des pertes totales de 1,543 hommes, dont 309 morts. La petite guerre de

Corée représente déjà le troisième des conflits d'outre-mer les plus coûteux dans l'histoire du Canada.

Pendant que des soldats canadiens se battent en Corée, d'autres sont envoyés en Europe pour se rallier aux troupes de l'OTAN. Au printemps de 1951, un groupe de brigade d'infanterie est levé à cette fin, en grande partie par l'intermédiaire des unités de la Réserve. Ce groupe arrive en Allemagne vers la fin de l'année et installe ses quartiers dans la zone britannique.

Ces événements ont pour résultat d'augmenter très considérablement l'effectif de l'Armée. Pour la première fois au Canada, sauf en ce qui concerne les périodes couvrant les deux guerres mondiales, l'Armée régulière dispose d'effectifs plus élevés que ceux de l'Armée des citoyens. Au 31 mars 1954, l'effectif de l'Armée active s'élève à 49,978 hommes de tous grades, et celui de la Réserve, à 46,506 hommes. Il y a donc un contraste remarquable avec la situation antérieure à 1939, et, de toute évidente, il s'est produit ni plus ni moins qu'une révolution dans la politique de défense du Canada. Le changement d'attitude du public est particulièrement frappant. Il est clair qu'un peuple, toujours peu disposé à faire des préparatifs militaires considérables en temps de paix, a beaucoup appris au cours des jours sombres des deux guerres mondiales.

BIBLIOGRAPHIE ET OUVRAGES DE RÉFÉRENCE

- Barclay, C.N., *The First Commonwealth Division* (Aldershot, 1954).
- Boissonnault, Charles-Marie, *Histoire politico-militaire des Canadiens français* (Trois-Rivières, 1967), Tome II.
- Goodspeed, D.J., (éd.), *Les Forces armées du Canada 1867-1967* (Ottawa, 1967).*
- Nicholson, G.W.L., *Les Canadiens en Italie* (Ottawa, 1967).*
- Stacy, C.P., *The Military Problems of Canada* (Toronto, 1940); *L'Armée canadienne 1939-1945* (Ottawa, 1949); *Six Années de guerre* (Ottawa, 1957); *Armes, hommes, et gouvernements: les politiques de guerre du Canada, 1939-1945* (Ottawa, 1970); et *La Campagne de la Victoire* (Ottawa, 1960).*
- Schull, Joseph, *Lointains navires* (Ottawa, 1953).*
- Tucker, G.N., *The Naval Service of Canada* (2 vols., Ottawa, 1952).
- Wood, H.F., *Singulier champ de bataille* (Ottawa, 1966).*
- Section historique de l'Air, *RCAF Logbook* (Ottawa, 1949).
- Rapports annuels du ministère de la Défense nationale.
- Ministère de la Défense nationale, Canada, *Les Canadiens en Grande-Bretagne, 1939-1944* (2^e éd., Ottawa, 1946).
- Livres blancs sur la défense, publiés par le ministère de la Défense nationale.

* Les histoires officielles canadiennes sont disponibles en français et en anglais.

CAMPAGNES ET COMBATS

1690-1945

L'ATTAQUE DE SIR WILLIAM PHIPS CONTRE QUÉBEC

1690

qu'y ont joué un bon nombre de soldats réguliers de l'Armée française, le véritable combat a été livré presque entièrement par les miliciens canadiens sous le commandement de leurs propres officiers. Et l'on peut tirer de véritables leçons militaires de ces engagements secondaires qui ont eu lieu il y a plus de 250 ans.

Historique de l'attaque

Une série de conflits ont commencé en 1689 entre la Grande Bretagne et la France, conflits qu'on surnomme parfois la deuxième guerre de Cent ans. Cette année-là, la guerre de la ligue d'Augsbourg, que les Américains appellent la guerre du roi Guillaume, éclata en Europe. Elle se poursuivit inévitablement des deux côtés de l'Atlantique, engageant les colons français et anglais dans une lutte qu'envenimaient les haines reli-

* * *

La campagne qui s'est engagée autour de la jeune cité de Québec à l'automne de 1690 occupe une petite place dans l'histoire du Canada, mais elle n'est pas sans importance. Ce fut l'un des premiers combats d'envergure auquel ont pris part les forces militaires du Canada. Malgré le rôle

gieuses entre les puritains de la Nouvelle-Angleterre et les catholiques de la Nouvelle-France.

Cette même année, 1689, heureusement, vit le retour comme gouverneur de la colonie française du vétéran comte de Frontenac*, vieilli mais formidable, le plus hardi défenseur qu'elle n'ait peut-être eu. Durant l'hiver de 1689-1690, Frontenac envoya, trois détachements attaquer les frontières des colonies anglaises. Les coups portés par ces expéditions aiguillonnèrent les Etats de la Nouvelle-Angleterre et de New York qui résolurent de chasser les Français de l'Amérique. En 1690, ils conçurent donc le noble projet d'attaquer la Nouvelle-France et particulièrement le cœur de sa puissance: la ville de Québec.

Les colonies britanniques étaient de beaucoup supérieures à la Nouvelle-France en population et en richesses. Malheureusement, elles étaient désunies et minées par la jalousie mutuelle. En de telles circonstances, le courage, l'autorité soignée et l'organisation efficace permirent aux établissements français de résister contre leurs voisins agressifs et nombreux, non seulement en 1690, mais aussi durant deux générations subséquentes. Son mode autocrate de gouvernement, même s'il entravait à la longue le

progrès de la colonie favorisait son efficacité militaire. Et quand, enfin, tomba la Nouvelle-France, ce ne sont pas les colonies américaines qui l'avaient conquise mais plutôt les troupes nombreuses venues d'Angleterre, soutenues et transportées par la Marine royale.

Le plan que les colonies anglaises avaient conçu pour leur campagne de 1690 s'apparentait à celui qu'on suivra avec succès 70 ans plus tard, alors que les ressources militaires des colonies en permettaient la réalisation. Il comportait une attaque sur deux fronts. Une expédition par voie de terre longerait la rivière Hudson et le lac Champlain pour attaquer Montréal et, en même temps, une flotte remonterait le Saint-Laurent et attaquerait Québec. Le commandement de cette dernière entreprise fut confié à sir William Phips, "rude matelot" sans trop d'expérience militaire, qui avait mérité sa réputation et son titre pour avoir sauvé la cargaison d'un précieux galion naufragé. Sa tentative de mettre en couvre le projet conçu a donné à l'histoire primitive du Canada l'un de ses épisodes les plus dramatiques.

Frontenac prépare la défense

Ayant prévu l'attaque, le comte de Frontenac renforça Québec, qui alors n'était pas la forteresse qu'elle devait devenir. Un petit fort armé de quelques canons défendait la haute-ville tandis que les falaises assu-

*Il avait alors 69 ans et avait déjà été gouverneur de 1672 à 1682.

raient une protection naturelle sur deux de ses trois flancs qui donnaient sur le Saint-Laurent et la rivière Saint-Charles. Mais le flanc sud-ouest, qui donnait sur la campagne, n'était pas protégé et Frontenac commença alors à le fortifier pour la première fois. Ces fortifications consistaient en "palissades et forts de petites pierres, ici et là" et n'étaient en définitive que des fortifications de campagne. Elles n'englobaient pas le cap Diamant, emplacement de la citadelle moderne qui, alors, était libre de bâtiments. La réalisation de ces travaux, dit Frontenac dans son rapport, était très importante: il avait eu "un pressentiment". Les fortifications étant presque terminées le 31 juillet 1690, le gouverneur part pour Montréal dans le dessein évident de prendre des mesures pour résister à l'attaque par voie de terre. En définitive, l'expédition anglaise contre Montréal n'aboutit à rien. Les querelles intestines entre colons et les préparatifs insuffisants, mêlés à une épidémie opportune de petite vérole, l'ont tué dans l'œuf. Le gros des troupes ne se rendit pas plus loin que le lac George. Le seul engagement eut lieu le 4 septembre et prit la forme d'une échauffourée à La Prairie, en face de Montréal.

Mais l'expédition de Phips par voie fluviale présentait un danger plus sérieux. Toutefois, la saison avancée ne fut pas propice à l'atta-

que. Au printemps Phips avait lancé une expédition fructueuse contre Port-Royal en Acadie, retardant ainsi l'attaque contre Québec dans l'espoir de recevoir de l'aide en armes et en munitions du Gouvernement anglais. Mais celui-ci, déjà engagé dans une guerre contre l'Irlande, n'envoya aucune aide. Phips quitta Hull, près de Boston, le 9 août seulement. Sa flotte était formée de 30 à 34 vaisseaux (les historiens ne s'accordent pas quant au nombre) qui portaient plus de 2,000 hommes de la milice du Massachusetts. Sans être des bateaux de guerre, quatre d'entre eux seulement accusaient un tonnage raisonnable. Contrairement à l'expédition coloniale qui prit Louisbourg en 1745, celle-ci ne reçut aucune aide de la Marine royale ni des troupes régulières anglaises, qui n'ont pas pris part au combat. Alors, même si la France entretenait une armée régulière efficace au Canada, les seules troupes anglaises en Amérique se limitaient à quelques compagnies de garnison indépendantes et peu efficaces. Le système militaire des colonies françaises et anglaises s'appuyait sur l'obligation du service militaire universel.

Le voyage de Phips fut très lent et désavantagé, comme il le dit lui-même, "par une température inclémentement et des vents contraires". Nul pilote ne put le guider dans sa remontée du Saint-Laurent. Il jeta

l'ancre à Tadoussac le 3 octobre (les Anglais ont dit le 23 septembre, car alors ils suivaient l'ancien calendrier). L'escadre n'atteignit l'île d'Orléans que le 15 octobre et jeta l'ancre près de Québec le 16. Ce trop long retard enleva à Phips tout espoir d'une victoire facile car à son entrée dans le fleuve, Frontenac était encore à Montréal. Frontenac apprit le 10 octobre qu'une flotte ennemie avait quitté Boston, puis il partit aussitôt pour Québec. Le lendemain, on lui annonça que des vaisseaux ennemis avaient été vus dans le fleuve. Il s'arrêta juste assez longtemps pour ordonner à Callières, le gouverneur de Montréal, de ne laisser à cet endroit qu'une petite garnison et de le suivre à Québec, tout en levant le plus grand nombre de miliciens en chemin. Frontenac poursuivit sa route en canot, traversa une violente tempête et atteignit Québec à l'aurore du 14 octobre, alors que Phips en était encore éloigné de plusieurs lieues.

L'arrivée de Frontenac releva le moral de la garnison et du peuple sur le visage desquels brillaient "la résolution et la gaieté" durant les préparatifs, selon ses propres mots. Le gouverneur fut enchanté de voir qu'au cours des derniers jours le commandant d'armes de Québec, Prévost, avait de beaucoup amélioré les batteries et les défenses. Une carte, dressée peut-être l'année suivante par l'ingénieur Robert de Villeneuve, indique qu'à l'arrivée de

Phips 23 canons avaient été montés. Six d'entre eux formaient deux batteries dans la basse-ville, cependant que trois autres couvraient la traversée de la rivière Saint-Charles. Sans être très bien défendue, Québec n'avait quand même jamais été aussi puissante. Près de 3,000 combattants la défendaient, surtout depuis l'arrivée triomphale des hommes de Callières qui défilèrent le long de la rue Saint Louis le soir du 17 octobre. Ainsi Québec était de taille à repousser les guerriers amateurs de la Nouvelle-Angleterre.

Phips devant Québec

C'est dans la matinée du 16 que se déroula le célèbre incident du drapeau parlementaire. Phips envoya à Frontenac une lettre, qu'avaient soigneusement rédigée les quatre aumôniers de l'expédition, dans laquelle il lui demandait la reddition de Québec. Le messager était le major Thomas Savage*. Les récits en provenance de la Nouvelle-Angleterre le désignent comme "le jeune Thomas Savage", pour le distinguer évidemment de son père, un autre major Thomas Savage, même s'il avait alors 50 ans. La réception qu'on lui a menée

**On a conservé cette lettre qu'a publiée Parkman. Bien que Savage ait écrit le récit de la campagne, récrit que l'on conserve encore, il ne fait pas mention de sa mission auprès de Frontenac. Pourtant ses impressions auraient été fort intéressantes.*

gée est passée dans la légende canadienne, mais contrairement à plusieurs légendes, celle-ci repose sur les récits de témoins oculaires. L'émissaire, les yeux bandés, fut conduit au fort Saint-Louis où il se trouva, selon que le rapportera plus tard un marchand de Boston du nom de James Lloyd, "dans une salle imposante remplie de braves militaires". Il présenta l'ultimatum, qui demandait une réponse dans une heure. Mais les menaces qu'avaient inventées les aumôniers puritains n'eurent pas l'effet que Phips avait espéré. Frontenac répondit avec orgueil à Savage qu'il ne le ferait pas attendre une heure, loin de là. Il ne reconnaissait pas le roi (Guillaume III) au nom duquel les Anglais s'étaient présentés. Ni lui ni ses officiers n'avaient l'intention de rendre Québec. Comme Savage lui demandait une réponse écrite, le gouverneur lui fit une réplique arrogante devenue familière à des générations d'écoliers : "Allez dire à votre maître que je lui répondrai par la bouche de mes canons et de mes mousquets. Il apprendra que ce n'est pas ainsi qu'on somme un homme comme moi. Qu'il fasse de son mieux, je ferai de même." On reconduisit le messenger à son embarcation et celui-ci fit rapport à son chef. S'il faut en croire Lloyd, l'attitude intrépide de Frontenac "surprit" les hommes de Phips, à qui on avait "prêché autre chose".

Toutefois, un conseil de guerre anglais avait préparé ou préparait

maintenant un plan d'attaque qu'ont décrit Savage et le major John Walley, le commandant en second de l'expédition. Tout comme les hommes qui ont préparé les plans du raid contre Dieppe en 1942, les miliciens du Massachusetts devaient faire face à une ville fortifiée et une rive formidable; comme eux, ils durent choisir entre une attaque de front et un encerclement par les flancs. Comme eux également, ils ont tenté les deux à la fois. On projetait de faire descendre le gros des troupes sur la rive de Beauport appelée La Canardière, qui se trouve de l'autre côté de la rivière Saint-Charles, à l'est de la ville. Dans leur avance, ces troupes devaient traverser la rivière Saint-Charles, guéable grâce à l'aide des embarcations de la flotte qui devaient transporter également les canons de campagne et les déposer sur l'autre rive, devant Québec. Walley écrit:

... il fut aussi convenu qu'une fois la rivière traversée les bateaux de guerre feraient voile vers la ville et, dès que les officiers s'apercevraient que nous avions gravi la côte, surtout si nous pouvions incendier une maison, ils devaient faire descendre 200 hommes sous la protection de leurs canons et livrer une attaque rapide et ferme pour entrer dans la ville; il fut aussi convenu que le Shute et d'autres navires parmi les plus lourds qui n'étaient pas vaisseaux de guerre devaient se rendre au delà de la ville, de façon que l'ennemi puisse penser que nous avions une autre armée à y débarquer...

Mais ce plan était trop compliqué pour être mis à exécution par des forces non entraînées et sans expérience: c'était là sa faiblesse. Il exi-

geait une collaboration étroite entre les forces de terre et de mer que ne pouvaient atteindre les Néo-Anglais.

Le combat à terre

Les Anglais continuèrent à agir avec lenteur. Rien ne se fit le 16, et le 17 la température inclemente empêcha le débarquement. Enfin le 18, on débarqua les miliciens le long de La Canardière sans subir d'opposition immédiate. Le major Walley, commandant des troupes de débarquement, nous dit que celles-ci se chiffraient entre 1,200 et 1,300 hommes.

Le comte de Frontenac avait un plan bien arrêté qu'il a lui-même expliqué dans ses dépêches au ministre de la Marine. Il n'allait pas se servir, dans le terrain inégal au delà de la Saint-Charles, des trois bataillons de réguliers français qu'il avait sous ses ordres. La région, écrit-il, "ne convenait pas à un grand nombre de soldats à cause des bois, du roc et de la boue (de la plage) . . . et se prêtait seulement à des escarmouches de petites patrouilles, à la façon des Indiens, ce que nos soldats sont incapables d'accomplir". Frontenac n'était évidemment pas un Braddock. Mais il avait à sa disposition d'autres troupes rompues à cette guérilla: "nos officiers canadiens, d'autres volontaires et les gens de la campagne, de même que des officiers et des soldats français qui s'étaient habitués à ces choses".

Parmi les "officiers canadiens", on comptait au moins deux des onze célèbres frères LeMoynes, Canadiens de naissance qui méritent une place d'honneur dans notre histoire militaire. L'un d'entre eux, Jacques, sieur de Sainte-Hélène - - le seigneur de l'île Sainte-Hélène - - devint le héros de la défense. D'après le plan de Frontenac, les irréguliers de l'endroit devaient harceler les troupes de débarquement de la Nouvelle Angleterre. Il entendait livrer le combat principal le long de la grève de la rivière Saint-Charles, du côté de Québec, terrain plus propice aux tactiques européennes. La rivière était guéable à marée basse seulement, et Frontenac espérait que les Néo-Anglais la traverseraient pour venir vers lui. A marée haute, il lancerait contre eux sa brigade de réguliers, les pousserait en descendant la côte jusqu'à la rivière Saint-Charles, pour ensuite les anéantir. C'était un plan sérieux, qui employait le mieux possible les forces dont Frontenac disposait. Mais les envahisseurs ne se rendirent jamais assez loin pour lui fournir l'occasion de le mettre à exécution.

Au débarquement des hommes de Walley, Frontenac dépêcha contre eux les miliciens de Montréal et de Trois-Rivières, sous le commandement de Sainte-Hélène, dans le dessein d'aider les hommes de Beauport et les Indiens de l'endroit à harceler l'ennemi. Dès que les Anglais com-

mencèrent à avancer dans les terres, ils essayèrent le feu de ceux qui étaient cachés dans les bois et les buissons. Cette avance leur coûta assez cher (quatre morts et pas moins de 60 blessés, nous dit Walley). On campa pour la nuit. Pour leur aider à traverser la rivière Saint-Charles, les Anglais comptaient sur les embarcations qui devaient les atteindre avec la marée avant l'aurore. Mais elles n'arrivèrent pas, à leur grand désappointement, les patrons de navire ayant attribué aux vents contraires leur insuccès. Les six canons qui, tel que prévu, devaient être débarqués à l'ouest de la rivière Saint-Charles, furent descendus avant le temps, près du camp de Walley et à son insu. Il lui était impossible de les traverser.

Le plan d'ensemble de Phips se désintégra. Rien ne démontre qu'on a tenté la feinte projetée par le haut de la ville et le 18, Phips agit d'une façon tout à fait imprévue. Les quatre gros vaisseaux, sans attendre que les hommes de Walley traversent la Saint-Charles, remontèrent le fleuve, s'arrêtèrent devant Québec et ouvrirent le feu. Les batteries côtières ripostèrent et le combat se continua jusque dans la nuit. La canonnade reprit dès l'aurore le lendemain. Les navires se rapprochèrent de la côte ("à portée de mousquet", selon Phips) et les six gros canons de la basse-ville ont soutenu

le fort de l'attaque. Etant revenu à la ville, Sainte-Hélène pointait les canons d'une des batteries. Après plusieurs heures de combat, les Anglais durent battre en retraite le 19, car leurs vaisseaux avaient été gravement endommagés et surtout le vaisseau amiral de Phips, le *Six Friends*. Ceux-ci avaient presque épuisé leur petite réserve de munitions sans endommager de beaucoup les maisons de pierre de Québec et sans causer de pertes dignes de mention.

Entre-temps, les troupes de débarquement de la Nouvelle-Angleterre étaient demeurées inactives sans profiter de l'occasion que leur donnait le bombardement de pratiquer une diversion. Elles ont eu à souffrir du froid (car l'hiver venait vite), du manque d'approvisionnement (l'insuffisance de rhum semble avoir été le principal grief) et de la petite vérole. Comme les bateaux de la flotte n'arrivaient pas, un conseil de guerre décida le soir du 19 de proposer que les troupes rembarquent le soir du 20 dans le dessein d'attaquer ailleurs, une fois qu'elles seraient reposées. Dans la matinée du 20, Walley s'étant rendu au vaisseau amiral obtint de Phips avec difficulté l'autorisation de mettre en oeuvre la proposition.

Une nouvelle escarmouche éclata le même jour. D'après Monseignat, hauteur d'un des meilleurs récits français de l'engagement, on vit dans

l'après-midi l'avant-garde anglaise marcher le long de la plage de la rivière Saint-Charles comme si elle s'appropriait à la traverser. Frontenac dirigea alors ses bataillons de réguliers vers le terrain choisi, les disposa en ordre de bataille et se plaça à leur tête. Mais l'engagement que Frontenac avait prévu n'eut pas lieu: les Anglais ne traversèrent pas la Saint-Charles. Chose incroyable, le fougueux Sainte-Hélène étant revenu du côté de Beauport, s'était placé à la tête des tirailleurs canadiens qu'il inspirait dans leur lutte contre la tête de la colonne anglaise. Cet engagement devait être son dernier, car une balle de mousquet le blessa mortellement. Son frère. Longueuil, fut également blessé dans le même engagement, au cours duquel les Français perdirent deux autres hommes.

Les embarcations anglaises arrivèrent un peu avant l'aurore, mais trop tard pour profiter de la noirceur. La confusion régnait tellement parmi les hommes que Walley décida de remettre l'évacuation à la nuit suivante. Des engagements de peu d'importance se déroulèrent le 21, Walley se bornant à envoyer des détachements de tirailleurs pour contenir les Français. Le soir, les embarcations étant arrivées, les troupes anglaises furent évacuées sans opposition, puisque l'action s'était déroulée à l'insu même des avant-postes français. Sainte-Hélène aurait-il été là que les choses se se-

raient passées autrement. A cause d'un malentendu, les Anglais laissèrent cinq de leurs six canons sur la grève. Lloyd nous dit d'une façon originale leur intention de les reprendre le lendemain, "mais alors ils parlaient déjà français".

Frontenac n'a probablement pas deviné l'intention de l'ennemi d'évacuer en vitesse. Il a manqué là l'occasion de lancer une offensive qui aurait pu annihiler les troupes de débarquement. De toute façon, il semble qu'il ait persisté à ne pas lancer ses troupes européennes à l'offensive dans un terrain difficile et qu'il craignait un désastre s'il les employait ainsi. Il a préféré attendre.

Les Anglais ne reprirent plus l'attaque. Un conseil de guerre tenu le 22 décida de ne pas abandonner la partie, même si plusieurs officiers alléguèrent que leurs hommes malades ne pouvaient plus retourner à l'action. Les 23 et 24, après les préparations nécessaires, on échangea les prisonniers, puis la flotte de la Nouvelle-Angleterre fit voile vers Boston. Quelques-uns des vaisseaux ne sont jamais arrivés à destination. Plusieurs des hommes qui ont pris part au combat sont morts en chemin. L'échec de cette expédition porta un dur coup au Massachusetts, qui avait beaucoup dépensé pour sa formation et son entretien. L'État, pour la première fois dans son histoire, dut émettre du papier-

monnaie. Le deuil régnait à Boston et la joie à Québec. Mais la retraite des Anglais était venue à point, car la Nouvelle-France accusait une disette de vivres, qui se serait maintenue si tous les hommes robustes des campagnes étaient restés cantonnés à Québec.

Commentaires

Les Français, avec raison, étaient fiers d'avoir si bien soutenu et repoussé l'attaque. Mais leur victoire s'explique en partie par l'inefficacité de l'armée néo-anglaise. Parkman, grand historien bostonien, a écrit en 1877 ce que l'on peut considérer comme l'un des meilleurs commentaires: "Le Massachusetts venait de commettre son erreur habituelle. Ses dirigeants étaient convaincus que l'ignorance et l'inexpérience pouvaient se mesurer à l'adresse de vétérans éprouvés et que le dur courage des pêcheurs et des cultivateurs pouvait triompher de la discipline et d'une bonne direction. . . Sans l'aide d'officiers formés, une république de commerçants peut remporter des victoires, mais elle les remporte par accident ou par une dépense extravagante d'argent et d'hommes."

Frontenac avait préparé la défense méthodiquement. Mais son extrême prudence, nous l'avons dit, constitue le seul reproche sérieux qu'on puisse lui faire. Il a repoussé l'ennemi, mais n'ayant pas passé à l'offensive, il ne l'a pas détruit. A

cause de la saison avancée, et c'est là un point qui milite en faveur de Frontenac, (la bataille des plaines d'Abraham en 1759 se livrera plus d'un mois plus tôt en regard de l'arrivée de Phips), celui-ci n'aurait eu qu'à tenir ses positions pour que l'hiver chasse inévitablement l'envahisseur. Toutefois, les troupes de Frontenac étaient plus nombreuses et meilleures que celles de Phips. Eut-il voulu courir le risque, il aurait pu porter un très dur coup aux Anglais en Amérique. Nous pouvons admirer sa connaissance réelle des faiblesses des troupes européennes dans les guerres d'Amérique, mais n'a-t-il pas peut-être exagéré?

L'application des principes de guerre à ce court épisode, qui frise parfois la comédie, peut sembler ridicule. Néanmoins, on peut en faire ressortir ici l'application, comme dans tout autre engagement.

Les mesures de défense statique qu'avaient prises Frontenac et Prévozt répondaient parfaitement aux exigences de la *sécurité*. L'*action offensive* a manqué dans la phase finale des opérations des Français, action qui aurait été profitable une fois lancée d'une base aussi solide. En ne pratiquant pas une attaque sur deux fronts, les Anglais ont permis à Frontenac d'opérer à Québec une *concentration des forces* qui rendait leur victoire impossible. Par contre cette concentration avait été facilitée par la souplesse dont jouissait

les Français qui, d'un bout à l'autre de la colonie, possédaient de faciles et rapides communications fluviales grâce au Saint-Laurent.

Les colons anglais, eux, semblent avoir péché contre presque tous les principes d'action valables que l'on connaisse. En particulier, leur lenteur constante les a privés de la *surprise*, leur meilleur espoir de conquête. Même s'ils ne sont peut-être pas à blâmer, leur *administration* était insuffisante: on a lancé l'expédition sans lui fournir les approvisionnements essentiels à la victoire. L'esprit de *coopération*, qui aurait pu donner les résultats auxquels on aurait été en droit de s'attendre, manquait malheureusement au sein de l'armée néo-anglaise. Enfin, par suite de plusieurs facteurs, mais surtout à cause du manque de direction énergétique, déterminée et éclairée, il semble

évident que le moral des troupes n'a pas cessé de baisser après leur arrivée devant l'ennemi. Les Néo-Anglais peuvent se compter chanceux de ne pas avoir subi un pire désastre.

OUVRAGES RELATIFS À L'OPÉRATION

Count Frontenac and New France under Louis XIV par Francis Parkman (Boston, 1877 et éditions ultérieures). C'est encore le meilleur compte rendu de cette campagne. Empire of the North Atlantic par Gerald S. Graham (Toronto, 1950), chapitre IV.

Remarque. Le récit précédent est basé en majeure partie sur des documents contenus dans Sir William Phips devant Québec, 1690 d'Ernest Myrand (Québec, 1893) et Soldiers in the Expedition to Canada in 1690 de W. K. Watkins (Boston, 1898). D'autres documents ont été tirés de Calendar of State Papers, Colonial Series, America and West Indies, 1689-1692 (London, 1901); la lettre de James Lloyd se trouve dans le Rapport des Archives publiques du Canada, 1912. Les principaux rapports officiels français, copiés d'après les archives françaises, sont aux Archives publiques du Canada (Série C, IIA, vol. II).

LA CONQUÊTE DU CANADA

1758-1760

La politique que suit la Grande-Bretagne dans les campagnes de la guerre de Sept ans, à la suite de laquelle la souveraineté sur le Canada passe de la France à l'Angleterre, nous fournit un exemple classique de grande stratégie. Elle démontre en particulier que les efforts déployés sur plusieurs théâtres de guerre très éloignés les uns des autres peuvent être coordonnés de façon à assurer une victoire décisive dans la région où on la désire le plus. L'auteur de cette excellente stratégie est le futur comte de Chatham, William Pitt père.

La guerre de Sept ans

L'année 1755 voit en Amérique le début de la quatrième d'une série de guerres coloniales entre la France et l'Angleterre, commencées en 1689. Ces deux puissances ne sont officiellement en guerre en Europe que l'année suivante, lorsque se déclare la guerre de Sept ans et que la Grande-Bretagne et la Prusse se rangent contre

la France, l'Autriche, la Russie et, plus tard, l'Espagne. Par cette coalition, résultant de la "révolution diplomatique" qui intervient cette année-là, la puissance maritime prédominante, la Grande-Bretagne, forme une alliance avec le nouvel État militaire, c'est-à-dire la Prusse, dont l'armée, alors commandée par un souverain habile et impitoyable, Frédéric le Grand, est en voie de devenir un facteur de grande importance sur l'échiquier de la puissance européenne.

La longue lutte intercoloniale avait apporté à la Grande-Bretagne moins de succès qu'on ne pouvait s'y attendre, en Amérique. Il est vrai que les Anglais étaient douze fois plus nombreux que les Français dans le nouveau monde, mais leurs quatorze colonies, désunies et peu disposées à la collaboration, se trouvaient mal organisées pour la guerre en comparaison de la Nouvelle-France. Le traité d'Utrecht (1713) a bien donné la Nouvelle-Écosse aux Anglais, mais cette colonie ne progresse pas autant

que celle qui est établie sur les bords du Saint-Laurent. A mesure que se poursuit la guerre de Sept ans, les empires rivaux luttent pour la maîtrise des vallées de l'Ohio et du Mississippi. Les colonies anglaises sont exposées au danger imminent de se faire encercler, entre les Alléghany et la côte de l'Atlantique, par un cordon de postes militaires français reliant le Canada à la Louisiane. C'est dans la vallée de l'Ohio que sont tirés les tout premiers coups de la guerre, en 1754, entre les avant-postes français et les troupes commandées par le colonel George Washington, envoyé par le gouverneur de la Virginie pour signifier aux Français de se retirer.

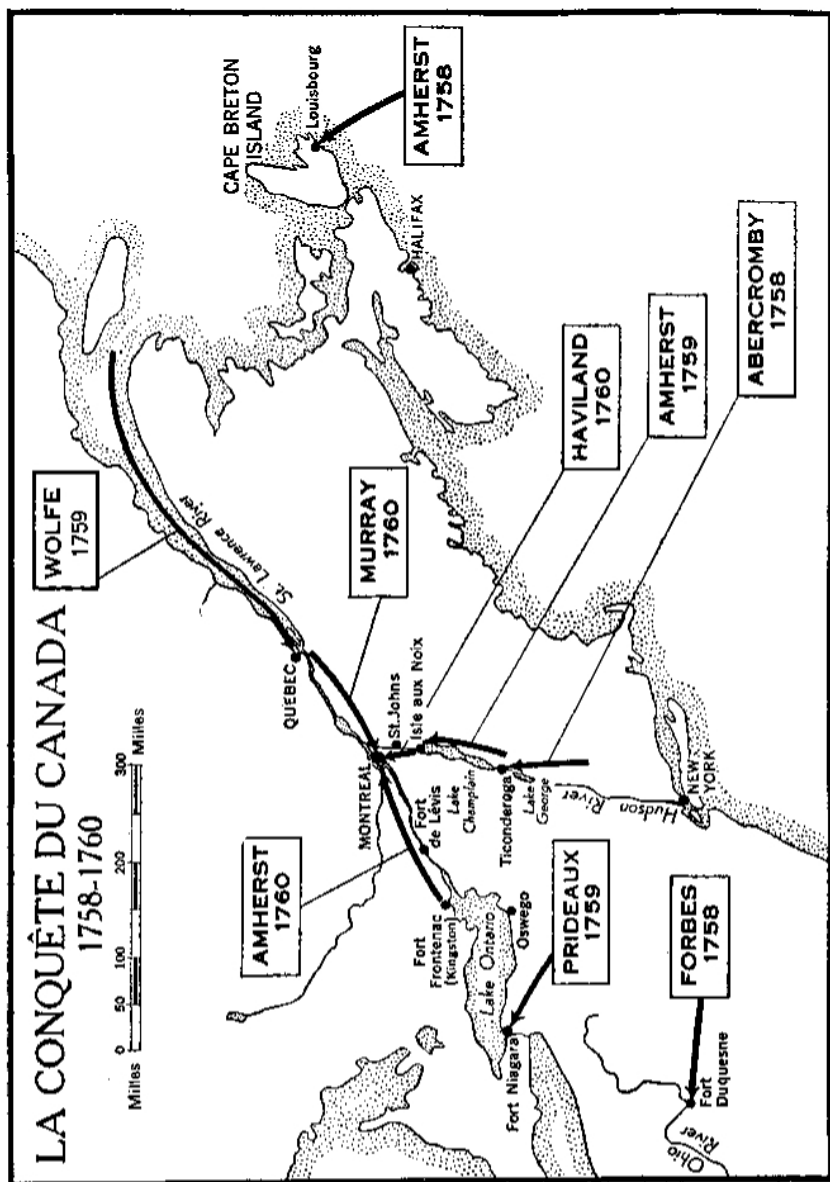
En 1755, le gouvernement britannique intervient sur un grand pied dans le conflit intercolonial. Edward Braddock est nommé commandant en chef, et l'Armée britannique, composée de deux bataillons réguliers d'infanterie, tente ses premières opérations actives en Amérique. L'expédition, avançant sur le fort Duquesne, subit une défaite désastreuse aux mains d'une année moins forte de Français et d'Indiens. Les deux années suivantes sont pour les Anglais une suite presque ininterrompue de désastres. Il est vrai que le commandant français Dieskau est battu sur le lac Georges deux mois après le revers de Braddock, mais, en 1756, un nouveau général, le marquis de Montcadet, arrive de France. Sa

première opération est dirigée contre Oswego, seul poste anglais sur les bords des Grands Lacs, qu'il capture immédiatement. En 1757, il prend le fort William-Henry, sur le lac Georges, ce qui met fin, cette année-là, à tout projet d'avance sur Montréal de la part des Anglais. Le commandant en chef britannique, lord Loudoun, ne s'aventure pas à attaquer la grande forteresse navale de Louisbourg dans l'île du Cap-Breton, parce qu'il doute que ses forces de soutien navales soient de taille à vaincre les navires français qui s'y trouvent.

Pitt et son plan

Le ministère de coalition de Pitt et de Newcastle arrive au pouvoir en juin 1757, et c'est Pitt qui établit le plan de guerre de 1758. Son programme stratégique semble bien avoir été conçu graduellement, mais on peut l'exposer sous la forme définitive qu'il prend au printemps de 1758.

Pour Pitt, l'Amérique du Nord est le théâtre de guerre vital, le centre même de l'enjeu de la guerre et la région où la moisson doit se récolter. Toutefois, les événements d'Europe joueront un rôle essentiel dans l'obtention du résultat désiré. La France doit être contenue et rester absorbée par ses affaires européennes pendant qu'une vigoureuse campagne la dépouillera de ses possessions en Amérique. Les subventions britannique encouragent et soutiennent la Prusse



Section historique, É.-M. G.

tout en lui permettant de maintenir ses forces en campagne. Une petite armée britannique*, opérant outre-Manche, apporte aussi sa contribution. Quant au gros de la Marine royale, il est concentré au large des ports français, qu'il a pour mission de bloquer afin d'empêcher la flotte française de transporter des renforts au Canada ou de contre-attaquer la Grande-Bretagne. On rend ce blocus encore plus efficace au moyen de raids navals dirigés contre la côte française. Au cours des mêmes années, les soldats et les marins britanniques défont les Français aux Indes et y fondent un empire. Mais ce résultat est obtenu avec le concours de Pitt plutôt qu'à son instigation.

Dans le même temps, l'offensive principale se déroule en Amérique. D'importantes armées de terre y sont envoyées, soutenues par de puissantes escadres. Les colonies anglaises reçoivent une vigoureuse direction et sont invitées à mettre en campagne des forces appréciables, dont la majeure partie des frais seront payés par la métropole.

Cependant, Montcalm tient bon en 1758. Le plan de Pitt, cette année-là, comprend trois attaques. La principale, sous le commandement

du général James Abercromby, est dirigée sur Montréal par la route du lac Champlain. Une autre opération d'envergure, sous le commandement du général Jeffrey Amherst, a Louisbourg pour objectif. Enfin, le brigadier John Forbes, qui se voit confier le commandement dans les colonies du sud avec ordre d'exécuter les opérations d'offensive qu'il juge appropriées, décide de marcher sur le fort Duquesne. Amherst s'empare de Louisbourg, et de ce fait, affaiblit la position des forces navales françaises dans les eaux de l'Amérique du Nord et contribue à isoler la Nouvelle-France de la mère-patrie. En capturant le fort Duquesne, auquel il donne le nom de fort Pitt et dont l'emplacement est actuellement occupé par la ville de Pittsburgh, Forbes met fin à l'ambition française de dominer la vallée de l'Ohio. Une opération secondaire enlève le fort Frontenac (Kingston) aux Français et paralyse leur puissance navale sur le lac Ontario, ce qui porte un rude coup aux communications avec l'Ouest. Mais Montcalm fait subir à Abercromby une grave défaite à Ticonderoga et conserve la principale position française cette année-là.

La campagne de 1759

Pitt, qui ne se tient pas pour vaincu, établit un plan de campagne encore plus considérable pour l'année 1759. Amherst, vainqueur à

*Six bataillons d'infanterie anglais seulement prennent part à la bataille de Minden, En 1759. La même année, on en emploie 23 sur le continent américain, et d'autres dans les Indes occidentales. Au début, Pitt s'appose à l'envoi de troupes britanniques en Europe continentale.

Louisbourg, devient le commandement suprême en Amérique et est chargé d'attaquer Montréal ou Québec par la route du lac Champlain ou par le haut Saint-Laurent en partant du lac Ontario. James Wolfe, dont la conduite à Louisbourg a retenu l'attention de Pitt et qui n'a que 32 ans, reçoit un commandement essentiellement indépendant ainsi qu'une mission plus aléatoire: une attaque directe sur Québec par le Saint-Laurent. Pitt désire également attaquer le fort Niagara, à l'embouchure de la rivière du même nom dans le lac Ontario.

Il ne faut pas oublier qu'il se déroule en Europe à ce moment-là d'importants événements. Les troupes, les navires et les capitaux britanniques y sont si bien employés que la cour de France est trop préoccupée par les menaces qui pèsent directement sur la métropole pour accorder beaucoup d'attention au sort de sa colonie. C'est l'année où une armée partiellement anglaise, placée sous le commandement du prince Ferdinand de Brunswick, gagne la bataille de Minden*, et où un plan de la France en vue d'envahir l'Angleterre est déjoué par la victoire de l'amiral Hawke, à la baie

de Quiberon. Minden, Quiberon et Québec sont les noms qui devaient rendre l'année 1759 à jamais mémorable pour l'Angleterre.

Au moment où approche le point culminant de la lutte, la Nouvelle-France est presque entièrement isolée de la métropole, et les troupes françaises qui s'y trouvent sont sans appui. La domination britannique dans l'Atlantique nord n'est pas absolue, mais elle est suffisante pour prévenir toute tentative d'envergure d'envoyer des renforts au Canada, au printemps de 1759, si bien qu'aucun effort n'est tenté en ce sens. Il est vrai que Montcalm et Vaudreuil ne font pas d'instances pour en obtenir. (Ils demandent des recrues et des spécialistes, mais ils n'obtiennent même pas tout ce qu'ils veulent.) Ce qu'ils recommandent fortement en réalité, c'est une puissante opération de diversion contre les côtes des colonies britanniques du Sud. Mais la France préfère lancer une attaque de diversion contre la Grande-Bretagne elle-même. Nous venons de voir que ce projet a échoué.

Les forces qui défendent le Canada se composent essentiellement de huit bataillons réguliers venus de France, de quarante compagnies de réguliers coloniaux et de la milice des citoyens, qui se chiffre probablement par treize mille hommes. Ces troupes sont moins fortes que celles de l'assaillant, tant au point

* Cette victoire sauve Hanovre. En effet, cette possession du roi George II était un objectif tout indiqué pour la France, car elle offrait l'espoir de détourner les troupes britanniques de l'Amérique et peut-être de faire contrepoids aux conquêtes britanniques sur ce continent dans un règlement de paix.

de vue du nombre qu'à celui de la qualité; en outre, elles doivent être divisées pour faire face aux diverses menaces britanniques. Le corps principal, commandé par Montcalm, protège Québec contre le danger d'une attaque par mer, tandis que trois bataillons de réguliers, huit compagnies de réguliers coloniaux et un nombre considérable de soldats de la milice, sous les ordres du brigadier Bourlamaque, sont postés au lac Champlain pour repousser Amherst. D'autre part, des détachements occupent le fort Niagara et les autres postes de l'Ouest. La position française est encore affaiblie par le manque de bonne entente entre Montcalm et son supérieur, le gouverneur de Vaudreuil.

Les troupes britanniques qui se portent à l'attaque sont nombreuses et efficaces. En effet, Wolfe dispose de 8,500 hommes, presque tous réguliers. Cette armée est transportée et appuyée par une flotte puissante placée sous le commandement du vice-amiral Charles Saunders. Les relations entre le commandant naval et le commandant terrestre sont excellentes. Amherst a 11,000 hommes, dont la moitié environ sont des coloniaux. Une autre colonne, commandée par le brigadier-général Prideaux, se dirige sur le fort Niagara.

L'attaque du centre remporte peu de succès. Amherst, administrateur habile mais très lent à agir, avance péniblement. Les Français lui aban-

donnent Ticonderoga, mais l'attendent de pied ferme à l'île aux Noix, sur la rivière Richelieu, pour protéger Montréal. Le commandant en chef passe tellement de temps à armer la flottille nécessaire pour le lac Champlain et à construire une forteresse tout à fait inutile à Crown-Point que la saison propice à la guerre se termine avant qu'il ait accompli quoi que ce soit pour seconder la manœuvre de Wolfe. Prideaux est tué au siège du fort Niagara, mais son successeur, sir William Johnson, repousse un détachement de renfort et capture la place. Cependant, le point décisif se trouve à Québec, où Wolfe et Saunders doivent vaincre sans l'aide d'autres troupes britanniques.

Le cadre du présent article ne permet pas de décrire la tactique suivie par Wolfe. Qu'il suffise de constater l'avantage qu'il tire de l'appui de la flotte. Le fait est que la maîtrise du Saint-Laurent lui permet de menacer Montcalm, à tous les endroits, l'un après l'autre, en déplaçant ses troupes à volonté sur le théâtre des opérations. Les navires, remontant et descendant le fleuve, tiennent les Français constamment aux aguets et les épuisent en les forçant à demeurer toujours en mouvement. Aussi Wolfe peut-il choisir son point d'attaque comme bon lui semble. Quand, enfin, il fixe son choix, magnifique, - - ou heureux, - - la marine le débarque à

l'heure et à l'endroit précis qu'il désire et, le lendemain, il gagne la bataille. Les troupes peu nombreuses effectivement engagées sur les plaines d'Abraham sont manifestement de force à peu près égales, mais les forces de Wolfe se composent presque entièrement de soldats de carrière tandis qu'un grand nombre des hommes de Montcalm sont des amateurs. Voilà ce qui explique l'issue de la bataille. Wolfe et Montcalm succombent tous deux et, quelques jours plus tard, Québec rend les armes.

La campagne de 1760

L'armée française n'est pas capturée avec Québec; Montréal est toujours libre, et il faudra une autre campagne pour terminer la conquête du Canada. Pendant tout l'hiver de 1759-1760, les Anglais, commandés par le général James Murray, restent maîtres de Québec. Au début du printemps, Lévis, successeur de Montcalm, marche sur la ville. Murray va à sa rencontre; mais il est défait, le 28 avril, à la bataille de Sainte-Foy. Ce fait d'armes, accompli dans la neige, devait être la dernière victoire de la Nouvelle-France. Murray se replie sur la ville de Québec, devant laquelle Lévis met le siège. La France pourrait encore sauver sa colonie si elle lui envoyait une aide puissante. Mais la flotte qui remonte le Saint-Laurent au mois de mai n'est pas française; c'est une

flotte britannique.

Pour la campagne finale, Pitt fait de nouveau appel aux colonies britanniques. Il donne carte blanche à Amherst, et le commandant en chef décide d'effectuer une triple attaque: le brigadier général Haviland s'avancera sur Montréal par le lac Champlain, Murray remontera le Saint-Laurent à partir de Québec, et Amherst lui-même, avec le gros de l'armée, soit plus de 10,000 hommes, s'embarquera au lac Ontario pour descendre le Saint-Laurent. Cette stratégie convergente enlève aux troupes françaises toute possibilité de se retirer vers l'ouest, où Détroit est toujours entre leurs mains. Les Français espèrent bien se concentrer pour défaire les divers détachements les uns après les autres; mais cette tâche est au-dessus de leurs forces.

Du côté du lac Champlain, l'île aux Noix et Saint-Jean doivent être abandonnés à l'armée supérieure de Haviland, qui poursuit sa route vers le Saint-Laurent. Murray n'a pour ainsi dire qu'à contourner les garnisons françaises qui se trouvent sur son chemin; le seul obstacle sérieux que rencontre Amherst consiste en une faible fortification, le fort de Lévis, élevée sur une île située à la tête des rapides du Saint-Laurent, près de l'endroit où se trouve actuellement Prescott. Il y débarque des canons et réduit systématiquement le fort en miettes avec toutes les formes voulues. Après avoir perdu quelques

hommes en descendant les rapides, il met pied sur l'île de Montréal. (Ce sont les rapides qui m'ont donné du mal, et non pas l'ennemi, écrira-t-il plus tard.) Selon les paroles de sir Julian Corbett, "ainsi, comme les coups d'une horloge, les opérations éparses d'Amherst frappent à l'unisson à l'heure désignée". Au moment où les troupes britanniques sont concentrées, Lévis et de Vaudreuil voient leurs hommes désertir en foule, à tel point qu'ils disposent à peine de 2,000 hommes pour résister à 17,000. Ils sont donc forcés de capituler, et les 8 et 9 septembre, Montréal et le Canada passent aux mains des Anglais. Ainsi prend fin la longue lutte entre la France et la Grande-Bretagne en Amérique du Nord.

Observations

La puissance maritime est le fait dominant de la conquête du Canada. En Amérique, la guerre se livre surtout entre armées de provenance européenne. Aussi, du moment que les troupes britanniques peuvent traverser librement l'Atlantique et que les troupes françaises qui tentent de le faire doivent envisager la perspective presque inévitable d'être interceptées et défaites, l'issue de cette lutte n'est-elle plus douteuse.

La guerre de Sept ans nous fournit un excellent exemple du *choix et du maintien de l'objectif*. Pour Pitt, cette guerre est une guerre améri-

caine; elle a pour objet la sécurité et l'expansion des dominions britanniques en Amérique; voilà ce qu'il ne perd jamais de vue. En Europe aussi bien qu'en Amérique, toutes ses mesures sont d'abord destinées à atteindre cette fin. Ses opérations en Europe ne visent qu'à contenir l'ennemi. Il a les yeux fixés sur Québec et Montréal, et c'est vers ces objectifs qu'il dirige ses efforts avec unité d'intention jusqu'à ce qu'il les ait atteints.

Grâce à cette constance et à la supériorité navale britannique, Pitt peut réaliser la *concentration* de ses effectifs sur le théâtre de guerre décisif. En effet, la France consacre sa grande puissance militaire aux guerres européennes, tandis que la Grande-Bretagne, d'une force militaire globale beaucoup moins considérable, est libre de porter ses coups sur les unités françaises détachées au Canada avec des troupes plus nombreuses. Il y a ici une véritable *économie des moyens*. L'effort britannique, il faut le reconnaître, est énorme, mais, contrairement à l'effort encore plus marqué de la France, il est utilisé si efficacement qu'il assure "la concentration voulue au moment et à l'endroit décisifs". Cet endroit, c'est le Canada, et le résultat, la conquête du pays.

Pour terminer, un mot d'observation sur la *coopération*. Dans cette guerre d'Amérique, l'Armée britannique et la Marine royale travaillent

de concert, d'une façon que l'on cite souvent comme le meilleur exemple d'harmonie entre les armes. Il en est ainsi particulièrement de la bonne entente qui existe entre Wolfe et Saunders à Québec, exemple élo-

quent de ce qu'on peut accomplir en subordonnant les considérations personnelles à la réalisation d'un maximum d'efforts combinés en vue de vaincre l'ennemi.

BIBLIOGRAPHIE

- Casgrain, Abbé H.R., *Guerre du Canada, 1756-1760: Montcalm et Lévis*, 2 vols. (Québec, 1891).
- Chapais, Thomas, *Le Marquis de Montcalm (1712-1759)* (Québec, 1911).
- Corbett, Sir Julian, *England in the Seven Years' War: A Study in Combined Strategy* (2 vols., Londres, 1907).
- Frégault, Guy, *La Guerre de la conquête, 1754-1760* (Montréal, 1955), traduit en anglais sous le titre *The War of the Conquest, 1754-1760* (Toronto, 1969).
- Gipson, L.H., *The Great War for the Empire: The Victorious Years, 1758-1760 (The British Empire before the American Revolution, Vol. VII)* (New York, 1949).
- Kimball, G.S., ed., *Correspondence of William Pitt . . . with Colonial Governors and Military and Naval Commanders in America* (2 vols., New York, 1906).
- Parkman, Francis, *Montcalm and Wolfe* (3 vols., Boston, 1884 et éditions postérieures).
- Stacey, C.P., *Quebec, 1759* (Toronto, 1959).
- Trudel, Marcel, *L'affaire Jumonville* (Québec, 1953).
- Waddington, Richard, *La Guerre de Sept ans: histoire diplomatique et militaire* (5 vols., Paris, s.d.) (1899 ff.).
- Wrong, George M., *The Fall of Canada* (Oxford, 1914).

LA DÉFENSE DU HAUT-CANADA

1812

On peut illustrer les principes de la guerre en citant l'exemple de campagnes de petite ou de grande envergure, ou celui de guerres anciennes ou récentes. En 1812 le major-général sir Isaac Brock défait les forces supérieures américaines qui cherchent à s'emparer de la province du Haut-Canada; il serait difficile de trouver une série d'opérations qui nous fournissent une meilleure leçon de choses. Cette campagne a eu lieu il y a près d'un siècle et demi contre un adversaire qui est maintenant notre ami fidèle et allié fondamental, mais ceux qui veulent connaître les qualités qui forment un grand commandant pourront l'étudier avec avantage.

La situation au début des hostilités

En juin 1812 les Etats-Unis déclarent la guerre; à ce moment-là, le général Brock commande les forces du Haut-Canada et administre temporairement le Gouvernement civil de la province. Le problème militaire qui le confronte est extrêmement difficile, car ses troupes sont peu nombreuses et la ligne de frontière qu'il lui faut dé-

fendre est très longue.

Il n'y a qu'un seul régiment de ligne britannique dans le Haut-Canada, à savoir le 1^{er} bataillon du 41^e (maintenant *Welch Regiment*); il y a aussi un détachement important du 10th *Royal Veteran Battalion*, un autre du *Royal Newfoundland Fencibles* (soldats utilisés surtout comme fusiliers marins sur les Grands lacs) et une compagnie d'artillerie. Ces troupes régulières sont appuyées par la milice provinciale, corps composé de tous les hommes d'âge militaire; organisés en bataillons levés en vertu du service militaire universel mais qui n'existent en réalité que sur le papier, ces hommes n'ont reçu presque aucune instruction militaire. Un détachement britannique bien plus considérable, comprenant cinq bataillons de ligne, est en garnison dans le Bas-Canada. En comptant tous ces hommes, les deux Canadas (aujourd'hui l'Ontario et le Québec) sont défendus par environ 7,000 soldats de métier, dont seulement un peu plus de 1,600 se trouvent dans la province du Haut-Canada.

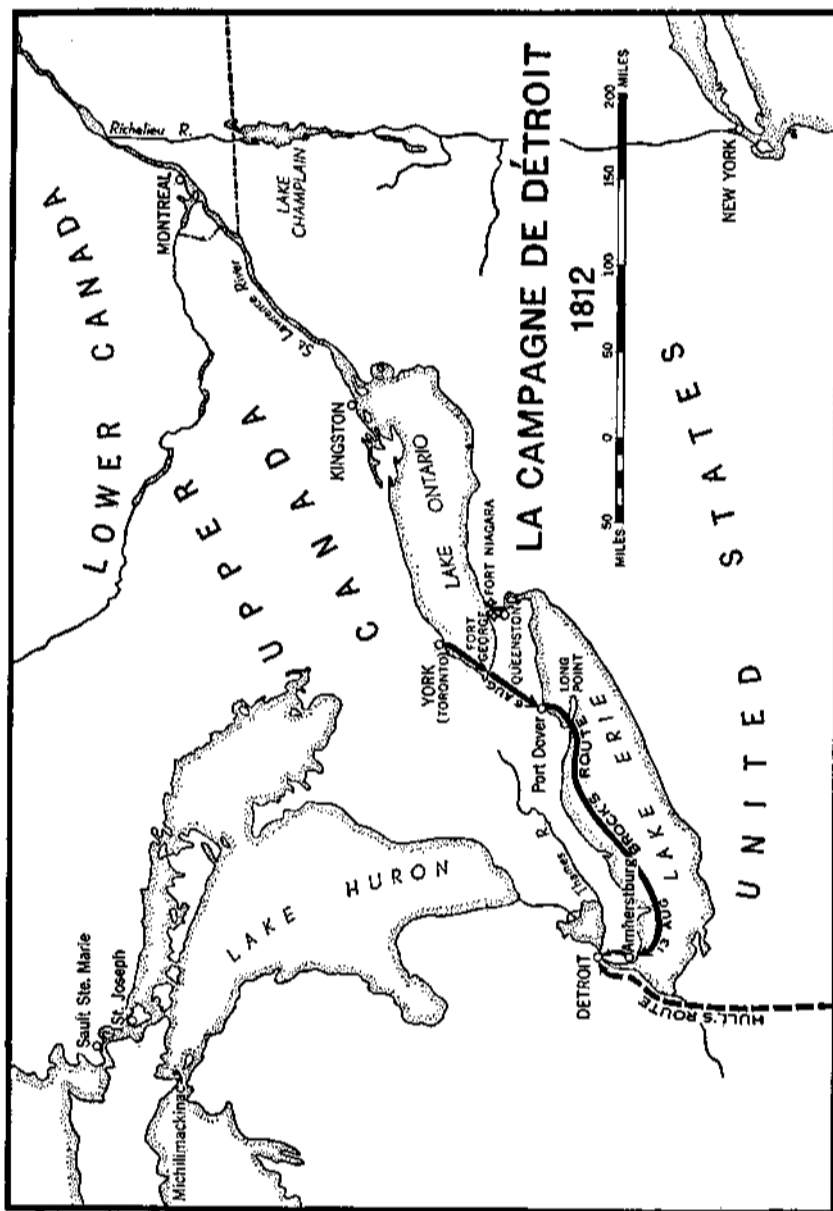
Par rapport à celui du Canada, le

capital humain d'où le Gouvernement des Etats-Unis puise ses troupes est immense, mais son armée régulière n'est pas nombreuse. Au début des hostilités, ses effectifs se chiffrent par plus de 35,000 militaires de tous grades, mais en fait le nombre total des officiers et soldats qui servent à ce moment-là dans l'Armée ne s'élève qu'à environ 13,000. De plus, une grande proportion de ces hommes est composée de nouvelles recrues et les forces effectives de l'Armée américaine ne sont certainement pas supérieures en nombre aux troupes régulières britanniques qui se trouvent dans les deux Canadas. Au cours de la guerre, les Etats-Unis appellent plus de 450,000 miliciens sous les drapeaux, mais les événements sur le champ de bataille montrent bientôt que l'efficacité de ces soldats citoyens est presque nulle.

Cependant, il faut garder la plus grande partie des troupes britanniques dans le Bas-Canada, car du point de vue stratégique cette province est la région la plus importante du pays. Si les Américains avaient raisonné avec justesse, ils auraient concentré leurs troupes contre Montréal; cette concentration aurait pu s'effectuer facilement grâce aux excellentes lignes de communication que le lac Champlain et la rivière Richelieu constituent. La prise de Montréal leur aurait permis de couper la ligne de communication essentielle, celle du Saint-Laurent, sur laquelle se basait

toute la défense du Haut-Canada; cette manœuvre leur aurait assuré l'occupation presque immédiate de toute la province: Au lieu d'agir de la sorte, les Américains attaquent la frontière du Haut-Canada; ils taillent les branches qui sont au sommet de l'arbre au lieu de s'en prendre au tronc ou aux racines. A tout considérer, cette manœuvre ne peut que convenir aux défenseurs, mais elle implique que le premier grand choc de l'attaque américaine doit être soutenu par des forces britanniques très insuffisantes.

Au cours des premiers mois de la guerre, cependant, les défenseurs ont un avantage marqué. la présence sur les Grands lacs de ce qu'on appelle alors la marine provinciale du Haut-Canada, qui leur assure une supériorité navale incontestable sur ces mêmes lacs. Au sens naval du mot, cette marine est très inefficace, étant donné qu'elle est avant tout un service de transport administré par la division du quartier-maître général de l'Armée, mais ses vaisseaux armés sont supérieurs à ceux que les Américains possèdent sur les Grands lacs au début de la guerre. C'est en grande partie grâce à ces vaisseaux que les Américains sont frustrés dans leur espoir de s'emparer du Haut-Canada lors de la première campagne. Il ne faut pas oublier qu'à cette époque les communications par terre sont extrêmement primitives dans la province; les routes sont peu nombreuses, très mal entretenues et les déplacements tant



Section historique E.-M.Q.

soit peu rapides de troupes ne peuvent avoir lieu que par eau.

Mais un grand désavantage fait contrepoids à cette supériorité navale. En effet, une grande partie de la population du Haut-Canada est composée d'immigrants venant des États-Unis, et on ne peut s'attendre que ces gens prennent les armes pour repousser une invasion américaine. D'autre part, plusieurs citoyens du Haut-Canada, au loyalisme plutôt tiède, jugent qu'il est inutile de résister à la supériorité physique des Américains. Étant donné la version héroïque de la guerre de 1812 que les manuels d'histoire nous donnent, plusieurs personnes seront réellement surprises de lire ce que Brock écrit, en juillet, à l'adjutant général au Q.G. de l'Armée dans le Bas-Canada. Voici donc ce qu'il écrit:

Ma situation est des plus critiques, non du fait de l'ennemi, mais à cause du moral très bas de la population; celle-ci est persuadée que toute la province doit inévitablement succomber; ce préjugé nuit considérablement à tout effort. Les législateurs, les magistrats, les officiers de la milice, tous partagent fortement cette opinion, ils se montrent paresseux et indifférents à leurs tâches, ce qui encourage les coquins adroits et actifs à courir le pays en commettant toutes sortes de méfaits...

Quel changement la présence d'un autre régiment ferait dans cette partie de la province! La plupart des gens ont perdu toute confiance. Quant à moi, je parle haut et vois grand...

Aucun commentaire sur la campagne de 1812 ne doit négliger cet élément de la situation. Devant l'assemblage de forces très supérieures à la frontière et alors que le moral de la population, qui s'identifie en grande partie avec la milice, est tellement bas, bien des commandants se seraient tout simplement mis sur la défensive. Mais Brock ne se laisse pas décourager par ces circonstances, car il comprend que le meilleur espoir qu'il a de réussir dans sa tâche est de lancer une vigoureuse offensive locale. C'est cette décision qui assure la grandeur et la renommée du général Brock.

Le premier coup: Michilimackinac

L'attitude des Indiens qui vivent des deux côtés de la frontière, et surtout à l'ouest, va jouer un rôle de très grande importance dans le salut du Canada. La population de race blanche aux États-Unis est de beaucoup supérieure en nombre à celle du Canada; d'autre part, peu d'habitants blancs vivent près des frontières. La conduite des Indiens envers l'une ou l'autre des parties belligérantes peut donc avoir une influence décisive. Si les Indiens s'allient aux Américains ou même s'ils restent neutres, la défense du Haut-Canada devient beaucoup plus difficile, mais s'ils se rallient à la cause britannique, les chances de succès de la province augmentent considérablement.

Tout cela est très clair pour le gé-

*Un autre régiment, le 49^e est envoyé dans le Haut-Canada au mois d'août.

néral Brock; dès le mois de décembre 1811, il le fait remarquer dans une lettre à sir George Prevost, gouverneur général et commandant des forces armées. "Avant de nous attendre à une coopération active de la part des Indiens, il est nécessaire de prendre Détroit et Michilimackinac; ces victoires les convaincront que nous nous sommes engagés pour de bon dans la guerre." Brock forme donc, avant la déclaration de la guerre, les éléments d'un plan. Le Haut-Canada doit être défendu par une série d'attaques à objectifs limités et ces tactiques auront l'avantage spécial de gagner les Indiens à la cause britannique. Aussitôt qu'il apprend que les Etats-Unis ont déclaré la guerre, Brock envoie des instructions au capitaine Charles Roberts, commandant d'un petit poste britannique situé à l'île Saint-Joseph près de Sault-Sainte-Marie; ces instructions demandent au capitaine Roberts de décider lui-même s'il doit se mettre sur la défensive ou attaquer la garnison américaine à Michilimackinac. Roberts décide d'attaquer et le 16 juillet, c'est-à-dire le lendemain du jour où il a reçu les instructions de Brock, il embarque ses hommes et les conduit à Mackinac. Son détachement se compose de quelques troupes régulières et d'un groupe de marchands de fourrures canadiens et d'Indiens, soit un peu plus de 500 hommes. Les Britanniques s'emparent des hauteurs qui dominent le fort

et y installent un canon; le commandant américain, qui ne sait même pas qu'un état de guerre existe entre son pays et le Canada, n'a d'autre choix que de capituler. Cette première victoire, remportée sans coup férir, fait affluer les Indiens des tribus voisines sous l'étendard britannique et exerce une influence décisive sur les événements ultérieurs qui vont se dérouler près de la frontière de Detroit.

C'est à partir de cette frontière que les Américains lancent leur première offensive. Le brigadier-général William Hull, officier âgé et incompetent, était parti de l'Ohio avec 2,500 hommes avant la déclaration de la guerre. Le 11 juillet, il traverse la rivière Detroit et pénètre en territoire canadien. Le petit détachement britannique qui se trouve sur cette frontière ne s'oppose pas à la traversée, ce qui déplaît souverainement à Brock. Le général Hull ne prend, cependant, aucune mesure pour déloger cette garnison de ses positions; elle continue donc à tenir le fort à Amherstburg, de même que le territoire environnant, et constitue ainsi une menace continuelle sur le flanc des Américains.

La supériorité navale des Britanniques se fait maintenant sentir. Les 60 derniers milles des lignes de communication de Hull avec l'Ohio sont situés le long des rives du lac Érié et de la rivière Détroit; ces lignes sont constamment exposées au danger d'être interrompues par un

adversaire qui possède la maîtrise des eaux. A deux reprises Hull envoie des détachements pour "garder les communications ouvertes"; les deux détachements sont taillés en pièces par les Indiens de Tecumseh, alliés des Britanniques, et par les troupes venues d'Amherstburg. Ces deux engagements ont lieu les 5 et 9 août. Un peu avant, la marine provinciale a capturé un schooner qui porte à son bord la correspondance officielle de Hull, et pendant l'engagement du 5 août plusieurs autres lettres du général américain tombent entre les mains des Britanniques. Le général Hull se décourage facilement; le 7 août il commence à retraire du Canada vers Detroit et le 11 la retraite est un fait accompli.

La prise de Détroit

Le général Brock ne dispose que de petits groupes armés; il ne peut donc prendre l'offensive sur un point quelconque de la frontière sans dégarnir les autres postes de cette frontière. Si les Américains étaient entreprenants et compétents, Brock se trouverait dans une situation impossible. En tout état de cause, il se dirige d'abord vers la frontière du Niagara et étudie la possibilité d'une attaque contre le fort Niagara. Il décide de ne rien faire, cependant, car il pense que l'instruction de la milice est, pour le moment, plus importante que la prise du fort. Quant aux Américains, ils ne font aucun mouvement

offensif immédiat dans ce secteur, Brock retourne ensuite à York (maintenant Toronto), la capitale provinciale, pour assister à la session de l'Assemblée législative. Il a ainsi l'occasion, comme chef du gouvernement civil, de s'adresser au peuple de la province et de l'encourager, car nombreux étaient ceux qui avaient perdu confiance.

Lorsque l'Assemblée est prorogée, il est clair que pour le moment la menace principale contre le Haut-Canada vient de la frontière de Détroit. Brock lance immédiatement une vigoureuse contre-offensive. L'avance de Hull et l'émphatique proclamation qu'il vient de publier ont considérablement découragé la milice canadienne qui se trouve le long de la rivière Détroit; mais quand Brock demande aux miliciens assemblés à York des volontaires pour refouler l'envahisseur, leur nombre est tellement grand qu'on ne peut les transporter tous immédiatement à destination. Le général a déjà envoyé quelques renforts de troupes régulières à Amherstburg. Il avait essayé d'organiser un détachement pour combattre sur la rivière Thames, mais il n'y avait pas réussi à cause de la mauvaise volonté des miliciens des districts avoisinants. Il envoie maintenant 100 miliciens d'York au district de Long-Point sur le lac Érié. De cette même place il écrit à Prevost le 29 juillet qu'il se propose de "réunir un détachement pour dégager

Amherstburg".

La nuit du 5 août, c'est-à-dire le même jour où il proroge l'Assemblée, Brock s'embarque d'York à destination de la tête du lac Ontario. Il prend ensuite la voie de terre qui le conduit rapidement à Port-Dover, où il rencontre la colonne de secours et les embarcations qui doivent conduire tout le monde au lac Érié. Le colonel Thomas Talbot, le redoutable fondateur de la colonie Talbot, a eu de grands ennuis avec la milice du district, mais il a réussi en fin de compte à obtenir un assez grand nombre de volontaires. Le 8, Brock embarque sa petite "masse de manœuvre" composée de 50 réguliers, 250 miliciens et un canon de 6 livres. Il suit la rive du lac et rejoint les troupes britanniques à Amherstburg dans la nuit du 13 août. Le mauvais temps et les mauvaises embarcations ont retardé le mouvement, qui semble très rapide toutefois, quand on tient compte des circonstances qui prévalent à cette époque.

Le général divise immédiatement toutes ses troupes en trois minuscules "brigades"; les miliciens, ainsi que quelques petits détachements de troupes régulières, forment les deux premières brigades, alors que la troisième est formée par le gros du 41^e régiment. Le 15 août, il donne l'ordre de traverser la rivière Détroit et d'avancer contre l'Armée américaine.

Peu d'officiers oseraient faire traverser à leurs troupes une large ri-

vière pour attaquer sur l'autre rive une armée deux fois plus importante et installée dans des positions fortifiées. Dans son compte rendu de l'opération, Brock déclare que ses colonels lui recommandent d'abandonner l'entreprise. Le général, cependant, décide de courir un "risque calculé". A la lumière de la correspondance ennemie qu'il a capturée, il sait que le moral des Américains est très bas et que leur commandant est découragé; d'autre part, leur retraite du territoire canadien indique sans l'ombre d'un doute que l'état de l'armée ennemie est bien mauvais. De toute façon, la décision de Brock est un excellent exemple de cet esprit offensif qui fait gagner les batailles*.

Le soir du 15 août, Brock ouvre le feu sur le fort de Détroit avec cinq canons installés sur la rive canadienne. Le bombardement inflige quelques pertes aux Américains, ce qui a pour effet de les décourager

*On a encore le compte rendu de Brock sur la situation; voici ce qu'il dit : "D'aucuns disent que la mesure est désespérée, mais je leur réponds que l'état espérés, de la province exige des remèdes désespérés. J'ai en ma possession des lettres adressées par mon adversaire au ministre de la Guerre; autres lettres adressées à des amis indiquent le découragement de centaines de soldats américains. Hull n'a plus la confiance de ses troupes et un accablement évident prévaut partout. J'ai réussi au delà de mes espérances. J'ai traversé la rivière malgré l'opinion des colonels Procter, St. George, etc.; il est donc naturel que l'envie attribue à la chance ce qui, en toute justice, est dû à un calcul fait à tête reposée du pour et du contre." (Lettre de Brock à ses frères, 3 septembre 1812.)

encore plus. Avec beaucoup d'à propos, Brock augmente encore le découragement du pauvre Hull en lui envoyant une sommation de se rendre. Brock fait remarquer au général américain qu'il n'a aucune intention de "se lancer dans une guerre d'extermination", mais que les Indiens "ne pourront plus être maîtrisés une fois les hostilités commencées". Peu après l'aube du 16, la petite troupe britannique traverse la rivière et débarque à trois milles en aval de Détroit. Cette troupe se compose d'environ 700 soldats de race blanche, dont 400 miliciens, de 600 Indiens et de 5 petits canons de campagne. La batterie installée en face de Détroit est servie ce jour-là par des canonnières de la marine provinciale. Dans son mémoire justificatif, Hull souligne le fait que les Britanniques débarquent "sous le couvert de leurs navires de guerre"; Brock ne fait aucune mention de cette manœuvre, mais il est certain que pendant toute l'opération la coopération entre les forces terrestres et la marine est très étroite.

Brock voulait occuper de bonnes positions et laisser ensuite à son artillerie le soin d'obliger Hull à sortir de la ville pour livrer combat. Il apprend, cependant, que trois jours auparavant 500 hommes ont quitté Détroit et que leur cavalerie se trouve à seulement trois milles à l'arrière de son propre détachement. Brock prend alors une autre décision hardie: celle de lancer un assaut im-

médiat contre Détroit. Les troupes avancent contre le fort, mais avant que l'attaque ne commence, le commandant américain envoie ses parlementaires discuter les conditions de la capitulation; celle-ci est complète dans une heure toute l'armée de Hull, y compris le détachement de 500 hommes mentionné plus haut, doit se rendre. Une grande quantité de matériel et d'armes, y compris 35 canons, tombe également aux mains des Britanniques.

Le général Brock a donc remporté une victoire retentissante et écarté complètement le danger qui menace la frontière occidentale presque sans coup férir. Le vainqueur de la journée a bien raison d'écrire au commandant en chef: "Les détails de ma bonne fortune surprendront votre Excellence." Cette victoire est due aussi à autre chose qu'à la chance; en effet, on doit considérer l'énergie et la hardiesse du général Brock comme les causes principales de cet extraordinaire résultat.

Quant au général vaincu, on peut affirmer que c'est la vulnérabilité de ses communications, continuellement interrompues par suite de la supériorité des Britanniques sur l'eau, ainsi que sa crainte des Indiens, qui le poussent à une reddition ignominieuse. Comme il l'écrit lui-même, la perte de Mackinac "a ouvert la fourmière indienne" et la perspective de voir les tribus du nord "s'abattre" sur son armée lui fait perdre tout espoir

d'avoir le dessus. On peut dire que la prise de Détroit a le même effet sur la population de race blanche du Haut-Canada que les succès britanniques à Mackinac ont eu sur les Indiens. Cette éclatante victoire fait taire les prophètes de malheur et encourage les citoyens loyaux*. Les Canadiens se rendent compte maintenant qu'il leur est possible de défendre leur pays victorieusement. Les miliciens deviennent soudainement des héros et des sauveurs alors que peu de temps auparavant plusieurs les considéraient comme des dupes; avant la fin de l'année 1812, la légende canadienne qui attribue la délivrance du pays en premier lieu aux hommes de la milice a déjà pris corps et ne va pas tarder à être acceptée comme une vérité historique.

La phase finale de la campagne

Après avoir sauvé la situation à l'ouest, Brock place un subalterne à la tête de ses forces et se rend en toute hâte à l'est; il arrive à Fort-George sur le Niagara huit jours après la reddition de Détroit. A la suite d'un armistice négocié par Prevost, les opérations de guerre sont suspendues pendant quelque temps et au cours de cette période d'accalmie les États-Unis envoient des effectifs additionnels sur la frontière du Nia-

gara.

Le 13 octobre, les Américains traversent le Niagara et pénètrent en territoire canadien près de Queens-ton. Avec l'énergie et l'esprit offensif qui le caractérisent, Brock galope vers le point de débarquement et c'est en conduisant sa petite troupe à l'assaut du sommet de l'escarpement occupé par les Américains qu'il tombe sous leurs balles. Brock n'a jamais su que la prise de Détroit lui avait valu le titre de chevalier. Le général Sheaffe, son successeur, réunit toutes les troupes disponibles et plus tard dans la journée il défait l'ennemi. Cette nouvelle victoire relève encore plus le moral de la population du Haut-Canada. En novembre, un autre général américain, aussi incompetent que les autres, essaie de pénétrer en territoire canadien en traversant le Niagara en amont des chutes, mais sa tentative échoue lamentablement. La saison pendant laquelle des opérations militaires sont possibles prend fin; les Américains n'ont réussi à prendre pied nulle part dans le Haut-Canada, alors qu'une importante partie du territoire du Michigan est occupée par les Britanniques.

Quoique la guerre continue pendant deux autres années, le pire danger pour le Haut-Canada est passé en 1812. C'est en effet au cours de cette année, alors que les forces britanniques sont tellement inférieures en nombre et le moral de la population

*"Les récents succès ont inspiré une grande confiance aux miliciens et imposé silence aux mécontents." (*Lettre de Brock à ses frères, 3 septembre 1812.*)

tellement bas, que les Américains ont eu leur plus belle occasion de gagner la guerre. Ils n'ont su profiter du moment favorable, en partie parce qu'ils n'ont pas pris les dispositions nécessaires, mais surtout parce qu'un grand soldat, le général Isaac Brock, a réussi à prendre l'initiative.

Commentaires

Les livres d'histoire du Canada n'en font mention que très rarement, mais il nous faut admettre que la défense victorieuse du Haut-Canada a été due, en grande partie, au fait que la province était mieux préparée à la guerre que ne l'étaient les États-Unis. Les Américains avaient une grande supériorité en effectifs et autres moyens de faire la guerre, mais leur puissance militaire n'était pas organisée. La mère patrie a fourni au Canada les éléments d'une puissance organisée qui, en général, faisait défaut aux Américains. Les Britanniques au Canada avaient, en effet, une marine en mesure de dominer les Grands lacs et les rivières qui les relient, un détachement peu nombreux mais très efficace de troupes régulières, des officiers instruits et aptes à devenir d'excellents commandants. Les troupes régulières étaient peu nombreuses, mais en l'occurrence elles se sont révélées suffisantes.

Il y a eu peu de campagnes où la perspicacité, l'énergie et la détermination d'un commandant ont eu une

aussi grande influence que dans celle de 1812. La manière avec laquelle Brock a surmonté les causes de découragement et les difficultés qu'un commandant au caractère moins résolu aurait utilisées comme autant de prétextes pour excuser son inaction, peut servir d'exemple à l'officier qui veut apprendre l'art de commander.

La plupart sinon tous les principes de la guerre, tels que définis aujourd'hui, peuvent être illustrés par cette campagne; nous en mentionnerons quelques-uns qui semblent se manifester avec une clarté particulière tout le long de cette année de guerre.

Toute la campagne montre d'une manière particulièrement frappante l'importance du *maintien du moral*. C'est en grande partie le meilleur moral de ses troupes qui permet à Brock de vaincre les hommes de Hull et c'est aussi le commandement efficace et hardi du général britannique qui est l'artisan de ce moral. A son tour, la victoire de Détroit stimule le moral de l'ensemble de la population canadienne et rend possible la défense ultérieure du pays. Lord Montgomery a dit: "Le moral élevé est une perle de très grand prix et la manière la plus sûre de l'obtenir, c'est d'être victorieux dans la bataille." Cette remarque n'a jamais été mieux illustrée qu'au cours de cette campagne.

Il est difficile également de trouver un meilleur exemple des avantages que peut procurer *l'action offen-*

sive. En dépit du fait que toutes les chances sont contre lui, Brock réussit à enlever à l'ennemi l'initiative des opérations et il prend l'offensive; les résultats qu'il obtient devraient constituer une source d'inspiration pour tous les commandants qui doivent affronter des forces supérieures.

De même, nous voyons dans cette campagne une application heureuse des principes de la *concentration* et de l'*économie des troupes*. Brock ne peut concentrer des forces *matérielles* supérieures à celles de l'ennemi, mais il concentre toutes les troupes qu'il peut déplacer. Nous avons déjà parlé de sa supériorité en force *morale*. Ses ressources sont maigres, mais il les emploie judicieusement et il réussit à concentrer, à l'heure et à l'endroit décisifs, les troupes qui lui assurent la victoire. Ses opérations illustrent aussi le principe de la *souplesse*. Sa supériorité navale sur les Grands lacs lui confère une "excellente mobilité physique", qui lui permet d'utiliser ses ressources limitées de la meilleure façon possible.

La manière avec laquelle il déplace rapidement et librement ses troupes sur tous les points de la frontière compense, en très grande partie, son infériorité numérique et contribue, dans une grande mesure, à sauver le Haut-Canada au cours de cette campagne.

LIVRES SUR LA CAMPAGNE DE 1812

- Adams, H, *The War of 1812* (Washington, 1944).
 Desloges, Yvon, "Le mythe de Châteauguay", dans *Québec-Histoire*, n° 5-6, jan.-avril 1972.
 Hitsman, J. Mackay, *The Incredible War of 1812* (Toronto, 1967).
 Mahan, A.T., *Sea Power in its Relations to the War of 1812* (Londres, 2 vols., 1905).
 Zaslow, M. (éd), *The Defended Border; Upper Canada and the War of 1812* (Toronto, 1964).

Remarque. La narration ci-dessus est basée sur les documents contenus dans Documents relating to the Invasion of Canada and the Surrender of Detroit, 1812 d'E. Cruikshank (Ottawa, 1913), Documentary History of the Campaign on the Niagara Frontier in the Year 1812 du même auteur (Welland, aucune date) et Select British Documents of the Canadian War of 1812 de W. Wood (Toronto, 3 volumes, in-4, 1920-1928).

LA CAMPAGNE DU NORD-OUEST

1885

En comparaison des campagnes modernes, la Campagne du Nord-Ouest de 1885 est certes une opération d'ordre secondaire, mais elle a quand même son importance dans l'histoire militaire du Canada. En effet, c'était la première fois que les forces canadiennes faisaient une campagne sans l'aide de la Grande-Bretagne. Les unités de la nouvelle Armée permanente du Canada y reçurent pour ainsi dire le baptême du feu. Et si modestes qu'aient été les opérations, nous pouvons cependant en tirer des enseignements.

Les données de la campagne

Laissons de côté les causes de cette malheureuse petite guerre civile. Ce qu'il importe plutôt de noter, c'est la nature rudimentaire de l'organisation militaire dont disposait le Canada pour faire face à la crise qui se produisit dans le Nord-Ouest en 1885. La Milice active, nom que portaient alors les troupes volontaires, manquait à la fois d'instruction et de matériel. Aucune unité n'avait droit à plus de 12 jours d'instruction par année, et les unités rurales ne s'exerçaient que tous les

deux ans. L'armée avait acheté peu d'équipement depuis les incursions des Fénians. Heureusement, la minuscule armée régulière du Dominion, qui, de 1871 à 1883, ne s'était composée que de l'artillerie, se trouvait alors augmentée de petites unités de cavalerie et d'infanterie. Toutefois, l'état-major nécessaire n'existait pas encore, non plus que les services administratifs essentiels à l'entretien d'une armée en campagne*.

Dans les territoires du Nord-Ouest, les ressources militaires étaient assez rares au moment de l'insurrection. Aucun élément de l'armée régulière n'y était stationné, et les seules véritables unités de la milice qui se trouvaient dans cette étendue de plaines, encore assez peu habitées, se résumaient à un bataillon d'infanterie, un escadron de cavalerie et une batterie d'artillerie, le tout dans la petite ville de Winnipeg. La Gendarmerie à cheval du Nord-Ouest ne comptait que 550 hommes, plus ou moins en état de faire campagne. Au surplus, les moyens de communication avec l'Est étaient encore bien

*Voir pages 18 à 20 de la présente brochure.

imparfaits. La ligne de chemin de fer du Pacifique-Canadien était en construction, mais elle n'était pas terminée. Dans ces circonstances, organiser des troupes pour combattre dans le Nord-Ouest et les concentrer sur un théâtre d'opérations représentaient deux tâches très considérables.

L'ennemi en perspective ne manquait pas non plus de caractéristiques redoutables. Les métis de la Saskatchewan qui reconnaissaient Louis Riel comme leur chef étaient de bons fusils et de bons cavaliers; ils allaient se battre sur un sol qui leur était parfaitement familier. Il y avait plus de 25,000 Indiens dans les plaines; s'ils se soulevaient tous, la situation deviendrait très grave. Par bonheur, ainsi qu'il arriva, un millier de métis et d'Indiens tout au plus prirent les armes. Dans ces conditions, les pires problèmes que les autorités militaires eurent à résoudre furent causés par des difficultés de logistique et l'inexpérience de leurs troupes.

La concentration des forces de campagne

Le 23 mars, la situation s'est tellement aggravée dans le Nord-Ouest que le Gouvernement demande à l'officier général commandant la Milice canadienne, le major-général Fred Middleton, de partir sans délai pour Winnipeg. Il s'y rend par chemin de fer, en passant par les États-Unis.

A son arrivée, le 27, il y a déjà eu effusion de sang, car la veille les

partisans de Riel ont repoussé un détachement de la Gendarmerie à cheval et de volontaires de l'endroit, au lac Canard. Le général décide d'entrer immédiatement en campagne avec les unités de la milice de Winnipeg. Mais avant de prendre le train pour Qu'Appelle, d'où une piste praticable conduit à Batoche, quartier général de Riel, il télégraphie au ministre de la Milice et de la Défense, M. (plus tard sir) Adolphe Caron: "Situation s'aggrave, feriez bien envoyer tous les réguliers* et bons régiments de ville".

A Ottawa, Caron s'évertuait à expédier des renforts dans le Nord-Ouest. Les deux batteries d'artillerie régulières avaient déjà reçu l'ordre de se tenir prêtes à partir, et le 24 mars, le ministre avait adressé à M. Harry Abbott, qui dirigeait la construction de la voie du Pacifique-Canadien à l'ouest de Sudbury, la dépêche suivante: "Prenez dispositions nécessaires pour transport et subsistance 400 hommes jusqu'à Winnipeg par chemin de fer". Abbott se mit à l'œuvre, mais conseilla au ministre de passer par M. (plus tard sir) William Van Horne, l'énergique gérant général du réseau. Van Horne se mit donc en devoir d'organiser le voyage. Il est remarquable que l'alimentation des troupes en cours de route ait été assurée par le Pacifique Canadien et

*En fait, toutes les unités régulières ne furent pas utilisées.

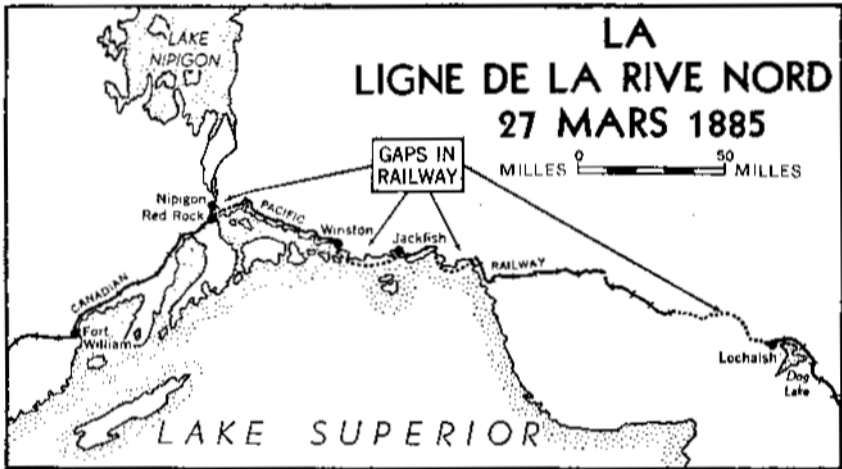
non par le ministère de la Milice. En fait, l'organisation de ce dernier n'aurait guère été à la hauteur de la tâche, à cette époque.

Lorsque l'expédition se mit en branle, il y avait encore quatre vides dans la ligne de chemin de fer, au nord du lac Supérieur, bien que le nivellement fût terminé "de Montréal jusqu'au sommet des Selkirks". Les rails étaient posés jusqu'aux environs de Lochalsh, à 68 milles à l'ouest de Chapleau. Ensuite, il y avait un vide de 42 milles, puis 90 milles de voie ferrée et un autre vide de quelque 17 milles. Venaient alors 15 milles de rails, sur lesquels se trouvait peu de matériel roulant, puis un troisième vide de 20 milles de longueur. On pouvait ensuite faire 52 milles en chemin de fer. Le dernier vide, d'environ sept milles, se trouvait juste à l'est de Nipigon. De là à Winnipeg, la ligne était complète*.

Transporter des troupes, avec ca-

nons et chevaux, sur cette voie ferrée, par un rigoureux froid d'hiver (la température baissa jusqu'à 22 au-dessous de zéro) n'était pas une petite affaire, mais elle fut menée à bonne fin grâce aux excellentes dispositions prises par le chemin de fer et à la joviale détermination des officiers et des hommes. Sur les sections, où il y avait des rails, les hommes furent transportés en wagons-plate-forme entourés de planches sur une hauteur de six pieds et demi et remplis de foin. Le premier et le troisième vide furent franchis dans des traîneaux pris sur les chantiers, de construction, les autres le furent à pied, sur la glace du lac Supérieur, les bagages remplissant tous les traîneaux disponibles. Et le voyage se fit rapidement. Le 31 mars, Caron télégraphiait aux commandants des détachements de tête: "Voudrais que vous marchiez jour et nuit. Je tiens à montrer ce que peut faire la Milice canadienne". Nombre d'ouvrages affirment que les deux batteries régulières, qui constituaient le premier détachement, ne mirent que quatre jours à venir de l'Est. Mais les faits réels sont exposés dans une dépêche que le commandant de la troupe, le lieutenant-colonel C. E. Montizambert, adresse de Winnipeg à M. Caron, dans la soirée du 4 avril: "Venons d'arriver à neuf heures quarante avec la division à cheval, exactement une semaine à partir de Renfrew. La divi-

*Ces détails sont tirés d'une interview avec Van Horne, publiée dans le *Globe de Toronto* du 30 mars 1885. Les comptes rendus de l'époque semblent indiquer que si le quatrième vide se trouvait à l'est de l'actuel Nipigon, la topographie força cependant les unités à marcher à travers les bois et le goulet de la baie de Nipigon, et à reprendre le train à Red Roch, à plusieurs milles à l'ouest de Nipigon. Il y a de légères différences de détail entre les divers comptes rendus de la marche sur la rive nord, et il va sans dire que les vides étaient de plus en plus courts d mesure que la construction avançait. La dernière unité à partir, la *Montreal Garrison Artillery*, arriva à Winnipeg, le 20 mai, dans le premier train de voyageurs direct en provenance de l'Est.



Section historique, É.-M. G.

sion de garnison me suit. Aucune perte à signaler". Le même jour, le lieutenant-colonel (plus tard sir William) Otter télégraphie de Jackfish Bay: "Tous bien portants et de bonne humeur; voyageons jour et nuit. Hier, compagnie "C" (Corps de l'École d'infanterie, aujourd'hui le *Royal Canadian Regiment*) et les *Queen's Own (Rifles)* ont dû marcher vingt milles sur la glace et l'ont fait à merveille". C'était une réussite, et il y a peu de doute que la prompte arrivée des troupes de l'Est à Winnipeg ajoutée à l'effet de la rapidité d'action de Middleton lui-même ait grandement contribué à tenir les Indiens tranquilles.

En tout, 3,323 hommes de tous grades sont expédiés de l'Est pendant cette campagne. Dans le Manitoba, où l'on a levé un certain nombre de nouvelles unités pour la circons-

tance, 1,222 officiers, gradés et hommes de troupe entrent en campagne; en outre, 789 hommes sont versés dans des unités formées dans les plaines s'étendant à l'ouest du Manitoba. Ces chiffres ne comprennent pas la Gendarmerie à cheval.

Il a fallu organiser sous l'impulsion du moment les services de ravitaillement, de transport et de santé. C'est pour cette campagne qu'est établi temporairement le premier service de santé canadien. Quant au service de transport, il emploie près de 1,800 conducteurs civils à très grands frais. Il est vrai que le transport est le grand facteur limitatif dans cette campagne. Middleton s'en rend compte dès le 28 mars en télégraphiant ce qui suit à Caron: "La grande difficulté sera le transport et c'est le pire temps de l'année pour voyager, mais j'en viendrai à bout".

On a souvent critiqué la façon dont Middleton a employé les troupes à cheval. Il ne se servait au combat que des unités nouvellement levées dans l'Ouest, gardant sur la ligne de communication la cavalerie entraînée (réguliers et miliciens) amenée de l'Est. Pourtant, cette façon de procéder lui avait été conseillée par les autorités supérieures. Le 29 mars, le premier ministre, sir John Macdonald, lui avait envoyé ce qu'il appelait "quelques-unes de mes idées informes". Voici, entre autres choses, ce que lui avait écrit sir John. "Je songe qu'à la fin de l'hiver, les chemins seront presque impraticables pour l'infanterie et que les services d'une troupe montée seront presque, sinon tout à fait, indispensables . . . si vous pouvez trouver assez d'hommes dans les prairies, ils vous seront évidemment beaucoup plus utiles que les citoyens qui composent notre cavalerie". En fait, le Gouvernement avait déjà autorisé un ancien officier de cavalerie de la milice, demeurant alors près de Calgary, à lever une unité à cheval pour la circonstance. Middleton lui-même rapporte qu'il lui paraissait très nécessaire d'avoir des chevaux habitués au pays, ce qui l'amena à ne pas employer la cavalerie de la milice avec les colonnes.

Bien que les troupes à cheval puissent sembler à première vue être

le type d'élément militaire le plus utile pour les opérations dans les prairies, une importante raison d'ordre pratique en limitait alors l'emploi. Le 12 mai, après avoir acquis beaucoup d'expérience, Middleton télégraphiait à Caron: "S'il faut plus de troupes, ce qu'il y a de mieux, ce sont de bonnes troupes d'infanterie, car même l'infanterie à cheval, à moins d'être montée sur des poneys indiens, exige tellement de fourrage qu'il est impossible de s'en servir".

Chose surprenante, Middleton n'utilise que très peu la Gendarmerie à cheval. En effet, il laisse le gros de cette force en stationnement à Prince Albert. Il semble manquer de confiance, au moins en quelques-uns de ses officiers, et il n'est pas le seul à le faire. Un observateur écrivait à cette époque: "La Gendarmerie à cheval n'est pas comme autrefois . . . elle a été démoralisée . . . ses membres sont devenus de simples "détectives du whisky", alors qu'ils devraient être des soldats". Quoi qu'il en soit, des détachements de la Gendarmerie à cheval du Nord-Ouest firent de l'excellent travail pour Strange et Otter, et méritèrent de très grands éloges de la part de ces officiers. Après la répression du soulèvement, le Gouvernement offrit la charge de commissaire de la Gendarmerie du Nord-Ouest à lord Melgund, qui avait été le chef d'état-major de Middleton. Melgund ayant refusé, c'est un autre personnage de

**Sir Joseph Pope, ed., Correspondence of Sir John Macdonald (Toronto, s.d.) 340-41.*

l'extérieur qui fut nommé.

Lorsque les troubles commencèrent, Melgund - - par la suite gouverneur général lui aussi comme lord Minto - - était secrétaire militaire de lord Lansdowne, à l'hôtel du gouvernement, à Ottawa. Il avait été régulier et avait accompli du service actif dans la campagne d'Égypte de 1882. Certains officiers canadiens ne prisèrent pas la préférence apparente du général pour les Anglais et les réguliers; sa nomination du lieutenant-colonel Bowen Van Straubensee (Canadien aux longs états de service dans l'Armée britannique et membre de l'état-major permanent de la Milice) au poste de commandant de sa brigade d'infanterie fut mal accueillie par les officiers de milice plus anciens dans le grade que Van Straubensee. (Comme les précédentes, la Loi de la milice de 1883 donnait la priorité aux officiers réguliers britanniques sur tous les officiers de la Milice ayant le même grade, mais elle ne parlait pas des réguliers Canadiens.) Pourtant les nominations de Middleton restent défendables en raison de l'importance de l'expérience militaire.

La progression des trois colonnes

Vers le 11 avril, Middleton, après certaines hésitations, avait élaboré son plan d'action. Lui-même-avec la plus grosse unité, dont l'effectif s'élèvera en fin de compte à environ 800 hommes, s'engage sur la piste de Touchwood, en direction de Batoche.

Un autre corps de troupes d'environ 550 hommes a été réuni sous le commandement du lieutenant-colonel Otter, à Swift-Current. La première idée de Middleton est de le faire collaborer avec lui dans la marche sur Batoche. Mais, au dernier moment, ce corps reçoit l'ordre de dégager Battleford. Le premier ministre avait signalé cet endroit à l'attention de Middleton, et l'on y demandait maintenant des renforts. Plus à l'ouest, le major-général T. B. Strange, officier régulier à la retraite, qui avait été le premier commandant de la Batterie "B" et que l'on appelle parfois "le père de l'artillerie canadienne", a été chargé du commandement de la région de l'Alberta et s'avance de Calgary en direction d'Edmonton. Ainsi, trois colonnes marchent vers le nord, passant de la ligne de chemin de fer du Pacifique-Canadien dans la zone de dissidence, le long de la Saskatchewan nord.

On a accusé Middleton d'avoir dirigé avec trop de prudence les opérations qui suivirent. Mais les accusateurs ont accordé trop peu d'attention à l'extraordinaire manque d'expérience de la plupart de ses soldats (dont certains "n'avaient jamais pressé la détente" avant cette campagne) et aux graves conséquences qui auraient pu résulter d'un échec sérieux. La panique qui s'empara d'une troupe de la milice, à Ridgeway, au cours des incursions fénienues de 1866, a déjà démontré ce qui peut arriver sur

le champ de bataille à des hommes inexpérimentés. Le 15 avril, un civil qui connaît bien la région, M. (plus tard sir) Sandford Fleming, prévient le ministre de la Milice que les lieux accidentés et propices aux embuscades, où arrivera bientôt Middleton, se prêtent très bien à la façon de combattre des Indiens et des métis. Il écrit: "Un échec, même momentané . . . provoquerait le soulèvement de milliers d'Indiens qui se tiennent tranquilles actuellement. Le grand danger, c'est la hâte. Serait-il possible de faire comprendre au général Middleton que ce qu'il faut pour le moment, ce n'est pas du courage, mais une surabondance de circonspection, car la première rencontre jouera un grand, un très grand rôle. Une erreur pourrait entraîner les conséquences les plus désastreuses. Le fait d'attendre un peu renforcera le général et affaiblira les rebelles". Caron transmet l'avertissement à Middleton. "Gare à la surprise!", lui disait-il dans sa dépêche.

Le 16 avril, la colonne de Middleton atteint la Saskatchewan sud, à Clark's Crossing. Apprenant que Riel a posté des hommes sur les deux côtés de la rivière, à Batoche, et que ses gens ne sont pas nombreux, il prend la décision discutable de répartir ses soldats sur les deux rives. Le 23, la colonne se dirige sur Batoche. Le lendemain, les troupes de la rive droite rencontrent les partisans de Riel, retranchés

dans une position bien protégée et qui coupe la route, à l'Anse-au-Poisson. Un rude engagement s'y déroule, qui fait dix morts dans les rangs de Middleton.

C'est en somme une partie nulle, bien que l'ennemi ait fini par reculer. Trois jours plus tard, Middleton fait parvenir au Ministre ses impressions sur cette affaire qu'il n'a pas voulu, dit-il, lui communiquer, même en écriture chiffrée:

Comme je vous l'ai dit dans mon télégramme, les troupes se sont bien comportées lors de cette première rencontre avec l'ennemi, mais je dois avouer que les choses ont bien failli prendre une tout autre tournure et que sans mes aides de camp et moi-même, nous allions au désastre. Vous aurez peut-être entendu dire que je me suis exposé inutilement. Il n'en est rien . . . J'ai vu que je n'avais que deux partis à prendre: où faire reculer mes hommes, ce qui aurait abouti à la déroute, ou faire mon devoir envers le Gouvernement et courir certains risques. C'est ce que j'ai fait, et je suis heureux de vous dire que j'ai réussi, avec le concours de deux aides compétents et énergiques, qui méritent bien du Canada. Dès que je les ai eues bien en main, les choses sont devenues plus rassurantes, mais je me suis aperçu tout de suite qu'avec toute la meilleure volonté possible, les officiers ne m'ont été à peu près d'aucune utilité. C'est là le point faible de la troupe. . .

L'attaque de Batoche

Manifestement ébranlé par cette aventure, Middleton décide de modifier son plan: au lieu de poursuivre sa marche vers Batoche, il se dirige vers Prince-Albert pour y attendre qu'Otter vienne se joindre à lui avant d'attaquer. Cependant après un repos de quelques jours à l'Anse-au-Poisson, pendant lequel

il fait évacuer ses blessés et reçoit des renforts, le commandant revient à sa première idée et marche directement sur Batoche. Cette fois, il garde toutes ses troupes sur la rive droite de la rivière, où se trouve Batoche. Le 9 mai, la colonne vient en contact avec la position des insurgés, à cet endroit. Ceux-ci sont bien terrés dans des trous de tirailleurs dissimulés, et Middleton, sachant qu'il a le temps pour lui, désireux d'éviter de lourdes pertes et un revers possible, s'en tient à sa tactique de prudence. Il passe trois jours à se battre par escarmouches devant Batoche. Dans une dépêche adressée à Caron, il déclare qu'il a l'intention de persévérer, qu'il a des munitions en abondance, tandis que l'ennemi n'en a pas; qu'il se sent dans une situation plutôt délicate et a besoin de troupes plus nombreuses. Il ordonne donc à quelques unités de sa ligne de communication de venir lui prêter main-forte, et Caron mobilise d'autres régiments, mais le combat principal se termine avant l'arrivée des renforts.

Le 12 mai, Middleton est en mesure d'annoncer à Caron qu'il vient de lancer une attaque générale et de prendre toute la localité, la conduite des troupes ayant été magnifique. Il écrit: "Je constate maintenant que tout le mal que je me suis donné pour mes trois régi-

ments* a porté fruit, et que les quatre jours qu'ils ont passés dans les postes avancés, devant les Indiens et les métis, auront contribué à les rendre tels que je les veux". Des gens qui n'aimaient pas Middleton ont voulu faire croire que des officiers de la milice lui avaient intentionnellement forcé la main en déclenchant l'attaque sans en avoir reçu l'ordre, mais les documents de l'époque, y compris les lettres des deux officiers commandants les plus intéressés dans cette affaire, ne confirment pas cette assertion. Le hasard semble toutefois avoir joué un certain rôle dans la bataille. Middleton avait fait une démonstration avec ses cavaliers sur le flanc et l'arrière de Batoche, étant entendu qu'une fois que cette manœuvre aurait attiré l'attention de l'ennemi, l'infanterie attaquerait sur l'avant. Mais la direction du vent empêcha le tir des troupes à cheval de se faire entendre, de sorte que la progression de l'infanterie n'eut pas lieu au moment prévu. Ce fut peut-être mieux ainsi, puisque l'absence d'activité à l'avant porta l'ennemi à négliger cette partie de sa position, et lorsqu'enfin l'infanterie lança son attaque, elle essuya une moindre résistance. Des années plus tard,

*Le 10th Battalion Royal Grenadiers (aujourd'hui le Royal Regiment of Canada); le 90th "Winnipeg" Battalion of Rifles (aujourd'hui le Royal Winnipeg Rifles); et le Midland Battalion (unité mixte de l'Ontario).

Middleton écrira qu'il avait prévu l'attaque finale pour ce jour-là, mais cela semble assez douteux. Le télégramme qu'il adressa à Caron immédiatement après la bataille dit: "Je vis que l'occasion était belle et j'ordonnai une avance générale". Quels que puissent être les faits exacts, Batoche fut prise, la victoire ayant coûté, le dernier jour de l'opération, cinq tués et 25 blessés. Ce succès cassa pour ainsi dire les reins à la rébellion, et Riel se rendit quelques jours plus tard.

Entre-temps, les autres colonnes avaient connu, elles aussi, leurs difficultés. Otter avait secouru Battleford avec succès, mais il décida en suite, sans consulter Middleton, d'effectuer une reconnaissance en force contre le chef *Faiseur-d'Enclos*, dont les Indiens avaient menacé la localité. Cette opération aboutit le 2 mai, à Couteau-Coupé, à un engagement qui obligea Otter à se retirer à Battleford avec huit morts et 14 blessés. (Les flèches d'affût des deux canons d'Otter, canons de 7 livres de la Gendarmerie du Nord-Ouest, s'étaient brisées sous l'effort du tir.) Quant à la colonne du général Strange, elle arriva saine et sauve à Edmonton et descendit la Saskatchewan nord. Le 28 mai, Strange eut une échauffourée avec le chef *Gros-Ours*, à la Butte-du-Français, puis se retira "sur un terrain plus découvert" après avoir subi de légères pertes.

La phase finale de la campagne

consiste en opérations de nettoyage. Le 24 mai, les troupes de Middleton atteignent Battleford et y font leur jonction avec celles d'Otter; le 26, *Faiseur-d'Enclos* se soumet. La colonne de Middleton remonte alors la rivière Saskatchewan nord et prend contact avec celle de Strange, aux environs du fort Pitt*. La bande de *Gros-Ours* est poursuivie et dispersée, et son chef se rend enfin, le 2 juillet.

Au total, les pertes subies par le Gouvernement pendant cette campagne se chiffrent à 38 tués et à 115 blessés. Celles des insurgés sont difficiles à préciser, mais elles sont probablement un peu plus élevées.

Le général Middleton n'était pas un génie; de plus, il n'avait pas l'avantage de posséder cet art de s'entendre avec les soldats canadiens, que connaissaient bien d'autres généraux britanniques envoyés au Canada. Par contre, il dirigea la campagne avec plus de compétence qu'on ne l'a souvent reconnu et il eut à surmonter des difficultés immenses. Le matériel à sa disposition laissait fort à désirer, et si l'ennemi eût été plus fort ou plus hardi, l'issue de la campagne aurait pu être embarrassante. En fait, le corps expéditionnaire du Nord-Ouest accomplit sa tâche avec

*Les forts Pitt et Carleton avaient été évacués par la Gendarmerie au début du soulèvement; les gendarmes du fort Carleton s'étaient retirés à Prince-Albert et ceux du fort Pitt, à Battleford.

succès et rapidité.

Les archives de cette campagne accusent une certaine ignorance des méthodes militaires, qui n'a rien de surprenant dans les circonstances. Les "voies de communication" les plus irrégulières ont parfois été employées. (Si tant de chefs de bataillons ont préféré s'adresser directement au Ministre de la Milice, c'est peut-être parce que cinq au moins des unités du Nord-Ouest étaient commandées par des députés) On note un manque général de bonne volonté parmi les divers commandants, et une assez forte propension à la médisance. Lorsque le général Strange écrivit une lettre personnelle à sa femme pour se plaindre de la façon dont le traitait Middleton, Mme Strange, qui connaissait M. Caron, transmit aussitôt la lettre au Ministre! Elle eut cependant soin de lui demander de ne pas en souffler mot à son mari.

Observations

Bien que les troupes dépêchées dans le Nord-Ouest en 1885 aient mené leur tâche à bonne fin, l'impression fondamentale que laisse cette campagne, c'est qu'un pays qui avait si peu fait en matière de préparation militaire depuis plusieurs années, peut s'estimer heureux d'avoir surmonté cette crise sans plus de difficultés. Les unités de la Milice firent beaucoup mieux que l'on ne pouvait s'y attendre dans toutes les

circonstances; mais les erreurs tactiques qui furent commises font ressortir le fait qu'un pays obligé de compter sur des troupes presque entièrement inexpérimentées pour faire face à une situation critique s'expose au désastre.

Si l'on juge cette campagne en fonction des principes de la guerre, les résultats indiquent que Middleton a fait une bonne appréciation en décidant de porter son principal effort sur le centre du soulèvement, c'est-à-dire Batoche. C'est ainsi que doivent s'effectuer *le choix et le maintien de l'objectif*. La sagesse eût certes dicté une concentration encore plus forte contre ce point vital, mais Middleton et le Gouvernement étaient inondés de demandes de protection de la part des colons de l'Ouest, et les nécessités d'ordre politique exigeaient plus de dispersion que ne l'auraient justifié des considérations purement militaires.

Il est évident que *l'Administration* a dominé dans cette campagne. Une fois que des forces considérables eurent commencé à exercer une pression sur les centres de rébellion, l'issue ne fit plus de doute. Mais la concentration et le maintien de ces forces représenta une très lourde tâche administrative. Que le transport des troupes venues de l'Est, sur la ligne inachevée du Pacifique-Canadien, et le ravitaillement des colonnes sur le théâtre même des opérations, aient été organisés avec

un tel succès, c'est tout à l'honneur des intéressés. Pourtant, si la Milice avait disposé d'un état-major et d'un système de ravitaillement convenable, elle n'aurait pas été obligée de

recourir à des moyens de fortune, elle aurait épargné de l'argent, et il y aurait eu moins de risques de désastre.

BIBLIOGRAPHIE

- Beauregard, Georges, *Le 9^e Bataillon au Nord-Ouest* (Québec, 1886)
- Daoust, Charles R., *Cent-vingt jours de service actif* (Montréal, 1886).
- Denison, G.T., *Soldiering in Canada* (Toronto, 1900).
- Hamilton, C.F., "The Canadian Militia: The Northwest Rebellion, 1885", dans *Canadien Défense Quarterly*, janvier 1930. (La meilleure critique militaire).
- Middleton, Sir Fred, *Suppression of the Rebellion in the North-West Territories of Canada, 1885* (Toronto, 1948: reproduction d'articles parus dans *United Service Magazine* 1893-4).
- Morion, Desmond, *The Last War Drum* (Toronto, 1973).
- Ouimet, Adolphe, *La vérité sur la Question Métisse au Nord-Ouest; biographie et récit de Gabriel Dumont sur les événements de 1885* (Montréal, 1889).
- Stanley, G.F.G., Louis Riel (Toronto, 1963); *The Birth of Western Canada: A History of the Riel Rebellions* (Londres, 1936).
- Étrange, T. Bland, *Gunner Jingo's Jubiles* (Londres, 1893).
- Ministère de la Milice et de la Défense, *Report upon the Suppression of the Rebellion in the North-West Territories...* (Ottawa, 1886); *Report of Lieutenant-Colonel W.H. Jackson ...Principal Supply, Pay and Transport Offices to the North-West Forces . . .* (Ottawa, 1887); *Report of le Commissioner of the North-West Mounted Police Force, 1885* (Ottawa, 1886).

LA PRISE DE LA CRÊTE DE VIMY

1917

Au sommet de la crête de Vimy dans le nord de la France, s'apercevant de loin à travers les plaines environnantes, s'élève le plus considérable des monuments de guerre du Canada en Europe. Il sert à commémorer l'un des plus retentissants triomphes tactiques des armées britanniques de la première guerre mondiale et l'une des victoires les plus célèbres de l'Armée canadienne. En un langage simple et rude, l'inscription renseigne le visiteur sur ce fait d'armes: "Le corps d'armée canadien, le 9 avril 1917, ayant quatre divisions en ligne de bataille sur un front de quatre milles, attaquait et s'emparait de cette crête."

La crête de Vimy est digne d'attention, parce qu'elle évoque peut-être la plus célèbre des batailles canadiennes de 1914-1918. Elle représente en outre un épisode plein d'enseignements pour le soldat, un

exemple éminent d'une attaque préconçue et réussie contre de formidables positions fixes.

Les plans alliés et ennemis en 1917

L'année 1916 avait été témoin de terribles pertes alliées et allemandes sur le front occidental, surtout à Verdun et sur la Somme, sans que se brisât l'impasse que la guerre de tranchées imposait sur un champ de bataille allant de la frontière suisse à la mer du Nord. L'année 1917 devait voir se produire de grands changements dans les ordres de bataille opposés. Les États-Unis entraient dans la guerre en avril, mais plusieurs mois devaient s'écouler avant qu'ils pussent faire sentir effectivement leur force en Europe. La Russie avait subi une révolution en mars, mais le Gouvernement socialiste provisoire de Kerensky, alors au pouvoir, s'efforçait de

continuer la guerre contre l'Allemagne. Ce n'est qu'en novembre que les bolchevistes de Lénine, au cours d'une seconde révolution, renversèrent Kerensky, puis se mirent en devoir de faire la paix. C'est dans ces circonstances que la campagne de 1917 dans l'Ouest déclencha une autre série de grandes batailles d'opposition, sanglantes et, du point stratégique, sans résultat.

Le plan original des Alliés, qui consistait à poursuivre les batailles de la Somme au printemps de 1917 à l'aide de quatre armées françaises et de trois armées britanniques, fut abandonné lorsque le général Nivelle, officier de promotion relativement récente, fut nommé commandant en chef des armées françaises du Nord et du Nord-Est et chargé des opérations d'ensemble du printemps. Au lieu de se livrer à une campagne d'usure, Nivelle espérait briser l'esprit combatif de l'ennemi par un coup écrasant asséné par 46 divisions françaises le long du Chemin des Dames (entre Reims et Soissons), tandis que se produiraient des attaques de diversion dans les secteurs britanniques et français. Le maréchal sir Douglas Haig convint d'étendre le front de sa 4^e armée sur 25 milles vers le sud, afin qu'il fût possible de retirer des divisions françaises supplémentaires en vue de l'offensive de Nivelle, mais il insista pour que sa propre attaque préliminaire plus restreinte s'étendît au nord jusqu'à la crête de Vimy.

L'acquisition de la crête de Vimy, tout en couvrant le flanc gauche des opérations du sud, enlèverait à l'ennemi une position fort avantageuse. On assigna la tâche de la capture au corps d'armée canadien de la 1^{re} armée britannique du général Horde, tandis que la 3^e, du général Allenby, lançait la principale attaque britannique dans la vallée de la Scarpe.*

Les Allemands, qui avaient subi des pertes même plus fortes que celles des Alliés en 1916, avaient décidé de mener une campagne défensive sur le front occidental au cours de l'année suivante et de s'efforcer de réduire l'Angleterre à quia au moyen de leur campagne sous-marine. Pendant que les Français changeaient aussi bien de commandant en chef que de plan, Hindenburg et Ludendorff cherchaient à décider s'il importait de raccourcir leur front en se retirant de deux saillants situés au sud d'Arras, afin de conserver les troupes ainsi libérées en vue de tâches plus urgentes ailleurs. En outre, les batailles de la Somme avaient démontré que le système existant de défense rigide ne convenait plus, depuis que l'artillerie britannique avait réussi, non seulement à démo-

* L'attaque du 17^e corps d'armée britannique entre la Scarpe et la zone du corps d'armée canadien s'étendait jusqu'aux sections inférieures de la crête de Vimy, mais on la considère officiellement comme se rattachant à la première bataille de la Scarpe qui, de même que la bataille de la crête de Vimy, fait partie des batailles d'Arras de 1917.

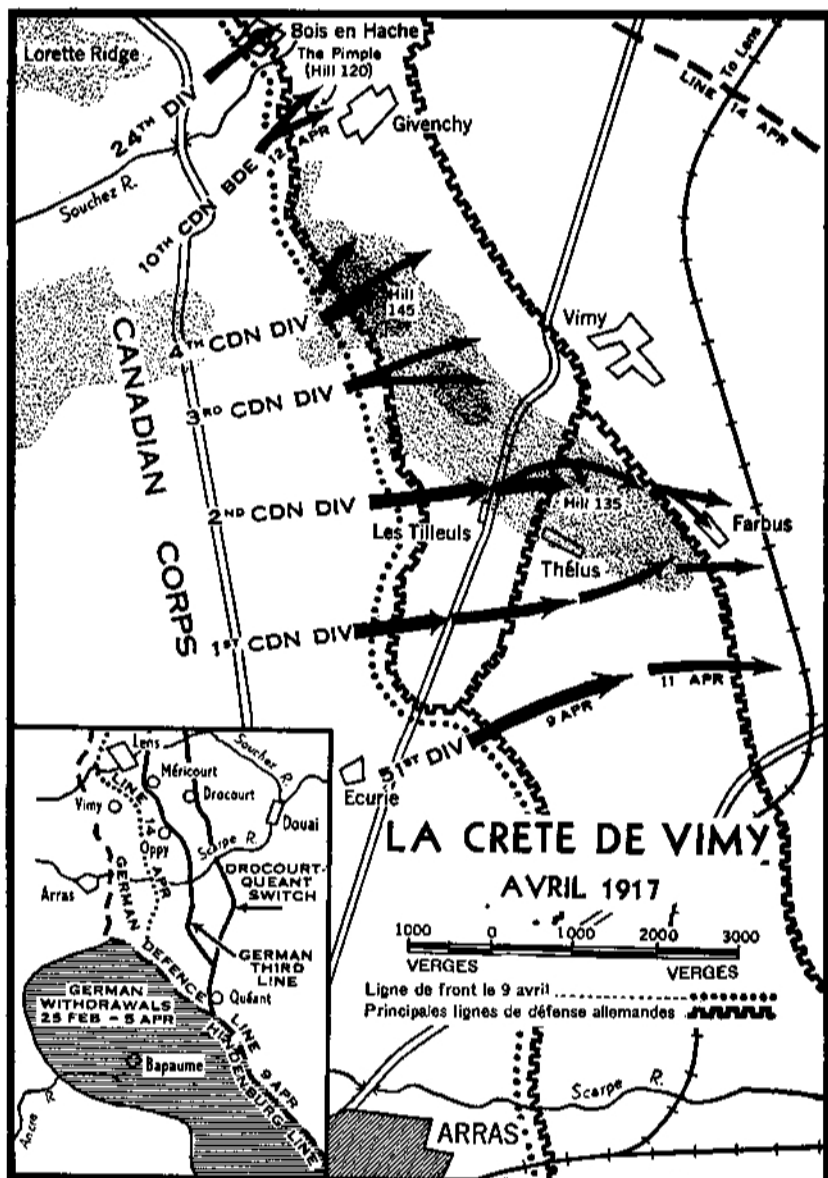
lir, au point qu'il n'en était plus reconnaissable, le réseau de tranchées avancées sur une profondeur de 400 à 600 verges, mais aussi à neutraliser toute la zone avancée à la portée de ses pièces sur une profondeur de 1,500 à 2,000 verges. En conséquence, vers la fin de 1916, Ludendorff avait instauré une nouvelle doctrine tactique en donnant instruction à l'infanterie de soutenir une défense mobile en une série de zones quand seraient prises les tranchées de première ligne légère, ment défendues; même si les emplacements fortifiés étaient momentanément isolés, des contre-attaques lancées par des formations de réserve spéciales (appuyées par l'artillerie) pourraient détruire les assaillants se frayant avec peine un chemin à travers les zones avancées, couvertes de cratères par suite de leur propre bombardement. On avait donc pris des mesures en vue de transformer les lignes de défense supplémentaires affectées à l'arrière en zones capables d'une défense mobile en profondeur. La formidable position *Siegfrein*, aménagée à l'arrière des saillants allemands prit, chez les Alliés, le nom de Ligne Hindenburg et son prolongement septentrional (la position *Wotan*), le nom de jonction Drocourt-Quéant. L'offensive lancée dans la vallée de l'Ancre en janvier et au début de février par la 5^e armée britannique força les Allemands à céder du terrain et à décider de se retirer de ces sail-

lants, mais non pas des positions plus fortes qu'ils tenaient au nord, dans la vallée de la Scarpe et au sommet de la crête de Vimy. Ce n'est pas avant la mi-mars, toutefois, qu'ils effectuèrent une retraite en bon ordre de près de 20 milles, jusqu'à la Ligne Hindenburg. Conformément à un plan arrêté d'avance et bien nommé *Alberich* d'après le nain malicieux de la légende des Nibelungen, ils dévastèrent toute la région évacuée.

Les reculs allemands faisaient disparaître la possibilité d'une attaque française subsidiaire et modifiaient l'opération prévue pour la 3^e armée britannique. Cette dernière devait dorénavant enfoncer les défenses avancées qui couvraient la Ligne Hindenburg, percer cette position elle-même et marcher vers Cambrai. Si ce mouvement réussissait, la 5^e armée britannique devait élargir l'attaque de front, et le corps de cavalerie ainsi que les divisions de réserves disponibles devaient exploiter le succès. Le rôle de la 1^{re} armée consistait encore, toutefois, à s'emparer de la crête de Vimy. Les deux opérations devaient être lancées le lundi de Pâques 9 avril. La principale attaque de Nivelles débuta le 16 avril.

La crête et le plan

Traversant la bordure occidentale de la plaine de Douai et s'élevant à une hauteur maximum d'environ 350 pieds, la crête de Vimy protégeait l'importante zone industrielle des



environs de Lille détenue par les Allemands et dominait la zone houillère de Lens-Béthune. Le sommet le plus élevé, connu sous le nom de cote 145, là où s'élève aujourd'hui le monument canadien, se trouvait à l'extrémité nord. Vers le sud, il y avait une hauteur nommée cote 135. À partir de cette dernière, la crête s'élargissait et descendait en pente douce vers le sud-ouest et le sud, l'uniformité de cette superficie n'étant rompue que par quelques villages et talus, jusqu'au cours supérieur de la Scarpe. La pente orientale, abrupte et boisée, tombait brusquement vers la plaine de Douai, à raison de 200 pieds en 750 verges à un certain endroit. Vers le nord, la cote 120 (le *Pimple*) surplombait la petite rivière de Souchez, au delà de laquelle les hauteurs se poursuivaient vers le nord-ouest sous le nom de crête de Lorette.

Vers la fin de 1914, les Français avaient essayé en vain de déloger l'ennemi de la crête de Vimy. L'année suivante, des attaques avaient permis de gagner un peu de terrain sur la pente antérieure, mais on l'avait perdu en 1916. Lorsque le corps d'armée canadien s'installa dans le secteur, en octobre, on s'aperçut que les premières lignes allemandes consistaient en trois lignes de tranchées protégées par des zones profondes de fil barbelé, et parsemées de redoutes solides et d'emplacements de mitrailleuses en béton; la plus grande partie de la garnison s'abritait dans des cagnas, des

tunnels et des cavernes creusés dans la crête. La deuxième position, en contre-pente, se trouvait à un mille à l'arrière vers le nord-est et à deux milles vers le sud-est. En diagonale entre ces deux positions, du village de Vimy vers le sud, se trouvait une ligne intermédiaire de tranchées. L'artillerie d'appui était disposée surtout le long de la bordure supérieure des bois qui couvraient l'escarpement ou le long du terrain découvert qu'il dominait, abrité par le remblai du chemin de fer Arras-Lens. Au cours de l'hiver, on commença à établir un troisième réseau de tranchées passant par Oppy et Méricourt. La 6^e armée allemande avait tardé à modifier ses dispositifs avancés, toutefois, et la plupart des localités défendues aux alentours de la crête de Vimy se trouvaient encore à l'avant plutôt qu'à l'arrière de la zone de bataille à la fin de mars; en outre, les divisions de réserve stationnaient trop à l'arrière pour pouvoir contre-attaquer promptement.

Le corps d'armée canadien était commandé par le lieutenant-général sir Julien Byng (le futur feld-maréchal vicomte Byng de Vimy). Ses préparatifs se fondaient sur un plan d'opérations de la 1^{re} armée remontant au 31 janvier et modifié par la suite seulement dans le détail. L'objectif d'une première opération (sud) était la capture de la crête principale, en particulier de la cote 135 et du village de Thélus; au cas où cette opération réussirait, on devait

attaquer le *Pimple* et le Bois-en-Hache 24 heures plus tard à titre d'opération distincte (nord).

Attaquant sur un front de 7,000 verges allant d'Écurie à l'est de Givenchy, les quatre divisions canadiennes (en ordre numérique de la droite à la gauche) devaient réaliser la première et principale opération, la 5^e division anglaise jouant le rôle de réserve de corps d'armée. Les tâches des divisions canadiennes différaient quant à l'importance parce que, alors que leurs tranchées allaient du nord au sud et que leur avance devait se produire en direction de l'est, la crête s'étendait du sud-est au nord-ouest. La droite des Canadiens devait parcourir 4,000 verges pour atteindre son objectif, mais une avance de 700 verges devait mener la 4^e division canadienne au sommet de la cote 145. Les divisions devaient attaquer sur des fronts de deux brigades et la capture du premier objectif entraînerait l'ensemble au delà des trois tranchées ennemies de première ligne pour réaliser un gain de 700 verges en moyenne, ce qui devait assurer à la 4^e division canadienne la maîtrise de la cote 145. Des avions patrouilleurs devaient rendre compte à l'arrière de l'avance et de la capture de chaque objectif. A la suite d'une pause de 40 minutes en vue de la consolidation, l'attaque devrait reprendre. Les 1^{re} et 2^e divisions canadiennes devaient réaliser une nouvelle avance

de 400 verges; la 3^e devait exercer une légère pression pour atteindre la bordure extrême de la crête et des unités de la 4^e descendant la contre-pente de la cote 145 devaient s'y emparer des tranchées allemandes de réserve. 95 minutes après l'heure H, ces dernières divisions devaient s'être assuré de leur objectif final.

Les 1^{re} et 2^e divisions devaient alors employer leurs brigades de réserve contre le reste des objectifs. Le secteur étant plus large, la 13^e brigade d'infanterie anglaise devait s'y introduire sur la gauche. Cette troisième phase devait balayer l'ennemi du dernier segment de sa ligne intermédiaire, prendre le village de Thélus et percer les tranchées de seconde ligne dans ce secteur. L'attaque finale devait assurer la possession du reste de ces tranchées, ainsi que de l'escarpement oriental. Tandis que des patrouilles s'avanceraient jusqu'à la voie ferrée d'Arras-Lens, on consoliderait la position d'arrêt tout le long du front du corps d'armée en prévision des contre-attaques, au moyen d'une ligne de postes établis dans les bois sur la pente de l'est, et l'on devait amener des mitrailleurs à cette fin. Par la suite, on établirait une ligne principale de résistance à 100 verges au delà de la crête (sur ce qui serait devenu la contre-pente), tout en construisant des postes de mitrailleuses à 100 verges encore à l'arrière. La dernière opération (nord) devait être menée par la division cana-

dienne de gauche (la 4^e et la 24^e division (sur la droite) du 1^{er} corps d'armée britannique voisin.

Préparatifs de l'attaque

Comme aucun secret particulier n'entourait le plan envisagé, sauf quant au jour et à l'heure de l'attaque, les Canadiens eurent une occasion sans précédent d'apprendre leur rôle. La minutie marqua les préparatifs. Dans la zone de l'arrière, on reproduisit les défenses allemandes jusqu'au moindre détail à l'aide de photos aériennes: des rubans indiquaient les tranchées et des drapeaux marquaient les emplacements fortifiés. On fit des répétitions nombreuses. On tenait officiers, gradés et hommes de troupe bien au courant du secteur de leur côté du *No Man's Land*. Un grand nombre de cartes détaillées furent distribuées. En même temps, le Génie prolongeait les routes et les chemins de fer légers, afin d'amener approvisionnements et munitions en première ligne. On entreprit d'accroître les moyens téléphoniques et télégraphiques, les approvisionnements d'eau et d'autres services. Bien que toute cette activité se passât à la vue même de l'ennemi, celui-ci ne tenta guère de désorganiser les préparatifs.

On projetait de détruire les défenses ennemies au moyen d'un bombardement de deux semaines. Grâce aux photos aériennes, on cataloguait soigneusement tous les objectifs essentiels et on prenait les

mesures nécessaires d'après la corrélation des renseignements obtenus subséquentement au moyen d'avions, de ballons, d'appareils de repérage par le son, d'appareils de repérage par l'éclair et d'observateurs au sol. On soulignait que le succès serait surtout fonction de la collaboration étroite entre l'artillerie et les mitrailleuses, entre les sections de renseignements de la 1^{re} armée et celles du Q.G. du corps d'armée canadien. Chaque jour, on devait diriger un tir observé sur les tranchées, les abris, les emplacements de mitrailleuses bétonnés et autres points fortifiés, les entrées de tunnels, les jonctions de routes, les dépôts de munitions et les chemins de fer à voie étroite jusqu'à une profondeur de 4,000 à 5,000 verges à l'arrière de la ligne de front allemande; on se rendait compte, toutefois, que, à part les lignes de défense les plus avancées, la destruction des enchevêtrements de fil barbelé était absolument exclue. La nuit, on se préoccuperait des communications de l'ennemi que haras, serait un tir incessant au canon et à la mitrailleuse. On attachait une importance sans précédent au travail de contrebatterie, d'après ce principe qu'il fallait d'abord régler le sort des batteries isolées, puisqu'on pourrait neutraliser plus tard et plus économiquement celles qui étaient étroitement groupées, au moyen d'obus à explosif et à gaz. Ces tâ-

ches devaient être assurées par 245 pièces d'artillerie lourde et 618 canons de campagne et obusiers, mis à la disposition du corps d'armée canadien et aidés des 280 canons du 1^{er} corps d'armée britannique opérant sur le flanc. La densité résultant de ces dispositions était d'une pièce lourde par 20 verges de front et d'un canon de campagne par 10 verges, soit une augmentation considérable par rapport à la puissance de feu disponible lors des premières offensives de la Somme. Les compagnies de mitrailleuses canadiennes, armées de 280 pièces, devaient se charger du tir de harcèlement et les mortiers de tranchée devaient participer à la destruction des premières tranchées allemandes.

La première phase du bombardement commença le 20 mars, mais seulement environ la moitié des batteries y prenaient part, car on voulait cacher aussi longtemps que possible la grande concentration d'artillerie sur un front si étroit. Les pièces de la 3^e armée s'y joignirent le 2 avril pour la deuxième phase, plus intensive, que les Allemands ont appelée "la semaine de souffrance". On porta une attention particulière aux villages de Thélus, Les Tilleuls et Farbus : les troupes allemandes qui s'y trouvaient au repos furent chassées en rase campagne, ce qui leur fit perdre sommeil et efficacité. Maints Allemands des tranchées avancées durent se passer de nourri-

ture pendant deux ou trois jours et subirent des fatigues supplémentaires par suite de la tâche jamais interrompue qui consistait à garder ouvertes les entrées de leurs abris en profondeur. La persistance du mauvais temps nuisait au mouvement des munitions nécessaires pour regarnir nos dépôts de l'avant, mais augmentait l'effet du bombardement en faisant perdre au réseau de défenses avancées de l'ennemi sa continuité par endroits.

Des coups de main nocturnes avaient lieu pendant le bombardement, menés par des effectifs allant de quelques hommes aux 600 gradés et hommes de troupe lancés par la 10^e brigade d'infanterie canadienne le 31 mars. On apprit que cinq régiments défendaient la crête, dont quatre étaient en ligne depuis au moins cinq semaines et dont plusieurs compagnies de fusiliers ne comptaient plus qu'un effectif fort réduit. Les première et deuxième tranchées étaient tenues par un bataillon avancé de chaque régiment; un deuxième bataillon se trouvait dans la troisième tranchée ou immédiatement à l'arrière en appui rapproché, tandis que le troisième bataillon se reposait dans les villages à cinq ou six milles à l'arrière et ne pouvait atteindre le champ de bataille en moins de deux heures. Ainsi donc, environ 5,000 hommes s'opposeraient aux premières attaques des 15,000 Canadiens et des renforts de 3,000 hommes, aux

12,000 hommes de troupe canadiens et anglais disponibles pour appuyer les premières attaques ou pousser l'avance vers les objectifs subséquents. Les Allemands ne possédaient, en fait d'autres réserves, que deux divisions, à 12 ou 15 milles près de Douai. Haig signale dans sa dépêche que les préparatifs de l'artillerie étaient étroitement liés à la reconnaissance aérienne. En conséquence, "une période de durs combats aériens s'ensuivit, aboutissant dans les jours précédant immédiatement l'attaque à une lutte de la plus grande intensité pour la maîtrise locale de l'air". Par suite de la température défavorable aux évolutions aériennes ainsi que de la supériorité des avions et de l'équipement allemands, le *Royal Flying Corps* subit des pertes considérables; mais, grâce à son excellent travail, on repéra 86 p. 100 des 212 batteries actives de l'ennemi. A partir de la nuit du 5 avril, on se livra au bombardement limité des aérodromes et installations ferroviaires des Allemands; ces opérations se poursuivirent chaque nuit, bien que le temps fût loin de s'y prêter.

L'attaque du 9 avril

Le dimanche de Pâques, le corps d'armée canadien se trouvait porté à un effectif d'environ 170,000 officiers, gradés et hommes de troupe, dont 97,184 Canadiens A part la 5^e division britannique, constituant la réserve de corps d'armée, les non Ca-

nadiens se comptaient surtout dans des unités d'artillerie, du génie ou de travail affectées à des tâches spéciales. Ce soir-là, les bataillons d'infanterie commencèrent à avancer vers leurs zones de rassemblement, guidés par des poteaux recouverts de peinture lumineuse et, dans plusieurs cas, terminant leur voyage à travers le dédale des chemins souterrains qu'avaient établis à l'avance les sapeurs-mineurs. On avait coupé le fil barbelé à l'avant de l'ennemi, et des patrouilles pratiquaient des passages à travers le fil canadien, afin de permettre aux compagnies de première ligne de s'y faufiler pour aller occuper les fossés peu profonds du *No Man's Land*, d'où elles devaient s'élancer à l'assaut. A 4 h. du matin, les troupes étaient en position, sans avoir alerté les avant-postes allemands situés à peine à 100 verges.

Ce n'est qu'à 5 h. et demie du matin que les batteries ouvrirent le feu. Après trois minutes de tir rapide sur la tranchée allemande de première ligne, le barrage de l'artillerie de campagne commença à avancer en rampant, gagnant 100 verges toutes les trois minutes. En avant de ce barrage, 150 mitrailleuses créaient une zone balayée par les balles. En même temps, les pièces d'artillerie lourde inondaient les positions de batterie et les dépôts de munitions allemands d'obus à explosif et à gaz, ces derniers tuant les chevaux et supprimant ainsi la mobilité des canons et des

fourgons. Les postes d'observation qui n'avaient pas été détruits, se trouvaient alors aveuglés par la fumée et leurs communications téléphoniques étaient désorganisées. Rarement, le travail de contre-batterie fut si efficace.

Un fort vent du nord-ouest faisait frissonner l'infanterie assaillante à mesure qu'elle suivait de près le barrage à travers le terrain détrempé et creusé de cratères; mais il soufflait la neige et le grésil qui tombaient dans la figure des défenseurs. En outre, venant après une nuit relativement tranquille, le premier ouragan du bombardement avait pris au dépourvu la garnison ennemie, et un grand nombre de ses membres ne purent sortir de leurs abris en profondeur avant que les Canadiens se présentent à leur entrée. Il se produisit des corps-à-corps, mais l'assaut eut un succès rapide et complet. En moins de trente minutes, les six bataillons d'assaut de la 1^{re} division canadienne avaient nettoyé les trois tranchées des défenses avancées des Allemands. Après l'arrêt prévu, au cours duquel on consolida l'objectif sous la protection d'un barrage permanent, les compagnies de l'arrière poursuivirent leur avance à la suite du barrage rampant, afin de s'emparer de la ligne intermédiaire. La 2^e division canadienne, avançant sur un front de 1,400 verges, procéda de la même façon, et, lorsqu'elle atteignit son deuxième objectif, conformément à l'horaire, Thélus

et le sommet arrondi de la cote 135 commencèrent à se dessiner à travers la neige et la fumée. Cependant, les postes de mitrailleuses ennemis lui avaient infligé de lourdes pertes. Sur le front de la 3^e division, l'artillerie avait causé tant de destruction que l'ennemi ne pouvait offrir une résistance sérieuse. A 7 h. 34 minutes du matin, les 7^e et 8^e brigades s'étaient installées dans leur deuxième objectif, qui était leur dernier en cette occurrence, soit environ à un mille de la crête de Vimy. Cependant, en dévalant des régions boisées de la pente orientale, leurs patrouilles subirent le feu des tireurs d'élite embusqués, et les pertes commencèrent à s'accroître.

C'est la 4^e division canadienne qui eut à soutenir les plus durs combats de la journée. Au cours de son attaque contre la cote 145, la 11^e brigade (de droite) tomba dans un emplacement fortifié que les Allemands avaient réparé à la suite d'un bombardement antérieur. Le feu des mitrailleuses, s'ajoutant au fil barbelé non coupé, causa de lourdes pertes à cet endroit, ce qui retarda l'avance de la 12^e brigade (à gauche) dont la progression avait été excellente jusque-là. Ce n'est qu'à la suite d'attaques répétées et lorsque le soir tomba qu'on réussit enfin à déloger du sommet le reste des ennemis.

On supposait que les 1^e et 2^e divisions rencontreraient moins d'opposition dans leur attaque contre leurs troisième et quatrième objectifs,

mais on n'avait pas la certitude absolue que les Allemands étaient en déroute; on jugea donc nécessaire de s'en tenir au programme d'artillerie. Ce n'est par conséquent qu'à 8 h. 35 du matin que les brigades de réserve se lancèrent à l'attaque, la 13^e brigade d'infanterie anglaise occupant le front à gauche du secteur plus étendu de la 2^e division. A 11 h. du matin, la 1^{re} brigade de la 1^{re} division canadienne se trouvait à son troisième objectif, éloigné de 1,100 verges, tandis que la 6^e brigade canadienne et la 13^e brigade anglaise avaient dépassé la ligne allemande intermédiaire pour aller occuper respectivement le village de Thélus et le terrain fortifié au nord de ce village. Avancé de nouveau à midi, elles nettoyèrent le deuxième réseau de tranchées sur la contre-pente de la crête et traversèrent Farbus. Vers la fin de l'après-midi, des patrouilles avaient pénétré jusqu'au remblai de la voie ferrée, et les unités consolidaient leurs gains en prévision d'une contre-attaque. Vu que les unités avoisinantes de la 51^e division du 17^e corps d'armée ne devaient atteindre leur objectif que le lendemain matin, il fallut prolonger un flanc droit défensif jusqu'à la ligne intermédiaire.

*Les opérations subséquentes du
10 au 14 avril*

L'aviation de reconnaissance de l'artillerie dirigeait le feu de harcèlement sur les réserves allemandes

avançant à travers la plaine de Douai, de sorte qu'il ne se produisit jamais de contre-attaque efficace. Le 10 avril, la 10^e brigade (de réserve) de la 4^e division canadienne attaquait les deux tranchées allemandes qui restaient sur la contre-pente de la crête, suivant de près un barrage rampant et les nettoyant toutes deux en trente minutes, mais non sans de lourdes pertes. Le corps d'armée canadien occupait dorénavant tous les objectifs qui lui avaient d'abord été fixés.

La nécessité où l'on s'était trouvé d'employer la 10^e brigade pour ce dernier assaut avait pour résultat qu'il s'écoulerait forcément un délai de 24 heures avant qu'elle pût participer à la deuxième opération, au nord, contre le *Pimple*. Aidés encore une fois par une tempête de neige et un fort vent arrière, deux de ses bataillons lançaient cette attaque préalablement répétée à 5 h. du matin le 12 avril, avançant à la suite d'un barrage assuré par 96 pièces de campagne. Là encore, le bombardement antérieur avait à peu près complètement détruit les première et deuxième tranchées allemandes, et la garnison fortement ébranlée n'opposa qu'une faible résistance. Dans le même temps, la 73^e brigade d'infanterie de la 24^e division britannique s'emparait du Bois-en-Hache pour compléter l'opération.

Quand on s'aperçut que les Allemands opéraient un recul général, on

ordonna l'après-midi du 13 avril une avance sur tout le front du corps d'armée. Le lendemain matin, toutefois, des patrouilles se butèrent à une résistance raffermie le long des défenses avancées de la troisième ligne allemande, allant d'Oppy à Méricourt. Celle-ci se trouvait assez loin de la crête pour diminuer les avantages de l'observation et trop forte pour qu'on pût l'attaquer sans une intense préparation d'artillerie lourde, qui ne pouvait avancer tant qu'on n'aurait pas rétabli les chemins à peu près détruits. L'avance canadienne s'immobilisa donc à cet endroit pour le moment. L'opération avait coûté au corps d'armée plus de 11,000 tués ou blessés.

La première phase de la bataille d'Arras était achevée. La 3^e armée britannique avait obtenu des succès appréciables sur le front d'Arras, bien qu'elle n'eût pas percé la Ligne Hindenburg. Ces succès, s'ajoutant à l'avance canadienne à Vimy, avaient eu pour résultat la capture de plus de terrain et de prisonniers que toute autre offensive britannique sur le front occidental. L'offensive de Nivelle au Chemin des Dames fut un échec sanglant suivi d'une démoralisation généralisée parmi les armées françaises. Le gros de la campagne, pendant le reste de l'année, devait retomber sur les Britanniques, dont le centre d'activité se déplaça vers le nord en Flandre.

Commentaires

Au niveau *stratégique*, les opérations d'avril 1917 furent bien peu satisfaisantes du point de vue des Alliés. Comme il arriva si souvent sur le front occidental pendant cette guerre, on voit là l'effet du manque d'un *choix bien net et soutenu du but à atteindre*. On obtenait d'importants succès locaux sans exercer un effet véritable sur le résultat de la guerre. Les plans élaborés en vue de l'exploitation étaient inefficaces, et la principale opération, dont celles de Vimy et de la Scarpe étaient censées être complémentaires, n'accomplit rien du tout.

Au niveau *tactique* inférieur, d'autre part, la bataille de la crête de Vimy présente un tableau brillant, celui d'un bon plan bien réalisé.

Pour toutes les armes et tous les services, ce fut la même chose, c'est-à-dire l'ardeur au travail couronnée de succès. L'artillerie lourde détruisit les défenses de campagne, réduisit au silence les batteries de l'ennemi et morcela ses réserves; l'artillerie de campagne établit un barrage parfait sous lequel l'infanterie avança progressivement en conformité d'un horaire exact, surmontant un centre de résistance après l'autre et allant d'un objectif à l'autre; à mesure qu'elle atteignait chaque objectif, elle le consolidait et disposait les mitrailleuses en prévision de contre-attaques.

On ramenait les blessés à l'arrière et on les soignait; munitions, rations et fourrage arrivaient en première ligne au moment voulu et dans l'ordre convenable; il n'y avait ni hâte ni confusion ni retard. Dans une mesure remarquable, on peut suivre le déroulement de cette bataille d'après les ordres émis . . .

* *Canadians in Battle, 1915-1918* par le colonel A. F. Duguid, Rapport annuel de la Société d'histoire du Canada, 1935).

Le bombardement préparatoire supprimait la possibilité de la *surprise* au niveau stratégique, mais on obtint un degré utile de surprise tactique le 9 mars. Le succès remporté tenait en grande partie à la *collaboration* entre armes et services.

L'importance accrue de l'aide fournie par l'arme aérienne constitue à cet égard un aspect notable de l'opération. L'*administration* efficace dans le détail, comme tou-

jours, fut l'avant-courrière de la victoire.

Enfin, les préparatifs minutieux et la peine qu'on s'était donnée pour s'assurer que chaque soldat comprît pleinement sa tâche contribua à produire et à maintenir le moral élevé nécessaire pour mener à bien une opération aussi formidable que le franchissement des défenses longuement préparées de l'ennemi sur la crête de Vimy.

BIBLIOGRAPHIE

Boraston, J.H., (éd.), *Sir Douglas Haig's Despatches (December 1915-April 1919)* (Londres, 1919).

Carnoud, Claudius, *L'épopée du Vingt-Deuxième* (Montréal, 1919).

Chaballe, Joseph, *Histoire du 22^e Bataillon canadiens-français* (Québec, 1952).

Duguid, A. Fortescue, "Canada on Vimy Ridge", dans *Annuaire du Canada, 1936*.

Edmonds, Sir James E., *A Short History of World War I* (Londres, 1951).

Falls, Cyril, *Military Operations, France and Belgium, 1917, Vol. I, The German Retreat to the Hindenburg Line and the Battles of Arras* (Londres, 1940). (Histoire de la Grande Guerre, basée sur les documents officiels.)

Jones, H.A., *The War in the Air: Being the Story of the Part Played in the Great War by the Royal Air Force*, Vol. III (Londres, 1931).

Lucas, Sir Charles, (éd.), *The Empire at War*, Vol. II (Londres, 1923), renferme une longue partie par le professeur F.H. Underhill, intitulée "The Canadian Forces in the War".

Nicholson, G.W.L., *Le Corps expéditionnaire canadien, 1914-1919* (Ottawa, 1964).

Spears, E.L., *Prelude to Victory* (Londres, 1939).

Wood, H.F., *Vimy* (Toronto, 1967).

Worthington, Larry, *Amid the Guns Below: The Story of the Canadian Corps, 1914-1918* (Toronto, 1965).

Wynne, G.C., "The Hindenburg Line" et "The Wotan Position", dans *Army Quarterly*, janvier et avril 1939. Voir aussi l'article anonyme utile intitulé "The Other Side of the Hill. Battle of Arras, 9th of April, 1917" dans *Army Quarterly*, avril 1939.

Section historique, Q.G. de l'Armée, Ottawa, "Les Canadiens à la crête de Vimy en 1917" dans *Revue Historique de l'Armée* (Paris), XII, 2, 1956.

LA BATAILLE D'AMIENS

1918

La guerre de 1914 à 1918 a été le premier conflit par delà les mers où les forces militaires canadiennes ont joué un rôle de premier plan. Elle a été un épisode d'importance capitale dans l'histoire nationale du Canada et, indépendamment de son aspect purement militaire, cet épisode devrait être parfaitement connu de tous les militaires canadiens.

De 1915 à 1918, l'Armée canadienne combat presque exclusivement sur le front occidental. Les opérations de cette époque ont été jugées, avec raison, comme peu intéressantes; pour le stratéliste et le tacticien elles n'ont été, en général, que des leçons négatives. Cependant, la bataille qui fait l'objet du présent article a été menée avec bien plus d'habileté et d'imagination que les précédentes; elle a été, sans aucun doute, la première d'une série de victoires qui ont abouti inévitablement à la signature de l'armistice.

Avant la bataille

En 1914, les Allemands ne réus-

sissent pas à obtenir une décision rapide sur le champ de bataille et c'est la guerre de tranchées qui s'ensuit. Les hauts commandements britannique et français en viennent à croire qu'un bombardement intensif et prolongé par l'artillerie lourde suffirait à effacer toute trace de vie dans une zone et qu'il ne resterait plus ensuite qu'à la faire nettoyer par les troupes de choc. On a recours à cette méthode à plusieurs reprises, mais le tir de barrage terminé, les Allemands sortent invariablement de leurs profonds abris et par un tir d'enfilade le long des barbelés fauchent l'infanterie qui avancé à l'assaut des tranchées bombardées. En 1916, cette combinaison meurtrière d'armes, de fortifications de campagne et de barbelés défensifs est contre-balancée par une nouvelle invention britannique: le char de combat; mais il s'écoule encore bien du temps avant qu'on réussisse à utiliser ce nouvel engin de guerre d'une façon vraiment judicieuse.

En 1918, la pénurie de personnel

commence à se faire sentir des deux côtés*. Les États-Unis n'ont pas encore eu le temps de déployer leurs grandes ressources et Ludendorff se hâte de profiter de l'avantage temporaire que la débâcle russe de 1917 lui a donné; il peut maintenant aligner 192 divisions contre les 173 des Alliés. En mars 1918, il attaque le point le plus faible de la ligne alliée; la pénétration initiale est très profonde, mais elle est enfin arrêtée. Ce n'est qu'en juillet, cependant, que les Alliés réussissent à reprendre l'initiative. Pendant les jours critiques de mars, Ferdinand Foch a été nommé généralissime des troupes alliées; son idée maîtresse est de porter des coups successifs en des points très dispersés du front, de libérer ses propres communications sur les flancs et de ne donner aucun répit aux Allemands pendant que ses propres ressources augmentent.

Foch a demandé à Haig d'attaquer dans les Flandres, mais ce dernier réussit à convaincre le généralissime

français qu'il est préférable d'éliminer le saillant allemand à l'est et au sud-est d'Amiens; ce saillant menace la ville et gêne l'utilisation de la voie ferrée qui mène à Paris. Haig propose une opération franco-britannique que lui-même va diriger. L'attaque principale doit avoir lieu au nord de la rivière Luce; elle sera déclenchée par la 4^e armée du général Rawlinson, pendant que la 1^{re} armée française du général Debeney avancera à sa droite.

Depuis quelque temps déjà les Allemands ont pris l'habitude de considérer l'arrivée de troupes canadiennes ou australiennes comme les signes avant-coureurs d'une attaque imminente. Quatre des cinq divisions australiennes se trouvent déjà sur le front de la 4^e armée et il a été décidé de ramener des Flandres la 1^{re} division qui va, elle aussi, prendre part à l'attaque. Le 20 juillet, le lieutenant-général sir Arthur Currie, commandant du corps canadien qui, à ce moment-là, relève de la 1^{re} armée sur le front d'Arras, est mis au courant de l'offensive projetée et informé que son corps doit y prendre part. Sir Currie se rend souvent au Q.G. de la 4^e armée en vue d'assister aux conférences qui précèdent l'attaque, mais ses commandants divisionnaires ne sont informés de toute l'affaire que le 31 juillet. Afin de tromper l'ennemi, deux bataillons d'infanterie canadiens, ainsi que deux hôpitaux d'évacuation et la section de radio-

*Au début de 1918, l'insuffisance de personnel pour l'infanterie induit l'Armée britannique à réorganiser ses brigades en trois bataillons au lieu de quatre. De plus, il devient nécessaire d'envoyer un personnel de qualité inférieure dans les unités avancées, ce qui tend encore à réduire leur efficacité. Sur les cinq divisions australiennes, trois brigades seulement sont réorganisées de cette façon et, cependant, ce corps doit périodiquement faire face à une pénurie de renforts. L'organisation du corps canadien n'est pas changée, ce qui le rend bien plus puissant que n'importe quel autre corps britannique de quatre divisions.

télégraphistes du corps sont envoyés au nord, dans les Flandres; ces Canadiens se hâtent de faire constater leur présence à l'ennemi. Ce n'est que le 30 juillet que le corps canadien commence le mouvement secret qui doit le mener dans le secteur de la 4^e armée; les officiers et les hommes ignorent absolument où ils vont et ce qu'ils doivent faire. En attendant leur arrivée, on envoie un corps français vers le sud et on étend le front australien. Étant donné que les unités britanniques n'ont pas encore combattu dans cette zone, un nouveau problème, celui de créer les installations de l'arrière, s'ajoute aux nombreuses difficultés que suscitent les moyens limités de transport par camion ou par train. Les Canadiens arrivent dans la zone d'Amiens dans la nuit du 3 au 4 août, mais il reste à faire parvenir dans les dépôts avancés une très grande quantité de munitions pour l'artillerie. Dans la nuit du 6 au 7 août tout est prêt et on peut informer les troupes de l'imminence d'une grande opération.

Afin d'attirer encore plus l'attention de l'ennemi sur les Flandres, la *Royal Air Force*, qui vient d'être organisée, reçoit l'ordre d'occuper plusieurs autres aérodromes et d'accroître son activité aérienne dans cette région jusqu'au 6 août. On évite toute activité aérienne anormale au-dessus du front de la 4^e armée britannique, mais la nuit avant l'attaque plusieurs *Handley-Page*

patrouillent les airs afin de déguiser le bruit causé par les chars de combat qui se rassemblent sur la ligne de front. On fait une innovation dans la diffusion des ordres aux pilotes de la formation aérienne: en vue de permettre aux aviateurs et aux observateurs de mieux comprendre la portée des opérations et d'établir ainsi des rapports plus précis, l'officier commandant rédige un mémorandum sur les lignes générales du plan de bataille. A ce moment-là l'aviation britannique dispose de 147 avions pour les bombardements de jour, de 92 avions pour les bombardements de nuit, de 75 avions chasseurs de reconnaissance, de 376 chasseurs et de 110 avions affectés aux corps d'armée. De leur côté, les Français ont rassemblé 1,104 avions pour appuyer leur 1^{re} armée. Le gros de l'aviation allemande se trouve encore en Champagne et l'ennemi ne peut opposer que 365 avions de tous modèles aux 1,904 avions alliés.

Du côté allemand, la perspective d'une offensive alliée est envisagée avec une telle appréhension que Ludendorff estime nécessaire, quatre jours seulement avant l'attaque; de publier un ordre visant à relever le moral des troupes. De toute évidence, le commandement allemand est déjà assez inquiet de l'esprit défaitiste qui se répand parmi ses hommes pour mal interpréter ces présages de mauvais augure; les

rumeurs au sujet du vacarme des chars de combat sont qualifiées par l'état-major de "fantômes de l'imagination ou de nervosisme".

Le plan de l'offensive

Voici en quoi consiste le plan britannique. Afin d'éliminer le saillant allemand et d'atteindre l'ancienne ligne de défense à Amiens située entre cinq et sept milles de la ligne du front, les attaques doivent être lancées contre trois objectifs successifs, à savoir les défenses avancées ennemies, la zone des réserves et de l'artillerie, et enfin les emplacements fortifiés que l'on croit peu nombreux et dispersés. Comme cela a eu lieu à Cambrai*, on décide de supprimer la préparation d'artillerie, afin de réaliser une plus grande surprise mais d'avoir plutôt recours à un barrage progressif juste à l'avant de la première vague des chars de combat. Les deux tiers des

canons britanniques seront employés au tir de contre-batterie. Au même moment, la RAF doit attaquer les aérodromes allemands, afin de réduire autant que possible l'activité aérienne de l'ennemi; les avions doivent également donner un appui immédiat aux troupes qui avancent. Cependant, les jonctions de chemin de fer ne devront être attaquées qu'à la nuit tombante; en effet, on a calculé qu'il faudrait 12 heures à l'ennemi pour amener ses réserves sur les lieux du combat. A la veille de l'offensive, les troupes de première ligne de la 4^e armée britannique comprennent 13 divisions (plus trois divisions dans la réserve du grand quartier général) et un corps de cavalerie de trois divisions (également affecté à la réserve du G.Q.G.); ces troupes sont appuyées par 1,386 canons de campagne et obusiers, 684 canons lourds, 342 chars lourds, 72 chars légers et 120 chars ravitailleurs.

Le terrain qu'il faut traverser, entre l'Avre et la Somme, est un plateau mamelonné qui convient parfaitement à l'emploi des chars de combat. Devant le front français, sur l'extrême droite, le terrain est un "véritable billard", mais sur le front britannique il est parsemé de dépressions assez profondes. Quelques grands villages, entourés habituellement de vergers qui les font ressembler à des bois, pourraient également entraver l'avance. Sur la par-

*Le 20 novembre 1917 un groupe de 381 chars de combat suivi par des fantassins en nombre relativement insuffisant avance, dès les premières lueurs du jour et sans préparation d'artillerie, vers les lignes allemandes. L'ennemi ne s'attendait à rien de la sorte. Ainsi la surprise tactique réapparaît sur le front occidental, mais après une pénétration de cinq milles, les équipages survivants des chars de combat sont épuisés de fatigue et les fantassins ne peuvent plus avancer sans protection. Juste au moment où la rase campagne est en vue et où la victoire semble assurée, l'élan des assaillants faiblit; les contre-attaques allemandes ont fait de rétablir la situation. Les Britanniques apprennent ce jour-là une excellente leçon sur la meilleure façon d'utiliser les chars de combat.

tie droite du front canadien, le plateau est coupé par la vallée de la Luce. Au mois d'août, la Luce n'est en somme qu'un simple ruisseau, mais ses trous d'eau, ses marécages et ses rideaux d'arbres constituent autant d'obstacles qui peuvent ralentir l'avance des troupes. A l'extrême gauche, le plateau n'est guère plus qu'une simple élévation de terrain à sommet plat, mais ses éperons et ses échancrures le rendent impropre aux opérations de chars, là où il se prolonge en déclive vers les rivières.

Le corps canadien doit attaquer sur un front de trois divisions d'environ 7,000 verges, avec la 4^e division en réserve. La tâche la plus difficile incombe à la 3^e division, sur la droite du front; elle doit franchir la Luce dès le début de l'offensive, et, de plus, elle doit maintenir le contact avec les Français, dont l'attaque n'étant pas soutenue par les chars ne peut avoir lieu qu'après un bombardement préliminaire. La 3^e division doit attaquer son premier objectif avec deux brigades; la brigade de réserve doit ensuite attaquer le deuxième objectif. Sur ce front, la phase finale de l'attaque est confiée à la 4^e division jusque-là en réserve. La 1^{re} et la 2^e division, au centre et à gauche du front, doivent attaquer chacune avec une seule brigade et chaque phase successive de la bataille doit être menée à bonne fin par les autres brigades. Le détachement indépendant canadien, qui

comprend deux brigades de mitrailleuses montées, un bataillon de cyclistes et une section de mortiers de tranchées moyens, doit protéger le flanc droit et maintenir la liaison avec les Français. Des bataillons de chars britanniques vont diriger l'assaut dans chaque secteur divisionnaire avec l'appui des avions de la RAF.

L'attaque du corps australien, sur la gauche du front, doit être déclenchée de la même façon, mais deux de ses quatre divisions d'assaut vont avancer en même temps sur un front d'environ 7,500 verges. La 1^{re} division australienne, composée de troupes bien aguerries, est en réserve. A l'extrême gauche, le 3^e corps britannique se voit assigner la tâche restreinte d'avancer sur la même ligne que les Australiens; cette opération doit s'exécuter en deux phases.

Cette proposition vient de Haig et le plan en est établi surtout par Rawlinson, mais c'est Foch qui le premier suggère d'amplifier le projet. A une importante conférence tenue le 5 août, il décide que si l'attaque initiale réussit, on devra lancer les réserves en direction sud-est, aussi loin que possible. Pendant cette phase de l'attaque, le corps de cavalerie devra se tenir prêt à passer immédiatement à travers la première brèche. Notons que la brigade de cavalerie canadienne sert, à ce moment-là, avec la 3^e division de cavalerie; en attendant qu'on réussisse

une percée, cette division a été placée sous le commandement du corps canadien. Après la percée, la 3^e division, ainsi que la brigade de cavalerie et les chars légers qui ont été mis à la disposition du corps australien, devront retourner sous le commandement du corps de cavalerie.

La première journée de l'offensive

Quelques minutes avant l'heure H, fixée à 4 h. 20 du matin le 8 août, 430 chars britanniques démarrent des zones de rassemblement; à l'heure H, ils roulent bruyamment à travers la brume, qui les dérobe à la vue de l'ennemi. Ils sont guidés vers leurs objectifs par un groupe de fantassins et leur avance est appuyée par un barrage progressif. Derrière les chars, il y a les bataillons d'assaut en ordre dispersé suivis par les unités de brigades de réserve en formation serrées. Pendant les premières phases du combat, les pertes sont insignifiantes, car le tir de l'artillerie ennemie n'est pas très efficace et les canons allemands sont bientôt réduits au silence par notre tir de contre-batterie.

Cette avance constitue une déviation des principes jusque-là méthodiquement appliqués dans les batailles; prenant exemple sur les tactiques d'infiltration que les Allemands ont inaugurées depuis le mois de mars, les troupes et les chars avancent sans se préoccuper

de leurs flancs immédiats; quand ils ne peuvent écraser un centre de résistance trop solide, ils se contentent de le contourner. En moins d'une heure et demie, les Canadiens ont atteint leur premier objectif; après une pause dont on profite pour faire avancer les canons de campagne et faire relever les premières troupes d'assaut par les brigades de réserve de l'infanterie ramenées de l'arrière, l'avance reprend mais à une allure un peu moins rapide.

Vers 10 h. du matin, la brume s'est suffisamment dissipée pour permettre aux Allemands de faire converger le feu meurtrier de leurs mitrailleuses sur les troupes qui avancent. Le nettoyage de ces points fortifiés se fait lentement, même avec l'appui des chars de combat. Au cours des engagements précédents, il n'y a jamais eu beaucoup de coopération entre l'infanterie et les chars, mais depuis on a pris toutes les dispositions en vue de ne pas répéter les erreurs manifestes commises à Cambrai. En général, l'infanterie suit maintenant les chars d'assez près pour empêcher l'ennemi de se réorganiser.

Vers 11 h., le corps canadien a atteint son deuxième objectif et, pendant que la 4^e division et les brigades de réserve des 1^{re} et 2^e divisions, qui sont encore à l'arrière, prennent une formation de combat sur la dernière ligne de départ, la 3^e division de cavalerie et un bataillon de chars légers

s'avancent pour attaquer à travers ce qui est maintenant un terrain découvert. La brigade de cavalerie canadienne pénètre à Beaucourt, mais le bois qui se trouve au delà du village est fortement défendu par l'infanterie et l'artillerie de l'ennemi, de sorte que les Canadiens ne peuvent s'en approcher. D'une manière générale, la besogne accomplie par la cavalerie ne répond pas à l'attente des commandants. La cavalerie n'a jamais eu l'occasion de coopérer avec les chars légers; ceux-ci sont trop lents quand ils doivent avancer de front avec les cavaliers en terrain découvert, mais quand ils affrontent un tir de mitrailleuses, ils avancent trop rapidement. Les assaillants combattent bravement, mais tout comme leurs chevaux, ils constituent des cibles très faciles pour les mitrailleuses. Et c'est ainsi que la percée que devait effectuer le corps de cavalerie n'a jamais eu lieu.

Les fantassins ne sont aucunement ébranlés par la vue des chevaux sans cavalier qui reviennent dans leurs lignes; ils continuent de nettoyer les positions ennemies qui résistent encore et relèvent les quelques escadrons aux abois qui se trouvent sur le dernier objectif. Sauf sur leur droite, les Canadiens ont atteint tous leurs objectifs et les Australiens ont réussi à en faire autant après des combats très acharnés. Les Français sont à environ un mille en arrière sur l'extrême droite, tandis que le 3^e corps britanni-

que ne réussit à atteindre que le premier de ses deux objectifs.

La même brume qui a favorisé l'avance de l'infanterie et des chars de combat a empêché les avions de survoler le champ de bataille avant la fin de la matinée. Toutefois, dès que la visibilité redevient normale, les avions commencent à effectuer des sorties d'appui immédiat; ils volent presque à la hauteur des arbres, mitraillent les réserves de l'ennemi et harcèlent continuellement tous ses mouvements vers l'avant. On établit des écrans de fumée sur le front des deux corps et les avions de reconnaissance lancent des fusées éclairantes afin de guider l'infanterie et les chars de combat sur les emplacements fortifiés de l'ennemi. Malheureusement en dépit des 205 sorties de bombardement qu'on a effectuées et des 12 tonnes de bombes de 25 liv. qu'on a lancées, les ponts de la Somme sont encore intacts, ce qui permet à un certain nombre de nouvelles divisions allemandes de se rendre rapidement sur le front. De plus, les avions alliés n'ont pu bombarder les aérodromes ennemis plutôt; par conséquent, l'aviation ennemie, numériquement inférieure, s'en sert pour réapprovisionner les appareils qu'elle a fait venir à la hâte des champs d'aviation plus éloignés. La fameuse escadrille Richthofen, commandée maintenant par le capitaine Hermann Goering, est en mesure de rester presque continuellement en action,

jusqu'au moment où le nombre de ses avions est réduit de 50 à 11. La RAF perd 97 avions sur les 700 environ qu'elle a engagés dans le combat, sans réussir toutefois à détruire les ponts sur la Somme.

Sur le front terrestre le succès est complet. La pénétration de six à huit milles a éliminé le saillant ennemi et presque toute la garnison dans ce secteur du front; les pertes allemandes dépassent 27,000 hommes, dont environ 16,000 prisonniers. Plus de 440 canons et de grandes quantités de matériel ont été enlevés à l'ennemi; d'autre part, nos propres pertes sont les plus légères qu'on ait encore éprouvées lors d'une grande attaque sur le front britannique. Ce qui est bien plus important, cependant, c'est que cette victoire alliée porte au moral du commandement suprême allemand un coup dont il ne pourra jamais se remettre. En effet, Ludendorff a affirmé plus tard que le 8 août a été la "journée noire" de l'Armée allemande.

Les dernières phases de l'offensive

N'oublions pas qu'au même moment où Foch et Haig lancent la première d'une série d'offensives à objectifs limités, Londres et Paris préparent activement une grande campagne pour l'année 1919. Voici ce que le général sir Arthur Currie écrit, quelques années plus tard, à propos de la bataille d'Amiens:

Le succès des Australiens et des Canadiens au cours de la journée du 8 août a été tellement surprenant que, d'après mon opinion, le G.Q.G. a été pris au dépourvu et ne sait pas exactement que faire.

Des officiers supérieurs de l'état-major sont accourus pour me demander quelles étaient, à mon avis, les mesures à prendre. Ils ne m'ont pas caché que le succès avait dépassé toutes leurs espérances et que personne ne semblait savoir exactement que faire. Je leur ai répondu à la façon des Canadiens. "Tout semble marcher à souhait; eh bien, continuons."

Ce n'est que quelques instants avant minuit, cependant, que le général Rawlinson demande à ses trois commandants de corps de continuer l'avance le lendemain. A ce moment-là, il semble que rien ne puisse empêcher les troupes alliées d'atteindre la ligne générale Royal Chaumes, Bray-sur-Somme, Dernancourt, étant donné que la prochaine ligne de défense organisée de l'ennemi n'est autre que l'ancienne position Hindenburg.

Mais avant la fin de la première journée de combat, les Allemands ont réussi à amener six divisions de renforts sur les lieux et chaque heure des troupes fraîches arrivent au front. Le seul objectif canadien (sur la droite) qui n'a pas été atteint le jour précédent est occupé le 9 par une brigade de la 4 division canadienne; cependant, à cause de toute une série de contretemps décevants, l'attaque du corps principal ne commence qu'à midi. Ce retard ralentit l'avance des Australiens sur la gauche et, ce qui est pis, seulement

145 chars britanniques sont encore en état de fonctionner. Voici ce que rapporte un compte rendu britannique officiel:

Pendant toute la journée tes combats terrestres sont très incohérentes. Les attaques des diverses divisions et brigades commencent à des heures différentes et dans des conditions différentes. Quelques-unes de ces attaques sont appuyées par l'artillerie, d'autres par les chars de combat et d'autres enfin sont lancées par l'infanterie sans aucun appui. La défense allemande est également inégale et aucune tentative sérieuse de contre attaque n'a lieu. Il en est résulté que notre avance n'a été que de trois milles, c'est-à-dire la moitié du chemin qui conduit à Roye-Chaulnes.

La RAF multiplie, mais en vain, ses tentatives de détruire les ponts de la Somme.

Pendant les deux jours suivants, les combats se livrent dans les mêmes conditions. Les troupes sont très fatiguées, mais elles atteignent enfin les défenses étendues de la région où, deux années auparavant, avait lieu la grande bataille de la Somme. Les renforts allemands représentent en tout 13 divisions, c'est-à-dire des effectifs égaux à ceux de l'assaillant; de plus, l'ennemi peut combattre à l'abri de défenses bien organisées, tandis que, comme à Cambrai, l'Armée britannique a épuisé ses réserves locales. Le nombre de chars de combat qui peuvent encore servir est insignifiant. Avec l'approbation de sir Douglas Haig, on contremande l'attaque prévue pour le 12 août. On avait décidé de continuer l'assaut général le 14 ou le 15 août et le gé-

néral Foch lui-même croyait qu'il aurait été encore possible de remporter de grands succès. Cependant, les commandants qui se trouvent sur les lieux sont d'un avis contraire; d'après eux, il est évident que toute nouvelle avance occasionnera de lourdes pertes. Le général Currie juge qu'il n'y a aucune raison de reprendre l'attaque. Haig insiste auprès de Foch pour faire cesser l'offensive; le généralissime français consent, mais d'assez mauvaise grâce. Quoique moins spectaculaire que celle du 8 août, l'avance des trois derniers jours a permis aux troupes alliées de pénétrer 12 milles à l'intérieur des lignes allemandes. Les pertes de la 4^e armée pour les quatre jours ne s'élèvent qu'à 22,202 (tués, blessés et disparus)*, dont 9,074 Canadiens, tandis qu'on estime les pertes allemandes à plus de 75,000. Avant la fin du même mois, Foch frappe de durs coups en d'autres points du front; la retraite allemande est main, tenant générale et se poursuit sans arrêt. A l'automne, le haut commandement allemand demande l'arrêt des hostilités.

Commentaires

Plus tard, les Allemands ont essayé d'attribuer leur défaite à Amiens à l'action massive des chars

**Les pertes des Français, cependant, s'élèvent à 24,232 (tués, blessés et disparus); leur avance n'a pas été très importante et elle avait été ordonnée surtout en vue de garder la même ligne que les Canadiens.*

de combat, mais comme les lecteurs l'ont déjà compris, la victoire a été remportée avant tout par l'infanterie; il est vrai, par ailleurs, que les fantassins ont été appuyés de la meilleure façon possible par l'artillerie, les blindés et l'aviation.

Le plan pour la bataille d'Amiens a grandement bénéficié de l'expérience acquise à Cambrai en 1917; il représente le retour à une conception stratégique et tactique bien différente et plus imaginative que celle qu'on a suivie pendant si longtemps sur le front occidental. Les plans de bataille basés sur les puissants bombardements par l'artillerie nous faisaient gagner très peu de terrain et nous coûtaient très cher; on les remplace dès lors par des tentatives intelligentes de profiter de toutes les possibilités que de nouvelles armes très puissantes nous offrent. Mais ce qui est vraiment digne de mention dans le plan pour la bataille d'Amiens, c'est la façon magistrale avec laquelle on a appliqué cet ancien principe de guerre, la surprise; ce même vieux principe qui a permis de gagner tant de batailles dans le passé a été complètement négligé dans les combats de la Somme et de Passchendaele. C'est principalement grâce à une ruse bien conçue et à l'absence de tout bombardement préliminaire d'artillerie remplacée dans une certaine mesure par les chars de combat, que nous avons pu remporter la victoire d'Amiens.

Dans cette bataille, les autres principes de la guerre n'ont pas été, dans leur ensemble, aussi intelligemment appliqués. Il est évident qu'en ce qui concerne *le choix et le maintien de l'objectif* il y a beaucoup à redire; le haut commandement n'a certainement pas prévu la possibilité d'un aussi grand succès et il n'a pris aucune mesure en vue de donner aux troupes ce degré de *souplesse* qui aurait permis une plus grande exploitation de la victoire; mais cela n'a rien de surprenant quand on songe à la situation générale sur le front Ouest. En vérité ce sont les Allemands qui, en cette occasion, tirent tout le profit possible de ce principe; en effet, ils conduisent leurs opérations avec bien plus de souplesse que nous et en dépit du fait qu'ils ont été surpris, ils réagissent rapidement, renforcent leur front à temps et évitent ainsi une percée complète de leurs lignes.

Une fois de plus, c'est grâce à la surprise que la 4^e armée est en mesure de mettre en pratique le principe de la *concentration*, en massant des effectifs supérieurs à ceux de l'ennemi au moment et à l'endroit décisifs. De même, la surprise ainsi réalisée augmente les effets du coup que la bataille a porté au moral allemand et élève considérablement celui de nos propres troupes; ces effets se feront puissamment sentir dans les dernières phases de la campagne.

Malgré le manque de cohésion dans l'action combinée de la cavalerie et des chars de combat, la bataille d'Amiens est un exemple frappant de la *coopération* entre l'infanterie, les chars et l'artillerie, et aussi entre les forces de terre et les forces de l'air. Et, enfin, la victoire est remportée, comme toujours, grâce à une *administration* efficace. Le déplacement rapide, secret et ordonné du corps canadien à travers les lignes de communication de deux armées, ainsi que l'accumulation en toute hâte sur les lignes avancées d'immenses quantités de munitions et de matériel, doivent être considérés comme les préliminaires essentiels d'une bataille qui a marqué le point décisif de la guerre.

L'utilisation d'un nouvel engin de

guerre - - l'avion - - mérite une mention particulière. L'appui immédiat que la RAF fournit aux troupes terrestres constitue l'une des caractéristiques les plus importantes de la bataille. De plus, par suite des incessants combats aériens, l'aviation allemande subit des pertes qu'elle ne peut remplacer. Cependant, l'aviation alliée ne réussit pas à empêcher l'arrivée des renforts allemands et ceux-ci arrêtent notre avance. Si le champ de bataille avait pu être isolé, écrit l'historien officiel de la RAF, la victoire aurait été bien plus grande. Ce n'est que pendant les dernières phases de la deuxième guerre mondiale, cependant, que les forces aériennes stratégiques et tactiques ont pu complètement réussir ce qu'on est convenu d'appeler "l'interdiction".

LIVRES SUR LA BATAILLE D'AMIENS

Bean, C.E.W., *The Australian Imperial Force in France during the Allied Offensive, 1918 (Official History of Australia in the War of 1914-1918, Vol. VI, Sydney, 1942).*

Chaballe, Joseph, *Histoire du 22^e Bataillon canadien-français* (Québec, 1952).

Doille, M., *La Bataille de Montdidier* (Paris, 1923).

Edmonds, Sir James E., (éd.), *Military Operations, France and Belgium, 1918, vol. IV, 8th August 26th September, The Franco-British Offensive* (Londres, 1947) (Histoire de la Grande Guerre, basée sur les documents officiels).

Jones, H.A., *The War in the Air: Being the Story of the Part Played in the Great War by the Royal Air Force, Vol. VI* (Londres, 1937).

Lucas, Sir Charles, (éd.), *The Empire at War, Vol. II* (Londres, 1923) (renferme une longue partie par le professeur F.H. Underhill, intitulée "The Canadian Forces in the War").

Nicholson, G.W.L., *Le Corps expéditionnaire canadien, 1914-1919* (Ottawa, 1964).*

Urquhart, Hugh M., *Arthur Currie, The Biography of a Great Canadian* (Toronto, 1950).

Worthington, Larry, *Amid the Guns Below: The Story of the Canadian Corps, 1914-1918* (Toronto, 1965).

Report of the Ministry, Overseas Military Forces of Canada, 1918 (Londres, s.d.) (renferme le "Interim Report on the Operations of the Canadian Corps during the year 1918" du lt-gén. Sir Arthur Currie).

* Les histoires officielles canadiennes sont disponibles en français et en anglais.

LA CONQUÊTE DE LA SICILE

1943

Le 10 juillet 1943, aux premières heures du matin, les troupes de deux armées alliées commencent à débarquer en diverses plages du coin sud-est de la Sicile. La conquête de l'île est heureusement terminée 38 jours plus tard, lorsque la dernière garnison allemande traverse le détroit de Messine afin de se réfugier sur le continent italien. Cette campagne, au cours de laquelle les forces canadiennes jouent un rôle assez important, est le premier grand coup porté à ce qu'il était convenu d'appeler "la partie la plus vulnérable de l'axe Rome-Berlin; elle fournit aux Alliés un excellent tremplin pour les opérations contre l'Europe hitlérienne.

La campagne de Sicile peut intéresser le soldat à plusieurs égards. L'assaut comporte des opérations amphibies sur une très grande échelle; les combats qui ont lieu après les débarquements comportent, d'un côté, une avance difficile en territoire montagneux et facile à défendre, et de l'autre côté, une action retardatrice contre des forces supérieures.

Le plan d'invasion

La décision d'attaquer la Sicile est prise à la conférence de Casablanca, en

janvier 1943. On fixe la date du débarquement à la période de pleine lune du mois de juillet et on donne à cette opération le nom en code de Husky. Le général sir H. R. L. C. Alexander assume la direction des opérations sous le commandement suprême du général Dwight D. Eisenhower, il est chargé de la préparation détaillée du plan d'invasion et de son exécution.

Un personnel spécial s'attelle immédiatement à la tâche de préparer les plans, mais les combats en Tunisie continuent à retenir, jusqu'à la moitié du mois de mai, toute l'attention des deux grands chefs, ainsi que celle des deux commandants d'armées qui ont été désignés pour l'invasion, à savoir le général sir Bernard Montgomery et le lieutenant-général George S. Patton fils. Il en résulte que les premières lignes générales du plan préparé par les experts ne sont pas entièrement approuvées par ceux qui ont accepté la lourde tâche de l'exécuter. Ce plan envisage un assaut séparé de la 7^e armée américaine près de Palerme, dans le nord-ouest de l'île, et un autre assaut de la 8^e armée britannique près de Catane sur la côte est. La principale objection qui est sou-

levée a trait à la grande dispersion des débarquements. En fin de compte, le plan est entièrement refait sur la base du "principe stratégique de la concentration des forces dans la zone vitale". On décommande les débarquements au nord-ouest de l'île et on affecte tout le groupement stratégique américain à l'assaut de la côte sud-est; on le place sur la gauche de la 8^e armée britannique.

Le plan finalement adopté satisfait à trois exigences principales: les débarquements vont avoir lieu sur des plages qui peuvent être protégées par les forces aériennes de Tunisie et de Malte; l'un des premiers objectifs à atteindre est le grand port de Catane, bien qu'il faille satisfaire les premières exigences administratives en ayant recours aux ports de moindre importance et au ravitaillement par les plages, surtout dans le secteur américain; les aérodromes dans le sud-est de la Sicile seront rapidement occupés, afin que les navires qui se trouvent au large de l'île soient efficacement protégés et aussi en vue de faciliter les prochaines opérations offensives.

La zone de l'assaut s'étend sur plus de 100 milles autour du cap Passero, à l'extrémité sud-est de l'île; elle comprend le port de Syracuse, à droite, et celui, plus petit, de Licata, à gauche. Après une série d'opérations préparatoires de la Marine et de l'Aviation en vue de neu-

traliser toutes les tentatives d'interventions de la flotte ennemie et nous assurer la maîtrise de l'air, les deux groupements stratégiques doivent lancer, avant l'aube, plusieurs assauts amphibies. Ces assauts seront appuyés par les débarquements de troupes aéroportées; ils ont pour objet l'occupation de Syracuse, de Licata et des bases aériennes avoisinantes; ils doivent assurer l'établissement d'une zone de logement forte et sûre pour les opérations ultérieures contre les ports d'Augusta et de Catane et contre le groupe important d'aérodromes situés près de Gerbini dans la plaine de Catane. La réussite de cette première phase du plan doit frayer la voie à l'occupation de l'île.

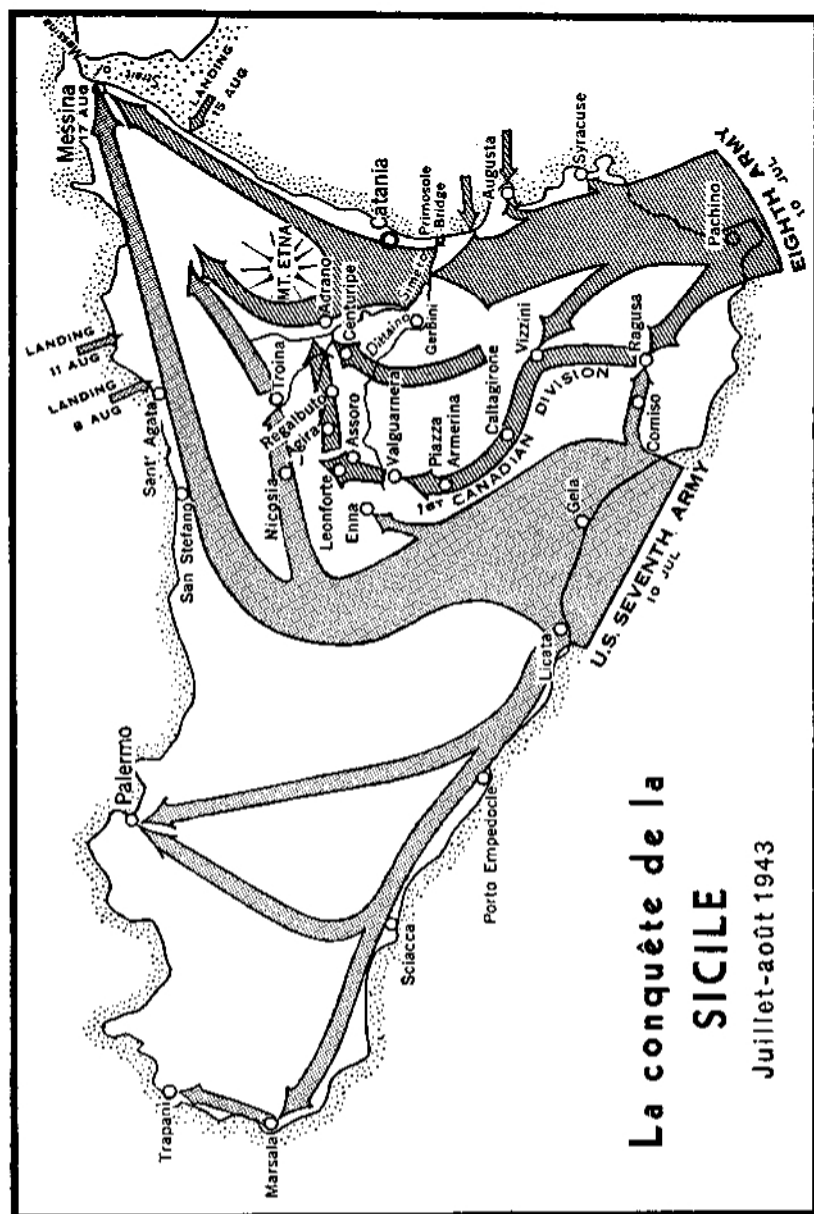
L'évaluation que les Alliés ont faite des effectifs axistes en Sicile est substantiellement exacte. De fait, au moment de l'invasion il y a en Sicile deux divisions de campagne allemandes, quatre divisions de campagne italiennes et cinq ou six divisions côtières italiennes; toutes ces troupes sont sous le commandement du Q.G. de la 6^e armée italienne, situé à Enna, c'est-à-dire au centre de l'île. Les forces italiennes, surtout celles des divisions côtières, sont composées de troupes de qualité inférieure; elles sont certainement très inférieures aux troupes aguerries qui forment les deux divisions allemandes - la division blindée *Hermann Goering* et la 15^e division cuirassée de grenadiers. Le matin du

10 juillet, le gros de la division *Hermann Goering* est à Caltagirone, à mi-chemin entre Augusta et Licata; avec deux formations italiennes de campagne - la 4^e division (Livorno) et la 54^e division (Napoli) elle forme la réserve mobile qui doit contre-attaquer après le choc entre les forces côtières et les envahisseurs. La 15^e division cuirassée de grenadiers a été envoyée quelques jours plus tôt à l'extrémité ouest de file, en vue de repousser un assaut éventuel contre Palerme.

Contre cette garnison les Alliés vont employer neuf divisions (dont deux aéroportées), une brigade indépendante et quelques unités de commandos. En vue d'exécuter les tâches assignées à la 8^e armée, le général Montgomery décide de préparer cinq débarquements simultanés, avec le 13^e Corps d'armée (les 5^e et 50^e divisions) sur le flanc droit et le 30^e corps d'armée (la 1^{re} division canadienne, la 51^e division (*Highland*) et la 231^e brigade (maltaise)) sur le flanc gauche, des deux côtés de la péninsule de Pachino. Le principal assaut au nord doit être précédé par le parachutage d'un groupe de brigade de la 1^{re} division aéroportée à l'ouest de Syracuse et un débarquement de commandos au sud de ce même port; l'objectif commun de ces-deux groupes est d'occuper certaines routes et d'enlever à l'ennemi les batteries côtières qui défendent le port. Après cette

première phase de l'assaut, le 13^e corps d'armée doit avancer au nord, après avoir traversé le Simeto, et occupé Catane. Sur le flanc gauche, le général Patton doit occuper la ville de Géla, sur le golfe du même nom, et le groupe d'aérodromes à Comiso; il dispose à cette fin du 2^e corps d'armée américain (les 1^{re} et 45^e divisions); la 3^e division, renforcée par des éléments de la 2^e division blindée, doit débarquer plus à l'ouest afin d'occuper le port de Licata et ses aérodromes. Dès que la zone du logement sera fortement tenue, le rôle de la 7^e armée consistera à protéger le flanc gauche de la 8^e armée.

A mesure que le jour "J" approche, les troupes d'invasion arrivent de plus en plus nombreuses à la zone de ralliement située au sud de Malte. La coordination des mouvements est excellente. Les formations britanniques de la 8^e armée viennent du Moyen-Orient et de la Tripolitaine; la 1^{re} division canadienne arrive directement par mer du Royaume-Uni; les divisions d'assaut américaines s'embarquent dans les ports algériens et tunisiens. Le soir du 9 juillet, plus de 3,000 navires marchands et navires de guerre sont assemblés et prêts à mettre le cap vers la Sicile. Les forces aériennes alliées ont fait un excellent travail: pendant sept semaines elles ont porté des coups très durs aux aérodromes siciliens, dont plusieurs ne



peuvent plus être utilisés; la moitié des avions ennemis ont été obligés de se réfugier, dans les aérodromes situés sur le continent italien.

L'assaut, 10 juillet 1943

A mesure que la nuit tombe, la 1^{re} brigade de la 1^{re} division aéroportée britannique et les parachutistes américains de la 82^e division aéroportée - - en tout 5,000 hommes - - quittent les aérodromes tunisiens pour la Sicile. A cause de leur trop grande dispersion, le succès de leur mission n'est que partiel. Une tempête s'est élevée et tout semble indiquer qu'il sera nécessaire de différer l'assaut, mais plus tard dans la soirée le vent tombe, et les premiers débarquements ont lieu peu après minuit; ils sont protégés par le tir de l'artillerie navale. Le succès est complet dans tous les secteurs. Les Italiens sont pris tout à fait à l'improviste, et leurs batteries côtières n'offrent presque aucune résistance; à la fin du jour "J", les Alliés se sont emparés de tous les premiers objectifs.

La 1^{re} division canadienne du major-général G. G. Simonds lance son assaut avec les 1^{re} et 2^e brigades d'infanterie sur une étendue de tête de cinq milles à l'ouest de l'extrémité de la péninsule de Pachino, alors que plus à l'ouest une brigade du service spécial comprenant deux commandos des *Royal Marines*, qui relèvent également du général Simonds, exécute des débarquements simultanés à l'ex-

trême gauche du front de la 8^e armée. La 1^{re} brigade ne rencontre qu'une faible résistance et s'empare rapidement d'une batterie côtière italienne, puis de l'aérodrome de Pachino, déjà déserté par l'ennemi; sur le flanc gauche, la 2^e brigade rejoint les commandos et avance de trois ou quatre milles à l'intérieur de l'île. Les pertes canadiennes au cours des premières 24 heures de l'invasion sont presque insignifiantes.

Aucune des deux armées n'a encore rencontré d'Allemands. Sur la côte est, le 13^e corps d'armée commandé par le lieutenant-général Miles C. Dempsey a fait des progrès rapides au cours de la matinée et à 9 h. du soir la 5^e division a atteint et occupé Syracuse. Le port n'a pas été endommagé. Sur le front droit des Canadiens, les autres formations du 30^e corps d'armée commandé par le lieutenant-général sir Oliver Leesela - - 51^e division et la brigade maltaise - - ont occupé Pachino et la moitié orientale de la péninsule. Les divisions d'assaut de la 7^e armée américaine ont débarqué dans des conditions plus difficiles sur les plages plus exposées de l'ouest; ils ont repoussé quelques attaques aériennes de l'ennemi et à la nuit tombante, ils tiennent fermement les têtes de plages établies près de Licata et de Géla.

Consolidation de la tête de pont

Pendant les trois jours qui suivent l'établissement de la zone du loge-

ment prévue par le plan d'invasion final du général Alexander va bon train. Le 11 juillet, le 13^e corps d'armée quitte sa tête de plage, où il est remplacé par le 30^e corps d'armée, pour avancer au nord en direction d'Augusta; cette ville est occupée le 13 juillet par la 5^e division. Le 30^e corps d'armée avance sur deux axes en direction du plateau accidenté qui, à partir de Caltagirone, couvre la plus grande partie du coin sudest de l'île. La 51^e division atteint Vizzini le 13. Dans leur avance à gauche du corps d'armée, les Canadiens constatent que les bombardements aériens et navals des Alliés ont complètement brisé la résistance des villes situées près de la côte. Le matin du 12, ils établissent le contact avec la 45^e division américaine à Raguse.

Entre temps, les forces du général Patton, à la gauche du front allié, ont occupé une tête de plage continue qui s'étend à un point situé à 20 milles à l'ouest de Licata; elles utilisent les aérodromes qui se trouvent près de la côte et s'apprêtent à étendre en profondeur le territoire occupé, de façon à mieux protéger le flanc gauche de la Se armée. Les Américains ont été les premiers à se heurter aux Allemands. Le 11 juillet, leur 1^{re} division, soutenue par le tir de l'artillerie navale, a repoussé trois violentes contre-attaques qu'un groupe mixte de combat de la division Hermann Goering appuyé de 60

chars a lancées dans le secteur de Géla.

Le général Alexander prévoyait qu'après avoir occupé et consolidé une base d'opérations sur une ligne allant de Catane à Licata, ses forces devraient avancer en vue de "diviser l'île en deux". La première mesure dans ce sens serait l'occupation du groupe central des embranchements de routes qui se trouvent aux environs d'Enna; l'avance vers la côte nord devait ensuite être hâtée, afin de couper complètement les communications entre l'est et l'ouest de l'île. L'occupation des centres routiers était d'une grande importance tactique, car les mouvements de troupes hors des routes et des sentiers étaient très difficiles et même impossibles dans des terrains aussi accidentés que ceux de l'île. La faible résistance que l'ennemi oppose aux troupes du général Montgomery au cours des premiers jours de la campagne permet à ce dernier d'exécuter une partie de ce plan avant l'occupation de Catane. Le 12 juillet, il ordonne à Leese d'avancer sur Caltagirone et Enna, et ensuite sur Leonforte, important embranchement de routes situé sur la route principale qui va de Catane à Palerme; le 13^e corps d'armée doit continuer son avance vers le nord en longeant la côte.

L'attaque lancée à partir du flanc droit de l'armée rencontre une forte résistance. Dans la nuit du 13 au 14

juillet, des commandos débarquent dans le golfe de Catane et s'emparent d'un pont sur la grande route qui va de Syracuse à Catane; plus au nord, la 1^{re} brigade de parachutistes (de la 1^{re} division aéroportée) atterrit à l'embouchure du Simeto et s'empare du pont de Primosole, à six milles au sud de Catane. Les deux ponts sont tenus jusqu'à l'arrivée des troupes de renfort, et le 16, après des combats très durs, on établit une petite tête de plage au nord du Simeto. Toutes les tentatives de la 50^e division en vue d'avancer à travers les troupes ennemies échouent; il est évident que les Allemands ont décidé de s'opposer aussi longtemps que possible à la prise de Catane et des aérodromes de Gerbini.

L'avance des Canadiens dans les collines

Dans la soirée du 15, alors que certains indices font croire à une impasse dans la région du Simeto, le commandant d'armée écrit au général Leese qu'en raison du ralentissement des opérations sur la droite, il serait opportun "d'assener un fort coup avec notre gauche" et d'ordonner aux Canadiens d'avancer à toute vitesse vers Caltagirone, Enna et Leonforte. Les Canadiens ont déjà repris leur avance après un repos de 36 heures, ordonné par le général Montgomery. Le 15 juillet, la 1^{re} brigade canadienne passe à travers la 51^e division à Vizzini, afin de

conduire l'attaque sur le flanc gauche du corps d'armée. L'axe d'avance des Canadiens est la grande route Syracuse Vizzini-Enna; la section qui passe à travers Caltagirone se trouve dans la zone de la tête de plage de la 7^e armée. La délimitation des zones d'action est donc modifiée, afin de donner au général Montgomery l'usage exclusif de la route; l'axe d'avance des Américains est déplacée nettement à l'ouest.

À partir de Vizzini la route pavée passe, en direction nord-ouest, à travers le plateau; au delà de Caltagirone elle traverse la chaîne irrégulière de collines qui, à partir de la barrière de montagnes du nord, conduit vers le centre de la Sicile. Depuis les premiers temps de l'histoire tumultueuse de la Sicile, ses habitants ont été obligés de bâtir leurs villes et leurs villages en des points qui pouvaient être facilement défendus, en général sur des hauteurs dominantes. Les routes principales passent habituellement à travers ces hauteurs et la tâche des Canadiens est, par conséquent, des plus ardues; ils doivent déloger les Allemands de toute une série de positions naturellement favorables à la défense.

L'ennemi se rend très bien compte de l'importance qu'il y a à retarder autant que possible l'avance des canadiens à travers les collines. Le feld-maréchal Albert Kesselring,

commandant en chef de toutes les forces allemandes aériennes et terrestres en Italie, dirige lui-même les opérations axistes en Sicile. Il a une double tâche à accomplir; afin de garder ouverte sa route de retraite vers la terre ferme, il doit empêcher les Alliés d'atteindre Catane et d'avancer vers le détroit de Messine; il doit en même temps protéger ses communications en Sicile centrale, afin de rendre possible l'évacuation de ses troupes du côté ouest. Il décide d'utiliser la zone Catane-Enna comme pivot d'un repli vers le coin nord-est de l'île. Le gros de la division *Hermann Goering* reçoit l'ordre de reculer jusqu'à la rive nord du Dittaino, affluent important du Simeta qui traverse la plaine de Catane au sud des aérodromes de Gerbini. L'arrière-garde allemande qui se trouve le long de l'axe d'avance des Canadiens doit remplir deux missions très importantes: protéger le flanc droit découvert de la division *Hermann Goering* et garder libre une route pour le passage de la 15^e division cuirassée de grenadiers qui vient de l'ouest.

La première rencontre des Canadiens avec les Allemands a lieu le 15 juillet, à dix milles au delà de Vizzini. Une colonne mobile composée de blindés et de fantassins de la 1^{re} brigade est surprise par des détachements de blindés et d'artillerie de la division *Hermann Goering*. Ces détachements se trouvent dans

un village perché au sommet d'une colline. Après un engagement de trois heures l'ennemi se retire; il a mis 25 hommes hors de combat et il a atteint son but en retardant l'avance de troupes très supérieures en nombre. A partir de ce moment, les Canadiens rencontrent une résistance de plus en plus acharnée. Les actions retardatrices lancées par l'arrière-garde allemande à partir d'excellentes positions défensives, ainsi que les démolitions ingénieuses effectuées par les sapeurs allemands le long des routes étroites et tortueuses des montagnes retardent considérablement l'avance des Canadiens. Ce n'est qu'au bout d'une semaine que la 1^{re} division réussit à occuper Leonforte, située à 70 milles de Vizzini.

Le 16, le général Simonds envoie de Caltagirone, qui a été occupée sans opposition après quelques attaques aériennes destructives, les 3 bataillons de la 2^e brigade. Les hommes sont transportés en véhicules; ils sont appuyés par un régiment de la brigade de chars de la 1^{re} armée et par deux régiments d'artillerie de campagne, dont un est composé d'autocanons. En traversant un défilé à trois milles au sud de Piazza Armerina, le bataillon de tête et l'escadron de chars qui l'accompagne sont soumis à un violent tir de mitrailleuses et de pièces antichars; le tir vient des collines environnantes. Gênée par l'interruption de ses

transmissions par TSF, l'infanterie se fraye un chemin à travers les versants escarpés des collines et après un combat violent, elle force les défenseurs (un bataillon de la 150 division cuirassée de grenadiers) à abandonner les sommets. Ce n'est que le lendemain matin, le 17, que Piazza Armerina est enfin occupée et l'avance reprend à midi.

Pour son prochain centre de résistance, l'ennemi choisit un embranchement de routes étroitement enserré entre de hautes collines; cette excellente position défensive est située à huit milles au nord de Piazza Armerina. A cet endroit, un chemin vicinal s'embranchement sur la route principale qui va d'Enna à Valguarnera; cette ville est perchée au sommet d'une colline qui domine la vallée du Dittaino et la partie ouest de la plaine de Catane. Dès que le général Simonds constate la présence des Allemands dans ce défilé, il ordonne une attaque en force sur un front de deux brigades; la 3^e brigade doit s'emparer de l'embranchement de routes et avancer rapidement vers Enna, tandis que la 1^{re} brigade doit percer à travers les collines et occuper Valguarnera. Grâce à un violent tir de mortiers, les Allemands parviennent à repousser une attaque de nuit contre la route principale, mais ils sont finalement délogés de leurs positions, dans l'après-midi du 18, par une poussée contre leur flanc droit; cet

assaut est appuyé par le tir de quatre régiments d'artillerie. Dans l'intervalle, deux bataillons de la 1^{re} brigade se sont frayé un chemin, à l'aube de 18, à travers un enchevêtrement de ravins et de collines jusqu'à la crête d'une chaîne de montagnes qui domine les chemins à pente raide conduisant à Valguarnera. Les compagnies doivent avancer séparément à cause du terrain difficile et l'inter ruption des communications ne leur permet pas d'être soutenues par l'artillerie. Dans ces circonstances, il est impossible de coordonner l'effort des deux bataillons contre la ville, et les attaques héroïques lancées à l'échelle d'une ou deux compagnies sont repoussées par les contre-attaques et le tir efficace des Allemands. Il est déjà tard dans la journée quand l'autre bataillon arrive avec son artillerie de soutien en vue de terminer la tâche de la brigade; l'ennemi commence à évacuer Valguarnera. Les combats ont duré 24 heures; ils ont été les plus rudes et les plus importants de ceux que la division a livrés jusqu'ici, et les deux adversaires ont subi de lourdes pertes.

L'occupation d'Enna est confiée au 2^e corps d'armée américain. Le matin du 19, la 2^e brigade canadienne avance au nord de Valguarnera et se dirige vers Leonforte. Au cours de la journée, le général Simonds annonce les nouveaux objectifs de la division; par suite de la

résistance déterminée de l'ennemi, près de la côte, la 50^e division abandonne temporairement sa poussée vers Catane pour augmenter la pression plus à l'ouest. Le général Montgomery ordonne aux 5^e et 51^e divisions, sur le flanc intérieur des deux corps, d'attaquer au centre vers les limites nord de la plaine; les Canadiens reçoivent l'ordre de tourner à l'est de Leonforte et d'avancer vers Adrano, située à l'extrémité sud-ouest du mont Etna. Le général Patton, dont les forces n'ont rencontré qu'une faible résistance dans la partie ouest de la Sicile, reçoit du général Alexander l'ordre de lancer une attaque à double pointe, c'est-à-dire le long de la côte nord et le long de la route intérieure à travers Nicosia.

Le général Simonds élargit maintenant son front de manière à pouvoir employer deux brigades pour attaquer simultanément Leonforte et Assoro; l'assaut contre Assoro, située à deux milles à l'est, a pour but de couper la grande route à l'est de Leonforte. En même temps Simonds ordonne à la 231^e brigade, qui est maintenant sur son flanc droit et sous commandement, d'avancer vers le nord à travers la vallée du Dittaino; cette avance doit menacer Agira, qui va devenir l'objectif d'une attaque effectuée par toute la division.

Perchée près du sommet d'une colline de 2,900 pieds, Assoro est occupée après une attaque surprise lancée par un bataillon de la 1^{re} bri-

gade; après une marche de nuit à travers la campagne, le bataillon a réussi à escalader le côté dangereusement escarpé de la montagne et à surprendre les Allemands. La 2^e brigade attaque Leonforte de front, et encore une fois l'ennemi est surpris par nos tactiques. La démolition du pont qui continue la route principale au-dessus d'un profond ravin au sud de la ville semble immuniser l'ennemi contre les attaques de nos blindés. Plus tard, les compagnies du 21^e bataillon d'infanterie, appuyées par un tir intense de l'artillerie, se frayent un chemin, à pied jusqu'à Leonforte; entre-temps les sapeurs refont le pont, qui n'a que 50 pieds de longueur. Un terrible combat de rues a lieu entre Allemands et Canadiens; ces derniers sont bientôt coupés de leurs communications et de tout soutien extérieur, mais les sapeurs continuent leur travail héroïque sous le feu de l'ennemi, et la construction de pont est achevée au cours de la nuit. À l'aube, une "colonne volante" de fantassins appuyée par des chars et des canons antichars fait irruption dans la ville. Les combats de rues sont plus féroces que jamais, mais vers le milieu de l'après-midi l'ennemi est chassé de la ville. Ses efforts déterminés en vue de tenir la ligne Leonforte-Assoro dénotent un changement de tactique de la part de son arrière-garde; au lieu d'employer sa première méthode d'ac-

tions retardatrices et retraites successives, elle défend à tout prix et avec des forces plus importantes les positions qu'elle détient. Les Canadiens doivent maintenant venir à bout d'une résistance de plus en plus opiniâtre.

La 8^e armée change de plan

Pendant les premiers jours de l'invasion, la garnison allemande en Sicile a été renforcée par deux régiments de la 1^{re} division de parachutistes. Le Q.G. du 14^e corps d'armée blindé arrive le 16 juillet en vue d'assumer le commandement des opérations et la 29^e division cuirassée de grenadiers commence à avancer à partir de la terre ferme. Le commandant du corps d'armée est le général Hans Hube; ses instructions viennent directement du Q.G. de Hitler. Il doit "livrer des combats retardateurs et gagner le temps nécessaire à la stabilisation de la situation en Italie". Hube agit promptement et avec adresse; afin d'assurer ses communications avec la terre ferme, il organise la défense du détroit de Messine et confie la tâche de défendre ce passage à un officier des plus habiles. En vue de contre-carrer la menace américaine sur son flanc droit, car la 7^e armée a occupé Palerme le 22 et s'apprête à avancer vers l'est le long de la côte nord, Hube place la 29^e division cuirassée de grenadiers entre la 15^e division cuirassée de grenadiers et la côte

nord, établissant ainsi une ligne de défense continue à travers le nord-est de la Sicile, de Catane à San Stefano.

Le 21 juillet, le général Montgomery constate que la prise de Catane par une attaque de front entraînerait de très grandes pertes; il ordonne à toutes les formations de la 8^e armée, à l'exception de la 1^{re} division canadienne, de passer à la défensive le long de la ligne formée par le Dittaino. Les Canadiens vont poursuivre l'offensive de l'armée jusqu'à l'arrivée de la 78^e division, que Montgomery a fait venir de Tunisie en vue de renforcer le 30^e corps d'armée dans sa poussée à travers Adrano sur le côté ouest du mont Etna.

L'avance vers l'est

Dans l'après-midi du 24 juillet, la 1^{re} division canadienne attaque en direction d'Agira, située à huit milles à l'est d'Assoro; l'attaque est soutenue par des chasseurs-bombardiers et par tir de concentration de cinq régiments d'artillerie de campagne et de deux autres régiments d'artillerie moyenne. Installées sur une crête rocheuse située à un mille à l'est du village de Nissoria, les troupes de la 15^e division cuirassée de grenadiers repoussent les assauts lancés successivement par chacun des trois bataillons de la 1^{re} brigade; les pertes canadiennes sont très lourdes. Le 26, vers la fin de la journée, un barrage d'artillerie

de 80 canons écrase la résistance ennemie et la 2^e brigade se lance à l'assaut de la position; celle-ci est rapidement enlevée et un des bataillons se fraye un chemin, en combattant, jusqu'à une deuxième crête située à un mille plus à l'est. Jusqu'à ce point, la nature de la région a empêché les assaillants de se déployer sur une grande échelle et a permis à un détachement allemand d'à peu près un bataillon de contenir les attaques successives de cinq bataillons différents; les circonstances ont permis à l'ennemi de faire une démonstration pratique du principe de l'économie des troupes. Pendant la nuit du 17, la 2^e brigade lance deux bataillons à l'attaque, et l'ennemi est délogé de trois hauteurs qui dominant Agira. La garnison allemande constate que sa ligne de retraite est menacée par la 231^e brigade et elle se hâte de retraiter vers Regalbuto. La bataille pour la prise d'Agira dure cinq jours; c'est la plus importance et la plus coûteuse de celles que la 1^{re} division a livrées en Sicile.

Regalbuto, à neuf milles à l'est, et la ville de Centuripe, haut perchée dans les collines, sont maintenant les deux avant-postes principaux devant la position maîtresse d'Adrano. Après avoir livré de durs combats pendant quatre jours, la 231^e brigade et la 1^{re} brigade canadienne réussissent à enlever à l'ennemi les collines qui entourent Re-

galbuto; le village est occupé le 3 août. La position fortifiée de Centuripe est enlevée le même jour, grâce à un assaut puissant mené par toute une brigade de la 78^e division. La division nouvellement arrivée a été envoyée sur le Dittaino le 30 juillet; elle a avancé à partir d'une tête de plage établie par la 3^e brigade canadienne. La 3^e brigade a ensuite avancé sur le flanc gauche de la 78^e division, afin de chasser l'ennemi des collines qui se trouvent entre Centuripe et Regalbuto.

À partir de Centuripe la 78^e division suit l'axe d'avance de la route principale qui conduit à Adrano et la 1^{re} division canadienne tourne au nord après avoir traversé le fleuve Salso. La tâche de chasser l'ennemi des hauteurs qui s'élèvent à plus de 1,000 pieds des bords du fleuve implique une série de combats que nos troupes doivent livrer, à pied, sur un terrain des plus difficiles, où routes et sentier n'existent pas et où tout l'équipement de combat, les armes, les munitions et les appareils de TSF doivent être transportés à dos de mulets. Le matin du 5 août, le général Simonds envoie à l'avant un détachement composé de blindés, d'infanterie et d'artillerie mobile; en même temps que la 78^e division lance avec succès une attaque sur la droite, ce détachement mixte exécute une opération très réussie et dégage toute la rive nord du Salso jusqu'à sa jonction avec le Simeto.

Les Allemands quittent la Sicile

La participation active des Canadiens à la campagne de Sicile prend fin avec la traversée du Simeto, qui a lieu sans coup férir; c'est la 3^e brigade qui effectue cette traversée dans la nuit du 4 au 5 août. Après la perte de Regalbuto et de Centuripe, l'ennemi commence à évacuer la plaine de Catane, et il ne reste qu'à le poursuivre. Les 5 et 6 août, les Allemands abandonnent toutes les villes au sud du mont Etna, de Catane à Adrano. Dans le secteur américain, Troina est occupée par la 1^{re} division américaine le 6 août, après une bataille acharnée de cinq jours, mais sur la côte nord la 3^e division est tenue en échec par la forte résistance ennemie à l'ouest de Sant'Agata.

Les dix derniers jours de la campagne révèlent le talent consommé du général Hube dans l'art d'exécuter une retraite. Le 26 juillet, Hitler a autorisé l'évacuation de la Sicile; celle-ci commence le 10 août. Grâce à de violentes et brèves actions d'arrière-garde et aux travaux de démonitions intelligemment exécutés dans le terrain accidenté de la péninsule de Messine, Hube est en mesure de ralentir l'avance alliée selon son propre horaire d'évacuation. Bien que n'ayant presque aucun appui aérien ou naval, il réussit à commander le détroit de Messine avec son artillerie et un grand nombre de canons antiaériens. Il éclaire ses

forces sur une suite de lignes de résistance de plus en plus courtes et réussit à évacuer en Italie toutes les troupes allemandes qui ont survécu à la bataille, ainsi qu'une grande quantité de matériel.

Pendant la dernière semaine des opérations; le 30^e corps d'armée prend la direction du front de la 8^e armée; ce front se rétrécit de jour en jour. Le 15 août, les 78^e et 51^e divisions complètent l'encerclement du mont Etna et le même jour la 50^e division arrive à 30 milles de Messine. Entré-temps, l'avance américaine le long de la côte nord a été accélérée par deux débarquements amphibies. Le matin du 17 août, l'infanterie de la 3^e division américaine entre à Messine; elle est suivie de près par les troupes du commando britannique qui, deux nuits auparavant, ont débarqué à dix milles au sud du détroit.

Commentaires

La conquête de la Sicile a été réussie grâce à un assaut intelligemment préparé, exécuté sur une échelle sans précédent contre une côte défendue et suivi d'une avance pénible dans une région extrêmement difficile. L'expérience acquise dans la technique des opérations amphibies aurait été plus grande si l'opposition ennemie aux débarquements avait été plus forte, mais elle a été quand même d'une grande valeur dans la préparation des opérations

ultérieures du même genre. Les combats sur terre nous donnent un aperçu de ce qu'allait être la campagne d'Italie, où un ennemi déterminé et très compétent dans les tactiques défensives allait tirer tout le parti possible du terrain montagneux et difficile en vue de retarder l'avance alliée. Les opérations allemandes en Sicile ont été un excellent exemple de l'importance des actions retardatrices intelligentes. Les troupes alliées ont eu l'avantage numérique, ainsi qu'un excellent et puissant soutien aérien et d'artillerie; on peut affirmer, cependant, que c'est surtout grâce à l'endurance et à la détermination de l'infanterie qu'il a été possible de remporter la victoire. En ce qui concerne la division canadienne, elle a dû, au cours des opérations, remplir une tâche bien plus difficile que celle que le plan original lui avait assignée; la compétence avec laquelle elle a accompli sa mission au cours de sa première campagne prouve l'excellence de son instruction.

Comme dans toutes les opérations amphibies, la *coopération* a été d'une importance vitale. Les forces navales ont couvert les débarquements; elles ont permis à l'armée de s'installer sur les plages et elles l'ont ravitaillée. Les forces aériennes ont préparé la voie à l'invasion et elles ont fourni un appui constant à nos troupes dans leurs combats à travers l'île. L'infanterie a compté sur l'appui des chars de combat, de l'artillerie, des sapeurs

et des différents services. La puissante influence de la *surprise* a contribué au succès de l'assaut allié; d'autre part, la réaction immédiate des Allemands au coup inattendu est un excellent exemple de l'importance de la *souplesse*. Les modifications ultérieures aux plans de campagne des Alliés, ainsi que les débarquements improvisés exécutés en vue de faire lâcher prise à l'ennemi et de hâter l'avance; sont également des exemples de ce même principe de guerre. *L'administration* efficace et compétente a été, comme d'habitude, la cause première de la victoire alliée. A ce propos, on peut affirmer que le ravitaillement par les plages, exécuté dans cette opération sur une grande échelle et avec beaucoup de succès, a eu une influence considérable sur la préparation des plans pour le grand assaut contre la Normandie.

BIBLIOGRAPHIE

- Vicomte Alexander de Tunis, *The Conquest of Sicily from 10th July, 1943 to 17th August, 1943* (Supplément à la London Gazette, 12 février 1948).
- Boissonnault, Charles-Marie, *Histoire du Royal 22^e Régiment* (Québec, 1964).
- Eisenhower, Dwight D., *Crusade in Europe* (New York, 1948); traduction française parue sous le titre *Croisade en Europe* (Paris, 1948).
- Guingand, Sir Francis de, *Operation Victory* (Londres, 1947).

L'ASSAUT CONTRE LA NORMANDIE

1944

Les débarquements en Normandie du mois de juin 1944 constituent une des opérations les plus décisives de la deuxième guerre mondiale et, à vrai dire, une des plus significatives de l'histoire militaire des temps modernes. L'invasion du Nord-Ouest de l'Europe marque le début de la phase finale de la guerre contre les Allemands et aboutit, moins d'un an plus tard, à l'effondrement de l'Allemagne. Les Canadiens ont joué un rôle de premier plan dans cette opération, qui était extrêmement compliquée et d'une très grande envergure.

La préparation du plan

Au cours de l'été de 1940, les troupes britanniques sont chassées du continent européen; la Grande-Bretagne et le Commonwealth doivent se mettre sur la défensive. Vers la fin de 1941, l'entrée en guerre des États-Unis permet de hâter la préparation des plans en vue de retourner sur le continent; les stratégestes américains désirent vivement envahir le Nord-Ouest de l'Europe aussitôt que possible. En 1942, cependant, les Alliés ne disposent pas encore du nombre suffisant de divisions instrui-

tes et de péniches de débarquement qui leur permettraient de lancer heureusement une telle opération. La Russie est aux abois et demande avec insistance l'ouverture immédiate d'un "deuxième front" à l'Ouest; au lieu de cela, les Alliés envoient toutes leurs forces disponibles en Afrique du Nord, où ils remportent la victoire en 1943.

À la conférence de Casablanca, en janvier 1943, on décide de reprendre les préparatifs en vue de déclencher l'assaut contre le Nord-Ouest de l'Europe. En mars de la même année le lieutenant-général F. E. Morgan, officier britannique, est nommé chef d'état-major du commandant suprême allié (pas encore nommé); sous sa direction, un certain nombre d'experts anglo-américains établissent un premier plan général d'opérations pour la grande invasion. Le jour de l'assaut est fixé au 1^{er} mai 1944.

La première tâche que le lieutenant-général Morgan et ses experts doivent mener à bonne fin, c'est de choisir la région qu'il faudra attaquer. Grâce à leur maîtrise des mers, les Alliés peuvent attaquer presque n'importe où, mais les chasseurs à

les Alliés peuvent attaquer presque n'importe où, mais les chasseurs à courte portée dont la base est en Angleterre ne peuvent conserver la maîtrise de l'air qu'au-dessus du secteur côtier qui va de Flessingue à Cherbourg et qui se trouve aux mains de l'ennemi. L'étude des plages sur cette côte limite le choix à deux zones principales: le Pas-de-Calais et la région qui va de Caen à Cherbourg. Il est vrai qu'un assaut direct contre la presqu'île du Cotentin permettrait aux assaillants d'occuper l'important port de Cherbourg, mais cette zone manque d'aérodromes convenables; de plus, elle risque de devenir un véritable cul-de-sac pour nos troupes, car les Allemands pourraient fermer le "goulot" de la presqu'île avec des forces relativement peu nombreuses. La zone du Pas-de-Calais offre plusieurs avantages, comme par exemple une traversée de seulement 20 milles, de bonnes plages, la possibilité pour les bateaux de retourner rapidement vers leurs points de départ et des conditions idéales pour l'appui aérien; toutefois, c'est précisément dans cette zone que les Allemands ont installé leurs plus formidables ouvrages de défense. Il reste donc la baie de la Seine, où les défenses sont moins puissantes, les plages très vastes et bien abritées contre les vents. La distance à partir du sud de l'Angleterre est assez grande, ce qui rend l'appui aérien plus difficile, mais le terrain, surtout

au sud-est de Caen, se prête à l'installation d'aérodromes convenables. C'est donc la région de Caen qu'on choisit pour l'assaut initial; le plan prévoit l'expansion des premières positions occupées en une "zone du logement" qui comprendrait Cherbourg et les ports de la Bretagne.

La prise d'un grand port, croyait-on depuis longtemps, était essentielle au succès des opérations d'invasion, mais le raid de Dieppe a montré à quel point il est difficile d'occuper un port; d'autre part, l'expérience acquise en Sicile avait encouragé les experts alliés à compter sur la possibilité de maintenir des troupes de débarquement sur des plages ouvertes. Dans la Manche, toutefois, il est toujours nécessaire de prévoir la possibilité de mauvaises conditions atmosphériques. Après étude de toutes ces considérations, le général Morgan rapporte qu'en l'absence d'un port convenable, il sera nécessaire d'improviser des abris pour les bateaux. Il recommande donc de fabriquer deux ports artificiels en coulant près des plages des bateaux destinés à former une sorte de mur dans la mer. Cette idée est à l'origine du fameux port préfabriqué *Mulberry*.

L'importance des troupes assaillantes va dépendre du nombre d'embarcations disponibles; or on a demandé au général Morgan de préparer ses plans sur la base d'un assaut lancé par trois divisions. Il a l'inten-

tion de les débarquer sur un front d'environ 35 milles, de Caen à Grandcamp; trois brigades de chars et une brigade supplémentaire d'infanterie débarqueront le même jour. A cause d'une pénurie similaire d'avions de transport, on ne pourra lancer que les deux tiers d'une division aéroportée*; l'objectif principal de ces troupes est la prise de Caen. Si les conditions atmosphériques sont excellentes, au cinquième jour du débarquement il devrait y avoir, à la tête de pont, neuf divisions alliées avec une certaine proportion d'unités blindées. On espère que quatorze jours après l'assaut initial, environ 18 divisions auront été débarquées, que Cherbourg sera occupé et que la tête de pont s'étendra à environ soixante milles de l'autre côté de Caen. C'est sur cette base que le général Morgan complète les grandes lignes du plan en juillet 1943; au mois d'août, les chefs d'état-major conjoints, réunis à la conférence de Québec, approuvent le plan.

On n'a pas encore choisi le commandant suprême, mais en décembre 1943 le général Dwight D. Eisenhower est nommé à ce poste. Eisenhower est l'officier américain qui a commandé toutes les forces alliées en Méditerranée; le commandant des forces terrestres pour la phase de

l'assaut est le général sir Bernard L. Montgomery, commandant en chef du 21^e groupe d'armées. Ces deux officiers sont convaincus que les effectifs chargés de l'assaut initial en vertu du plan COSSAC sont trop faibles et qu'ils vont être engagés sur un front trop étroit. Dès son arrivée à Londres, le commandant suprême approuve les changements proposés par le général Montgomery, les modifications sont ensuite ratifiées par les chefs d'état-major conjoints. Afin de disposer d'un plus grand nombre de péniches de débarquement, on renvoie la date de l'assaut au 31 mai, tandis que le débarquement simultané qui devait avoir lieu sur les côtes sud de la France est remis au mois d'août. Cet ajournement permet d'augmenter les effectifs chargés de l'assaut initial à cinq divisions, qui seront appuyées immédiatement par deux autres divisions.

On élargit le front qui doit être attaqué. A l'ouest, ce front comprend maintenant les plages qui se trouvent au delà de l'estuaire de la Vire, dans la presqu'île du Cotentin, deux divisions aéroportées américaines seront lancées à l'arrière de ces plages, ce qui facilitera, espère-t-on, la prise de Cherbourg. A l'est, on étend le front quelque peu, de façon à faciliter la prise de Caen et des aérodromes qui se trouvent dans le voisinage de la ville. On doit lancer une division aéroportée britannique dans cette zone, en vue d'oc-

*Cependant, deux divisions étaient disponibles.

cuper le passage de l'Orne. Les objectifs du jour "J" sur le flanc britannique comprennent Caen et Bayeux, du côté américain, le plan prévoit une pénétration jusqu'aux environs de Carentan. Ensuite, comme le commandant suprême l'a rapporté plus tard,

... nos troupes devaient avancer en Bretagne en vue d'occuper les ports qui se trouvent en direction sud jusqu'à Nantes. Notre objectif principal suivant était d'avancer vers l'est sur la ligne de la Loire en direction générale de Paris et vers le nord en traversant la Seine, en vue de détruire le plus grand nombre possible d'unités allemandes dans cette région de l'Ouest.

Mais le but immédiat, c'est-à-dire celui qui nous intéresse plus particulièrement ici, c'est d'établir des têtes de pont reliées entre elles de manière à former une zone du logement continue assez vaste pour contenir les troupes d'appui. On désigne la phase initiale de l'assaut sous le nom de *Neptune* et toute la grande opération de libération prend le nom d'*Overlord*. Le quartier général international du général Eisenhower, auquel s'est déjà incorporé l'organisme du lieutenant-général Morgan (COSSAC), devient le grand quartier général du Corps expéditionnaire allié (SHAEF).

La situation de l'ennemi

Le Service des renseignements des Alliés est en mesure de fournir un tableau des dispositions allemandes dans l'Ouest; ce tableau se ré-

vèle, en général, assez précis. Les Allemands ont augmenté leurs effectifs dans les Pays-Bas et en France, et le 3 juin ils disposent d'environ 60 divisions, y compris les troupes qui se trouvent sur la Riviera et sur la côte basque. Toutes ces formations sont sous le commandement du feld-maréchal von Rundstedt, commandant en chef des armées de l'Ouest. Le groupe d'armées "B", commandé par le feld-maréchal Rommel, comprend la 15^e armée et la 7^e armée. La 15^e armée défend le Pas-de-Calais, que la plupart des stratégestes allemands considèrent comme la zone éventuelle de l'invasion; la 7^e armée, moins importante se trouve en Normandie et en Bretagne. Les divisions qui défendent les plages ne sont pas de tout premier ordre et leurs moyens de transport sont limités. Les plans allemands contre l'invasion se basent donc principalement sur les sept divisions *Panzer* ou *Panser-grenadier* tenues en réserve. Ces plans représentent un compromis entre le point de vue de Rundstedt, qui préfère une défense en profondeur appuyée par de puissantes réserves mobiles, et celui de Rommel, qui voudrait défendre les plages et, par conséquent, placer les réserves aussi près que possible des côtes.

Bien que Hitler ait ordonné la construction du "Mur de l'Atlantique" en 1942, celui-ci est loin

d'être achevé au début de 1944. Les défenses les plus importantes ont été bâties près des ports et dans la région du Pas-de-Calais. Dès que Rommel prend le commandement du groupe d'armées "B" au début de l'année, on commence à renforcer les défenses des autres zones par des obstacles sous-marins, des mines et de nouveaux ouvrages défensifs en béton; mais en juin il reste encore beaucoup à faire. La garnison de la zone d'assaut est légèrement renforcée; vers la mi-mars une bonne division de campagne allemande arrive dans le secteur américain. Une seule division côtière occupe presque toute la zone des plages que les Britanniques et les Canadiens doivent attaquer, mais une division *Panzer* se trouve à Caen et deux autres ne sont qu'à quelques heures de marche de cette zone.

Les derniers préparatifs

Depuis la moitié de 1943, les attaques aériennes du Service de bombardement de la *RAF* et de la 8^e aviation américaine dirigées contre la production de guerre allemande, surtout les avionneries, n'ont cessé de s'amplifier et elles ont décimé les formations de chasseurs ennemis qui essayaient de s'opposer à ce bombardement stratégique. Environ trois mois avant le jour "J", nos forces aériennes commencent à bombarder les réseaux ferroviaires français et belges, afin de réduire la mobilité des troupes ennemies dans

tout le Nord-Ouest de l'Europe. Quelque temps plus tard, les tunnels et les ponts* sont également attaqués, afin d'isoler le champ de bataille du reste de la France. Les attaques contre les aérodromes ennemis se trouvant dans un rayon de 130 milles de la zone d'assaut commencent vingt et un jours avant la date fixée pour l'invasion; ces attaques ont pour but d'obliger les chasseurs allemands à se retirer dans des bases plus éloignées. Afin de tromper l'ennemi, on n'effectue aucun bombardement spécial de la zone choisie pour l'invasion, alors que le Pas-de-Calais et les autres zones éventuelles de débarquement continuent à être copieusement arrosés par nos bombardiers.

Ces opérations aériennes préliminaires ont un effet vital sur la grande entreprise des Alliés. De fait, c'est grâce à ces assauts aériens incessants que l'aviation ennemie se trouve dans l'impossibilité d'attaquer les grandes concentrations de troupes et de matériel dans le sud de l'Angleterre ou de s'opposer sérieusement aux premiers débarquements. Dans son rapport ultérieur, le général Eisenhower écrit:

**On s'en prend surtout aux ponts de la Seine; ceux de la Loire ne sont attaqués, à peu d'exceptions près, qu'après le jour "J". L'importance des ponts sur la Seine aurait été la même si nous avions débarqué dans la zone du Pas-de-Calais; par conséquent, ces attaques ne donnent pas l'éveil à l'ennemi quant au lieu de l'invasion.*

"Les événements du jour "J" nous ont convaincus que les plans soigneusement établis par le commandement allemand en vue de contre-carrer l'opération *Overlord* à l'aide d'une puissante aviation ont été complètement déjoués par nos opérations de bombardement stratégique. Sans la maîtrise absolue de l'air, que nous possédions à ce moment-là, notre assaut contre le continent aurait été une entreprise des plus hasardeuses et peut-être même impossible."

Il était essentiel de leurrer l'ennemi quant à la date et à l'endroit de l'attaque. On prend donc les mesures de sécurité les plus strictes pour l'empêcher d'obtenir les moindres renseignements: il est absolument interdit de quitter la Grande-Bretagne et même les ambassadeurs ne peuvent envoyer leurs valises diplomatiques à l'étranger sans l'autorisation des bureaux de la censure. De fait, on élabore un plan destiné à faire croire à l'ennemi que nous allons attaquer le Pas-de-Calais. C'est à cette fin qu'on envoie un certain nombre de formations canadiennes dans la zone de Douvres et qu'on effectue des diversions aériennes et navales dans la Manche.

Les préparatifs d'ordre administratif dépassent tout ce qu'on peut imaginer. D'après les plans de l'invasion, on doit débarquer plus de 175,000 hommes et plus de 20,000 véhicules et canons au cours des

deux premiers jours. Les besoins en munitions, vivres et matériel de cette grande armée sont donc immenses dès le début de l'invasion et ils vont augmenter à mesure que d'autres troupes suivront la première vague d'assaut. Étant donné que chaque unité et chaque article d'équipement doit avoir une place appropriée à bord d'un vaisseau ou d'une embarcation quelconque, et que cette place doit en même temps être appropriée à la fonction que cette unité ou cet article d'équipement doit remplir de l'autre côté de la Manche, on peut imaginer jusqu'à quel point les ordres administratifs doivent être précis et détaillés. Afin de protéger les camps et les dépôts situés près des ports d'embarquement, on prend des mesures spéciales de défense antiaérienne; on installe donc un très grand nombre de canons de DCA autour de toutes ces zones mais, comme nous l'avons déjà dit, l'assaut aérien ennemi que nous attendions n'a jamais eu lieu.

Le plan de l'attaque

La nécessité d'appuyer toute tentative de débarquement sur des côtes fortifiées par un irrésistible tir d'appui a été la leçon la plus importante du raid de Dieppe. Dans une série d'exercices exécutés conjointement avec la *Royal Navy*, la 3^e division canadienne a aidé à la préparation d'un "plan de tir combiné" qui semble

parfaitement convenir à la tâche en vue. Voici en quoi consiste ce plan tel qu'exécuté le jour de l'attaque: au cours de la nuit qui précède le jour "J", les avions du Service de bombardement de la RAF attaquent les dix principales batteries côtières qui pourraient tirer sur nos navires; immédiatement avant les débarquements, les avions de la 8^e aviation américaine bombardent les défenses des plages. Plus de 1,000 avions prennent part à chaque attaque. Pendant que la 8^e aviation attaque, des bombardiers moyens et légers ainsi que des chasseurs-bombardiers sont aussi à l'œuvre. A l'aube, les grosses pièces de la Marine commencent leur tir en salves; cinq cuirassés, deux moniteurs, dix-neuf croiseurs et plusieurs contre-torpilleurs prennent part au bombardement; les fusées navales augmentent encore plus l'intensité du tir juste quelque temps avant le débarquement, alors que les canons des petites embarcations fournissent un tir d'appui immédiat. L'Armée contribue elle aussi à augmenter l'intensité du tir; des péniches de débarquement qui les transportent près des plages, ses autocanons tirent sur les positions fortifiées de l'ennemi.

On a recours à plusieurs dispositifs particuliers et surtout à des véhicules blindés spéciaux en vue de faciliter l'assaut. Parmi ces véhicules, citons les véhicules d'assaut du Gé-

nie (AVRE), chars armés de "pétards" destinés à lancer de lourdes charges de destruction, et les chars amphibies DD qui "nagent" depuis l'embarcation jusqu'à la plage. Ces deux types de véhicules doivent former la pointe d'avant-garde de l'assaut et atterrir avant les premières vagues de l'infanterie. On avait discuté des avantages qu'un débarquement de nuit pouvait offrir, mais la Marine juge que la lumière du jour est essentielle à un débarquement des troupes aux points préétablis et au bombardement précis des défenses côtières. On décide donc de commencer les premiers débarquements aussitôt après l'aube. L'assaut doit avoir lieu à un moment où la marée est relativement basse mais en train de monter, afin de permettre aux troupes d'apercevoir les obstacles sous-marins et d'empêcher les navires de s'échouer. Quant aux opérations des troupes aéroportées la nuit avant l'attaque, il est nécessaire qu'elles aient lieu par clair de lune. Les pronostics météorologiques indiquent que toutes ces conditions existeront le 5 juin, ainsi que les deux jours suivants. On fixe donc le jour "J" au 5 juin.

Le jour "J" - L'assaut

A mesure que le 5 juin approche, tout semble être prêt. Les Alliés disposent de 37 divisions et, une fois les ports occupés, d'autres divisions viendront en France directement des

États-Unis. La 1^{re} armée américaine va attaquer à droite et la 2^e armée britannique à gauche; les deux armées seront dirigées par le Q.G. du général Montgomery. Le 5^e corps d'armée américain décide d'employer un groupement tactique régimentaire de chacune de ses deux divisions contre la plage *Omaha*, alors que le 7^e corps d'armée américain attaquera la plage *Utah* avec une division. Dans le secteur britannique, le 30^e corps d'armée est à droite (une division à l'assaut) et le 1^{er} corps (deux divisions) est à gauche. Une de ces deux divisions est la 3^e division d'infanterie canadienne qui doit attaquer la plage *Juno*. Bien qu'on ait décidé que la 1^{re} armée canadienne constituerait une formation d'appui, le Canada sera représenté dans ce premier débarquement par la Y division, qui sera appuyée par la 2^e brigade blindée canadienne. A sa droite se trouve la 50^e division (*Northumbrian*), qui doit attaquer la plage *Gold*, et à sa gauche il y a la 3^e division britannique, qui doit s'emparer de la plage *Sword*. Les commandos britanniques et les rangers américains s'empareront de certains objectifs subsidiaires le long de la côte. La 6^e division aéroportée britannique va remplir la tâche qui lui a été assignée sur le flanc est, alors que les 82^e et 101^e divisions aéroportées américaines se chargent du flanc ouest.

Tout est prêt maintenant, à l'exception de la température. Les bulle-

tins météorologiques du 4 juin sont tellement décourageants que le général Eisenhower décide de différer l'opération de 24 heures. Le lendemain, les conditions atmosphériques sont loin d'être excellentes; cependant, les météorologistes prévoient une amélioration temporaire et, se basant sur cette prédiction, le commandant suprême prend la lourde responsabilité de décider que l'opération aura lieu le matin du 6 juin.

L'opération *Neptune* débute peu de temps avant minuit, au moment où la RAF commence à pilonner les batteries côtières. Peu après minuit, les trois divisions aéroportées commencent à atterrir en Normandie. Leur dispersion est bien plus grande qu'on ne le prévoyait, mais elles réussissent malgré tout à remplir la mission essentielle qu'on leur a confiée: elles protègent les flancs des troupes de débarquement et sèment la confusion chez l'ennemi. Du côté britannique, la 6^e division aéroportée, qui comprend un bataillon canadien, saisit intacts les ponts sur l'Orne et le canal qui se trouve près de ce fleuve, enlève une batterie côtière à l'ennemi et effectue des démolitions en vue de protéger le flanc est. Dès les premières lueurs du jour le grand bombardement des plages commence. Les nuages obligent les bombardiers lourds américains à se passer de toute observation directe; dans leur crainte d'atteindre les embarcations alliées, ils lancent une

bonne partie de leurs bombes à une trop grande distance à l'intérieur. Pour les mêmes raisons, le bombardement naval ne détruit qu'une proportion peu considérable des positions ennemies. Toutefois, le martèlement terrifiant de toute la zone de défense a un effet désastreux sur le moral des Allemands et, du point de vue des pertes en vies humaines, il n'y a aucun doute qu'il nous a permis d'ouvrir une brèche dans le Mur de l'Atlantique à un prix bien moins élevé que celui auquel nous nous attendions. En plusieurs points, les unités alliées arrivent sur les plages sans essuyer un feu vraiment bien nourri, mais les combats sont ensuite très violents, car il devient nécessaire de réduire les positions ennemies que les bombardements n'ont pas détruites.

L'état agité de la mer désorganise quelque peu l'horaire du débarquement. Quelques embarcations qui transportent les blindés spéciaux sont en retard, quelques chars DD ne peuvent être mis à l'eau et même l'infanterie débarque avec un retard sur l'horaire prévu. Dans son ensemble, cependant, l'attaque réussit et avant que la matinée ne soit très avancée les troupes alliées ont pénétré à l'intérieur du pays, dépassant les positions fortifiées qui résistent encore. La résistance acharnée des Allemands empêche toutefois nos troupes d'atteindre avant la nuit un seul des

objectifs du jour "J"; quelques chars canadiens y parviennent, mais ils se retirent ensuite. La situation est encore pire dans la zone *Omaha*, où la côte est escarpée et où se trouvent des troupes allemandes de campagne. Pendant deux jours, les Américains luttent désespérément en vue de conserver leur tête de plage et leurs pertes dans cette zone sont trois fois plus grandes que celles des autres secteurs. En ce premier jour de l'attaque, la division canadienne a 335 hommes tués, chiffre quelque peu inférieur à celui auquel on s'attendait.

Les Alliés ont obtenu la surprise à la fois stratégique et tactique; en effet, non seulement le haut commandement allemand n'a pas eu le temps de renforcer la zone menacée, mais encore les unités qui défendent cette même zone n'ont eu aucun avertissement avant le moment où le bombardement a commencé. Mais les Boches réagissent promptement bien qu'ils doivent obtenir la permission personnelle de Hitler pour déplacer quelques-unes de leurs divisions *Panzer* en réserve, ce qui leur occasionne quelque retard. Ils lancent une contre-attaque de chars le jour "J" cette contre-attaque est repoussée, mais elle empêche la 3^e division britannique d'occuper Caen. Le lendemain matin, la 50^e division s'empare de Bayeux et la brigade de droite de la 3^e division cana-

dienne atteint son objectif final* ; c'est donc la première des brigades de la 2^e armée à atteindre son objectif, mais la brigade de gauche rencontre une des divisions *Panzer* de réserve et doit rebrousser chemin. Depuis le début des opérations, les Allemands considèrent la région de Caen comme le pivot de leur système de défense en Normandie et comme le point le plus dangereux de l'attaque alliée. A mesure que leurs réserves arrivent dans la région, ils les lancent dans la mêlée ; ils parviennent ainsi à stabiliser temporairement leur ligne de front, mais ils ne peuvent jamais réussir à concentrer assez de troupes pour lancer la contre-attaque de grande envergure qui aurait sérieusement menacé la tête de pont alliée. Les mouvements de leurs réserves sont sérieusement gênés par les dégâts que l'aviation alliée fait subir à leurs communications et par les incessantes attaques aériennes. D'autre part, les communications par voie de mer des Alliés sont fortement protégées par leurs forces navales et aériennes. Un nombre sans cesse grandissant de troupes et de grandes quantités de matériel affluent dans la tête de pont ; seules les mauvaises conditions atmosphériques gênent quelque peu ces mouvements. Mais ce qui est plus important que toute au-

tre chose, c'est le fait que les Allemands ont été amenés à croire que la grande offensive alliée aurait lieu dans la région du Pas-de-Calais. Pendant que les Alliés élargissent et renforcent leur tête de pont, la 15^e armée allemande, qui aurait pu fort bien changer le cours des événements en Normandie, reste oisive dans la région du Pas-de-Calais.

Consolidation de la tête de pont

On consacre les jours suivants à relier les diverses têtes de plage alliées en une "zone du logement ininterrompue et plus sûre. Grâce à un meilleur appui aérien et naval, les Américains, serrés de près par l'ennemi dans le secteur *Omaha*, approfondissent graduellement leur pénétration et le 9 juin ils sont en mesure de prendre définitivement l'offensive. A ce moment-là, toutes les têtes de plage se sont jointes le long d'un seul front d'assaut, à l'exception toutefois d'une trouée entre les deux secteurs américains près de Carentan. Le contact entre ces deux secteurs est cependant établi le lendemain et, après de durs combats, Carentan est occupé le 12 et le 13 juin. Sur le front britannique, les Allemands continuent à lancer de furieuses attaques locales à l'aide de leurs blindés ; le 8 juin, par exemple, la 7^e brigade d'infanterie canadienne repousse une très forte attaque et parvient à conserver ses positions sur l'objectif final du jour "J". Caen est toujours

* C'est-à-dire la route et la voie ferrée allant de Caen à Bayeux.

aux mains de l'ennemi, mais le flanc est de la tête de pont, quoique bien plus étroit qu'on ne l'avait prévu, est fortement protégé.

Le 12 juin, la première phase de l'opération *Overlord* est terminée avec succès. Les Alliés ont établi une solide tête de pont sur le continent européen. Quelque 325,000 hommes, 55,000 véhicules et 105,000 tonnes de matériel, munitions, vivres, etc. ont été transportés d'une rive à l'autre de la Manche. La construction des ports artificiels d'après des plans bien mieux conçus que ceux de COSSAC est en bonne voie d'achèvement. Le plan de défense des Allemands a échoué; l'ennemi n'a pu rejeter les envahisseurs à la mer et il doit maintenant se préparer à faire face à leurs efforts en vue de se frayer un chemin hors de la tête de pont.

Commentaires

Les démocraties occidentales ne sont pas prêtes à faire la guerre quand celle-ci éclate, mais en 1944 elles ont mis sur pied des armées tellement puissantes qu'elles sont en mesure de défier l'ennemi n'importe où. Il semble évident, cependant, que la seule façon d'obtenir une décision rapide, c'est de défaire les principales armées allemandes sur les champs de bataille européens. Il faut d'abord traverser la Manche pour établir une solide tête de pont sur le continent; cette opération doit être menée à

bonne fin en dépit de l'opposition d'un ennemi puissant, expérimenté et résolu. Les risques de l'opération envisagée sont tellement grands que plusieurs excellents experts alliés doutent de sa réussite. L'heureux dénouement de cette périlleuse aventure est dû au fait que les Alliés parviennent à concentrer leurs forces navales, terrestres et aériennes sur une très grande échelle, et surtout au fait qu'ils parviennent à utiliser cette immense puissance à leur plus grand avantage; cette utilisation habile de cette puissance est le résultat d'un plan savamment conçu et intelligemment exécuté.

Chacun des principes de guerre classiques est mis en lumière dans l'opération *Neptune*. Eisenhower reçoit l'ordre de débarquer en Europe et "d'entreprendre les opérations qui lui permettront de pénétrer au cœur de l'Allemagne et de détruire les forces armées de ce pays". L'objectif spécial de la phase de l'assaut est "de s'assurer sur le continent une zone du logement d'où on pourrait lancer d'autres opérations offensives". On ne perd jamais de vue ces deux grands objectifs, qui constituent la base de tout le plan; voilà donc un bon exemple du *choix* raisonné et du *maintien de l'objectif*. L'objectif final est atteint onze mois après le jour "J".

Il est de toute évidence que le facteur *surprise* remplit un rôle très important dans la réussite de la phase

initiale de l'assaut. Les Allemands sont magistralement trompés quant aux intentions des Alliés et longtemps après le jour "J" ils ne savent pas encore quel parti prendre; cela permet aux Alliés d'effectuer une *concentration de leurs forces* au point décisif, alors que d'importantes troupes allemandes attendent ailleurs l'attaque qui n'a jamais eu lieu. Le principe connexe de *l'économie des troupes*, c'est-à-dire le résultat de "l'emploi équilibré des forces" et "l'utilisation judicieuse de toutes les ressources" est également démontré d'une manière très claire.

Où pourrions-nous trouver un meilleur exemple de *collaboration* que dans l'opération *Neptune*? La bataille gagnée sur les côtes de la Basse Normandie a été le résultat des efforts fournis par les trois services combattants de trois nations différentes, agissant uniment et dans une parfaite harmonie sous la direction d'un seul commandant suprême, dont le génie coordonnateur avait été reconnu par tous. Il est inutile d'analyser l'essentiel de ce principe. En cette occasion comme en d'autres de moindre importance "la bonne volonté et le désir de coopérer" sont largement rétribués.

De même, il est évident que la victoire alliée doit être considérée, en grande partie, comme un véritable triomphe de *l'administration*. Comme nous l'avons déjà expliqué, le transport en France d'une grande armée d'invasion et son maintien en

territoire envahi n'ont pu être menés à bonne fin que grâce à une préparation administrative extraordinaire précise et détaillée et à une mobilisation totale de toutes les ressources humaines et matérielles. Les ports préfabriqués, transportés à travers la Manche et assemblés sur les côtes françaises, peuvent être considérés comme le symbole de l'ingéniosité administrative qui a tellement contribué au succès d'une bataille qui fera époque.

Quant aux autres principes, nous pouvons en traiter brièvement. En elle-même, l'opération *Neptune* est une véritable personnification de *l'action offensive*. Pour ce qui a trait au *maintien du moral*, on peut affirmer que seules des troupes ayant un excellent moral pouvaient venir à bout d'une tâche dont les difficultés s'annonçaient encore plus terribles qu'elles ne l'ont été en réalité. D'autre part, dès que le fameux Mur de l'Atlantique est enfoncé, nos troupes se lancent à la poursuite de nouveaux succès; comme cela a toujours été, la victoire est encore le meilleur encouragement qu'un soldat puisse recevoir. La *sécurité* des bases et des lignes de communication a été très bien assurée par la marine l'aviation et la défense antiaérienne, mais en l'occurrence l'ennemi n'était plus en mesure de les menacer. De même, le principe de la souplesse a été d'une importance secondaire dans cette opération, étant donné que celle-ci

s'est déroulée conformément aux plans; l'application de ce principe est plus apparente dans l'emploi de la puissance navale et de la puissance aérienne; en effet, ces deux armes au

fonctionnement si souple ont eu à appuyer les troupes à tous les points de la tête de pont où la résistance de l'ennemi était trop grande.

LIVRES SUR LA CAMPAGNE DE
NORMANDIE

- Barjaud, A., *La bataille de Normandie juin-août 1944* (Le Mans, 1963).
Blond, G., *Le débarquement du 6 juin 1944* (Paris, 1951).
Craven, W.F., and Cate, J.L., *The Army Air Forces in World War II*, Vol. III (Chicago, 1951).
Eisenhower, Dwight D., *Crusade in Europe* (New York, 1948), traduction française parue sous le titre *Croisade en Europe* (Paris, 1948); et *Report by the Supreme Commander to the Combined Chiefs of Staff on the Operations in Europe of the Allied Expeditionary Force 6 June 1944 to 8 May 1945* (Londres et Washington, 1946), traduction française parue sous le titre *Les opérations en Europe des forces expéditionnaires alliées* (6 juin 1944 - 8 mai 1945) (Paris, s.d.)
Florentin, Eddy, *Stalingrad en Normandie* (Paris, 1965).
Gouin, Jacques, *Par la bouche de nos canons* (Hull, 1970).
Guinand, Sir Francis de, *Operation Victory* (Londres, 1947).

- Harrison, Gordon A., *Cross-Channel Attack, (United States Army in World War II: The European Theater of Operations)* (Washington, 1951).
Vicomte Montgomery, *Normandy to the Baltic* (Londres, 1947), traduction française parue sous le titre *De la Normandie à la Baltique* (Paris, 1948).
Morgan, Sir Frederick, *Overture to Overlord* (Londres, 1950).
Ruge, Antoine Friedrich, *Rommel, face au débarquement '44* (Paris, 1960), (Traduit de l'allemand).
Speidel, Hans, *Invasion 1944* (Paris, 1950), (Traduit de l'allemand).
Stacey, C.P., *La Campagne de la victoire, (Histoire officielle de l'Armée canadienne pendant la Seconde Guerre mondiale, Vol. III)* (Ottawa, 1960).
Wilmot, Chester, *The Struggle for Europe* (Londres, 1952), traduction française parue sous le titre *La lutte pour l'Europe* (Paris, 1953).
"La campagne de France" dans *Revue d'Histoire de la 2^e Guerre mondiale* n^{os} 11 et 12 (Paris, juin 1940).

* Les histoires officielles canadiennes sont disponibles en français et en anglais

La conquête de la Sicile

(suite de la page 132)

- Vicomte Montgomery d'Alamein, *El Alamein to the River Sangro* (Londres, 1946); traduction français parue sous le titre *d'El Alamein à la rivière Sangro* (Paris, 1948)

- Morison, Samuel Eliot, *Sicily-Salerno-Anzio (History of United States Naval Operations in World War II)* (Boston, 1954).
Nicholson, G.W.L., *Les Canadiens en Italie* (Ottawa, 1960).*

* Les histoires officielles canadiennes sont disponibles en français et en anglais

LA BATAILLE DE L'ESCAUT

1944

Les opérations de l'estuaire de l'Escaut ont contribué d'une façon capitale à la victoire alliée pendant la seconde guerre mondiale, en assurant les services logistiques indispensables à l'attaque finale contre l'Allemagne.

Au début de l'automne de 1944, les forces expéditionnaires alliées du Nord-ouest européen se trouvaient aux prises avec de graves difficultés d'ordre administratif. En effet, à la suite de la victoire de Normandie et d'une marche rapide, à la poursuite de l'ennemi, à travers la France et la Belgique, leurs lignes de communication avaient été étendues jusqu'à l'extrême limite. Les forces comp- taient toujours sur les approvision- nements débarqués à la tête de pont primitive de Normandie, et le long trajet des plages au voisinage de la frontière allemande imposait un tel fardeau aux moyens de transport qu'il n'arrivait plus assez de carburant au front pour permettre à toutes les armées alliées de poursuivre leur avance.

Seule l'acquisition de vastes ins- tallations portuaires plus près du

front pouvait apporter une solution au problème. Certes, Anvers, le plus grand port de l'Europe du Nord- ouest, capable de recevoir 30,000 tonnes de matériel par jour, avait été capturé intact par la seconde armée britannique, le 4 septembre, mais les Allemands tenaient encore les deux rives de l'Escaut, entre Anvers et la mer, de sorte que l'on ne pouvait uti- liser le port avant de les avoir délo- gés. L'ennemi se rendait parfaitement compte de l'importance de ses posi- tions pour la sécurité du territoire national, et la tâche de l'évincer, qui fut confiée à la première armée ca- nadienne, se révéla particulièrement ardue.

Le dégagement de l'estuaire fut ef- fectué par le deuxième Corps d'ar- mée canadien, qui y employa quatre divisions, dont une blindée, et une brigade de commandos. La marine et l'aviation britanniques y jouèrent aussi un rôle capital. Il y eut cinq débarquements d'assaut par voie d'eau, et, pour la première fois dans l'histoire, des inondations de grande envergure, provoquées par bombar- dement aérien, servirent à harceler

les troupes ennemies au combat.

Situation de la bataille

Tout en reconnaissant parfaitement l'importance d'Anvers du point de vue administratif, on décida de ne pas commencer les opérations visant à libérer le port pendant que le 21^e Groupe d'armée du feld-maréchal Montgomery tentait une audacieuse poussée à travers le Bas-Rhin avant que les Allemands ne pussent se remettre de leur défaite de Normandie. Mais la grande opération aéroterrestre appelée "Market-Garden" manqua son but principal, et dans la nuit du 25 au 26 septembre, les restes de la 1^{re} Division aéroportée britannique furent retirés de la position précaire qu'ils occupaient de l'autre côté du fleuve, près d'Arnhem. Par la suite, ce fut la libération d'Anvers qui eut la priorité. Pendant que la bataille d'Arnhem se pour suivait, le général Eisenhower et le feld-maréchal Montgomery avaient discuté sur la stratégie, celui-ci insistant avec force sur ce qu'il considérait comme l'importance de concentrer les ressources administratives disponibles sur son propre front, dans le Nord, en vue de porter un coup au grand centre industriel allemand de la Ruhr. Le 22 septembre, le commandant suprême adressait à Montgomery une lettre qui se terminait ainsi:

Nul ne désire plus que moi d'atteindre rapidement la Ruhr. C'est en vue de la campagne

qui nous mènera de là jusqu'au cour même de l'Allemagne que je tiens à ce que toutes les autres troupes soient en mesure d'appuyer l'assaut principal. Or, cet assaut principal doit logiquement se faire par le Nord. C'est parce que je désire vivement organiser cet assaut final sans tarder après la prise de la Ruhr que j'insiste sur l'importance d'Anvers. Comme je vous l'ai dit, je suis disposé à vous fournir tout ce qui est nécessaire pour capturer les approches d'Anvers, y compris toutes les forces aériennes et toute autre chose dont vous pourrez avoir besoin. Amitiés, IKE.

Durant septembre, la première Armée canadienne, placée sous les ordres du lieutenant-général H. D. G. Crerar, s'employa à nettoyer les ports de la Manche. Le 1^{er} octobre, elle avait libéré Le Havre, Dieppe, Boulogne, Calais et Ostende. Tous ces ports étaient tellement endommagés qu'il fallut des semaines pour les remettre en état de fonctionner, même à un régime limité. Aussi l'importance d'Anvers était-elle de plus en plus évidente.

La mission d'ouvrir l'Escaut avait été assignée à la première Armée canadienne, le 14 septembre. Le 15, le général Crerar confiait cette opération au 2^e Corps d'armée canadien, commandé par le lieutenant-général G. G. Simonds. La tâche qui incombait au commandant de corps d'armée était formidable. En effet, l'Escaut occidental, dont le cours est très sinueux, s'étend sur une cinquantaine de milles entre Anvers et la mer. Il est abondamment miné sur toute sa longueur. Le long de la rive sud,

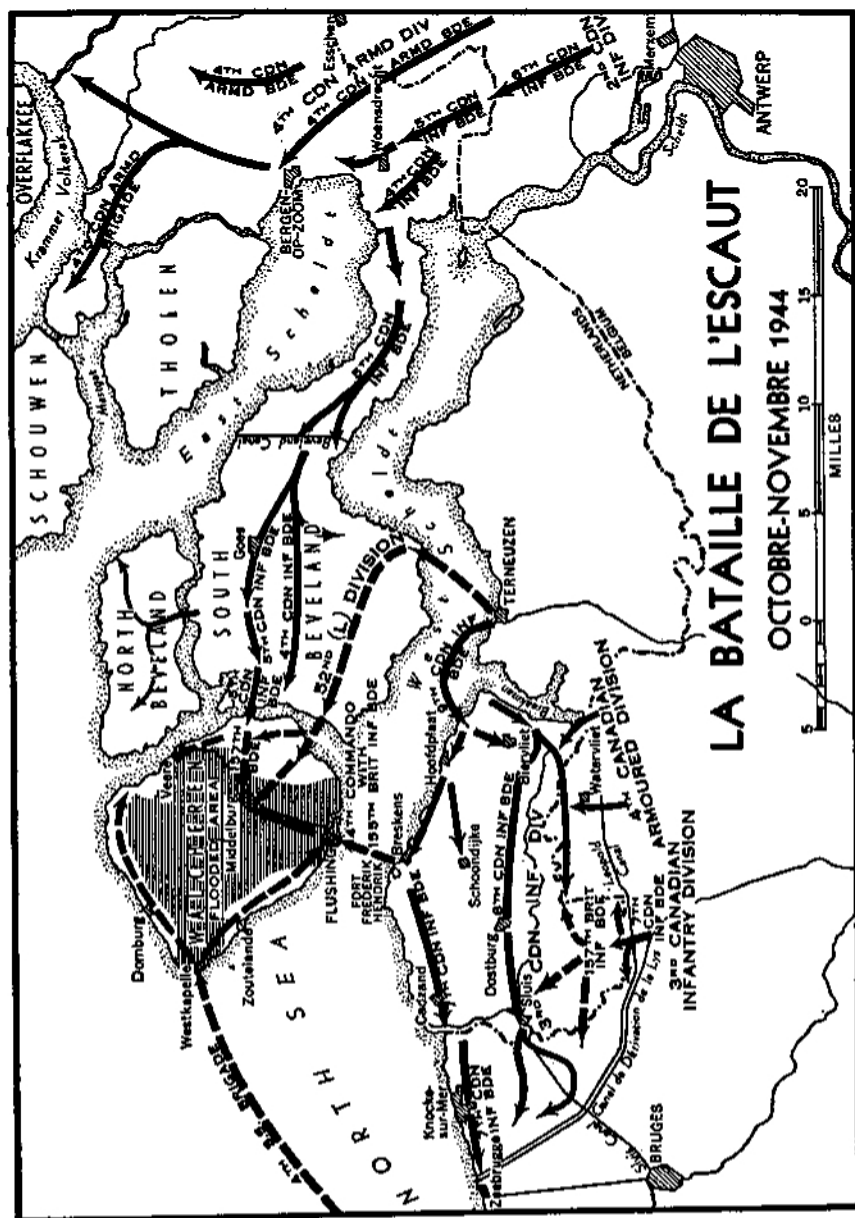
l'ennemi tient encore une grande tête de pont, presque entièrement protégée du côté de la terre par le canal Léopold. Au nord se dresse l'île fortifiée de Walcheren, reliée par une chaussée à la longue péninsule de Sud-Beveland, en amont de laquelle la rive droite de l'Escaut se trouve également entre les mains de l'ennemi jusqu'aux environs d'Anvers. La plupart des terres de la région de l'estuaire sont des polders, champs bas, cultivés et entrecoupés de fossés et de digues, et faciles à inonder. L'île de Walcheren et une grande partie de Sud-Beveland sont situées à un niveau tellement peu élevé que si les digues voisines de la mer étaient rompues, il y aurait immédiatement inondation.

Le 21 septembre, l'appréciation du général Simonds prévoit une attaque par air et par mer contre Walcheren à la suite d'un fort bombardement aérien. Le général recommande d'inonder l'île en faisant bombarder les digues. Il propose que la 2^e Division d'infanterie canadienne pousse vers le nord, à partir d'Anvers, pour isoler Sud-Beveland et exploiter autant que possible les approches terrestres de Walcheren en passant par Sud-Beveland. Quant au dégagement de la tête de pont qui se trouve au sud de l'Escaut, il le confie à la 3^e Division d'infanterie canadienne.

Le commandant de l'Armée re-

connaît qu'il y a lieu de rompre les digues de Walcheren, à condition que l'opération soit techniquement possible et que les autorités supérieures y donnent leur assentiment. Mais les ingénieurs de l'Armée estiment qu'elle est impossible, et un officier du R.A.F. *Bomber Command*, qui assiste à une conférence tenue au Q.G. de l'Armée, le 23 septembre, n'est pas en mesure de se prononcer sur la question. Après avoir réfléchi de nouveau au projet, le général Simonds est toujours d'avis qu'il convient d'essayer, et le Q.G. de l'Armée recommande le plan au 21 Groupe d'armées, qui l'appuie. La R.A.F. consent à tenter l'opération sans cependant en garantir le succès. Sur ces entrefaites, la maladie force le général Crerar à passer temporairement le commandement de l'Armée au général Simonds. Le major-général Charles Foulkeg prend la direction du 2^e Corps d'armée canadien.

Le Quartier général suprême a refusé une opération aéroportée contre Walcheren, objectant que le terrain ne s'y prêtait pas. Mais le commandant suprême autorise maintenant l'inondation. Le 3 octobre, le *Bomber Command* procède à l'expérience à Westkapelle et réussit à ouvrir une brèche dans la digue. La veille, le général Simonds a publié son instruction. Celle-ci ordonne au 1^{er} Corps d'armée britannique (qui



Section historique, É.-M. G.

se trouve alors dans la zone d'Anvers) d'employer la 2^e Division canadienne pour fermer l'extrémité est de l'isthme de Sud-Beveland. Le 2^e Corps d'armée canadien dégagera la zone qui s'étend au sud de l'Escaut et capturera ensuite Sud-Beveland et Walcheren.

*La poussée de la
2^e Division vers le nord*

Le 2 octobre, la 2^e Division d'infanterie canadienne quitte la région d'Anvers et se dirige vers le nord; le 5, elle franchit la frontière hollandaise. Le 7, la Division passe de nouveau sous la direction du 2^e Corps d'armée canadien. Étant donné que le 1^{er} Corps d'armée britannique a dirigé sa principale poussée vers le nord-est d'Anvers, le flanc droit de la division se trouve exposé. Celle-ci se heurte maintenant à une violente résistance de la part de l'ennemi dans la région de Woensdrecht, village qui barre l'entrée de l'isthme de Sud-Beveland, et l'avance est arrêtée. Les combats qui s'ensuivent sont très acharnés. Le 10, la 4^e Brigade d'infanterie canadienne coupe l'isthme temporairement; le 16, une attaque de la même brigade permet aux troupes de prendre pied dans Woensdrecht, mais la situation est encore bien précaire. Les Allemands y ont envoyé, le 12 octobre, l'une de leur "brigade de feu", le "Groupe de combat Chili" (également connu sous le nom de 85^e Division d'infanterie), dont l'élément principal

consiste en un régiment de redoutables parachutistes.

D'autre part, l'opération entreprise contre la tête de pont établie au sud de l'Escaut essuie également une forte résistance et progresse assez lentement. C'est alors qu'un changement de ligne de conduite intervient à l'échelon du haut commandement. Il semble que, jusque-là, le général Eisenhower et le feld-maréchal Montgomery ont espéré que le 21^e Groupe d'armée pouvait libérer l'Escaut sans abandonner les opérations que menait la 2^e Armée britannique contre la tête de pont qui subsistait à l'ouest de la Meuse, c'est-à-dire à l'est du saillant que forme "Market-Garden". Or, il est maintenant évident que cela ne peut pas se faire. Les 10 et 13 octobre, Eisenhower fait parvenir à Montgomery des directives catégoriques soulignant l'extrême importance de pouvoir utiliser Anvers à bref délai et lui offrant à cette fin des troupes et des approvisionnements. Le 16 octobre, Montgomery lui-même donne de nouvelles instructions à ses commandants d'armée par les-quelles il suspend toutes les opérations sauf celles qui sont orientées vers l'Escaut. La deuxième Armée doit prendre le secteur droit de la ligne de l'Armée canadienne et pousser vers l'ouest, tandis que l'Armée canadienne, disposant de troupes plus nombreuses, dégagera la région sise au nord de l'isthme de Sud-Beveland.

Ces nouveaux ordres transfor-

ment bientôt la situation. Le 1^{er} Corps d'armée britannique se voit maintenant confier toute la 4^e Division blindée canadienne (dont quelques éléments avaient déjà combattu sur la droite de la 2^e Division), ainsi que la 104^e Division d'infanterie américaine; et il pousse vers le nord. Le 22, la Division blindée capture Esschen et attaque en direction de Bergenop-Zoom, qui tombe le 27. Avec la prise d'Esschen, le flanc droit se trouve protégé. Le 23, la 2^e Division attaque au nord de Woensdrecht, n'effectuant que de faibles avances; mais, le lendemain, les opérations sont plus heureuses. En effet, l'assaut vigoureux de la 41^e Division blindée à l'est a obligé l'ennemi à reculer. La voie conduisant à Sud-Beveland est ouverte.

Le 20 octobre, le feld-maréchal Montgomery adresse une note personnelle au général Simonds pour accuser réception la copie de sa dernière instruction. Voici ce qu'il écrit:

"Tout ce que vous faites est excellent. Vos troupes accomplissent des merveilles dans les pires conditions topographiques et atmosphériques. Je doute que d'autres troupes puissent faire aussi bien, et je suis très heureux que les Canadiens soient de la partie. Veuillez, je vous en prie, dire à vos hommes combien je suis content d'eux."

*L'opération "Switchback":
La poche de Breskens*

Le 6 octobre, la 3^e Division canadienne commence l'opération "Switch back" en attaquant la poche allemande qui se trouve au sud de l'Escaut occidental, au point où le canal Léopold se sépare du canal de dérivation de la Lys. Le canal Léopold constitue un obstacle formidable avec ses 60 pieds de largeur et ses bords escarpés. De plus, les inondations déclenchées au nord du canal n'ont laissé qu'une étroite bande de terre où nous pourrions établir une tête de pont. La 7^e Brigade d'infanterie canadienne lance un assaut brusqué avec l'appui des Wasps (lance-flammes). L'opération s'effectue par l'intermédiaire de la 4^e Division blindée canadienne, qui exécute deux attaques de diversion, une de chaque côté de la tête de pont. Les troupes réussissent jusqu'à un certain point à prendre pied, mais bientôt l'attaque s'embourbe devant la force de la résistance. Le général von Zangen, commandant de la 15^e Armée allemande aux Pays-Bas, a affecté une excellente formation, la 64^e Division d'infanterie, à la défense de ce que les Allemands appellent la "Forteresse du sud de l'Escaut". Cette unité maintient la tête de pont de la 7^e Brigade dans d'étroites limites.

Une attaque amphibie est ensuite lancée contre l'arrière de la poche. Les troupes d'assaut de la 9^e Brigade

partent de Gand, en *Buffalo* (véhicules de débarquement chenilles), et descendent le canal qui conduit à Terneuzen. A 2 heures du matin, le 9 octobre, elles s'élancent à travers l'anse de Braakman*, appuyées par le feu d'artillerie de la 4^e Division blindée canadienne. Les deux bataillons d'assaut débarquent en vitesse près de Biervliet et se regroupent devant une faible résistance. A 9 heures du matin, on a établi une tête de pont de 1,500 verges de profondeur, et bientôt le bataillon de réserve met pied à terre et s'avance en direction de Hoofdplaat.

L'attaque à travers l'anse de Braakman a si bien réussi que l'on décide d'envoyer des renforts à cet endroit plutôt que sur le canal Léopold, comme on avait d'abord l'intention de le faire. Le régiment de reconnaissance de la 31^e Division y est dépêché, le 11 octobre, puis la 8^e Brigade part à son tour. L'ennemi a massé des troupes pour parer à la menace qui pèse maintenant sur la gauche de ses arrières, et la situation se complique. Le 14, des troupes de la 4^e Division blindée canadienne réussissent à franchir le canal Léopold, près de Watervliet et de l'extrémité de l'anse de Braakman, ce qui permet d'envoyer des approvisionne-

ments et du matériel d'artillerie par route dans la Forteresse du sud de l'Escaut. Les 8^e et 9^e Brigades avancent peu à peu vers l'ouest malgré la résistance.

Le 16, la résistance opposée à la 7^e Brigade se relâche tout à coup. Le 18, à la tombée de la nuit, la Brigade est relevée par la 157^e Brigade de la 52^e (*Lowland*) Division. La 157^e pousse en avant, et le 19, elle établit le contact avec les troupes qui ont traversé l'anse de Braakman.

La 3^e Division manœuvre maintenant en vue d'isoler les troupes allemandes de l'Escaut. Le 22, la 9^e Brigade prend Breskens en dépit du feu nourri de l'artillerie ennemie, installée surtout à Flessingue. Mais les communications allemandes avec Walcheren sont presque rompues. Le lendemain, la 9^e Brigade effectue une conversion vers le sud-ouest et s'empare de Schoondijke. Après la prise du fort Frederik-Hendrik, cette unité est retirée du front et versée dans la réserve, et la 7^e Brigade, s'élançant alors en direction de l'ouest, prend Cadzand, le 29. Entre-temps, la 8^e Brigade a obliqué au sud et relevé la 157^e Brigade. Sluis tombe le 1^{er} novembre. Le même jour, le commandant de division allemand est fait prisonnier près de Knocke-sur-Mer. La 8^e Brigade file vers l'ouest, le long du canal Léopold, et le 3 novembre la résistance prend fin dans la Forteresse du sud de l'Escaut. L'opération

*Appelée par erreur *Savojaards Plaai* au moment où se déroulait l'opération. *Savojaards Plant* est en réalité le nom de la grande plage de vase qui se trouve à l'entrée de l'anse de Braakman.

"Switchback" est terminée.

*L'opération "Vitality":
Sud Beveland*

Dans l'intervalle, la 4^e Brigade a, dès le 24 octobre, ouvert la marche vers l'ouest, le long de l'isthme de Sud-Beveland, commençant ainsi l'opération "Vitality". Tout ce dont les Allemands disposent à l'ouest de l'isthme est la faible 70^e Division d'infanterie* (privée de l'un de ses régiments de grenadiers), ainsi que quelques autres détachements et des unités d'artillerie côtière.

Pour déloger les arrière-gardes ennemies de la ligne du canal de Beveland, le général Simonds montre une autre opération amphibie. Portée par quelque 120 véhicules de débarquement à chenilles, la 156^e Brigade d'infanterie de la 52^e Division traverse, à Terneuzen, dans la nuit du 25 au 26 octobre, et débarque dans Sud-Beveland, où elle établit immédiatement une solide tête de pont. Le 26, la 6^e Brigade attaque en direction du canal de Beveland. Le 27, vers la fin de la journée, un bataillon arrive au canal, après avoir marché dans l'eau jusqu'à la ceinture, et s'empare d'une tête de pont sur la rive opposée. Un autre bataillon parvient à se frayer un

chemin au milieu de l'isthme.

Le 29, la 2^e Division a fait passer deux brigades de l'autre côté du canal. La 157^e Brigade, qui a débarqué sur la tête de pont de la 156^e Brigade le long de l'Escaut occidental, progresse sur le flanc sud. Goes tombe le 29, et le lendemain, un bataillon de la 5^e Brigade se trouve à moins de deux milles de la chaussée conduisant à Walcheren.

A ce moment, la 4^e Brigade exécute une attaque de nuit et dégage l'extrémité est de la chaussée. La Division *Lowland* débouche à gauche, et dans la matinée du 31 octobre, l'ennemi est chassé de ses dernières positions dans Sud-Beveland. Mais la chaussée est fortement défendue. Le 31 après-midi, la 5^e Brigade relève la 4^e et tente de franchir la chaussée de 1,100 verges, défoncée et battue par le feu, qui mène à Walcheren. Les éléments avancés finissent par se frayer un chemin et établir une tête de pont précaire, qu'ils perdent, puis reprennent. Il est alors décidé de remplacer la 5^e Brigade par la 157^e Brigade, et la 2^e Division est mise au repos. Dans l'intervalle, des troupes du régiment de reconnaissance de la 2^e Division ont capturé Nord-Beveland. L'attaque contre Walcheren est déjà commencée.

*L'opération "Infatuate":
Walcheren*

Walcheren est une île de forme à peu près rectangulaire, d'une dizaine

*Un grand nombre des soldats de cette division, surtout parmi les éléments d'infanterie, étaient des malades; la 70^e était la fameuse division "gastrique", formée d'unités composées d'hommes souffrant de maux d'estomac. Elle ne s'en battit pas moins courageusement.

de milles de longueur sur huit milles de largeur. A l'angle ouest se trouve le village de Westkapelle et à l'angle sud, le port de Flessingue. C'est une île basse, dont la majeure partie est au-dessous du niveau de la mer. Seules la bande de dunes côtières du nord-ouest et du sud-ouest, ainsi que l'extrémité est de l'île restent au-dessus du niveau de la mer.

L'île a été puissamment fortifiée. Il s'y trouve même des pièces côtières de 8.7 pouces, ainsi qu'une douzaine de 5.9. Mais le tir de contrebatterie, les bombardements aériens et l'inondation ont raison de plusieurs de ces armes, particulièrement dans la région de Flessingue. Du 3 au 7 octobre, les bombardiers lourds de la *RAF* exécutent quatre attaques massives sur les digues maritimes de Walcheren et y ouvrent des brèches par où la mer fait irruption. L'île ressemble à une soucoupe immergée dont on n'aperçoit plus que le bord.

La première attaque par eau de l'opération "Infatuate", l'assaut contre Walcheren, a lieu à Flessingue, avant le lever du soleil, le 1^{er} novembre, au moment où un commando de la 4^e Brigade de service spécial traverse l'Escaut occidental à Breskens, à la suite d'un bombardement de la *RAF*. Trois cents canons, y compris l'artillerie de deux groupes d'armée canadiens, martellent les fortifications allemandes depuis la rive opposée de l'Escaut occidental. Le commando met bientôt pied à

terre et s'assure une tête de pont. La 155^e Brigade d'infanterie dépêche, à travers le fleuve, un bataillon chargé d'aider à nettoyer Flessingue. Le lendemain matin, le reste de la brigade traverse à son tour, et un bataillon s'avance vers Middelbourg. Le 3, le quartier général de la garnison de Flessingue est capturé à la suite d'une marche dans les eaux profondes des inondations, et à la tombée de la nuit, la ville est libérée.

C'est à Westkapelle que l'attaque contre Walcheren atteint son point culminant. En effet, peu après l'aube, le 1^{er} novembre, une attaque par mer est déclenchée à cet endroit. Des troupes d'assaut, composées de la 4^e Brigade de service spécial, placée sous le commandement du 2^e Corps d'armée canadien, d'un détachement de bombardement naval et d'un escadron de soutien, s'approchent du côté ouest de l'île. Lorsque l'escadron de soutien, qui compte vingt-sept péniches de débarquement armées de canons, de fusées et de lance-fumée, se déploie à cinq milles de la côte, toutes les batteries allemandes qui peuvent l'atteindre le prennent à partie et lui font subir de lourdes pertes. Quatre heures plus tard, neuf péniches ont été perdues, et onze autres ont été plus ou moins endommagées par le feu des canons. On compte 372 morts ou blessés parmi les équipages. La victoire a été acquise au prix de leur bravoure

et de leur vie. Les tacticiens anglais en viendront plus tard à la conclusion que si le débarquement n'a pas échoué c'est uniquement pour deux raisons: les batteries allemandes ont tiré sur les embarcations qui tiraient sur elles et non pas sur celles qui transportaient les troupes; une des batteries de canons de 5.9 pouces a manqué de munitions à un moment critique.

Il a été prévu que des chasseurs-bombardiers et des *Typhoons* armés de fusées assureraient l'appui aérien rapproché immédiatement avant et après l'heure H. Mais le mauvais temps empêche les chasseurs-bombardiers de décoller. Il nuit également au repérage aérien pour le compte des navires de bombardement car les avions sont retenus en Angleterre par le brouillard. Heureusement, les *Typhoons* peuvent entrer en action contre les défenses ennemies au moment même où les premières péniches d'assaut abordent de chaque côté de la brèche ouverte dans la digue. Un commando débarque, s'empare du village et de la batterie avoisinante, et se dirige ensuite vers le nord-est. Un autre commando, débarqué au sud de la brèche, se met en marche vers le sud-est, le long des dunes. Pendant les deux jours qui suivent, les troupes avancent rapidement dans les deux direc-

tions. Les tacticiens anglais en viendront plus tard à la conclusion que si le débarquement n'a pas échoué c'est uniquement pour deux raisons: les batteries allemandes ont tiré sur les embarcations qui tiraient sur elles et non pas sur celles qui transportaient les troupes; une des batteries de canons de 5.9 pouces a manqué de munitions à un moment critique.

sud de la chaussée, où la 156^e Brigade a envoyé un bataillon dans la nuit du 2 au 3 novembre. Utilisant des embarcations d'assaut et avançant à travers les marais salants, cette unité réussit à établir une solide tête de pont à la tombée de la nuit. Le lendemain, un autre bataillon arrive sur les lieux, et les troupes se trouvant à l'extrémité ouest de la chaussée se mettent en marche. Le 6 novembre, Middelbourg tombe aux mains des troupes venues de Flessingue, et le général allemand se rend. Le 7, il ne reste plus qu'à dégager la côte nord. Dans la matinée du 8, la résistance allemande a cessé dans Walcheren*.

Les autorités de la Marine et de l'Armée ont attribué les lourdes pertes subies dans l'attaque contre Westkapelle à la faible envergure de l'effort des bombardiers contre les batteries allemandes. Il est vrai que beaucoup d'officiers alliés étaient peu disposés à détourner des forces vers ces objectifs aux dépens de l'offensive contre les communications et les installations pétrolières allemandes; pourtant, de nombreuses attaques furent effectuées au-dessus de Walcheren. Il est particulièrement regrettable que le mauvais temps ait obligé l'aviation à contremander les

*Ce sont des unités britanniques qui ont combattu dans Walcheren, mais le service médical a été assuré Par le Corps de santé royal canadien. Voir J. B. Hillsman, *Eleven Men and a Scalpel*, Winnipeg, 1948.

Le dernier débarquement dans l'île de Walcheren a lieu du côté est, au

attaques prévues pour le 31 octobre (la veille du Jour J).

Les conséquences des inondations, qui, naturellement, entraînent beau coup de souffrances pour la population de Walcheren, méritent ici quelques mots d'explication. La plupart des batteries côtières allemandes se trouvant sur des hauteurs, n'eurent pas directement à souffrir de l'inondation (bien que nombre de positions de D.C.A. eussent été mises hors de service); mais elles furent isolées par les eaux, ce qui déranger gravement les communications et embarrassa fort les défenses allemandes en général. D'autre part, les assaillants eurent l'avantage de pouvoir utiliser des véhicules amphibies, et c'est grâce en partie à ceux-ci que les opérations de Walcheren furent plus rapides que celles du sud de l'Escaut.

Au cours des opérations effectuées par la 1^{re} Armée canadienne, du 1^{er} octobre au 8 novembre, 41,043 Allemands furent faits prisonniers, et l'ennemi subit des pertes également lourdes en morts et en blessés. D'après le général Simonds, nos propres pertes, y compris celles des Britanniques et des Alliés, se chiffèrent à 703 officiers et 12,170 sous-officiers et hommes de troupe tués, blessés ou disparus. Sur ce nombre, 355 officiers et 6,012 sous-officiers et soldats étaient des Canadiens.

Avec la prise de Waicheren, les Allemands cessaient d'être maîtres

des approches maritimes d'Anvers. Toutefois, l'Escaut occidental a été copieusement semé de mines, que la Marine doit enlever. Ce n'est que le 28 novembre que le premier convoi allié entre dans le port. Mais la possibilité de décharger les cargos à Anvers offre enfin aux Alliés une base logistique solide pour la poussée finale en territoire allemand.

Commentaires

Les opérations de l'Escaut nous rappellent une fois de plus l'importance primordiale de *l'administration* dans la guerre moderne. C'est la nécessité urgente d'assurer la bonne organisation administrative des armées alliées dirigées vers le nord-ouest de l'Allemagne qui amène nos troupes à entreprendre cette dure campagne dans les terres baignées d'eau de l'Estuaire. Et les pertes que cette campagne occasionne représente le prix de moyens d'action indispensables au renversement de l'hitlérisme.

La *souplesse* est aussi un principe qui s'affirme nettement dans cette série d'opérations. La supériorité navale et un excellent matériel amphibie permettent aux Alliés d'exploiter ce principe en attaquant l'ennemi sur terre aussi bien que sur mer. Citons comme exemple frappant de cette souplesse le changement de plan par lequel la 8^e Brigade, tout d'abord destinée à appuyer la 7^e sur le canal Léopold, fut

en fait transportée par eau pour renforcer l'attaque de la 9^e contre l'arrière de la poche de Breskens.

La souplesse est un élément de la *surprise*. Celle-ci a été réalisée lorsque des *Buffalos* vinrent de Gand à Terneuzen pour permettre à la 9^e Brigade de franchir l'anse de Braakman. L'inondation de Walcheren par des moyens que l'on n'avait jamais employés jusque-là constitue un autre exemple de ce principe.

Quant à l'*économie des moyens*, c'est peut-être la défense de l'estuaire de l'Escaut par l'ennemi qui la met le

mieux en lumière. En effet, en employant, dans les dernières phases des opérations, seulement deux faibles divisions à un point vital, les Allemands nous interdirent l'usage du port d'Anvers pendant six semaines, nous forçant ainsi à limiter nos opérations sur d'autres secteurs du front et retardant notre assaut général contre l'Allemagne. Enfin, comme dans toute opération amphibie, la victoire de l'Escaut démontre l'importance fondamentale de la coopération la plus entière des trois armes.

BIBLIOGRAPHIE

Eisenhower, Dwight D., *Report by the Supreme Commander to the Combined Chiefs of Staff on the Operations in Europe of the Allied Expeditionary Force 6 June 1944 to 8 May 1945* (Londres et Washington, 1946), traduction française parue sous le titre *Les opérations en Europe des forces expéditionnaires alliées* (6 juin 1944-8 mai 1945) (Paris, s.d).

Vicomte Montgomery, *Normandy to the Baltic* (Londres, 1947), traduction française parue sous le titre *De la Normandie à la Baltique* (Paris, 1948).

Pogue, Forrest C., *Supreme Command (United States Army in World War II: The European Theater of Operations)* (Washington, 1954).

Ross, Armand, et Gauvin, Michel, *La Geste du Régiment de la Chaudière* (Rotterdam, 1945).

Stacey, C.P., *L'Armée canadienne, 1939-1945* (Ottawa, 1948) et *La Campagne de la victoire (Histoire officielle de l'Armée canadienne pendant la Seconde Guerre mondiale, Vol. III)* (Ottawa, 1960).*

* Les histoires officielles canadiennes sont disponibles en français et en anglais

APPENDICES

LES PRINCIPES DE LA GUERRE

On a souvent tenté de condenser l'expérience militaire du passé sous forme de règles de conduite dont l'observation peut contribuer à assurer la victoire sur les champs de bataille. Ces règles ont pris le nom de "principes de la guerre". Comme ils représentent en quelque sorte la quintessence des études de plusieurs hommes sur plusieurs campagnes, ces principes ont été exprimés sous diverses formes dans les temps modernes. Mais si la terminologie et l'agencement ne sont pas toujours les mêmes chez tous les auteurs, l'accord est général sur les points fondamentaux.

Les principes de guerre proprement dits sont des éléments permanents et universels de l'art de la guerre. Bien que leur emploi puisse changer avec l'évolution des armes et de la tactique, ils restent en tant que tels applicables aux campagnes modernes comme aux anciennes. En outre, même si ces principes sont souvent considérés comme étant avant tout de nature stratégique, ils s'appliquent fort bien également dans le domaine de la tactique. D'une façon générale, ces grandes règles peuvent s'appliquer aussi bien, ou presque aussi bien, aux opérations d'une section d'infanterie qu'à celles d'un groupe d'armée.

Tout homme intelligent comprendra naturellement qu'il ne s'agit pas de règles établies dont l'observation

conduira inévitablement à la victoire. Tous les étudiants et tous les soldats feraient bien de retenir le sage avertissement qu'ont donné les auteurs du *Règlement du service en campagne, 1935*, en présentant une version officielle de ces principes: "Il est possible de déduire de l'expérience du passé certaines idées relatives à l'organisation et à la direction stratégiques. Ces idées prennent souvent le nom et la forme de "principes". Mais il faut bien se rappeler que les principes qui servent de règles de conduite dans la guerre, qu'elle soit stratégique ou tactique, ne sont pas des lois aussi rigides que celles des sciences naturelles, où l'observation de certaines conditions produit un résultat infaillible, ni des règles comme celles du jeu, dont la violation entraîne une punition bien déterminée. Ils se bornent à indiquer une ligne de conduite qui a réussi dans le passé et servent à nous prévenir que leur inobservation comporte des risques et a souvent conduit à l'échec. Toutefois, bien des plans militaires ont été menés à bonne fin en dépit de leur divergence avec les principes des manuels."

Les principes de la guerre sont exposés ci-après sous la forme adoptée par le Comité canadien des chefs d'état-major pour l'usage et la gouverne des forces armées du Canada.

Si les principes sont des règles de conduite, voici ceux dont un chef doit toujours s'inspirer au combat:

1. Le choix et le maintien du but

En général, dans la conduite de la guerre comme dans toute opération militaire, il est essentiel de déterminer nettement le but à atteindre. *Le but final est de briser la volonté de combattre de l'ennemi.* Chaque phase de la guerre et chaque opération prise isolément doivent converger vers ce but suprême, tout en ayant un objectif plus restreint qui doit être clairement défini, simple et immédiat. Une fois le but fixé, tous les efforts doivent tendre à sa réalisation, jusqu'à ce qu'un changement de situation impose une nouvelle appréciation et, en conséquence, un nouvel objectif. Chaque plan ou décision sera jugé en fonction de l'influence qu'il exercera sur le but choisi.

Le choix et le maintien du but constituent le principe fondamental. Voilà pourquoi il figure en première place. Les autres n'occupent aucun rang particulier puisque leur importance respective varie selon la nature de l'opération envisagée.

2. Le maintien du moral

La réussite des opérations dépend plus du moral que des qualités physiques. Le nombre, l'armement et les ressources ne peuvent compenser le manque de courage, d'énergie, de détermination, d'habileté et de cet

esprit offensif qui découle de la volonté nationale de vaincre. La création et le maintien du moral sont donc essentiels au succès militaire.

3. L'action offensive

L'action offensive est le prodrome nécessaire de la victoire; elle peut être retardée mais, sans l'initiative et l'offensive, la victoire est impossible.

4. La sécurité

Il faut un degré suffisant de sécurité pour disposer de la liberté d'action nécessaire au déclenchement d'une offensive déterminée en vue d'atteindre le but choisi. Cette règle suppose la protection des bases vulnérables et des autres points qui sont d'une importance vitale pour la nation ou les forces armées. La sécurité n'est pas synonyme de prudence exagérée ni de refus absolu d'accepter des risques, car l'action décidée est essentielle au succès, de la guerre; au contraire, une fois la sécurité assurée, l'imprévu ne peut gêner sérieusement la poursuite d'une offensive vigoureuse.

5. La surprise

La surprise est une arme très efficace et très puissante; son effet moral est énorme. Il faut faire tous ses efforts pour jeter la surprise chez l'ennemi tout en se protégeant contre elle. Grâce à la surprise, on atteindra des résultats hors de proportion avec l'effort fourni; dans certaines opéra-

tions, lorsque d'autres facteurs sont défavorables, elle est parfois essentielle au succès. On peut la réaliser par des moyens stratégiques, par des manœuvres tactiques ou par l'emploi de nouveaux matériels. Les éléments de la surprise sont la discrétion, la dissimulation, la ruse, l'originalité, l'audace et la rapidité.

6. La concentration des forces

Pour obtenir le succès, il est essentiel de concentrer, au moment et à l'endroit voulus, une force supérieure, du point de vue moral ou matériel, à celle de l'ennemi. Concentration ne signifie pas nécessairement rassemblement de forces, mais plutôt disposition d'éléments en un groupement qui permet de livrer un coup décisif au moment et à l'endroit voulus ou de résister à la menace ennemie. C'est plutôt une question de temps qu'une question d'espace.

7. L'économie des moyens

L'économie des moyens consiste dans l'emploi équilibré des forces et l'utilisation judicieuse de toutes les ressources, afin d'assurer la concentration au moment et à l'endroit voulus.

8. La souplesse

La guerre moderne exige une grande souplesse, qui permet de modifier les plans prévus, conformément aux changements de la situation

et aux événements inattendus. Ce principe suppose une instruction, une organisation, une discipline et une administration excellentes et, par dessus tout, cette souplesse d'esprit et cette rapidité de décision de la part du chef et de ses subordonnés, qui permettent de ne jamais perdre un instant. Il faut encore une grande mobilité matérielle, aussi bien stratégique que tactique, de façon que nos éléments puissent se concentrer rapidement et économiquement aux endroits et aux moments décisifs.

9. La collaboration

La collaboration repose sur l'esprit d'équipe et la coordination de toutes les unités en vue d'assurer un effort d'ensemble maximum. Avant tout, la bonne volonté et le désir de collaborer sont essentiels à tous les échelons. L'interdépendance accrue des services armés et des entreprises civiles de guerre a donné à la collaboration une importance vitale dans les conflits modernes.

10. L'administration

Les dispositions administratives doivent viser à donner aux chefs le maximum de liberté d'action dans l'exécution du plan. Tout organe administratif doit être simple. Chaque commandant d'unité combattante doit avoir, sur le plan administratif, un certain degré d'autorité correspondant à ses responsabilités à l'égard du plan des opérations.

GLOSSAIRE DE CERTAINS TERMES FONDAMENTAUX COURAMMENT EMPLOYÉS EN HISTOIRE MILITAIRE

ADMINISTRATION: organisation, discipline et bien-être des hommes, et déplacement et entretien des hommes et du matériel.

BASE: groupe de dépôts qui ravitaillent en hommes et en matériel une armée en campagne. L'armée qui combat outre-mer comprend une base avancée (sur le théâtre des opérations ou aux environs) ainsi qu'une base métropolitaine dans son pays d'origine.

OPÉRATIONS COMBINÉES: selon la terminologie usitée en Grande-Bretagne, de 1939 à 1945, opérations utilisant l'action d'au moins deux des trois services armés. Cette expression s'applique souvent en un sens spécial aux **OPÉRATIONS AMPHIBIES** (opérations comportant le débarquement ou l'embarquement de troupes).

COMMUNICATIONS: routes, chemins de fer, cours d'eau intérieurs, routes aériennes ou tout autre installation pouvant servir de voie pour le déplacement des hommes, des animaux et du matériel sur un théâtre d'opérations. Ce mot est souvent employé, dans un sens large, à la place de **LIAISONS ET TRANSMISSIONS**, expression militaire désignant les divers moyens utilisés pour transmettre les ordres et les renseignements.

RENSEIGNEMENTS: en langage militaire, ce terme s'applique principalement aux renseignements *concernant l'ennemi*.

LIGNE DE COMMUNICATION: ensemble des routes, terrestres, maritimes et aériennes reliant une unité de combat à ses zones d'appui et sur lesquelles circulent le matériel et les renforts.

LOGISTIQUE: suivant la définition officielle adoptée en Grande-Bretagne, "science de l'organisation et de la mise à exécution du mouvement et de l'entretien des forces".

RAVITAILLEMENT: consiste à satisfaire les besoins des forces armées.

STRATÉGIE: art de déplacer ou de disposer les troupes de façon à imposer à l'ennemi les conditions de lieu, de temps et de combat que l'on préfère. Elle a pour objet d'assurer que les forces dont on dispose rencontreront l'ennemi à leur avantage sur le champ de bataille.

HAUTE STRATÉGIE: art d'utiliser au mieux toute la puissance d'un pays (ou d'un groupe de pays) pour atteindre le but désiré. Elle fait donc appel à la diplomatie, à la pression économique, aux ententes avec les alliés, à la mobilisation industrielle et à la répartition de la main-d'œuvre, aussi bien qu'à l'emploi combiné des trois services armés. Cette expression est très commode pour désigner l'organisation d'opérations intéressant plus d'un théâtre de guerre.

TACTIQUE: art de diriger les troupes en contact avec l'ennemi, ou encore conduite des opérations sur le champ de bataille proprement dit.

LIVRES RECOMMANDÉS

Les livres portant sur les épisodes rapportés dans la présente brochure sont énumérés à la fin des comptes rendus des différentes campagnes et ne figurent généralement pas dans la liste ci-dessous. Cette liste vise à signaler quelques autres oeuvres traitant de divers sujets et campagnes, que tout étudiant canadien lira avec profit.

Il va sans dire que ce n'est pas une liste complète; beaucoup de bons livres n'y sont pas inscrits. Mais tous les volumes indiqués

pourraient utilement trouver place dans chaque bibliothèque militaire canadienne et figurent au catalogue de la plupart des grandes bibliothèques. Certains sont épuisés, mais on peut se les procurer, en se donnant un peu de peine, chez les bouquinistes. Les livres spécialisés sur les questions navales et aériennes ont été omis, afin de présenter une liste courte. De même, l'histoire des régiments et des corps, ainsi que (sauf quelques rares exceptions) les souvenirs personnels ont été omis.

Sujets généraux et divers

Aron, Raymond, *Paix et guerre entre les nations* (Paris, 1962) (3^e éd. rév.).

Atkinson, C.T., *Marlborough and the Rise of the British Army* (Londres, 1921).

Bernard, H., *La guerre et son évolution à travers les siècles* (Bruxelles, 1957).

Burne, A.H., *The Art of War on Land* (Londres, 1944).

Castelot, André; *Bonaparte*, 2 vols. (Paris, 1967-68); *L'Aiglon: Napoléon II* (Paris, 1959).

Churchill, Winston S., *Marlborough, His Life and Times* (Londres, 2 vols., 1947).

Clausewitz, Carl von, *De la guerre* (diverses éditions).

Earle, E.M., *Makers of Modern Strategy, Military Thought from Machiavelli to Hitler* (New York, 1966).

Eggenberger, David, *A Dictionary of Battles* (New York, 1967).

Foch, F., *Principes de la guerre: conférences faites à l'Ecole supérieure de guerre*: (Paris, 1903); traduction anglaise parue sous le titre *The Principles of War* (Londres, 1918).

Fortescue, Sir J., *History of the British Army* (Londres, 13 vols., in-14 avec cartes,

1899-1930).

Freeman, D.S., R.E. Lee, *A Biography* (New York, 4 vols., 1935) et *Lee's Lieutenants, a Study in Command* (New York, 3 vols., 1944).

Frégault, Guy, *La Guerre de la conquête 1754-1760* (Montréal, 1955), traduction anglaise parue sous le titre *The War of the Conquest 1754-1760* (Toronto, 1969).

Fuller, J.F.C., *Armament and History* (Londres, 1946) et *The Decisive Battles of the Western World and their Influence upon History* (Londres, 3 vols., 1954-56).

Gaulle, Charles de, *Mémoires de Guerre* (3 vols., Paris, 1959).

Goltz, Baron von der, *The Nation in Arms* (éd. populaire, Londres, 1914).

Goodspeed, D.J., *The British Campaigns in the Peninsula 1808-1814* (Ottawa, 1958).

Görlitz, Walter, *The German General Staff* (Londres, 1953).

Hart, B.H. Liddell, *The Decisive Wars of History* (Boston, 1929) et *The Revolution Warfare* (Londres, 1946).

Hart, B.H. Liddell, *Memoirs*, 2 vols., (Londres, 1965).

Higham, Robin, *Air Power: A Concise His-*

- tory (New York, 1972).
- Henderson, G.F.R., *Stonewall Jackson and the American Civil War* (édition en un volume, New York, 1936) et *The Science of War* (Londres, 1905).
- Hunter, T.M., *Napoleon in Victory and Defeat* (Ottawa, 1964); et *Marshal Foch, A Study in Leadership* (Ottawa, 1961).
- Jomini, Baron de, *The Art of War* (diverses éditions).
- Mairaise, Eric, *Introduction à l'histoire militaire* (Paris, 1964).
- Maurice, Sir F., *British Strategy: A Study of the Application of the Principles of War* (Londres, 1929).
- Nef, John U., *War and Human Progress: An Essay on the Rise of Industrial Civilization* (Cambridge, ass., 1950).
- Nicholson, G.W.L., *Marlborough and the War of the Spanish Succession* (Ottawa, 1955).
- Preston, R.A., and Wise, S.F., *Men In Arms: A History of Warfare and its Interrelationships with Western Society* (New York, 1970).
- Ropp, Théodore, *War In The Modern World* (réédition, New York, 1965).
- Sheppard, E.W., *A Short History of the British Army* (réédition, Londres, 1950), et *The Study of Military History* (Aldershot, 1952).
- Sixsmith, E.K.G., *British Generalship in the Twentieth Century* (London, 1970).
- Stacey, CP., *The Military Problems of Canada* (Toronto, 1940).
- Stanley, G.F.G., *Canada's Soldiers, 1604-1954* (Toronto, 1954).
- Steele, M.F., *American Campaigns* (Washington, 2 vols., 1943).
- Wavell, Earl, *Generals and Generalship* (Londres, 1941; reproduit dans *The Good Soldier* du même auteur, Londres, 1948).
- Weighley, R.F., *History of the United States Army* (New York, 1967).
- Williams, K.P., *Lincoln Finds a General* (New York, 3 vols., paru en 1949-52).

PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

- Aspinall-Oglander, C.F., *Military Operations, Gallipoli* (Histoire de la Grande Guerre, basée sur les documents officiels, Londres, 2 vols., avec cartes, 1929).
- Blake, Robert, ed., *The Private Papers of Douglas Haig, 1914-1919* (Londres, 1952), traduction française parue sous le titre *Les papiers secrets de Haig*.
- Churchill, Winston S., *The World Crisis* (édition en un volume, New York, 1931), et *The Unknown War: The Eastern Front* (Londres, 1931).
- *Correlli, Barnett, *The Swordbearers: Supreme Command in the First World War* (New York, 1964), traduction française parue sous le titre *Le sort des armes: étude sur le haut commandement pendant la Première Guerre mondiale* (Paris, 1964).
- Crutwell, CRM.F., *A History of the Great War, 1914-1918* (Oxford, 1934).
- Debyes, F., *Chronologie de la guerre mondiale* (Paris, 1938).
- Edmonds, Sir J.E., *A Short History of World War I* (Londres, 1951).
- Foch, F., *Mémoires pour servir d l'histoire de la guerre 1914-18*, 2 vols. (Paris, 1930).
- French, Sir John, *1914* (Paris, 1919).
- Goodspeed, D.J., *The Road Past Vimy: The Canadian Corps 1914-1918* (Toronto, 1969); *Ludendorff. Genius of World War I* (Toronto, 1966).
- Hart, B. H. Liddell; *The War in Outline, 1914-1918* (New York, 1936).
- Joffre, J., *Mémoires*, 2 vols. (Paris, 1932).
- Michel, Jacques, *La participation des Canadiens français à la Grande Guerre* (Montréal, s.d.).
- Nicholson, G.W.L., *Le Corps expéditionnaire canadien, 1914-1919* (Ottawa, 1964).*
- Pershing, John J., *My Experiences in the World War* (New York, 2 vols., 1931), traduction française parue sous le titre *Mes souvenirs de la guerre*, 2 vols. (Paris, 1931).
- Renouvin, P., *La Crise européenne et la Grande Guerre* (Paris, 1939), (Renferme une importante bibliographie).
- Terraine, John Alfred, *Douglas Haig: The Educated Soldier* (Londres, 1964), traduc-

- tion française parue sous le titre *Douglas Haig, soldat de métier* (Paris, 1964).
- Tuclman, Barbara, *The Guns of August* (New York, 1962), traduction française parue sous le titre *Août 14* (Paris, 1962).
- Wavell, Earl, *The Palestine Campaigns* (Londres, 1928), and *Allenby, Soldier and Statesman* (Londres, 1946).
- Weygand, M., *Mémoires*, 3 vols. (Paris, 1949-1957). (Tome I: *Idéal vécu*, traite de la 1^{re} guerre).
- Wood, H.F., *Vimy* (Toronto, 1967).

SECONDE GUERRE MONDIALE

- Bryant, Arthur, *The Turn of the Tide* (London, 1957).
- Bryant, Arthur, *Triumph in the West* (London, 1959).
- Céré, R., *La Seconde Guerre mondiale* (Paris, 1961).
- Churchill, Winston S., *The Second World War* (Toronto, 6 vols., 1948-53), traduction française parue sous le titre, *Mémoires sur la 2^e Guerre mondiale*, 6 tomes en 12 volumes (Paris, 1948-53).
- *Clark, Alan, *Barbarossa, The Russo-German Conflict, 1941-45* (Londres, 1965).
- Dahms, H.G., *La deuxième guerre mondiale* (Paris, 1961).
- Davin, D.M., *Crete (Official History of New Zealand in the Second World War, 1939-45)* (Wellington, War History Branch, 1953).
- Derry, T.K., *The Campaign in Norway (History of the Second World War, United Kingdom Military Series)* (Londres, 1952).
- Ellis, L.F., *The War in France and Flanders, 1939-1940 (United Kingdom Military Series)* (Londres, 1953).
- Falls, Cyril, *The Second World War, A Short History* (Londres, 1948).
- Gaulle, Charles de, *Mémoires de guerre*, 3 vols. (Paris, 1959).
- *Guderian, Heinz, *Souvenirs d'un soldat*, traduit de l'allemand (Paris, 1954).
- Hart, B.H. Liddell, *History of the Second World War* (London, 1971).
- Hart, B.H. Liddell, éd., *The Rommel Papers*, traduction française parue sous le titre *La Guerre sans haine (Paris, 1953); The other side of the hill: Germany's generals their rise and fall*, traduction française parue sous le titre *Les généraux allemands parlent* (Paris, 1948).
- Isely, Jeter A., and Crawl, Philip A., *The U.S. Marines and Amphibious War: Its Theory, and its Practice in the Pacific* (Princeton, N.J.).
- Linklater, Eric, *The Campaign in Italy (The Second World War, 1939-1945: A Popular Military History by Various Authors)* (Londres, 1951).
- Matloff, Maurice and Snell, Edwin M., *Strategic Planning for Coalition Warfare, 1914-1942 (United States Army in World War II (Washington, Office of the Chief of Military History, États-Unis, 1954).*
- *Viconte Montgomery d'Alamein, *El Alamein to the River Sangro* (Londres, 1946), traduction française parue sous le titre *D'El Alamein à la rivière Sangro* (Paris, 1948); *The Memoirs of Field Marshal the Viscount Montgomery of Alamein* (Londres, 1958); traduction française parue sous le titre *Mémoires* (Paris, 1958).
- Mordal, Jacques, *Les Canadiens à Dieppe* (Paris, 1962).
- Nicholson, G.W.L., *Les Canadiens en Italie (Histoire officielle de l'Armée canadienne pendant la Seconde Guerre mondiale, Vol II)* (Ottawa, 1956).*
- Playfair, I.S.O., et autres, *The Mediterranean and Middle East (History of the Second World War, United Kingdom Military Series)* (Londres, 2 vols., 1954-56).
- Pogue, Forrest C., *The Supreme Command (United States Army in World War II: The European Theater of Operations)* (Washington, Office of the Chief of Military History, États-Unis, 1954).
- Seaton, Albert, *The Russo-German War, 1941-1945* (London, 1971).
- Sherwood, R.E., *Roosevelt and Hopkins* (New York, 1948).
- Shin, William, *Defeat into Victory* (New York, 1956).

Stacey, C.P., *L'Armée canadienne, 1939-1945*, (Ottawa, 1948); *Six Années de guerre: L'Armée au Canada, en Grande-Bretagne et dans le Pacifique et La Campagne de la victoire* (Histoire officielle de l'Armée canadienne pendant la Seconde Guerre mondiale, Vols I et III) (Ottawa, 1955, 1960), *et Armes, hommes et gouvernements: Les politiques de guerre du Ca-*

nada (Ottawa, 1974).

TrevorRoper, H.R., *The Last Days of Hitler* (2e éd., Londres, 1950).

Wilmot, Chester, *The Struggle for Europe* (Londres, 1952), traduction française parue sous le titre *La lutte pour l'Europe* (Paris, 1953).

Young, Desmond, *Rommel* (Londres, 1951).

* Les histoires officielles canadiennes sont disponibles en français et en anglais.

% Paru en livre de poche.

